

DERNIÈRE ÉDITION

Tandis qu'est rétablie la liberté de circulation entre la RFA et la RDA

La désagrégation de l'Etat est-allemand accélère le débat sur la réunification

La montée des périls

C'est que vit la RDA ces jours-ci n'a pas grand-chose à voir avec ce qui se passe chez ses voisins de l'Est : ce n'est pas un processus de réforme et de démocratisation plus rapide : les organes du pouvoir s'effondrent comme un château de cartes.

En quelques jours, presque tout ce qui restait des institutions socialistes a sombré : le comité central et le bureau politique du Parti communiste (SED) n'ont pas été en mesure de survivre durant les quinze jours qui les séparaient du congrès extraordinaire prévu pour le 15 décembre, d'anciens dirigeants sont arrivés ou en fuite, toute la direction de la police politique et des services de renseignement a démissionné, le procureur général a fait de même, les milices ouvrières, bras armé du parti dans les usines, vont être dissoutes, le « bloc démocratique » regroupant les partis satellites du SED s'est dissolu... Restent un Parlement qui n'a plus une once de légitimité, car on ne sait plus qui il représente ; un fantôme, M. Egon Krenz, dont le quotidien ouest-allemand « Bild » annonçait, mercredi, qu'il était le jour même abandonner ses fonctions de chef de l'Etat ; et un homme, M. Hans Modrow, le premier ministre, qui reste seul debout parmi les ruines des institutions.

De la tournure que prend cette décomposition accélérée de l'Etat est-allemand, on aurait tort de trop se réjouir. L'heure n'est pas, en RDA, à l'enthousiasme des révolutions. Les révélations sur la corruption d'un régime qui, plus encore que ses « frères », se disait dépositaire d'une certaine morale, a décliné chez ceux qui y avaient cru, une colère dont on peut craindre qu'elle n'ait pas de bornes.

L'agence Tass elle-même en est venue mercredi à : « L'inquiétude, pour la RDA, pour son existence même, a assombri l'allégresse et la fierté du peuple ». Les intellectuels est-allemands et le mouvement d'opposition Neues Forum appellent à créer des comités de citoyens pour tenter de contenir les débordements vengeurs et l'irruption des « forces d'extrême droite ». Le danger de voir la RDA entrer dans une tourmente incontrôlable est là.

LES propos tenus, mardi, par M. Gorbatchev au ministre ouest-allemand des affaires étrangères paraissent, dans ce contexte, quelque peu déphasés, en particulier quand il dit que l'URSS considère la RDA, Etat souverain, comme un « allié solide ».

Devant la montée des périls, celle de la colère, celle des courants nationalistes, qui demandent une réunification immédiate, le parti devra, la semaine prochaine, trouver des hommes crédibles et proposer un plan d'urgence pour la mise en place d'institutions démocratiques. Est-ce assez pour maîtriser le tempête ? M. Kohl, qui se rendra en RDA le 19 décembre, et M. Mitterrand, qui en fera autant quelques jours plus tard, peuvent aussi y contribuer s'ils n'arrivent pas les mains vides.

M 0147 - 1207 0 - 4,50 F



La désagrégation des institutions en RDA accélère le débat engagé sur la réunification des deux Etats allemands.

A Bonn, le chancelier Kohl, qui doit rencontrer le 19 décembre le premier ministre est-allemand, M. Modrow, a considéré comme un pas important sur la voie de l'« unité de l'Allemagne », la décision intervenue mardi d'instaurer une liberté quasi totale de circulation entre l'Est et l'Ouest.

A Moscou, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, s'est efforcé d'expliquer aux autorités soviétiques le plan de Bonn pour la réunification allemande. Ses interlocuteurs ont rappelé leur ferme attachement à l'existence de deux Etats allemands. A Kiev, la question allemande devait être au centre des entretiens, mercredi, de M. François Mitterrand avec M. Mikhaïl Gorbatchev.

La preuve par Strasbourg

par Daniel Vernet

« Nous sommes dans le noir, si nous devons nous en remettre à la foi dans l'histoire ; elle trouvera bien les voies et moyens pour mettre fin à ce qui est contre nature [la division de l'Allemagne] et pour créer ce qui est naturel : une Allemagne se mettant consciemment au service d'une Europe unie par la conscience d'elle-même, pas une Allemagne qui se considère comme son seigneur et maître. » Cette phrase prononcée par

Thomas Mann, en 1953, devant des étudiants de Hambourg est d'une brûlante actualité à la veille du conseil européen qui se réunit à Strasbourg les 8 et 9 décembre. L'écrivain ajoutait que parmi les difficultés freinant l'unification de l'Europe figurait « la méfiance dans la pureté des intentions allemandes », et qu'il revenait à la jeune génération de manifester clairement son vœu non d'une « Europe allemande », mais d'une « Allemagne européenne » (1).

Le gouvernement de Bonn se retrouve exactement dans la situation décrite par Thomas Mann. A l'ouest comme à l'est de l'Elbe, la volonté de mettre fin à une situation « contre nature » est presque unanime, nourrissant la méfiance des alliés respectifs des deux Etats allemands.

Lire la suite page 3

● M. Genscher tente de rassurer l'URSS sur le plan Kohl page 3
● L'Allemagne au centre des entretiens entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev page 3

● RDA : La population s'organise dans la lutte contre la corruption page 4
● TCHÉCOSLOVAQUIE : Le PC réhabilite cinq cent mille communistes exclus page 4

Inébranlable Tibet

Pékin ne parvient à brider ni le nationalisme de la population ni son attachement au dalaï-lama

Après avoir reçu, lundi 4 décembre, à Paris, le prix de la Mémoire, le dalaï-lama est arrivé mardi à Berlin-Ouest, et était attendu mercredi à Berlin-Est pour rencontrer des responsables de l'opposition.

Confronté à l'opposition déterminée de la population tibétaine, Pékin a protesté auprès des autorités est-allemandes contre la visite de cet « émigré politique », qui travaille contre l'unité du pays.

TSEDANG (Tibet)
de notre envoyé spécial

Reprenant à son compte des accusations déjà formulées à un niveau inférieur, M. Li Peng, premier ministre, a reproché en termes à peine voilés à l'Occident, le mois dernier, de chercher à déstabiliser le régime socialiste chinois en « détruisant l'unité ethnique » du pays, c'est-à-dire en favorisant la subversion dans les régions périphériques peuplées de non-Chinois. Cette accusation répond indirectement à l'attribution du prix Nobel de

la paix au dalaï-lama, le chef religieux tibétain exilé.

Le visage buriné, hérissé d'une barbe poivre et sel, de l'un des petits vieux venus ce jour-là à la citadelle-monastère du Yongmulakang, s'est éclairé d'un large sourire dès que la question lui a été traduite en tibétain : était-il au courant de l'attribution du prix Nobel de la paix au dalaï-lama ? « Bien sûr. Nous l'avons appris par les protestations de la radio chinoise... »

FRANCIS DERON
Lire la suite page 6

Un comité des sages et un secrétaire permanent

M. Rocard crée un dispositif pour l'intégration des immigrés

M. Rocard a présenté mercredi matin, au conseil des ministres, les orientations du dispositif d'intégration « à la française », qu'il préconise pour traiter le problème de l'immigration, ainsi qu'un calendrier de travail. Le comité interministériel permanent, placé sous la direction de M. Hubert Prévot, se réunira deux fois par mois pour arrêter les premières mesures concrètes. Un comité de neuf sages est créé. Les quarante-huit dispositions pratiques envisagées pour favoriser l'intégration viendront s'ajouter aux décisions prioritaires visant à réduire le flux migratoire.

M. Michel Rocard est d'accord pour une fois avec M. François Léotard : même s'il a été pressé par les événements, il n'a pas l'intention de se laisser « gouverner par les passions », autrement dit par la pression politique de M. Jean-Marie Le Pen - dans le traitement de l'immigration.

de quelque catalogue que ce soit. Les quarante-huit mesures envisagées pour favoriser l'intégration des immigrés dans la société française ne seront précisées qu'au fur et à mesure.

M. Rocard, qui se voit reprocher d'avoir tergiversé, ne veut surtout pas donner l'impression de se précipiter après les spectaculaires victoires de l'extrême



tes, mercredi matin 6 décembre, le chef du gouvernement a affirmé sa volonté d'agir, en ce domaine, en privilégiant l'action concrète et en évitant les grands effets médiatiques et parlementaires qui risqueraient, justement, d'alimenter le fond de commerce du Front national.

La politique d'intégration globale dont le conseil des ministres a adopté les grandes lignes, sur la base des conclusions du comité interministériel réuni à l'Hôtel Matignon, le 30 novembre, ne donnera donc pas lieu, dans l'immédiat, à la publication

droite aux élections partielles. Il tient, au contraire, à afficher une certaine sérénité. Il y tient d'autant plus que ses services, associés à ceux du ministère de l'Intérieur et de la solidarité nationale, tiennent à faire savoir qu'ils travaillent sur ce dossier depuis le mois de septembre.

Dans l'immédiat, le gouvernement a confirmé la création d'un comité interministériel permanent qui se réunira chaque quinzaine.

ALAIN ROLLAT

Lire la suite page 13 - section B

Etat d'urgence aux Philippines

Les affrontements avec les mutins continuent à Manille
page 6

Les risques de famine en Ethiopie

Quatre millions de personnes menacées
page 37 - section D

« Europe : la France introuvable »

Un point de vue de M. François Léotard, président du Parti républicain
page 2

Un record du TGV

Le train français a atteint 482,4 kilomètres/heure
page 37 - section D

Croisade contre la drogue à Padoue

Des mères Courage traquent leurs propres enfants pour les arracher à la toxicomanie.
page 15 - section B

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 43 à 45

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

FRED
les diamants font la chaîne

Fred a capturé des diamants pour habiller ces chaînes aux mailles entrelacées or gris et or jaune : collier, bracelet, pendants d'oreilles, bagues.

Bracelet : 35 000 F
Bague : 16 380 F

FRED
JOUAILLER

6, rue Royale, Paris 8° 42.60.30.65

La Clarté, 74, Champs-Élysées.
Hôtel Méridien - Espace « Galeries Lafayette », Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Desvillies.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - New York.

CAMPUS

Formation : les régions entraînées par l'Europe

La formation est un levier essentiel du développement régional. Mais le potentiel éducatif est très inégalement réparti selon les régions. Certaines exportent des diplômés, tandis que d'autres en manquent ou n'en ont pas dans les filières correspondant à leurs besoins. Ces disparités risquent de s'accroître dans le contexte européen.

Toutes ces questions seront débattues au cours d'un colloque international organisé par le DATAR, avec le soutien de la Commission des Communautés européennes et du Monde, à Marseille, les 7 et 8 décembre.

pages 17 à 20 - section B

DÉBATS

Afrique du Sud

L'impasse après l'espoir ?

par Donald Horowitz

EN Afrique du Sud, l'heure semble à la conciliation. Sept dirigeants historiques du Conseil national africain (ANC) ont été récemment libérés de prison, les manifestations et les meetings nageurs interdits sont maintenant autorisés et le ministre chargé de modifier la Constitution n'exclut plus désormais des discussions avec l'ANC.

En fait, depuis plusieurs mois déjà, le gouvernement et l'opposition extraparlamentaire s'adressent des signaux subtils. Lorsque le Mouvement démocratique de masse (MDM) tenta, dans le cadre de sa « campagne de confiance », de supprimer la ségrégation dans les hôpitaux, les responsables de ces hôpitaux acceptèrent tout simplement les malades quelle que soit leur race. Lorsque, en septembre dernier, le MDM intensifia ses protestations contre les « élections blanches », il était clair qu'il n'attendait pas de la part des Blancs un boycottage du scrutin. Les concessions gouvernementales allaient de pair avec la répression ; et les protestations de l'opposition restaient modérées. Chaque camp semblait vouloir dire à l'autre qu'ils se reconnaissent, tôt ou tard, comme partenaires légitimes dans une négociation.

En Afrique du Sud comme dans le monde, un espoir est né. Mais cet optimisme n'est guère fondé. Car on bien les problèmes de l'Afrique du Sud sont présentés comme insolubles et tout changement constitutionnel se révèle impossible ; ou bien des modalités d'accord seront trouvées, mais il ne s'agira que d'une fausse solution.

Nombre d'obstacles à un arrangement constitutionnel en Afrique du Sud sont dus à l'influence persistante de l'apartheid sur les mentalités. Du fait que l'apartheid fait dépendre les droits politiques des différents secteurs de la population de leur affiliation raciale, l'opposition extraparlamentaire réclame exactement l'inverse : une démocratie « non raciale » fondée sur le suffrage universel. « Non raciale » ne veut pas dire multiraciale. Parce que l'opposition en a plus qu'assez

des classifications raciales, elle refuse de reconnaître que dans l'avenir l'Afrique du Sud pourrait avoir le moindre problème racial.

Le seul problème, soutient l'opposition, c'est l'apartheid. Abolissez l'apartheid, donnez le droit de vote à tout le monde, et l'avenir est assuré. Dans cette hypothèse, il devient absolument hétéroclite de mentionner le risque de problèmes ethniques, en particulier par les différents groupes noirs, par exemple entre les Xhosa et les Zoulous. Pourtant, il est vraisemblable qu'avec l'apaisement du conflit Noirs-Blancs, les autres problèmes ethniques deviendront plus aigus. Il est vrai que la lutte contre l'apartheid a créé des liens supra-ethniques chez de nombreux Noirs, mais pas chez tous. Les sondages indiquent la survivance des identités ethniques. Avec l'avènement du suffrage universel, celles-ci prendront une signification politique qu'elles n'avaient pas dans le passé. L'opposition n'a aucun plan pour prévenir ces conflits ethniques ; elle ne veut même pas en envisager la possibilité.

Des positions opposées

Côté gouvernemental, on continue jusqu'à présent à raisonner uniquement selon des clivages ethniques. On semble espérer que, le suffrage universel étant inévitable, au moins tous les grands groupes raciaux, — en particulier les Blancs, — conserveront un droit de veto sur toute mesure gouvernementale le concernant. En adoptant cette position, le pouvoir reflète l'opinion de la plupart des Blancs selon laquelle le suffrage universel conduira inévitablement à la domination des Noirs, puisque ceux-ci sont très largement majoritaires. L'opinion blanche reconnaît de plus en plus le caractère illégitime de l'administration blanche ; mais elle craint tout autant la domination noire. Ainsi les Blancs cherchent à obtenir la future protection de leurs droits politiques, en tant que minorité ethnique, ce que

l'opposition extraparlamentaire tient pour un vestige du concept d'apartheid.

En conséquence, les principales parties au conflit sud-africain campent sur des positions opposées en ce qui concerne le cœur de leur conflit — la lutte pour le pouvoir politique et la manière dont celui-ci pourrait à l'avenir être organisé. C'est pourquoi elles ne pourront que soit constater leur désaccord au terme de leurs discussions, si longues soient-elles, soit s'entendre sur un compromis qui s'effilochera. Les principaux compromis possibles ou bien accorderont aux Blancs plus que ne le voudrait leur importance numérique, ce que les Noirs jugeront, en contradiction avec la règle de la majorité, ou bien leur fourniront une fausse « protection » qui pourrait être aisément balayée.

Il existe certaines solutions à ces problèmes, mais il est très improbable qu'elles soient adoptées. Elles supposent la mise en place d'arrangements électoraux peu familiers à l'Afrique du Sud mais qui fonctionnent dans d'autres pays. Ces formules pourraient aider à dissocier peu à peu les identités ethniques des intérêts politiques. Ironiquement, l'un des chapitres de la Constitution actuelle que l'opposition tient à conserver est consacré au système électoral à l'anglosaxonne, en l'assortissant bien sûr du suffrage universel. L'éventualité d'instaurer différents systèmes électoraux est considérée par l'opposition comme une ruse destinée à priver la majorité noire de son pouvoir.

Les Blancs voudraient des garanties et les Noirs veulent maintenir à leur avantage le système qui a si longtemps profité aux Blancs. Ces deux positions sont incompatibles avec la perspective d'une Afrique du Sud pacifique, démocratique, multiraciale et multi-ethnique. La première exigence irritera la majorité, la seconde empêche toute concession à la minorité.

Donald Horowitz est professeur à Duke University (Caroline du Nord).

TRAIT LIBRE



Europe

La France introuvable

par François Léotard

DEPUIS 1945, la France entretient avec l'Histoire un dialogue inquiet. Elle devine, plus qu'elle ne conçoit, qu'on a changé le monde sans elle. Elle ressent, plus qu'elle n'exprime, ce risque d'être un acteur secondaire, voire marginal, de l'histoire du monde. Elle se trouve, en fait, menacée d'une réalité qu'elle n'a, somme toute, que fort peu connue : se trouver frappée d'alignement par des forces énormes qui se sont mises en place en dehors d'elle et dont elle n'assume plus ni l'intelligence ni, a fortiori, la maîtrise.

En 1989, c'est à Leipzig, à Dresde, à Budapest, à Varsovie, à Berlin — vieilles villes d'Europe — qu'a été célébré le Bicentenaire. Beaucoup plus qu'à Paris où, le 14 juillet, la parade (au double

sens du mot) a été à la mesure de notre traditionnelle légèreté.

Il se trouve qu'en laissant le principe de plaisir dominer celui de réalité, nous nous sommes d'une certaine manière absentés de l'Histoire. Elle se rappelle aujourd'hui à notre bon souvenir.

Et, de nouveau, nous nous trompons de guerre. Nous voyons, comme jadis, et peut-être comme toujours, des France successives ou alternatives qui s'épuisent à se confronter, à se compter ou à se supplanter. Nous préparons, avec un talent et un zèle qui nous sont propres, de nouvelles barricades qui sépareront davantage la société politique française. Nous allons les élever encore un peu plus haut et — bien entendu — elles seront emportées.

Il ne s'agit pas, à travers cet amer constat, d'instaurer en France le règne du mélange des genres, de la confusion des idées, de l'impudence des choix, au moment même où les pays de l'Est aspirent à organiser chez eux la belle confrontation des libertés. Il ne s'agit pas non plus de croire à une quelconque « fin de l'Histoire », dernière mode d'une pensée vide.

Pour reprendre une expression chère à Charles Péguy, nous devons, face à ces événements, proposer aux Français un autre ordre que celui du politique et surtout du politique intérieur. Cela relève — au sein même du débat européen qui est et reste notre débat essentiel — d'une interrogation d'identité ; cela relève d'une culture et d'une histoire qui nous fondent comme peuple et qui nous définissent comme nation, au moment même où, qu'on le veuille ou non, celles-ci réapparaissent. Question de valeurs, bien entendu. Question de partis, certainement pas ! Force est de reconnaître que ce n'est pas la pente naturelle du monde politique.

Des formes nouvelles d'expression

Si l'on mesure à sa juste ampleur la secousse qui nous ébranle, ce n'est pas vers un marais qu'il faudrait aller — pour reprendre nos propres termes d'histoire politique — mais vers une colline d'où l'on verrait plus loin, plus clair, plus large... C'est à cela, à cette exigence et à cette altitude que nous aimerions, comme Français, être appelés.

En pratiquant une forme de grève politique, en cherchant — comme à tâtons — des formes nouvelles d'expression, en rejetant ce qui lui apparaît comme purement et uniquement électoral, le peuple lui-même exprime d'ailleurs cet appel.

Juger la position de la France, ses chances et ses handicaps, la communauté de valeurs de ses citoyens, l'expression publique de son ambition, ses choix d'avenir, à travers le congrès socialiste de Rennes d'une part, les États généraux de l'opposition d'autre part, c'est probablement un effort que l'immense majorité des Français n'est pas disposée à faire aujourd'hui.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas organiser ni l'un ni l'autre. Cela se fera et c'est bien. Mais ce qui est historiquement utile, c'est que se noue entre l'un et l'autre le dialogue nécessaire, le « nouveau forum » où seraient jugés et condamnés, comme c'est le cas ailleurs, nos archaïsmes communs, nos mensonges nationaux et nos faiblesses collectives. Faute de ce dialogue et de cette vérité, la France restera introuvable.

Chacun sait que les chefs « historiques » de la droite française ont jugé la réponse du gouvernement et de l'Élysée aux événements de l'Est avec sévérité. Soit. Chacun sait également que, dans une situation identique, ils n'auraient pas réagi de façon profondément différente. Jadis également, la gauche faisait ainsi. Ainsi va la France. Notre débat politique n'y a pas gagné, ni le nécessaire effort de lucidité auquel nous sommes conviés.

Sur le chemin de l'Histoire

Le mur de Berlin cachait, en fait, un miroir commode où chacun, de part et d'autre, à l'Est comme à l'Ouest, se regardait lui-même. Le mur s'est effondré et le miroir est devenu transparent. L'événement de ces dernières semaines, c'est d'abord un regard échangé, l'ébauche d'un destin de nouveau partagé.

Nous étions tranquillement à construire une Europe captivante, confortable, indifférente. Voici que l'on nous secoue ; notre intérieur est traversé par l'ouragan, la maison est ébranlée, les voisins sont dans le salon ; ils nous regardent et nous les regardons. Avec stupeur.

Cela pourrait-il n'avoir aucune conséquence sur notre vie domestique ?

Si nous souhaitons que les Français aient encore quelque chose à dire, ailleurs que dans les anciens livres de écoles ; si nous voulons que notre pays formule, aussi justement qu'en 1789, les nouveaux droits et devoirs des citoyens européens que nous sommes devenus, nous devons remettre la France sur le chemin de l'Histoire.

Cela nous coûtera certainement, aux uns et aux autres, en amour-propre ou en tactique.

Mais l'occasion qui nous est fournie aujourd'hui d'un jugement sur nous-mêmes, dépourvu de complaisance, d'une présence forte sur le continent qui est le nôtre, cette occasion-là ne doit pas et ne peut pas être abandonnée à nos vieux démons.

Sauf à accepter que notre pays et l'Europe puissent marcher côte à côte, sans vraiment se rencontrer...

La conscience européenne ne s'est pas affirmée fortement, en juin dernier, dans les urnes. Mais elle s'est ouverte, ces dernières semaines, au frissonnement de l'Histoire.

Qui pourrait, mieux que les Français, entendre, comprendre et juger, tout ce qui est aujourd'hui en cause ?

► François Léotard est président du PR.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Larroque (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Blandine Barret-Kriegel
Les droits de l'homme
et le droit naturel

Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

BIBLIOGRAPHIE

« Idéologies, partis politiques
et groupes sociaux »

Pour Georges Lavau

par Georges Vedel

UNE des plus heureuses traditions universitaires veut qu'au jour de sa retraite — toute administrative — un maître éminent se voie offrir des « Mélanges » portant son nom, composés d'études intéressant l'enseignement et le champ de recherches qui ont été les siens, écrites par ses disciples et ses amis. C'est de ce genre que relève le volume dédié à Georges Lavau.

La trentaine d'articles ainsi réunis par Yves Meny ont d'abord le mérite de rappeler tout ce que la science politique doit au docteur Georges Lavau fut d'abord juriste et brillant juriste, et il enseigna dans les facultés de droit (Grenoble, puis Paris), puis, à partir de 1962, à la Fondation nationale des sciences politiques et à l'Institut d'études politiques de Paris. Mais dès les années 50, comme en témoigne son premier ouvrage post-doctoral publié en 1952 — *Partis politiques et réalités sociales* — c'est à la science politique qu'il s'est voué. Il y a pris dans la communauté scientifique nationale et internationale une place de premier rang comme enseignant et comme chercheur. Sur son nom, l'unanimité est faite : il a marié une réflexion scientifique rigoureuse, lucide et objective à un engagement civique courageux passant bien au-dessus et au-delà de la politique politicienne. Les six pages de bibliographie qui terminent le livre sont un témoignage parlant.

Le titre de l'ouvrage énonce les thèmes essentiels de la recherche de Georges Lavau, au centre de la vie politique réelle : idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Ils étaient au cœur du livre de 1952 ; ils se sont retrouvés dans la suite de l'œuvre et notamment dans ce grand classique qu'est *À quoi sert le Parti communiste français ?* paru en 1981. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les objets de la recherche que les participants à l'ouvrage ont voulu évoquer, mais également la méthodologie de l'auteur, d'une modernité qui ne doit rien aux modes et qui lui a valu une réputation internationale dont ont profité l'ensemble

de la science politique française et la revue dont il est le directeur. Suivant la loi du genre, ce livre de « Mélanges » prend son intérêt tout à la fois dans la variété des contributions et dans l'unité de l'inspiration. Le livre est remarquable par la multiplicité des signatures, la part importante de celles qui viennent de l'étranger, notamment d'Amérique du Nord, et par la qualité des contributions.

Une très large place est faite aux partis politiques, qu'il s'agisse de théorie générale ou d'études ponctuelles sur la structure et le rôle du système de partis ou de tel ou tel parti en France, en Allemagne ou dans le monde musulman. Les syndicats et leur rapport à la politique en France et dans le monde, les « policy communities » ne sont pas oubliés.

D'autres contributions, orientées vers les idées et les structures d'opinion, nous mettent au fait de données nouvelles : déconstruction de l'idée de révolution, notion d'héritage politique, disparition de l'intellectuel de gauche, nouvel espace politique français, services publics et opinion publique, etc. L'un des auteurs américains nous annonce la « fin de l'exceptionnalité française », c'est-à-dire le rattachement de la France dans les années 80 à la culture et à la pratique politiques communes aux pays capitalistes avancés.

Mais on ne saurait évoquer tous les articles et tous les auteurs. Citons pourtant, parce que le sujet en est inattendu, « Adolescence dans la résistance communiste juive » et « La représentation des manifestations dans la peinture au début du vingtième siècle » (avec des illustrations). Ce sont deux réussites de science politique authentique sur des thèmes qu'on aurait tort de croire marginaux.

► Idéologies, partis politiques et groupes sociaux. Études réunies par Yves Meny, pour Georges Lavau. (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques), 450 F.

Le débat sur la question allemande

La réunification au centre des entretiens de M. Mitterrand avec M. Gorbatchev

KIEV
de notre envoyé spécial

La vérité n'est peut-être pas toujours bonne à dire mais il faut bien la dire : Kiev se préparait mardi 5 décembre à un événement, mais il ne s'agissait pas de la venue de M. Mitterrand, attendu pour tant ici mercredi après-midi pour sa rencontre avec M. Gorbatchev. Non, à écouter les gens de la rue, à lire la presse et à écouter la télévision, l'événement du jour devait être le match opposant le célèbre club local, Dynamo, à celui non moins célèbre venu de Florence, la Fiorentina.

La loi de la Coupe d'Europe de football est dure mais c'est la loi. La preuve : quelques dizaines de journalistes seulement sont là pour rendre compte de la rencontre Mitterrand - Gorbatchev alors qu'on attendait plusieurs milliers de supporters italiens pour encourager des gens qui finalement ne font que taper dans un ballon, rond de surcroît.

Ces passions populaires ne doivent cependant pas faire oublier l'essentiel : c'est ce même mercredi au alentours de 16 heures que M. Mitterrand était attendu dans la capitale de l'Ukraine. M. Gorbatchev, censé arriver peu avant de Moscou et de ses explications laborieuses avec les membres du pacte de Varsovie, devait l'accueillir à l'aéroport, de concert avec les autorités locales fraîchement renouvelées grâce au renvoi vers la retraite du « dinosaure » local, M. Cherbinski, qui n'en aura pas moins survécu à quatre ans de perestroïka, Tchernobyl inclus.

De quoi devait parler MM. Mitterrand et Gorbatchev au cours de ces entretiens sollicités par le premier ? Officiellement, de la situation en Europe. M. Mitterrand n'occupe-t-il pas la présidence de la CEE ? En fait, un sujet devait dominer ces entretiens : la réunifi-

cation de l'Allemagne, qui, même s'il n'est pas d'actualité, fait l'actualité.

De retour de Malte, le numéro un soviétique veut en effet obtenir des Occidentaux qu'ils disent ce qu'il ne peut dire qu'à voix basse : calmer le jeu et les Allemands, et gagner trois ou quatre ans sur un dossier particulièrement brûlant.

La réponse - si réponse il y a - devait être donnée par M. Mitterrand au cours d'une conférence de presse prévue mercredi à 18 heures (heure de Paris), et qui devait être tenue conjointement avec M. Gorbatchev. Auparavant, M. Mitterrand devait visiter au pas de charge

les hauts lieux du christianisme russe - capitale Kiev, - c'est-à-dire le monastère de la Laure de Petchersk, le plus ancien de la Russie la plus ancienne, et la cathédrale Saint-Sophie.

Il aura sans doute été question de la sympathique Anne de Kiev, épouse de Henri I^{er}, à une époque qui imposait à l'Europe occidentale d'entretenir des rapports courtois avec une place qui contrôlait non seulement le commerce Est-Ouest, mais aussi le commerce Nord-Sud. C'était, il est vrai, au dixième siècle.

JACQUES AMALRIC

La preuve par Strasbourg

Suite de la première page

Pour les alliés des deux États allemands, la « communauté contractuelle » prônée par le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, et la confédération proposée par les dirigeants de Bonn apparait comme l'anti-chambre d'une Allemagne réunifiée, forte de 80 millions d'habitants, conjuguant la formidable puissance économique de la RFA et la croissance potentielle de la RDA, pôle d'attraction d'une Mitteleurope, qui, à l'Ouest, déséquilibrerait la Communauté européenne et, à l'Est, priverait l'Union soviétique de son glacis.

Les dirigeants allemands, d'un côté comme de l'autre, protestent de leurs bonnes intentions, et rien ne permet de mettre en doute leur parole. A peine si les partenaires européens de la RFA ont-ils lieu de s'inquiéter de l'ignorance dans laquelle le chancelier Kohl les a

tenus de son plan en dix points en faveur d'une réunification par étapes, alors qu'il avait dîné avec eux à l'Elysée quelques jours avant de le rendre public. Au moins peuvent-ils se rassurer ou se consoler en pensant que M. Kohl n'a pas même pas averti ses alliés libéraux de la coalition gouvernementale.

Le chancelier répète à qui veut l'entendre que les projets de réunification s'inscrivent dans le mouvement général de l'Europe et ne menacent donc personne, ne créant en rien ni l'intégration de l'Allemagne dans la Communauté européenne, ni l'approfondissement de l'union politique et économique. Strasbourg est une excellente occasion de passer aux actes. Le test est tout trouvé : la tenue avant la fin de 1990 de la conférence gouvernementale qui doit préparer un nouveau traité

M. Genscher a tenté de rassurer les dirigeants soviétiques sur le plan Kohl

Après Londres et Paris, c'était au tour de Moscou de recevoir, mardi 5 décembre, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, venu expliquer aux dirigeants soviétiques la signification du plan en dix points pour parvenir à l'unité allemande proposé par le chancelier Kohl.

BONN

de notre correspondant

Moscou avait émis les critiques les plus vives et les plus ouvertes contre ce plan : ces objections ne concernaient pas seulement la procédure employée par le chancelier pour l'élaborer et le rendre public. Elles avaient également trait à son contenu. Les Soviétiques accusaient Bonn de vouloir remettre en cause les frontières issues de la seconde guerre mondiale. Les dirigeants soviétiques ne fermaient cependant pas totalement la porte au dialogue sur la base des propositions du chancelier : M. Edouard Chevardnadze avait déclaré la semaine dernière que si l'on ajoutait un onzième point à ce plan - la reconnaissance du caractère définitif de la frontière Oder-Neisse - il pouvait constituer une base de discussion acceptable pour l'Union soviétique.

1937, ne cessera d'exister qu'une fois signé un traité de paix. Le chancelier s'est constamment réfugié dans l'ambiguïté pour essayer de contenter tout le monde, ses partisans de droite et ses électeurs potentiels tentés par l'extrême droite - qui ne veulent pas admettre le caractère définitif de cette frontière, - les Polonais, les Soviétiques et ses propres alliés, qui tiennent à l'intangibilité des frontières européennes, surtout de celle-là.

Il est d'ailleurs paradoxal d'affirmer qu'une Allemagne divisée respecte la frontière polonaise mais que le doute subsiste sur les intentions territoriales de cette future grande Allemagne, dont on dit pourtant qu'elle ne menacera personne.

Formidable tacticien en politique intérieure, M. Helmut Kohl est placé dans une situation historique qui exige une vision et des sacrifices. Face aux bouleversements que connaît l'Europe, et particulièrement son pays, il doit saisir l'occasion de montrer s'il est aussi un homme d'Etat. Après Strasbourg, il sera bien tard.

DANIEL VERNET

LUC ROSENZWEIG

Lors de son entretien avec le chef de l'Etat

M. Chirac s'est inquiété du « contenu de l'Europe économique »

Avant le sommet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre, M. Mitterrand a reçu à l'Elysée les dirigeants des partis représentés par un groupe au Parlement.

Après M. Giscard d'Estaing et M. Mauroy (le Monde du 6 décembre), le chef de l'Etat s'est entretenu, mardi 5 décembre, avec M. Alain Poirer, président du Sénat, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, M. François Léonard, président du PR, et M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste. Ce dernier a précisé qu'il avait fait part des observations de son parti sur l'union économique et la charte sociale, ainsi que sur les perspectives de coopération avec l'Europe de l'Est.

M. Chirac, reçu pendant une heure, n'a fait aucune déclaration à sa sortie de l'Elysée, mais un communiqué de son cabinet a indiqué qu'il avait posé quatre questions à M. Mitterrand, concernant « le contenu de l'Europe économique, alors que se précisent les perspectives d'une réunification de l'Allemagne et que va se poser le problème de l'association avec les pays de l'Est ».

Il a évoqué la question du règlement de paix et de l'avenir du statut de l'Allemagne en fonction de l'intangibilité des frontières. Il a aussi parlé de l'Europe politique et de son élargissement à de nouvelles démocraties. Enfin il a traité de la répartition de l'Europe entre deux sillons et de la sécurité de la France dans ce contexte. Ce dernier point avait été évoqué le matin même par M. Edouard Balladur à l'Europe 1 : « Notre intérêt est de maintenir l'alliance atlantique, car nul ne peut prévoir ce que sera l'évolution de l'Union soviétique, et, quelle que soit cette évolution, même si elle devait se faire vers un système plus libéral, la Russie demeurera la Russie, c'est-à-dire en Europe le pouvoir militaire de très loin le plus fort ».

L'ancien ministre d'Etat a ajouté : « La question du maintien d'équipements militaires ou de forces américaines sur le territoire fédéral ne va pas tarder à être d'actualité. Plus l'Allemagne prendra ses distances avec l'OTAN, plus la France devra au contraire s'en rapprocher. Alors il sera de notre intérêt de voir si, éventuellement, ou bien des troupes françaises ne pourraient

pas être accueillies dans d'autres pays d'Europe, ou si ces pays ne devraient pas accueillir sur leur territoire des troupes américaines ».

Il a souhaité que l'Allemagne prenne trois engagements : continuer la construction de l'Europe, maintenir ses frontières actuelles, renoncer à l'arme nucléaire. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a indiqué que sur ce sujet les déclarations de M. Balladur « ne représentaient pas le point de vue officiel du RPR », qui n'a pas débattu sur cette question lors de son dernier conseil national.

M. Chevènement plaide pour une « identité européenne en matière de sécurité »

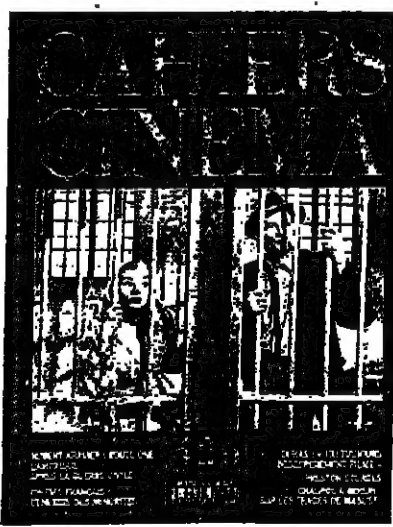
S'exprimant, mardi 5 décembre, devant les parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), réunis en session à Paris, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a appelé à « réfléchir à l'édification progressive d'une identité européenne en matière de sécurité ».

Le ministre a notamment déclaré : « S'interroger sur une éventuelle opposition entre voie européenne et voie atlantique est à la fois anachronique et stérile, à moins que cela ne devienne un défi pour justifier un refus de prendre ces responsabilités nouvelles qui sont rendues nécessaires par l'évolution internationale. Aujourd'hui le processus de retrait progressif des forces américaines d'Europe pourrait être engagé et nous pourrions envisager un avenir où la sécurité de l'Europe de l'Ouest devra être assurée avant tout par les Européens eux-mêmes. Le moment est venu de réfléchir à l'édification progressive d'une identité européenne en matière de sécurité afin que ne s'installe pas entre les deux Supergrands un champ ouvert aux luttes d'influence ou aux rivalités d'ancien. Cette identité doit comporter une capacité de dissuasion propre suffisante par rapport à la menace que représentera durablement l'existence d'une superpuissance continentale à nos portes ».

Cette question a-t-il dit, n'est plus « académique ».

LES CAHIERS.
LISEZ ET VOUS VERREZ.

Décembre. Si Elle parle du cinéma, c'est forcément dans les Cahiers. Elle ne dit pas les choses, elle les pose. L'Argent, l'écriture, le filmable, l'infilmable, le corps, la voix... elle effeuille le cinéma comme une marguerite. C'est Duras. Histoire ? Fiction ? Ce qui se passe à Berlin, c'est les deux. A Berlin, Chabrol tourne Docteur M. Un film dans lequel le mur est détruit et traversé. En plein tournage, l'Histoire rattrape le scénario. En couverture: Preston Sturges, cinéaste prodige à Hollywood dans les années 40. Aujourd'hui ses films sont encore de la dynamite. A redécouvrir d'urgence.



Marguerite Duras - Entretien
« J'ai toujours désespérément filmé »
Claude Chabrol
Tournage à Berlin

Preston Sturges - Cinéaste prodige
Robert Kramer - L'Amérique
après la guerre civile
Cinéma français -
L'énergie des minorités

LISEZ ET VOUS VERREZ

EUROPE

Ouvrant la voie à d'autres formes de coopération

La liberté de circulation est désormais totale entre les deux Allemagnes

Le ministre ouest-allemand à la chancellerie M. Rudolf Seiters et le premier ministre est-allemand M. Hans Modrow se sont mis d'accord, mardi 5 décembre à Berlin-Est, pour instituer une totale liberté de circulation pour les ressortissants des deux Allemagnes.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

L'accord prévoit notamment la mise en place d'un fonds de devises qui permettra aux Allemands de l'Est d'acheter à un taux convenu 200 DM (660 FF) par an pour leurs déplacements à l'étranger. En échange, l'obligation de changer 25 DM par jour est supprimée pour les Allemands et les Berlinois de l'Ouest. Ils n'auront de surcroît plus besoin de visa et pourront séjourner en RDA pendant trente jours sans autorisation de séjour.

Ces dispositions valent pour les Allemands de l'Ouest ou les étrangers résidents à Berlin-Ouest qui peuvent déjà utiliser depuis l'ouverture du mur, le 9 novembre, tous les points de passage anciens ou nouvellement créés entre les deux parties de la ville. Elles ne bénéficient pas en revanche aux étrangers non-résidents, pas plus ceux de la Communauté européenne que ceux des quatre pays garants du statut de la ville (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS), dont les déplacements restent soumis aux mêmes règles

qu'avant et qui disposent de deux points de passage seulement.

Un profond tournant

Cet accord va changer la vie des Berlinois de l'Ouest, qui vivaient jusqu'à dans une sorte d'île. Il leur permettra notamment de pouvoir, pour la première fois depuis la guerre, se déplacer librement hors des limites de leur partie de ville ou d'aller passer le week-end à la campagne. Les déplacements à l'intérieur de la RDA et à Berlin-Est étaient jusqu'à strictement réglementés et peu en profitaient. Les maires des deux parties de la ville, MM. Walter Momper pour l'Ouest et Eberhard Krause pour l'Est, se sont rencontrés officiellement mardi 5 décembre pour discuter des conséquences à prévoir de la future coopération entre leurs deux municipalités.

Ces décisions marquent un profond tournant dans les relations entre les deux Allemagnes et ouvre la voie à une série d'autres formes de coopération actuellement en cours de négociation : projets communs en matière d'environnement, amélioration des communications téléphoniques... La déclaration rendue publique mardi prévoit également l'accélération des négociations dans le domaine de la coopération économique, de l'autorisation de sociétés mixtes en RDA, du développement du tourisme, de la création d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Berlin et la RFA.

HENRI DE BRESSON

RDA : la lutte contre la corruption

- D'anciens dirigeants, dont M. Honecker, assignés à résidence
- Les locaux de la sécurité d'Etat occupés par les manifestants

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les locaux de la sécurité d'Etat ont été occupés, mardi 5 décembre, dans la soirée, dans plusieurs villes est-allemandes, par des manifestants dénonçant la destruction de documents compromettant pour les anciens dirigeants, aujourd'hui accusés de corruption et d'abus de pouvoir. Ces occupations se sont déroulées généralement de manière pacifique. Décidé à coopérer, le gouvernement avait accepté, lundi, la création d'une commission mixte incluant des représentants des mouvements d'opposition pour s'assurer que toute la lumière soit faite sur les agissements des anciens dirigeants.

Dans tout le pays, à Erfurt, Rostock, Suhl, Dresde, il a suffi que la rumeur se répande lundi soir que les chaudières destinées à brûler les documents fonctionnaient à plein dans les « bastilles » de l'ancien régime pour déclencher immédiatement la riposte de la rue. Cette occupation passagère des locaux de la Stasi marque une nouvelle étape de la désagrégation de l'ancien appareil d'Etat. Ainsi mardi, les groupes de combat des entreprises — milices privées du Parti communiste — ont été désarmés. Le même jour, une purge sévère a été annoncée dans les rangs de l'ancien ministère de la sécurité d'Etat. Les deux adjoints de l'ancien ministre, Erich Mielke, les généraux Rudi Mittig et Gerhard Neiber, ont été « démissionnés » en même temps que dix-sept de leurs principaux collaborateurs.

Un certain nombre d'anciens dirigeants, dont l'ex numéro un Erich Honecker, ont, mardi également, été assignés à résidence à Wandlitz, le quartier du nord de Berlin réservé aux dignitaires de la RDA. Cette mesure vise d'anciens responsables du bureau politique du Parti communiste contre lesquels des procédures judiciaires sont en cours, a expliqué le procureur général adjoint, M. Harri Hartrand.

Parmi les autres victimes du jour figure le procureur général Günther Wendland, soupçonné d'avoir un peu trop entraîné ces derniers jours dans les enquêtes sur les affaires de corruption et d'avoir ainsi cherché à protéger certains de ses anciens amis. En revanche, l'avocat Wolfgang Vogel, bien connu pour avoir négocié d'innombrables échanges de prisonniers politiques et d'espions, et pour avoir servi d'intermédiaire lors des

occupations d'ambassades ouest-allemandes par des candidats à l'émigration, a été relâché après avoir été interrogé pendant plusieurs heures. M. Vogel a été chassé par M. Alexander Schall-Kolodkowski, ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur, accusé de trafic d'armes, aujourd'hui en fuite, pour assurer sa défense.

A l'approche de la table ronde qui doit réunir, à partir du 7 décembre, les représentants de toutes les formations politiques, au pouvoir et de l'opposition, pour discuter de l'avenir de la RDA, le paysage politique se transforme, lui aussi. Les nouveaux dirigeants du Parti communiste ont installé huit commissions qui se sont mises au travail mardi pour préparer les importantes réformes qui seront soumises au congrès extraordinaire du parti à mi-décembre.

Sans attendre, les autres partis de la coalition gouvernementale viennent de déclarer que le Bloc national, au sein duquel elles étaient associées jusqu'à présent aux communistes, avaient vécu. Le Bloc national servait notamment à assurer la répartition des sièges au Parlement lors des élections qui se déroulaient sur une liste unique. En prévision de la campagne électorale à venir, ces partis — les chrétiens-démocrates, les libéraux, le Parti national démocrate et le Parti paysan — ont tous prévu maintenant des congrès extraordinaires pour préparer leur programme et reformer leurs statuts.

HENRI DE BRESSON

Le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), M. Karel Urbanek, a annoncé mardi soir 5 décembre la mise en route d'un processus de réhabilitation générale des cinq cent mille communistes exclus après l'écrasement du « printemps de Prague ».

Cette décision constitue la suite logique de la condamnation lundi, à Moscou, par les dirigeants du pacte de Varsovie, de l'invasion, le 21 août 1968, du territoire tchécoslovaque par les forces soviétiques, bulgares, est-allemandes, hongroises et polonaises, pour mettre fin à l'expérience du « socialisme à visage humain » menée par Alexander Dubcek et son équipe de communistes réformateurs.

M. Urbanek a annoncé lui-même le processus de réhabilitation à la télévision qui a, pour la circonstance, interrompu un programme de variétés. Le secrétaire général du PCT a déclaré que « conformément au projet de programme d'action » adopté par le bureau politique il y a quelques jours, « nous nous tournons aux sources d'inspiration du « printemps de Prague » en 1968. Nous considérons comme nul le document Lapon de la crise de 1968 qui justifiait la liquidation des efforts de réforme et de renforcement des méthodes bureaucratiques de la direction (du PCT) après 1968 ».

« Nous nous exprimons pour l'entière réhabilitation politique de tous ceux qui, pour avoir exprimé leur désaccord avec l'intervention militaire, ont été forcés de quitter le parti », a ajouté M. Urbanek.

OSTRAVA

de notre envoyé spécial

Ici, on dirait que le temps s'est arrêté dans les années 50. Alors que Prague exulte de libertés reconquises, Ostrava, ses bâtiments stalinien, ses mines et ses aciéries fourniraient un décor parfait à un film sur l'époque où l'on croyait que des slogans géants, comme « Paix, bonheur du peuple et combles », peints sur des immeubles hideux suffisaient à promettre aux gens un avenir radieux.

Les slogans sont toujours là et l'avenir s'est révélé aussi noir que la suie qui recouvre les murs. Centre industriel de Moravie du Nord, Ostrava est aujourd'hui une caricature de désastre social et écologique. Les cheminées des usines crachent en plein centre-ville, pas un arbre n'humanise les grands ensembles, la neige paraît crasseuse avant même de se poser.

A Ostrava, les usines s'appellent « 50^e anniversaire de la création du Parti communiste » ou « Nouvelles Acieries Klement Gottwald », du nom du président qui asservit la Tchécoslovaquie à l'époque stalinienne. Les étioles rouges sont partout, sur le front des bâtiments, accrochées aux poteaux des lampadaires. « Elles ont coûté 750 couronnes pièce (500 FF) et ne s'éclairaient même pas », commente, dégoûté, un habitant.

Pourtant, dans ce bastion du Parti communiste où, signe de sa



Dans le même esprit, le président de l'Académie des sciences a annoncé pour mercredi sa démission en bloc ainsi que la réintégration en son sein des quatorze anciens membres de cette institution, dont les professeurs Ota Sik et Jiri Hajek, qui en avaient été radiés au mois d'août 1968. Une assemblée générale extraordinaire de l'Académie aura lieu le 21 décembre pour examiner la situation.

Un accord est d'autre part intervenu entre le Forum civique (opposition) et le pouvoir sur la formation d'un nouveau gouvernement régional tchèque où les communistes n'occupent que huit sièges sur dix-sept. Ce nouvel équilibre

traduit pour la première fois dans les faits la renouveau du PCT à son rôle dirigeant dans la société tchécoslovaque. Le communiste Frantisek Pitra conserve le poste de vice-premier ministre mais il sera entouré de trois adjoints, MM. Miroslav Tomasek (Communiste), Petr Mises (socialiste) et Antonin Bandys (Parti populaire).

Projet

de république parlementaire

De retour de Moscou, le premier ministre Ladislav Adamcák a par ailleurs repris ses négociations avec les représentants du Forum civique, dont le dramaturge Václav Havel, qui réclament une plus

Ostrava à son tour ébranlée...

Les résistances aux changements politiques sont plus fortes en province qu'à Prague. Mais à Ostrava les choses commencent à bouger...

force et contrairement au reste du

pays, près des deux tiers de ses membres sont des ouvriers, ici aussi la forteresse est ébranlée. Elle a d'abord très bien résisté, beaucoup mieux qu'à Prague où à Bratislava, où les choses sont allées très vite; mais depuis quelques jours, Ostrava à son tour est prise dans la tourmente et désormais, face à une gigantesque sculpture de bronze en forme de marteau et faucille dans le centre de la ville, flotte la bannière du Forum civique sur les locaux que vient de lui remettre solennellement, maire en titre, le conseil municipal.

Lundi 4 décembre, au moment où les Pragois envahissaient de nouveau la place Venceslas, vingt mille personnes — Ostrava compte trois cent trente mille habitants — manifestent ici, place des Milices-Populaires, avec, entre autres revendications, celle de réhabilitation des artistes et des intellectuels, et de réhabilitation de la place de Tomas-G. Masaryk, en hommage au fondateur de la République tchécoslovaque.

Le tournant de la grève générale

L'un des orateurs a regretté qu'Ostrava soit en retard sur Prague. « On ne les rattrape », ont promis les manifestants. Le fait est que le mouvement a démarré ici avec difficulté : le 20 novembre, soit trois jours après la répression de la manifestation étudiante à Prague qui devait mettre le feu aux poudres, un premier rassemblement a eu lieu à Ostrava : juste avant, racontent les militants du Forum civique, tous les activistes connus ou signataires de la Charte 77 avaient été interpellés. Mardi 21 novembre, nouvelle manifestation, le nom de « Forum civique », qui existe déjà depuis deux jours à Prague, est pour la première fois prononcé; mercredi, devant quatre à cinq mille personnes, un jeune forgeron, Zbynek Popelka, proclame la naissance du Forum civique d'Ostrava; il est aussitôt arrêté et ne sera libéré qu'après avoir entamé une grève de la faim, cinquante heures plus tard.

Pendant ce temps, les étudiants de la Haute Ecole de la sidérurgie, qui regroupent en fait quatre facultés et 7 500 étudiants, se sont mis en grève. Le recteur le prend très mal, dénonce dans la presse locale le comité de grève comme « structure illégale », interdit l'accès aux pho-

tocopies, raconte la présidente du comité de grève, Sona Tarkovska, professeur de russe et de polonais.

Mais tout va commencer à basculer avec la grève générale le 27 novembre. « La grève était interdite partout et les ouvriers étaient menacés de sanctions », dit l'un des responsables du Forum civique, Gunter Motyl. A la mine, la direction empêche les mineurs de remonter à la surface pour faire grève de 12 à 14 heures, mais un quart d'entre eux parviennent malgré tout à remonter et sont rejoints par les travailleurs de surface, qui cessent le travail à leur tour.

Les dirigeants locaux semblent alors comprendre qu'il se passe vraiment quelque chose de sérieux et commencent à changer d'attitude. Aucune sanction ne sera finalement prise contre les grévistes et depuis ce jour-là les étudiants et les artistes sont autorisés à pénétrer dans les usines, dont l'accès leur avait été interdit jusqu'alors.

Dans certaines mines, des locaux sont même fournis aux comités de grève. A la mine Vitezný Unor (Février glorieux), à partir du 1^{er} décembre, les permanents du Parti sont contraints de retourner à leur travail d'origine, qu'ils avaient abandonné pour se consacrer à leur activité politique. A la Haute Ecole de sidérurgie, l'Union des jeunes communistes (SSM), après s'être opposée à la grève, finit par mettre ses locaux à la disposition des grévistes. Le recteur et d'autres cadres universitaires démissionnent.

L'Institut du marxisme-léninisme et ses cours obligatoires sont abolis. L'un des enseignants de cette matière, Jiri Seget, membre du PC, fait partie du comité de grève et devient porte-parole du Forum civique. « Au lieu d'enseigner le marxisme-léninisme, je vais maintenant enseigner les sciences sociales », affirme cet homme d'une quarantaine d'années, sans que cela paraisse lui causer de cas de conscience particulier.

Aux aciéries Klement Gottwald, raconte Miroslav Novak, qui y travaille comme ouvrier, l'atmosphère a changé ces derniers jours. « On est plus gai, maintenant on se salue en faisant le V » de la victoire, et ceux qui sont membres des milices populaires le ramènent beaucoup moins. Les panneaux de la SSM sont recouverts d'affiches du Forum civique, du Parti socialiste et du Parti populaire. Selon

large représentation des non-communistes au sein du gouvernement fédéral. Ces discussions, toujours difficiles, se déroulent sous la pression de la population et en particulier des étudiants, qui ont bloqué pendant plusieurs heures, mardi après-midi, les bureaux de M. Adamcák au moyen d'un rideau composé de centaines de caisses d'emballage en réclamant sa démission.

Mardi également, le Forum civique a présenté au cours d'une conférence de presse un projet de Constitution définissant la Tchécoslovaquie comme une république parlementaire qui perdrait son appellation de « socialiste ». Le Forum demande que ce projet soit soumis à discussion auprès de la population.

Enfin, la commission parlementaire chargée d'enquêter sur la répression brutale de la manifestation étudiante du 17 novembre a désigné l'ancien chef du PCT, M. Milos Jakes, et le chef de PC à Prague, M. Milan Stepan, comme les principaux « responsables politiques » de cette répression. « Ils ont déçu la confiance des électeurs et commis des actes incompatibles avec la dignité de député », conclut la commission, qui demande que les deux hommes soient démis de leur mandat parlementaire.

Les deux anciens dirigeants ont été limogés le 24 novembre dernier du bureau politique du PCT mais sont toujours membres du comité central du parti. La commission d'enquête a demandé en outre la suspension temporaire de leurs fonctions de six hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, dont un général et deux colonels de police. — (AFP.)

Le baratin des Pragois

Pourtant, l'appareil du PC n'a pas dit son dernier mot. L'onde de choc du mouvement atteint maintenant les organes dirigeants à l'échelon local et régional, et les limogages en cascade viennent tout juste de commencer. L'organe local du parti, le quotidien *Nova Svoboda*, a remplacé, mardi 5 décembre, le directeur par son adjoint.

La radio locale offre dix minutes par jour au Forum civique, mais dans l'ensemble les médias régionaux restent très conservateurs. « Aux échelons intermédiaires du parti, dans les usines et les entreprises, tout reste en place », se plaint Gunter Motyl, et le Forum civique a eu connaissance de tracts signés par un mystérieux « Forum des sidérurgistes » condamnant l'appel à la grève générale pour lundi prochain et s'élevait contre « le baratin des Pragois ».

Les journalistes moraves chassés de leur travail après 1968 se sont réunis samedi et se sont inquiétés d'une éventuelle récupération du mouvement, au moyen de « slogans démagogiques et superficiels, sous lesquels se cache toujours l'idéologie stalinienne ».

Dans un tel environnement, certains au Forum s'inquiètent de la perspective d'élections libres en juillet 1990. « Nous ne sommes pas prêts, disent-ils, les gens ont moins peur, mais ils n'ont pas encore vraiment changé, ils nous font nous implanter davantage ».

Porte-parole aguerri de la Charte 77 venu leur prêter main forte, Tomas Hradilek balaise toutes ces craintes de quelques phrases : « Non ce n'est pas trop tôt, affirme-t-il. L'avance du Forum civique se compte en ce moment non pas en mois mais en semaines, en jours même. Aujourd'hui, plus personne n'est assez fort pour renverser ce processus. C'est toute l'assurance des Pragois transplantée à Ostrava ».

SYLVIE KAUFFMANN

EUROPE

URSS

Pour la libération de Sergueï Kouznetsov

Un groupe de personnalités françaises, réunies dans un Comité pour la libération de Sergueï Kouznetsov (1) vient d'adresser à M. Mikhaïl Gorbatchev une lettre ouverte au sujet du journaliste soviétique indépendant récemment condamné à trois ans de prison alors qu'il poursuivait une grève de la faim (le Monde du 30 novembre).

« C'est allongé sur une civière qu'il a entendu ses juges le condamner pour des motifs imaginaires, écrivent ces personnalités. Sergueï Kouznetsov a reproché à un officier du KGB d'avoir provoqué l'internement d'un dissident sans d'espérer dans un asile psychiatrique. (...) »

Dans votre propre pays, Andreï Sakharov a déclaré le jour même du verdict qu'il n'était pas concevable d'organiser à Moscou, en 1991, la conférence sur les droits de l'homme tant que Sergueï Kouznetsov ne serait pas libéré.

En France, trois Prix Nobel, André Lwoff, François Jacob et Jean Dausset, des écrivains comme Eugène Ionesco, des journalistes, des scientifiques, des médecins, deux présidents d'organisations non gouvernementales ont constitué un Comité pour la libération de Sergueï Kouznetsov.

Le 16 novembre dernier, Alain Lortat-Jacob, professeur de traumatologie à l'hôpital Ambroise-Paré de Boulogne, a réclamé un visa pour se rendre auprès de Sergueï Kouznetsov, qui a été précipité dans les escaliers du tribunal et blessé par ses gardiens. Quinze jours plus tard, vos services consulaires ont fait savoir au professeur Lortat-Jacob que le dossier de la demande était incomplet. Pourquoi cette attitude ? Pourquoi cacher l'ignominie ? (...) »

Nous vous demandons d'accorder le visa du professeur Lortat-Jacob dans les meilleurs délais. Nous vous demandons surtout de libérer immédiatement et sans conditions Sergueï Kouznetsov, avant que l'irréversible ne s'accomplisse (...).

(1) Reporters sans frontières, 17, rue de l'abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier. Tél. : 67-79-81-82.

GRANDE-BRETAGNE : bien que contestée pour la première fois

Mme Thatcher a été réélue à la tête du Parti conservateur

LONDRES

de notre correspondant

Pour la première fois depuis quatorze ans, un député conservateur a osé contester à Mme Thatcher le leadership de son parti. Sir Anthony Meyer, un excentrique parlementaire gallois de soixante-neuf ans, s'est présenté contre elle mardi 5 décembre comme les statuts lui en donnent le droit. Le vote a eu lieu à bulletin secret dans une salle de Westminster. De nombreux parlementaires totalement acquis au premier ministre ont décliné l'offre de passer par l'isoloir. Mme Thatcher affichait un large sourire lorsque le décompte a été rendu public, peu après 18 heures. Elle avait fait faire attendre la reine avec laquelle elle a un entretien à Buckingham chaque mardi, précisément à cette heure-là. C'est un résultat splendide, a-t-elle affirmé.

Campagne de dénigrement

Tous les conservateurs ne font pas la même analyse. Sir Anthony a obtenu 33 voix, auxquelles il faut ajouter 27 abstentions. Au total, 60 parlementaires votés sur 374 ont donc refusé de renouveler leur confiance à Mme Thatcher. Depuis 1975, lorsqu'elle avait succédé à M. Edward Heath à la tête du parti, il s'agissait chaque année d'une séance de routine au cours de laquelle elle était désignée leader à l'unanimité, sans vote (il n'y avait

pas d'autre candidat) et par acclamation.

Les propagandistes officiels de la Dame de fer, qui ont mené avec beaucoup d'habileté une campagne de dénigrement « douce » contre Sir Anthony, parlent d'une approbation « massive ». Ils font remarquer que, dans toute cette affaire, on a peut-être tendance à oublier l'essentiel, à savoir que 314 parlementaires sur 374 font confiance au premier ministre.

Les couloirs de Westminster bruisaient de rumeurs. Sir Anthony était, dit-on, chargé de préparer le terrain pour quelqu'un d'autre. En se présentant, il rendait possible un vote à bulletin secret. Un vrai concurrent pouvait alors surgir et tenter de compter ses voix. Courageux, mais pas téméraires, aucun des grands candidats potentiels à la succession, tels que l'ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine, ou l'ancien président du parti conservateur, M. Norman Tebbit, ne se sont découverts cette fois-ci.

Sir Anthony a fait campagne essentiellement sur l'Europe. Il estime que Mme Thatcher compromet les chances de la Grande-Bretagne de jouer pleinement son rôle dans la Communauté. Il a donc voulu témoigner pour la sensibilité européenne de nombreux parlementaires conservateurs. Mais il ne se représentera pas l'an prochain.

DOMINIQUE DHOMBRES

■ PAYS-BAS : attentat à La Haye. — Un attentat à l'explosif a été commis mercredi 6 décembre dans la maison contre l'ambassade d'Espagne à La Haye sans faire de victime. C'est le quatrième en moins de deux mois contre des intérêts espagnols dans cette ville. Selon le porte-parole de la police, les dégâts dans l'ambassade, située en plein centre ville, sont très importants. — (AFP.)

■ ESPAGNE : investiture de M. Felipe Gonzalez. — M. Felipe Gonzalez a été investi, mardi 5 décembre, président du gouvernement par une majorité absolue provisoire du Congrès des députés au premier tour de scrutin, plus d'un mois après les législatives du 29 octobre dernier, remportées par les socialistes. — (AFP.)

AMÉRIQUES

Washington annonce la livraison d'hélicoptères soviétiques au Nicaragua

Quelques jours avant le sommet de Malte, où M. Bush a de nouveau souligné le contentieux persistant entre Washington et Moscou au sujet de l'Amérique centrale et notamment de l'aide soviétique au régime de Managua, un navire chargé de quatre hélicoptères a appareillé de Leningrad à destination du Nicaragua : c'est ce qu'a annoncé, lundi 5 décembre, le gouvernement américain.

On note à Washington que ces appareils ne sont probablement pas équipés d'armements, pour le moment, et que cette livraison ne devrait pas contredire, à la lettre, les assurances de M. Gorbatchev selon lesquelles l'URSS a cessé de livrer des armes en Amérique centrale. Mais les experts américains font observer que de tels hélicoptères sont largement utilisés par le régime sandiniste tant pour le transport de troupes que comme appareils de combat, après transformations une fois arrivés au Nicaragua. — (AP.)

■ ÉTATS-UNIS : M. Reagan ferait l'objet d'une enquête de flic. — Selon le *Washington Post*, l'ancien président Ronald Reagan et sa femme, Nancy, seraient soumis depuis plusieurs mois à une enquête des services du fisc à propos de cadeaux reçus durant le temps où ils occupaient la Maison Blanche et pour lesquels ils n'auraient pas acquitté d'impôt.

Dans son édition de mercredi 6 décembre, le quotidien précise que les investigations porteraient notamment sur la garde-robe de M. Reagan. Un porte-parole de la Maison Blanche avait déclaré l'an dernier, après consultation des conseils juridiques de la présidence, qu'il n'y avait « rien d'illégal ». — (AFP.)

COLOMBIE : la thèse de l'attentat confirmée

L'explosion du Boeing d'Avianca a été causée par une bombe

Le directeur de l'aviation civile colombienne a confirmé, mardi 5 décembre, qu'un engin explosif était à l'origine de la destruction, le 27 novembre près de Bogota, d'un Boeing-727 de la compagnie Avianca transportant cent sept personnes, qui ont toutes été tuées dans la catastrophe.

Les enquêteurs, assistés d'experts américains, sont parvenus à la conclusion qu'une bombe avait probablement été placée sous le siège d'un passager qui s'était fait enregistrer à l'aéroport et a annulé au dernier moment son départ.

Le jour de la catastrophe, un inconnu avait affirmé, dans un appel téléphonique à une radio privée de Bogota, que le Boeing-727 avait été détruit sur ordre des « Extradables », un groupe qui s'oppose à l'extradition vers les États-Unis de responsables colombiens du trafic de cocaïne.

Les « Extradables » ont déclaré, le 24 août dernier, une « guerre totale » aux autorités colombiennes, en réponse à une vaste

offensive antidrogue lancée par le gouvernement.

Un quatrième juge assassiné

Un juge a été tué par balles, mardi 5 décembre, dans une rue de Medellin. Il s'agit du quatrième juge assassiné de cette façon au cours des cinq dernières semaines, probablement victime des trafiquants de drogue dont Medellin, capitale de la province d'Antioquia, est l'un des sièges.

En outre, un « gros bonnet » colombien de la drogue, Severo Escobar Jr, âgé de trente ans, a été arrêté par la police suisse à Lugano, a révélé mercredi 6 décembre la *Tribune de Genève*.

Selon ce journal, il serait le numéro six mondial du trafic de cocaïne. Il est le fils d'un grand trafiquant, arrêté à New-York en 1984 et condamné l'année suivante à trente ans de prison. — (AFP, Reuters.)

TROIS ANS — TROIS PAYS

Paris-Oxford-Berlin ou Oxford-Madrid-Paris



Ecole Européenne des Affaires

108, bd Malesherbes, 75017 - Tél. : (1) 47-54-65-00

Chambre de commerce et d'industrie de Paris



AU-DELA D'UNE CERTAINE TAILLE
L'IMPORTANT N'EST PLUS DE GRANDIR,
MAIS DE SE COMPRENDRE

Atlas 400, la messagerie électronique universelle
de Transpac.

Plus une entreprise se développe, plus complexes deviennent ses modes de communication, et plus cruciale la nécessité de les concilier avec ceux de ses différents partenaires économiques. Comment communiquer avec des matériels d'origines diverses et souvent incompatibles ? Quelle langue parler dans cette cacophonie informatique ? Atlas 400 est l'Esperanto de cette tour de Babel. Service universel d'échanges d'informations, il affranchit l'entreprise des contraintes intolérables de compatibilité et de disponibilité simultanée. 24 h sur 24, 7 jours sur 7, Atlas 400 régle la transmission des messages, assure leur stockage temporaire, leur diffusion, gère leur remise directe ou différée, et permet aux équipements hétérogènes, micro-ordinateurs, terminaux, télex, télétypes, minitel, télétex... de dialoguer en toute compatibilité. Avec l'ouverture de multiples nouveaux services, en particulier Atlasfax, qui permet d'envoyer des messages aux télécopieurs du monde entier, Atlas 400 abolit contraintes d'horaires et frontières techniques. La communication inter-entreprises prend sa vraie dimension humaine : celle de la compréhension mutuelle.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).
TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.
Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

ASIE

PHILIPPINES : pour faire face à la rébellion militaire

M^{me} Aquino a proclamé l'état d'urgence

M^{me} Corason Aquino a proclamé mercredi 6 décembre l'état d'urgence nationale pour faire face à la rébellion militaire, qui se poursuit dans le quartier de Makati, à Manille.

Le cessez-le-feu a été prolongé, mercredi, à Makati. Il avait permis mardi l'évacuation de 2 500 civils, dont 1 900 touristes étrangers, qui étaient bloqués par les combats.

MANILLE

de notre envoyé spécial

Les trois ou quatre cents hommes qui ont fait de Makati, le quartier des affaires de Manille, une forteresse après l'échec de la tentative de putsch ne sont pas des soldats perdus. Par leurs communications, ils cherchent plutôt à préciser leurs exigences politiques. Ils semblent trop déterminés et ils ont été

trop loin cette fois pour qu'un compromis tienne. « À la philippine », puisse être trouvé l'extrême.

Selon un officier rebelle contacté par téléphone, le Mouvement réformiste de la République fédérale des Philippines, selon l'appellation que se sont données les putschistes, aurait des « plans d'actions immédiats » et serait « prêt à une escalade jusqu'à la guerre civile s'il le faut ». « Nous avions pratiquement réussi samedi », affirme l'officier, « mais, en raison de l'intervention américaine, nous avons dû opérer un repli tactique sans renoncer pour autant à notre objectif de faire plier le gouvernement ».

« Nous sommes en état de guerre », déclare, d'autre part, dans un communiqué diffusé dans la nuit de mardi, le général Abenina, qui semble l'un des idéologues du putsch. Il dénonce l'intervention des chasseurs américains

comme une « ingérence » dans les affaires intérieures des Philippines. Notre interlocuteur affirme que les chasseurs américains seraient « responsables de la mort de civils comme nous l'avons vu de nos yeux ».

Le programme des rebelles est limité. Il prévoit l'abolition du Parlement et de la présidence et l'institution d'un gouvernement provisoire, en fait une junte, composée de militaires (le général en retraite Zamel, ancien commandant de l'académie militaire impliqué dans un putsch précédent, le fameux « Gringo » Honasan, qui mena celui d'août 1987, ainsi que le général Abenina). Forment également partie de la junte des civils « sans affiliation politique » dont les noms n'ont pas été révélés.

La dimension politique de ce dernier putsch reste pour l'instant obscure. Si les noms habituels circulent (notamment celui de l'ancien ministre de la défense,

M. Enrile), beaucoup d'observateurs soulignent l'arrivée à Manille, quelques jours avant le coup, de M. Eduardo Cojuangco, le plus puissant « baron » du régime Marcos, cousin de la présidente. Bien qu'il dispose de suffisamment de fonds pour financer un putsch (les soldats rebelles semblent particulièrement bien équipés, souvent mieux que l'armée régulière), il n'y a pas jusqu'à présent d'éléments permettant d'établir un lien entre sa présence et le coup d'Etat.

Les « RAM-boys »

Le malaise profond au sein de l'armée est, en revanche, plus évident. L'idéologie moralisatrice des jeunes officiers, qui dénoncent la corruption du pouvoir et son inefficacité, reflète les sentiments de beaucoup, las du désordre et d'une dégradation continue des conditions de vie. Certains intellectuels, dont l'engagement en faveur des

valeurs démocratiques ne fait guère de doute, se disent aujourd'hui favorables à une junte si elle est capable de remédier à l'insécurité actuelle.

Les jeunes officiers putschistes ont aussi leurs propres griefs contre le gouvernement (favoritisme et parrainage pour les promotions). Surtout, ils estiment que la tâche dont ils se sentent investis depuis qu'ils ont joué un rôle déterminant dans la chute de Marcos n'a pas été remplie. « Le grand problème de l'armée aujourd'hui est qu'elle n'accepte pas de rentrer dans le rang. Les officiers du Mouvement de réforme des forces armées (RAM) estiment que la mission de purification du système politique qu'ils s'étaient assignés n'a pas été menée à bien », nous dit un général pourtant favorable au gouvernement.

Les officiers putschistes ne font que reproduire un scénario de mise en place d'une junte de « salut

public » déjà à l'ordre du jour en mars 1985, un an avant l'arrivée au pouvoir de M^{me} Aquino. Ils avaient alors renoncé à leur projet, se réservant d'exercer une pression sur le gouvernement qu'ils avaient contribué à porter au pouvoir par l'intermédiaire de l'état-major. Depuis août 1987, il est clair qu'ils ne font plus confiance au général Ramos, ministre de la défense, pour jouer ce rôle.

Lorsqu'il s'est agi pour l'armée régulière de combattre les putschistes, beaucoup ont trahi les pieds. Aujourd'hui encore, certains officiers qui encadraient les milices de Makati ne semblent guère mobilisés pour lancer un assaut contre leurs camarades une fois le cessez-le-feu expiré. « Ce ne sont pas des terroristes comme dit le gouvernement », nous déclare un lieutenant associé à son blindé. « Ce sont des RAM-boys, et ils se battent pour une cause juste ».

PHILIPPE PONS

Inébranlable Tibet

Suite de la première page

Le vieux Tibétain a-t-il été indigné comme Pékin l'affirme pour décrire les sentiments du « peuple multinational chinois » à l'annonce de la nouvelle ? « Non... Nous sommes tous très contents... »

Pourtant, la petite ville de Tsedang, à plus de 200 kilomètres de Lhassa, est depuis longtemps plus chinoise que tibétaine. Mais le nid d'aigle, quasi déserté par le clergé, qui s'élève face à la vallée-berceau de la civilisation tibétaine, creusée par le cours supérieur du Brahmapoutre, est un lieu hautement symbolique : c'est la première communauté bouddhiste à avoir été établie sur le « toit du monde » par le roi Songtsen Gampo, fondateur du premier royaume tibétain unifié, au septième siècle. Ici, comme dans tous les monastères des environs installés à la même époque, le culte qui se célèbre discrètement, c'est celui du Tibet. Et la distinction attribuée à son dieu-roi exilé, même si l'on ne sait trop à quel elle correspond, est accueillie comme un hommage du monde extérieur à celui que, moins que jamais, on n'est disposé à renier dans l'ancien « royaume des neiges ».

A Lhassa, la nouvelle a été apprise, dès avant la réaction officielle chinoise, par le biais d'une radio qui émet en tibétain depuis le nord de l'Inde. Aussitôt, elle a été le prétexte d'un semblant de mani-

festation que les forces de sécurité chinoises n'ont pas pu ou voulu empêcher. Les Tibétains, racontent les témoins, sont descendus dans les rues, lampes à beurre de yak à la main, en signe de prière. Leur message nationaliste était dépourvu de la moindre ambiguïté. La presse chinoise n'en a pas fait état.

L'unité des nationalités

Les autorités chinoises semblent n'avoir pas les moyens de brider la ferveur entourant le « Précieux Victorieux », un des surnoms respectueux attribués au dalaï-lama. Dans tous les temples que nous avons visités au cours d'un voyage touristique de cinq jours, sa photographie s'affiche en nombre au moins aussi important que celles du panchen-lama, l'autre autorité religieuse du Tibet, dont la dixième réincarnation est « montée au ciel » — un dieu vivant ne meurt pas — en janvier dernier. Qui les y a mises ? « Des étrangers les ont apportées », raconte-t-on invariablement au visiteur. Voir...

Au temple Jokhang, des marchands proposent des photos en couleurs du dieu-roi exilé, sous l'œil indifférent des membres de la police armée qui patrouillent, pistolet à la hanche et valise-talée en main, tout autour du lieu de culte

le plus saint du Tibet. A l'intérieur, son visage est exposé à de multiples exemplaires à la pitié des fidèles. Comme si, en ces lieux de recueillement, la politique ne comptait pas — ou tout au moins ne représentait qu'un aspect provisoire et accessoire de la réalité.

Car il est impossible aux Tibétains d'ignorer les autorités. Les quatre plantons de faction à chacun des « huit coins » du Jokhang sont là pour rappeler la loi martiale instaurée dans la seule capitale en mars dernier. En fait, c'est la totalité du Tibet qui est sous contrôle militaire, depuis bien avant l'instauration de l'état d'exception qui a précédé de moins de trois mois

respecter le quant-à-soi socialiste en vigueur dans les provinces chinoises équidistantes sans doute à un suicide politique, à présent que quelques années d'ouverture ont produit leur effet.

La présence d'un guide chinois à nos côtés incitait les interlocuteurs tibétains à la prudence. Mais, à l'écart, un lama nous confia : « Depuis l'attribution du prix Nobel au dalaï-lama, le contrôle

sur les affaires. Les responsables du tourisme en particulier.

Nous nous étions joints à un voyage organisé pour visiter une partie du « Toit du monde ». Cela déplaçait fortement aux autorités, qui arguaient d'une interdiction locale faite aux journalistes de se rendre au Tibet sans autorisation pour nous remettre, avec un collègue

du Jokhang, on trouve encore les traces de ce folklore des routards occidentaux rascapés des neiges népalaises. « Cherche d'urgence professeur d'anglais », proclame une affiche, sous le porche de la bâtisse aujourd'hui interdite aux voyageurs étrangers. « Je recommande : le yak burger de chez Big Yak », lance une autre, en anglais également. Il y avait, çà et là à Lhassa, avant l'instauration de la loi martiale, toute une faune de jeunes Occidentaux installés à demeure. L'effet de leur présence a été de donner à l'hostilité des Tibétains envers les Chinois, au sein de la communauté tibétaine, un écho notable à l'Ouest.

Facile pour Pékin, dans ces conditions, d'accuser l'étranger d'avoir entamé la crise. C'est faire bon compte des cicatrices laissées par des années de répression systématique, avant que la direction chinoise ne reconnaisse aux Tibétains, sur le papier tout au moins, le droit à une certaine identité. Tous les Tibétains s'emploient à faire découvrir ces cicatrices aux visiteurs. Telles ruines, à flanc de montagne : un monastère « rasé en 1959 ». Telles autres, restes d'une lamaserie « détruite pendant la révolution culturelle ». Le touriste ne visite que des établissements religieux remis à neuf.

Encore la politique de restauration des temples reste-t-elle très approximative. A Samye, près de Tsedang, on a « oublié » de reconstruire les quatre pagodes de couleurs différentes qui encadraient la lamaserie centrale et en faisant, à en croire les guides, un ensemble architectural unique ici. C'est un Tibétain qui nous l'a fait remarquer.

Ces ravages et les autres brimades infligées aux Tibétains pendant trois décennies supplantent dans la mémoire collective les améliorations apportées dans la vie quotidienne. Pékin ne semble pas s'en être encore aperçu. Quoi d'étonnant dès lors à voir un jeune lama et un jeune Pékinois comparer leurs expériences respectives de la loi martiale en échangeant leurs impressions en anglais, non pas en chinois ? Près de quarante ans après l'annexion du « Toit du monde » par la République populaire, le moins tibétain refusait de parler la langue de Pékin.

FRANCIS DERON

OCÉAN INDIEN

COMORES

Les mercenaires nient toute responsabilité dans l'assassinat du président Abdallah

Le mercenaire français Bob Denard, dont la force armée contrôle les Comores depuis le 26 novembre, a déclaré, mardi 5 décembre, qu'il entendait rester dans l'archipel et qu'il n'était pas responsable de l'assassinat du président Ahmed Abdallah et qu'aucun membre de la garde présidentielle (GP) qu'il commandait n'était impliqué dans cette mort. « Pourquoi parlez-vous ? », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse réunie dans la caserne principale de la GP.

Bob Denard a reconnu que l'Afrique du Sud, qui finançait jusqu'à présent la GP, lui avait demandé de partir, mais il a estimé que ce n'était pas « une raison suffisante ». Pour ce qui concerne la France, il a déclaré : « Je n'ai pas entendu que le gouvernement ait demandé mon départ. Les Français, je les vois venir, ils vont me donner un paquet de fric, mais je ne suis pas à vendre ».

Mardi matin, le mercenaire français, converti à l'islam, s'était présenté à la grande mosquée de Moroni, où il devait faire une « hitma d'innocence », cérémonie musulmane qui permet de laver un suspect des charges qui pèsent sur lui. Cette cérémonie devait se dérouler en présence d'une trentaine de dignitaires mais seulement deux d'entre eux étaient au rendez-vous. A la sortie, M. Denard, qui portait le fez selon la coutume comorienne, a été accueilli par une foule d'environ quatre cents personnes au cri d'« assassin ».

Dans une déclaration rapportée par l'agence Meza, M. Hani Mounbarak, chef de l'Etat égyptien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a déploré « la prise en otage par une poignée de mercenaires d'un Etat membre de l'OUA ». A son avis, cet « acte odieux » constitue une « inadmissible intervention dans les affaires d'un Etat indépendant et un lâche empiètement de sa souveraineté ».

D'autre part, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé Bob Denard devant le tribunal correctionnel pour association de malfaiteurs, a-t-on appris, mardi, de source judiciaire. Il est reproché au mercenaire d'avoir organisé et dirigé un groupe armé qui avait tenté un coup de force au Bénin en janvier 1977. — (AFP.)

celui de Pékin. Mais l'essentiel des troupes chinoises étaient jusqu'alors stationnées aux frontières méridionales de la région. Il a donc fallu faire venir d'autres unités du Sichuan, auquel ont été intégrés des territoires jadis sous juridiction tibétaine.

On peut, du reste, se demander ce que retiennent les fidèles tibétains, venus se prosterner devant le Jokhang, du flot continu de paroles que déversent, en mandarin, de gros haut-parleurs installés devant le temple par les autorités après les premières émeutes, et qui vantent la politique « d'unité des nationalités ». Les fidèles, indifférents, se couchent à plat ventre, polissant et repolissant la pierre de leurs mouvements des bras, comme depuis des siècles, en psalmodiant leurs prières.

Deux mondes qui ne pouvant s'affronter en permanence, du moins s'ignorent entre les périodes de crise. Malgré la présence policière importante au centre-ville, il ne règne pas, à Lhassa, l'atmosphère pesante ayant caractérisé Pékin tant que les soldats y étaient en faction dans les rues. Il y a comme une résignation du côté chinois : contraindre les Tibétains à

polier est encore plus strict. Nous devons faire très attention à tout ce que nous disons et faisons. » Le jeune moine — il a vingt-cinq ans, parle chinois et anglais et connaît déjà toutes les ruses de la politique tibétaine — est assez pessimiste quant à l'éventualité d'un assouplissement de la loi martiale. « Je pense que les célébrations du Nouvel An tibétain seront une nouvelle fois volontairement annulées en mars, comme l'an dernier », estime-t-il. « Les Chinois ont trop peur ».

D'autres font état de restrictions récentes, plus fortes qu'à l'habitude, apportées par les autorités à la circulation des moines — et des nonnes, depuis quelque temps en pointe dans le mouvement revendicatif — entre les différents monastères. A plusieurs reprises, ces derniers temps, les autorités ont fait état d'arrestations de nonnes accusées d'avoir participé à des manifestations indépendantistes.

Pour autant, le problème tibétain ne se manifeste plus seulement dans sa dimension religieuse ou nationaliste. Des Chinois installés à Lhassa commentent à se plaindre ouvertement, quoique un peu nerveusement, des effets de la « politi-

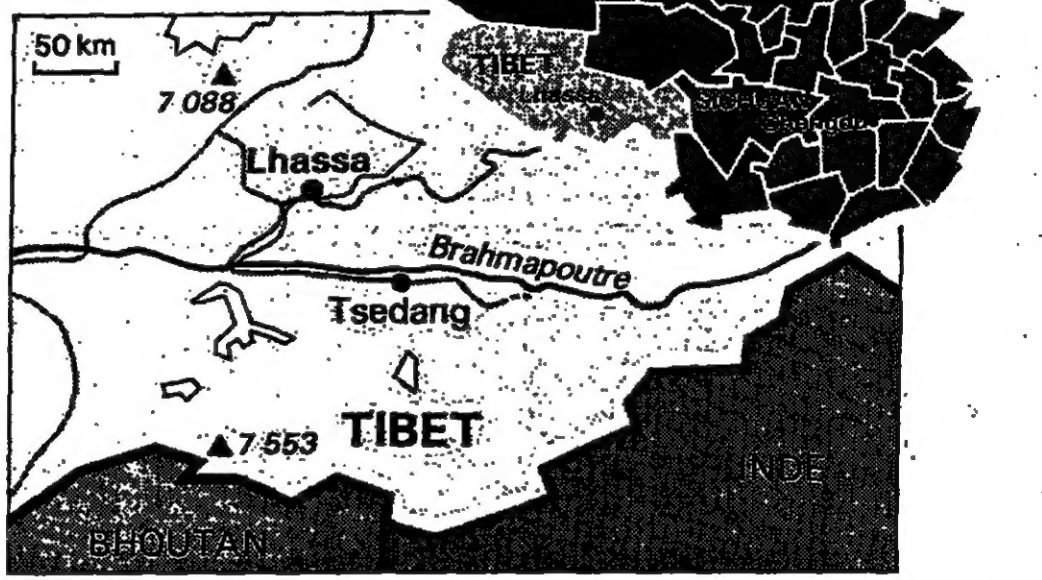
japonais, à bord du premier avion en partance pour Chengdu, dès qu'elle se furent aperçues de notre présence.

Pas moins de quarante-deux mille personnes ont visité le Tibet en 1987. Cette année, le secteur touristique sera comblé si l'on en compte trois mille. L'hôtel géré par la chaîne américaine Holiday Inn, monument érigé à la confiance dans une stabilité révoquée, en était à 10 % d'occupation de ses chambres.

Les hippies sont partis

La crise tibétaine est l'expression, exacerbée par les particularismes locaux, du problème devant lequel se trouve la Chine tout entière : comment ouvrir le pays sans affaiblir le contrôle politique du Parti communiste ? Car, à terme, le folklore réminiscent des années « hippies » qu'avait permis l'ouverture au tourisme individuel ne pouvait que produire l'effet que l'on a vu sur le nationalisme tibétain.

Au Snowland Hotel, bicoque tibéto-chinoise qui borde la place



SEALINK

L'Angleterre 125F*

2 jours à pied ou en voiture.

* Prix A.R. par pers., base 1 pignon ou 4 pers. en voiture.

BROCHURE HIVER CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

AFRIQUE

ALGERIE : l'un des chefs historiques de la révolution

M. Ait-Ahmed rentretrait d'exil le 15 décembre

Après vingt-trois ans d'exil, M. Hocine Ait-Ahmed devrait rentrer en Algérie vendredi 15 décembre, selon le porte-parole du Front des forces socialistes (FFS). M. Naït-Djoudi, qui a qualifié l'événement d'*"étape importante dans l'instauration et la consolidation de la démocratie"*.

ALGER

de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse, mardi 5 décembre, M. Naït-Djoudi a indiqué que M. Ait-Ahmed, le fondateur du FFS, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne, avait, au cours d'un voyage récent au Maghreb, eu des entretiens avec des personnalités politiques tunisiennes et marocaines, dans les milieux gouvernementaux et d'opposition.

M. Ait-Ahmed avait été contraint à l'exil après son éviction de la prison d'El Harrach, dans la nuit du 30 avril au 1er mai 1966. Il avait été arrêté le 19 octobre 1964 pour avoir créé le FFS, le 29 septembre 1963, levé des troupes et organisé l'*"insurrection kabyle"*, au moment où, sur un autre front, les Marocains engageaient « la guerre des sables » pour reprendre la région de Tindouf, et condamné à la peine capitale pour « menées contre-révolutionnaires ». Sa peine avait été commuée par le président Ben Bella.

M. Ait-Ahmed avait bénéficié, à l'occasion du trentième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le 1er novembre 1984, d'une amnistie générale. Mais aucune amnistie n'avait été prononcée pour le délit d'évasion jusqu'à ce que « le président Chadli, dans une interview au quotidien saoudien Charg al Aoussat, ait déclaré qu'il pouvait revenir quand il le voulait », a expliqué M. Naït-Djoudi en justifiant le choix du 15 décembre, date à laquelle se tiendra également le premier congrès du Rassemblement pour la culture et la

démocratie (RCD), un parti berbériste développant plusieurs points communs avec le FFS.

A propos du dernier congrès extraordinaire du Front de libération nationale (le Monde du 2 décembre), M. Naït-Djoudi a souligné que, depuis l'avènement de la nouvelle Constitution et la loi sur les associations à caractère politique du 5 juillet 1989, « le FLN n'est plus qu'un parti comme les autres », ce qui lui impose de « mettre fin aux connexions » qui le lient à l'Etat. D'autres partis politiques ont fait connaître leur désapprobation au lendemain de ce congrès. Le Parti social démocrate (PSD) considère que « le premier magistrat du pays ne peut pas être juge et partie », et demande à M. Chadli Bendjedid de « se placer au-dessus des contingences politiques partisanes » en abandonnant la direction du FLN, « pour se consacrer à ses fonctions de chef de l'Etat, président de tous les Algériens ».

Report des élections locales

De son côté, l'Union des forces pour le progrès (UFP) constate que « les cadres qui sont sortis par la petite porte sont revenus par la grande », et en conclut que « les martyrs d'octobre sont morts pour rien ».

D'autre part, l'Assemblée populaire nationale (le Parlement) a adopté, mardi 5 décembre, une loi reportant les élections des assemblées populaires communales (les mairies) et des assemblées populaires de wilayas (l'équivalent des conseils généraux), dont les mandats arrivent à échéance dans quelques jours. Ce sont des conseils municipaux provisoires nommés par arrêté préfectoral, de 3 à 5 membres, présidés par un député aux affaires communales doté de la qualité d'officier d'état civil, qui devraient gérer les communes, en attendant les scrutins.

FREDERIC FRITSCHER



Syria Monsoon

DES ENFANTS ET DES PIERRES

294 p. 102 F

Diffusion : ULYSSE 168 p. 29 ill. Distribution : DISTRIQUE 79 F



Palestine Monsoon

LES ENFANTS ET LES PIERRES

294 p. 102 F

Diffusion : ULYSSE 168 p. 29 ill. Distribution : DISTRIQUE 79 F

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Des accrochages ont provoqué une brève panique à Beyrouth

Dans une atmosphère de très grande tension, la capitale libanaise a connu, mardi 5 décembre, sa plus grave violation du cessez-le-feu conclu sous l'égide du comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) le 23 septembre, avec deux heures de violents accrochages le long de la ligne de démarcation, qui est restée toute la journée très agitée.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Révolatrice du climat qui règne à Beyrouth, cette reprise brutale des hostilités en milieu de journée a créé une panique indescriptible dans la ville, où les écoles, comme les magasins, ont immédiatement fermé leurs portes, jetant dans la rue des enfants et des adultes affolés cherchant à regagner au plus vite leur domicile.

Cette flambée de violence, qui a fait deux blessés dans le secteur chrétien de la capitale, a toutefois été minimisée par les parties en conflit, qui ont souligné qu'elle n'était pas en rapport avec l'impasse politique, sur fond de menace militaire, que vit le Liban.

L'incident a d'ailleurs été circonscrit par le comité de sécurité libanais, présidé, en l'absence de M. Lahdhar Ibrahim, émissaire spécial du comité arabe, par deux officiers algériens. La fragilité de la trêve devrait être évoquée par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ghazali, arrivé inopinément, mardi soir, à Damas, venant de Ryad, où le triumvirat avait jugé que le général Aoun était l'*"obstacle principal"* à l'entente nationale au Liban.

Pour les Beyrouthins, ce bref retour des armes a relancé le spectre de la guerre, malgré une nou-

velle déclaration du président Hraoui affirmant : « Les rumeurs disent que nous allons donner le feu vert pour l'occupation des régions est (chrétiennes) sous l'accord de l'Etat par ses propres moyens ». Dans ce même entretien au journal *An Nahar*, le président libanais, qui réside toujours dans la Bekaa, sous contrôle syrien, affirme, par ailleurs, qu'il « s'engage à demander à l'armée syrienne de se retirer de certaines régions du Liban quand il sera mis fin à la situation anormale dans les régions est ».

A Baabda, où environ mille cinq cents à deux mille jeunes continuent leur sit-in autour du palais présidentiel, le général Aoun a reçu, mardi, une nouvelle délégation

française comprenant notamment l'ancien chef d'état-major des armées, le général Jeanmon Lacaze, et deux dirigeants du Centre national des indépendants.

Combats interchiites

Le canon a aussi tonné dans la Bekaa-Ouest, où les combats opposent depuis dimanche soir les deux milices chiites rivales, Amal et le Hezbollah, ont fait une cinquantaine de morts et de blessés avant qu'un énième cessez-le-feu, parvenu une fois encore par la Syrie et l'Iran, n'intervienne mardi après-midi. Le Hezbollah pro-iranien a, lors de ces affrontements, réussi à déloger Amal de la plupart des villages de cette zone bordant la « ceinture de sécurité ».

Israël, pour sa part, a, pour la quatrième journée consécutive, bombardé sporadiquement les villages autour de la ville de Nabatieh (40 000 habitants), paralysée depuis le bombardement meurtrier de lundi, qui avait fait cinq morts et seize blessés. Des tirs de roquettes, à la fois sur les positions de l'armée du Liban sud, milice auxiliaire de l'Etat hébreu, et sur le village de Metallah, à l'extrême nord d'Israël, ont été revendiqués par la résistance islamique, bras armé du Hezbollah.

L'aviation israélienne a, enfin, effectué son dix-huitième raid de l'année au Liban, en bombardant une base du Front de libération de la Palestine dans un village situé à 5 kilomètres de Saida, faisant cinq blessés.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAEL

L'armée a tué les cinq membres d'un commando infiltré d'Egypte

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La tension monte à l'approche du deuxième anniversaire - à la fin de la semaine - du soulèvement palestinien de Cisjordanie et de Gaza. L'armée israélienne a tué, mardi 5 décembre, dans le secteur occidental du Néguev, les cinq membres d'un commando palestinien infiltré d'Egypte, lourdement armé et qui entendait vraisemblablement commettre un attentat de grande ampleur à l'occasion de cet anniversaire.

Le commando a été repéré à l'aube, dans la région dite de Har-Harif, un secteur frontalier où il n'y a pas de barrière et qui est fréquemment emprunté par les contrebandiers. Les cinq hommes étaient équipés de fusils d'assaut

Kalashnikov, de nombreuses munitions, d'une cinquantaine de grenades et de jumelles. Ils ne portaient aucun document permettant d'identifier leur appartenance à tel ou tel groupe.

Des manifestations ont eu lieu à Gaza, où un Palestinien de dix-sept ans, le fils d'un dignitaire religieux, a été tué par l'armée, et, selon des sources locales, une vingtaine d'autres personnes blessées par balles. Les écoles du territoire ont été fermées. Le même jour, à Gaza encore, une Palestinienne de cinquante-deux ans, mère de famille, « accusée de prostitution » a été assassinée à coups de hache, en pleine rue, devant son domicile, par des membres d'un « groupe de choc de l'Intifada » menant ce qu'ils appellent la « lutte contre les collaborateurs ».

La plus grande ville de Cisjordanie, Naplouse (130 000 habitants), entamait, mercredi, son sixième jour sous couvre-feu, cependant que l'armée renforçait sa présence et procédait à de nombreuses arrestations préventives. A Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville), après trois jets de pierres et quelques slogans, la police est intervenue avec brutalité - dont nous avons été le témoin direct - contre à peine une quinzaine d'écoliers palestiniens qui tentaient de manifester. Tirs de balles en caoutchouc, charge à cheval, matraque des écoliers, filles et garçons tabassés, jetés à terre ou dans les camions de la police devant une population adulte tout de rage contenue.

ALAIN FRACHON



ALBERTVILLE 92

Les deux premières monnaies officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie

Ces pièces de collection, en OR ou en ARGENT, contribueront au succès des Jeux Olympiques d'hiver et au rayonnement du sport dans le monde.

UNE PREMIERE dans l'histoire monétaire française : chaque pièce en OR porte une valeur faciale de 500 F. La valeur faciale de la pièce en ARGENT est de 100 F.

Devenez le possesseur privilégié des premières monnaies officielles olympiques. Chaque pièce en OR est vendue 3 000 F, chaque pièce en ARGENT, 250 F.

Les autres pièces de la série seront disponibles, 2 par 2, tous les 6 mois.

MONNAIE DE PARIS

Vous pouvez vous procurer les pièces :

- à la Monnaie de Paris : Galerie de vente, 2, rue Guénégaud, PARIS 6^e;
- à l'Etablissement Monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde), dans les agences du Crédit Lyonnais;
- à La Poste, dans tous les bureaux;
- à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département.

Vente par correspondance : Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06. Minitel : 36 14, code MODEPA.

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur les 2 premières pièces olympiques en Or ou en Argent (écrite en capitales).

LA MONNAIE DE PARIS, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

125^F

"Londres, pour faire son shopping, c'est formidable!"

"On se demande pourquoi il n'y va qu'une fois par an."

MURS, MURS

NUMERO SPECIAL

BERLIN

FAIT LE MUR

43 54 13 92

POLITIQUE

La nouvelle offensive du chef de file de l'extrême droite

Grisé par le succès du Front national à Dreux, M. Jean-Marie Le Pen a franchi une nouvelle étape de son entreprise de réimplantation de l'antisémitisme dans la vie politique en mettant en cause la qualité de Français de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, lors d'un débat sur le Cinq, mardi 5 décembre. M. Le Pen a évoqué en outre les « rafles » qu'il conviendrait de faire dans le quartier parisien du Sentier, où les commerçants juifs sont nombreux et où des immigrés sont employés illégalement.

Le président du Front national a accordé, d'autre part, un entretien au *Figaro*, dans lequel il demande que soit organisé le retour forcé dans leur pays de tous les étrangers, en situation régulière ou non, arrivés en France depuis 1974. M. Le Pen affirme que l'intégration est une « impasse » et assortit son propos d'affirmations fantaisistes sur des naturalisations « automatiques » ou sur le rapport qui existerait entre le salaire des ouvriers et chez Peugeot et les prestations sociales dont bénéficient les étrangers.

M. François Léotard a mis en garde les Français, après les élections partielles de Dreux et de Marseille, contre le danger d'être « gouvernés par les passions de M. Le Pen ». M. Bernard Stasi estime, dans une interview à *Libération*, que l'opposition « paie ses complaisances à l'égard du Front national ». M. Simone Veil s'est prononcée contre l'idée de référendum sur les problèmes de société défendus par M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Alain Juppé juge que la droite républicaine

peut parvenir à des positions communes sur l'immigration.

M. Michel Rocard, soucieux de ne pas paraître agir sous la pression du Front national, a décidé de n'exposer au conseil des ministres, mercredi, que les orientations générales de sa politique d'intégration (lire section 3 pages 13 et 14). Les quarante-huit mesures envisagées seront rendues publiques au fur et à mesure des réunions du comité interministériel chargé par le premier ministre de travailler sur cette question.

« On a le droit de savoir qui vous êtes »

Confronté à M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, ce n'est pas une nationalité, (...) Jusqu'à présent, c'est une religion. »

« Je n'ai pas parlé de juif, a observé M. Le Pen. Vous êtes président de la Chambre de commerce franco-israélienne. Comme on m'avait dit que vous étiez, en même temps, de nationalité israélienne, je vous pose la question. Puisque vous dites que vous ne l'êtes pas, j'accepte cette affirmation. »

M. Stoléru évoquant, dans la suite du débat, des « opérations coup de poing » dans le quartier du Sentier, à Paris, pour lutter contre le travail au noir dans le textile, où l'on compte de nombreux commerçants juifs, M. Le Pen a déclaré : « Vous pourriez faire une rafle, c'est le cas de le dire ! »

française et israélienne ?

« Etre juif, a répondu M. Stoléru, ce n'est pas une nationalité. (...) Jusqu'à présent, c'est une religion. »

« Je n'ai pas parlé de juif, a observé M. Le Pen. Vous êtes président de la Chambre de commerce franco-israélienne. Comme on m'avait dit que vous étiez, en même temps, de nationalité israélienne, je vous pose la question. Puisque vous dites que vous ne l'êtes pas, j'accepte cette affirmation. »

M. Stoléru évoquant, dans la suite du débat, des « opérations coup de poing » dans le quartier du Sentier, à Paris, pour lutter contre le travail au noir dans le textile, où l'on compte de nombreux commerçants juifs, M. Le Pen a déclaré : « Vous pourriez faire une rafle, c'est le cas de le dire ! »

M. Le Pen veut « organiser le retour des immigrés »

Le *Figaro* publie, mercredi 6 décembre, une interview de M. Jean-Marie Le Pen, qui déclare ne « plus » croire à l'intégration des immigrés. « Aujourd'hui, dit le président du Front national, les communautés étrangères sont constituées de telle sorte qu'elles sont pratiquement insaisissables. L'intégration, c'est une impasse. Selon M. Le Pen, « la sagesse consisterait à diminuer le nombre des étrangers en France en inversant le flux, c'est-à-dire en organisant humillement et sereinement le retour des immigrés ».

« Depuis 1974, explique-t-il, l'immigration est interdite en France. Par conséquent, je considère que tous les gens qui sont entrés depuis cette date, même s'ils ont été régularisés, doivent s'attendre, un jour, à voir remettre en cause leur présence sur notre territoire. » Le président du Front national est « absolument contre le regroupement familial », et veut « réduire les possibilités d'acquiescer la nationalité française, car, dit-il, quelle loyauté peut-on espérer d'un Français qui a été natu-

lisé automatiquement par la loi ? » (NDLR - Il n'existe aucune naturalisation « automatique » dans le droit français). « L'immigration, estime M. Le

Pen, reste la cause de beaucoup de maux. (...) Les travailleurs manuels français sont victimes de l'immigration. Quand un ouvrier de chez Peugeot gagne 7 000 francs, le même ouvrier chez Volkswagen, en gagne 12 000. C'est le prix de l'immigration, pour assurer aux étrangers les mêmes avantages sociaux qu'aux Français. »

Le président du Front national répète qu'il demande la dissolution de l'Assemblée nationale, et il invite « les partis de la République à prendre conscience de leur déclin inéluctable et à épargner au pays une période d'impasse politique ». « S'ils sont incurables, ajoute-t-il, comme j'ai tendance à le penser, le Front national constituera l'alternative à lui seul. » M. Le Pen indique qu'il entendrait des « relations courtoises » avec M. Valéry Giscard d'Estaing, qu'il rencontre « quelquefois dans les couloirs du Parlement de Strasbourg », mais pas avec M. Jacques Chirac, qui a une « attitude suicidaire ».



Le Sentier avant Dreux

par Olivier Biffoud

M. JEAN-MARIE LE PEN a raison. La chef de l'extrême droite française et européenne est bien inspirée de rappeler en permanence le trait dominant de son programme politique : l'exclusion raciale et tous ses sous-produits. Il a raison de ne pas laisser son électeur virtuel et son électeur potentiel dans l'ignorance de sa nature profonde.

Au fond, les électeurs qui ont fait confiance à Mme Marie-France Stirbois à Dreux et voté pour Mme Marie-Claude Rousset à Marseille ont bien le droit de savoir pour quoi ils se sont prononcés, au-delà de l'expression de leur ras-le-bol face à l'immigration. Ceux qui auront la tentation de voter, un jour, pour les candidats du Front national aux élections générales ou pour le président de ce parti à la prochaine consultation présidentielle ne doivent pas être laissés dans la méconnaissance de ce qui guidera leur choix pour la France. A cet égard, l'héritier des Cinqa Lambert fait œuvre utile en faisant en sorte de ne pas se faire oublier, lui et son programme.

Que nous rappelle donc cet étrange personnage, dont la thématique obsessionnelle nourrit la démagogie ? Que l'exclusion sous toutes ses formes est son unique fond de commerce électoral. Il le gère comme une grande surface qui, régulièrement, fait de la réduction pour ses produits en promotion en n'ayant garde d'oublier son article de base : l'antisémitisme. Jean-Marie Le Pen vend périodiquement « la colonisation de la France », « l'occupation par les immigrés », « le renvoi des étrangers dans leur pays ». Sans occupés, certains de ses amis expliquent que cette « occupation » est pire que l'occupation du pays par les nazis pendant la dernière guerre. Et pour cause, la quasi-totalité des formations d'extrême droite à cette époque se sont activement engagées dans une collaboration qui faisait fi de la fameuse défense de la France ou des valeurs chrétiennes. Quelques laudateurs, et pas des moindres, du régime de Vichy et de la milice de Darlan se retrouvent

aux côtés de M. Le Pen dans son combat pour la France et l'Occident chrétien.

Malgré le « juif » reste bien, si l'on peut dire, la bête noire, devant le « franco-maçon » et le « communiste ». Les exemples sont légion de ces dérapages verbaux qui n'en sont pas et qui se rapportent tous, sans exception, au judaïsme. Du « point de détail dans l'histoire de la deuxième guerre mondiale » que constituent, à ses yeux, les chambres à gaz de l'holocauste à l'« internationale juive, qui joue un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinationnel » qu'est l'idéologie « mondialiste, réductrice, égocentrique », en passant par l'« odieux » *Durafour crématrice* destiné au ministre de la fonction publique, rien ne manque.

Et pourtant M. Le Pen, voulant montrer que, pour lui, le Sentier sera toujours devant Dreux, s'est livré à une agression ad hominem contre M. Lionel Stoléru. Sa tâche a été involontairement facilitée par Jean-Claude Bourret, le journaliste de la Cinq, qui l'avait mis face au secré-

taire d'Etat chargé du Plan. La grossière allusion de M. Le Pen aux « rafles » de juifs pendant la guerre et la lourde référence aux « Français récents » devant un homme d'origine roumaine né à Nantes ne pouvaient guère tromper sur le sens de cette harangue.

Le même jour, le quotidien *Présent*, plus que proche du Front national et fier de l'acte, l'a éditorialisé, de la croisée sur le carreau d'Auschwitz, à « réactivé », selon ce terme d'espionnage qui lui est cher, son combat d'exclusion raciale. Un dessin à la « Une » montre M. Valéry Giscard d'Estaing disant « Alors, on nous le sert cette soupe ? » et M. Jacques Chirac, assis à une table sur laquelle est posée une boîte indiquant : « Pain azyme, casier, B'nai B'rith », nom d'une obédience maçonnique juive. M. Le Pen et *Présent* auraient bien tort de se priver, puisque le Parlement européen, dont le chef de l'extrême droite est membre et président de groupe, est lent à réagir.

Les précédents « dérapages » du président du FN

Interrogé, le 13 septembre 1987, au Grand Jury RTL-*Le Monde*, sur les thèses des historiens révisionnistes, M. Jean-Marie Le Pen avait déclaré : « Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié la question mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. »

A l'occasion de l'université d'été du Front national au Cap d'Adge, le 2 septembre 1988, M. Le Pen avait ironisé sur « M. Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture, dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, [qui] a déclaré : « Nous devons nous allier aux élections municipales » pates y compris avec le PC, car le PC perd des forces » tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner. « M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu. »

Dans un entretien publié par le quotidien d'extrême droite *Présent* au mois de juillet 1989, M. Le Pen s'en était pris aux « grandes internationales, comme l'internationale juive, [qui] jouent un rôle non négligeable dans la construction de l'esprit antinationnel. (...) Il faut être prudent quand on dit que la maçonnerie et l'internationale juive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons (...) ni tous les juifs, c'est évident. Mais il y a des gens qui parlent au nom des autres et qui agissent de cette manière. »

M. Claude Autan-Lara, alors député européen du Front national, avait quant à lui vivement attaqué M. Simone Veil à l'occasion d'une interview au mensuel *Globe* dans le numéro de septembre 1989. A la question : « Vous pensez qu'elle se sert du fait qu'elle a été internée dans les camps de concentration ? », M. Autan-Lara avait répondu : « Oh, elle joue de la mandoline avec ça, mais elle en est revenue, hein ? Et elle se porte bien... Bon, alors quand on me parle de génocide, je dis en tout cas ils ont raté la mère Veil ! »

M. Millon tente de convaincre l'opposition de privilégier « les valeurs humanistes »

« Le Front national est un parti extrêmement dangereux. Je sais de quoi je parle, je le connais. Ce n'est pas un parti comme les autres. Dans l'entourage de Le Pen, il y a des racistes, des xénophobes, des antisémites. C'est pour cela que j'ai rompu toutes relations avec eux. Face à eux, il faut défendre les valeurs humanistes. Si, demain, il n'y avait plus que Le Pen et le gouvernement, il faudrait être pour le gouvernement ! »

Les membres du bureau du groupe UDF de l'Assemblée nationale n'en sont pas revenus, mardi 5 décembre, d'entendre s'exprimer ainsi l'un des leurs, M. Jacques Dominati (UDF, Paris), ex-légitime de la famille Le Pen et perçu par certains de ses pairs comme n'étant pas insensible au discours du « menhir tricolore ».

Le moins surpris de fut pas le président du groupe UDF, M. Charles Millon, qui venait justement de défendre un positionnement sur des « valeurs humanistes » et qui obtenait un soutien qu'il n'attendait pas de ce côté-là. M. Millon n'a pas caché qu'une partie de l'opposition, en tentant de marquer de près M. Le Pen, avait fait son jeu. Autant a-t-il expliqué que le résultat de l'élection de Dreux est, certes, une leçon pour la gauche, mais elle l'est tout autant pour l'opposition.

Le président du groupe UDF a, par ailleurs, estimé que le résultat n'eût pas été le même si l'opposition était allée jusqu'au bout de son

processus d'aggravation. « S'il y avait eu un candidat — un bon ! — issu d'une formation unique de l'opposition face au FN et à la gauche, dans la mesure où se seraient posés des problèmes de la même façon », a affirmé M. Millon, pour qui la rénovation de l'opposition est, encore plus aujourd'hui qu'hier, à l'ordre du jour.

M. Blanc : gérer avec eux

Le député barriste François d'Aubert a apporté son soutien à cette analyse. Pour lui, les noms mêmes des partis — UDF, RPR — sont « rouillés » : « Ils ne veulent plus rien dire. » Il a regretté que l'opposition ne soit pas parvenue dans les années passées à se « constituer une colonne vertébrale ».

M. Millon souhaite que ses amis travaillent sérieusement le sujet (immigration-intégration) plutôt que de se contenter, comme trop souvent, de simples slogans. Le groupe UDF consacrerait donc une journée de réflexion et de travail à ce sujet, et procéderait à des auditions.

M. Jacques Blanc, président UDF de la région Langue-d'Oc-Roussillon, est apparu un peu seul lors de cette réunion de groupe en insistant sur le fait que l'on pouvait parfaitement diriger une région avec le Front national sans pour autant être raciste. M. Gérard Longuet a expliqué, quant à lui, que le débat se jouait entre intégration et

société multiculturelle. Mais si la perspective de la société multiculturelle est repoussée, la notion même d'intégration paraît soulever beaucoup de questions dans la mesure où « le renforcement des pratiques communautaires dans la communauté musulmane » est perçu comme contradictoire avec cet objectif. Plusieurs députés (MM. Raymond Marcellin, Alain Griotteray, Gérard Longuet) ont insisté sur la nécessité pour la France d'avoir une identité nationale forte. « Que les Français ne se laissent pas entraîner dans des voies sans issue et perverses », a affirmé, quant à lui, M. François Léotard, mercredi, sur RTL, en souhaitant que l'opposition ait une attitude « claire » : « Elle n'a pas intérêt à en rajouter en permanence. »

M. Balladur :

« comprendre » ces électeurs

Au cours d'une réunion de travail avec l'UDF, M. Robert Fauriol (RPR) avait expliqué que les contrôles aux frontières étaient extrêmement difficiles. Il a cité l'exemple de personnes, candidates clandestines à l'immigration, prenant un billet pour Londres avec escorte et changement d'aéroport à Paris. « Elles se volatilisent entre Orly et Roissy. C'est impensable. » De son côté, M. Edouard Balladur estime qu'il faut mener une réflexion de fond avec « humilité » afin d'éviter « les déclarations

préemptives ». « Les Français veulent-ils une société pluriculturelle ou une communauté nationale avec une personnalité forte ? » s'interroge-t-il, en estimant que c'est la seconde chose que les Français souhaitent. « Il ne sert à rien d'insulter les électeurs qui votent pour le Front national », a-t-il déclaré au *Monde*. « Les 60 % d'électeurs qui se sont portés sur le FN à Dreux sont aussi honorables que les autres. Ils manifestent. Il faut tenter de comprendre pourquoi ils agissent ainsi », ajoute M. Balladur, qui rejette les

« unions politiciennes » du type « barrage républicain », contre M. Le Pen.

Du côté de la majorité présidentielle, M. Roger Fauriol, ministre de l'Industrie, fait la distinction entre les dirigeants du FN, « qui sont authentiquement racistes », et, pour certains d'entre eux, fascistes — et les électeurs du FN : ce vote « est un vote complexe qui inclut à la fois l'immigration et certainement un malaise social », a-t-il expliqué au cours d'une conférence de presse.

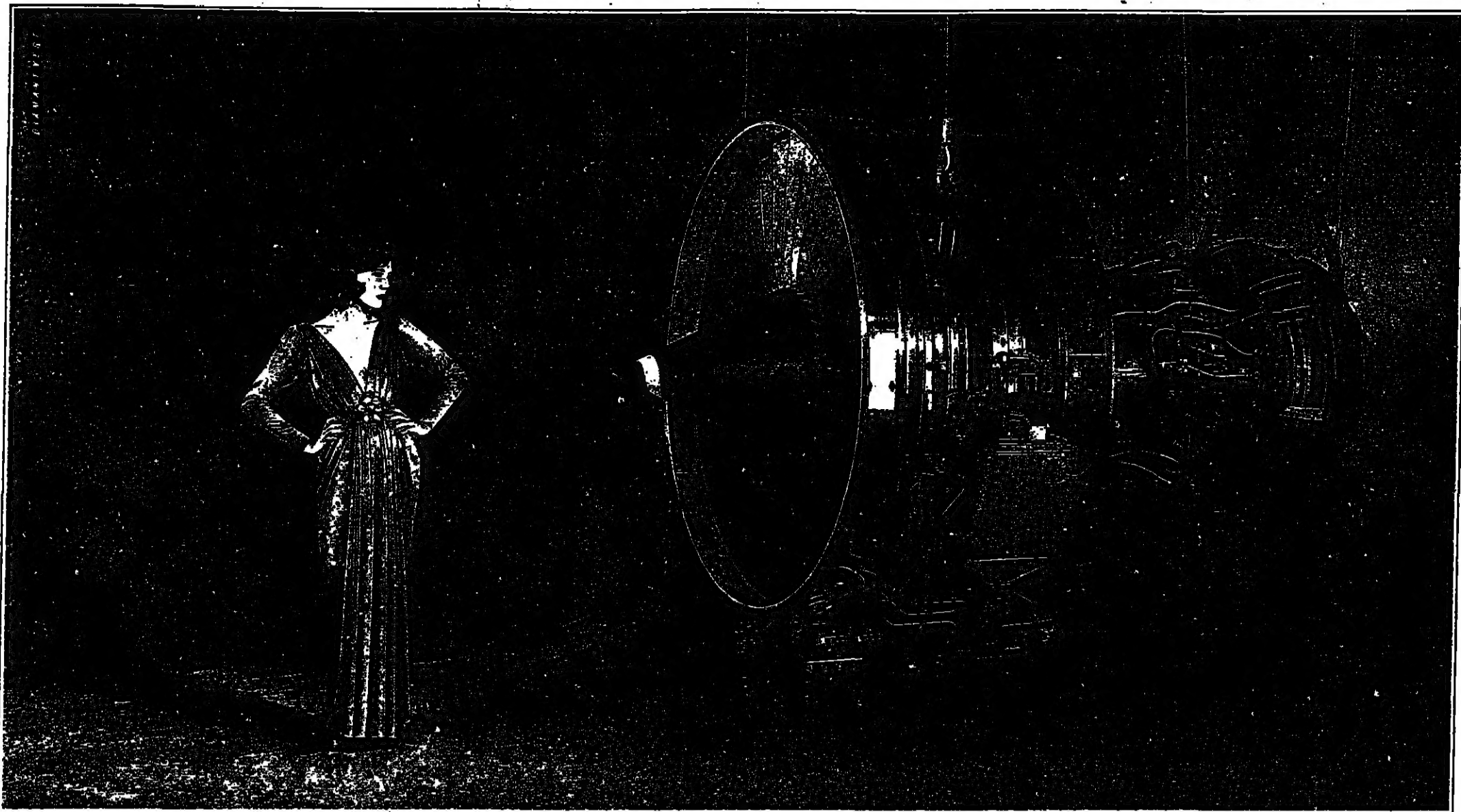
P. S.

Polémique entre M^{me} Stirbois et M^{me} Piat

En marge de la conférence de presse donnée, lundi 4 décembre, par M. Le Pen, M^{me} Marie-France Stirbois, nouveau député d'Eure-et-Loire, interrogée sur l'itinéraire politique suivi par son ancienne compagne de militantisme, M^{me} Yann Piat, députée du Var — qui a quitté le Front national au lendemain des élections législatives de 1986 pour s'apparenter au groupe UDF de l'Assemblée nationale, — avait estimé que celle-ci avait « un petit pois dans la tête ».

Réponse de M^{me} Piat à M^{me} Stirbois, dans *Libération*

du 5 décembre : « Quand on est au Front national, on est merveilleux ; quand on n'y est plus, on devient un minuscule. C'est grâce à mon « petit pois » que j'ai réalisé que le Front national était une voie sans issue et un danger pour notre pays. (...) Je laisse à M^{me} Stirbois, qui connaît parfaitement les objectifs de M. Le Pen, le soin de juger en son âme et conscience sa participation à un mouvement qui ne fait guère honneur à l'intelligence et à la tradition d'accueil de la France. »



Robe d'Yves Saint Laurent.

Certains succès français ne sont pas du luxe.

Couturiers et créateurs, bijoutiers et parfumeurs, tous concourent à faire la renommée de la France à l'étranger. Beaucoup de Français croient d'ailleurs que les grands noms du luxe sont les premiers à l'exportation.

Le premier exportateur français aux USA est en réalité un constructeur de moteurs d'avions : la SNECMA.

Le CFM 56, que nous réalisons à parts égales avec General Electric, motorise plusieurs types de Boeing et d'Airbus et il

a été choisi par plus de 100 compagnies aériennes. C'est aujourd'hui le moteur de sa classe le plus vendu dans le monde. Ce remarquable succès commercial témoigne de notre excellence technologique.

Nous mettons actuellement en œuvre la même passion et la même rigueur pour développer le moteur de l'avion Rafale, le M 88, dont les progrès relèvent, dès à présent, des technologies du 3^e millénaire. Toutes ces réussites sont celles d'une entreprise, celles des hommes et des femmes de la

SNECMA, de la qualité de leurs intelligences et de leurs savoir-faire.

Cela dit, nous sommes heureux de contribuer à la célébrité de nos créateurs en propulsant leurs modèles aux quatre coins du monde.

Groupe
SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL



Il s'appelle Alex.
Il est hollandais.
Il a 8 ans. Il adore l'école.
Il a une amyotrophie spinale.
Il ne marche plus.
Mais il a un fauteuil formidable. Un fauteuil comme ça, ça n'existe pas encore ici.
Un jour, peut-être, avec l'argent du 3^e Téléthon les Alex de Bordeaux, ou de Lille, pourront aller seuls à l'école, jouer avec leurs copains. Et peut-être, c'est un mot qu'Alex utilise volontiers.

Oui, voici le 3^e Téléthon. Oui, il y en a déjà eu deux et vous avez déjà beaucoup donné. Oui, il faut continuer. Oui, d'énormes progrès ont été faits en deux ans :

- Recherche en cours, de l'origine génétique d'un drame de l'enfance : l'amyotrophie spinale.
- Diagnostic, traitement, prise en charge. - Mise au point d'automates pour la génétique (projet Euréka pour un dépistage plus rapide et moins coûteux), développement de robots pour la personne handicapée.
- Equipement de laboratoires de recherche et de services hospitaliers.
- Mise au point de traitements dans le domaine de la respiration assistée, la nutrition, la chirurgie, l'anesthésie.
- Création d'équipes régionales d'aide et d'information ainsi que cela existe dans les autres pays d'Europe du Nord (déjà plus de 7000 visites à ce jour effectuées dans les familles).
- Collaboration avec d'autres organismes : Institut de Recherche de la Moelle Epinière,



Association des Paralysés de France, Hôpital Necker, etc.
- Collaborations multiples : Assistance Publique de Paris, INSERM, CNRS, Institut Pasteur, organismes

étrangers, etc. Oui, pour le 3^e Téléthon, nos objectifs sont plus ambitieux encore. Nous voulons aider les chercheurs à lire dans l'hérédité. Nous voulons les aider à rechercher l'origine de plusieurs handicaps génétiques et héréditaires de l'enfance.

Nous voulons prendre le pari qu'une action de la Science et de la Médecine publique, soutenue par la population et par des fonds privés est capable de s'attaquer aux tares ancestrales, aux vieilles malédictions. Oui, le 3^e Téléthon a lieu du 8 décembre 19 heures au 9 décembre 24 heures. Oui, c'est trente heures de direct sur Antenne 2, relayées par France Inter, France Musique, France Culture, France Info, Radio Bleue, Fip et les 47 radios locales de Radio France. Oui, nous avons besoin de vous. Parce que l'amour, ça ne se finit pas.

Pour en savoir plus sur notre programme d'action et sur ce qui a déjà été fait, tapez 3614 code LaSécu, rubrique Journal du Téléthon, ou demandez le numéro spécial Téléthon de notre magazine VLM (AFM: 13, place de Rungis, 75013 Paris).



TELETHON 89

8-9 décembre. 30 heures de direct sur Antenne 2.

POLITIQUE

Les députés et l'amnistie des délits liés au financement des partis et des campagnes électorales

Au Palais-Bourbon, les députés devaient examiner en seconde lecture, mercredi 6 décembre en fin d'après-midi, les deux projets de loi relatifs au financement des campagnes électorales et des partis politiques.

La disposition d'amnistie des délits commis en relation avec ces financements, qui figurait dans le texte initial et qui avait été supprimée en première lecture, pourrait bien revenir en discussion. L'opposition UDF et UDC a en effet

déclaré qu'elle ne s'opposerait pas à une amnistie réduite, excluant notamment les parlementaires, qui pourraient bénéficier aux entreprises et aux intermédiaires ayant permis le financement occulte des partis ou des campagnes.

Le jeu du Mistrigri, acte II

Solennellement rejetée par la porte au nom des grands principes lors de la discussion en première lecture des projets de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques, voici que l'amnistie cherche à revenir subrepticement par la fenêtre, au nom cette fois d'un pragmatisme bien compris. Et sur ce terrain-là, ses plus fervents opposants d'hier ne sont pas ses derniers partisans aujourd'hui. Deux mois de réflexion et une première navette parlementaire ont en effet incité les députés à reconsidérer le problème. En fait, chacun ou presque semble prêt à étudier favorablement un amendement prévoyant une amnistie, mais à la seule condition qu'il soit déposé par un autre.

Le Palais-Bourbon a donc retrouvé, mardi 5 décembre, son amendement-fantôme. Certes, il n'avait pas encore officiellement hanté tous les bureaux. M. Louis Mermeas, président du groupe socia-

liste, ne l'avait pas rencontré. Interrogé, lors d'un point de presse hebdomadaire, sur l'éventuelle réintégration d'une disposition d'amnistie, il a déclaré que la question « n'avait pas été examinée devant le groupe ». Et il a attendu tranquillement la question suivante. Plus clairvoyant, M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, a, pour sa part, évoqué un BI « sous-amendement » centré « très limitatif » — excluant notamment les parlementaires et l'ensemble des élus — à un... amendement socialiste. Sous-entendu : ne comptez pas sur les socialistes pour en assumer la responsabilité, tout juste sont-ils prêts à concéder du bout des lèvres une abstention conciliante.

Un groupe UDF, qui avait dans ses rangs plusieurs partisans de la première heure de l'amnistie — M. Gérard Longuet notamment —, l'amnistie revue et corrigée a également été évoquée. Le principe de l'abstention a été retenu, tout en

laissant aux députés leur entière liberté de vote. Au RPR, les choses semblaient plus claires : la proposition centrée a été présentée, sans hostilité, par M. Bernard Pons, président du groupe, devant le bureau réuni mardi matin. MM. Alain Juppé et Pierre Mazeaud sont tous deux intervenus fermement pour refuser toute disposition, restrictive ou non.

Le grand pardon pour les entreprises

« Il ne peut pas y avoir un sous-amendement à un amendement qui n'existe pas », estimait pour sa part, avec une logique déconcertante, M. Michel Sapin (PS), président de la commission des lois. D'ailleurs, ajoutait-il, « l'amnistie n'est pas à l'ordre du jour ». « Quel jour sommes-nous au fait ? » Et M. Sapin de renvoyer la balle dans le camp d'en face : « Je constate

simplement que la réflexion suit son cours, ailleurs que chez nous ».

En fait, dans les rangs socialistes, il est clair que les deux premières tentatives avortées — dans le projet d'amnistie sur la Guadeloupe et sur la Martinique tout d'abord, puis dans le texte sur le financement — ont servi de leçons. « S'il y a amnistie, il faudra qu'elle soit votée par tout le monde », laissait-on entendre, en précisant que la nuit de mardi à mercredi et les premières heures de la journée de mercredi pourraient encore contribuer à la « réflexion ». Une « auto-amnistie » déjà tant décrite serait certes du plus mauvais effet sur l'opinion publique et ces textes politiques particulièrement boueux.

Mais en revanche, nombreux sont les députés de tout bord qui ne sont pas hostiles du tout au grand pardon pour ceux qui les ont aidés — intermédiaires et entreprises — et qui, pour certains d'entre eux, font l'objet d'une incrimination. D'autant que les délits commis par ces mêmes intermédiaires ou entreprises ne seront plus condamnables dès l'entrée en vigueur du nouveau texte. Accessoirement, amnistier les délits de faux en écriture publique ou d'abus de bien social reviendrait par là même à amnistier — automatiquement et discrètement — les délits de complicité de faux en écriture publique ou de complicité d'abus de bien social dont sont accusés certains élus.

Le champ juridique de réflexion semble infini. Le champ politique offre, lui aussi, des réserves insoupçonnées. Et l'amnistie générale à tous les Français partisans, qui déconcerte, comme M. Jean-Pierre Michel (PS), « l'hypermétabolisme ». Ce qui donne, en quelques mots lâchés dans les couloirs du Palais-Bourbon, la philosophie suivante : « Les avocats sont mieux défendus que les cordonniers, qui ont des collègues-marchands mais mangent du pain moins frais que les boulangers. Et les députés sont là pour voter la loi... ».

PASCAL ROBERT-DIARD

Le sort des affiches

Le projet de loi sur le morcellement du financement des partis politiques et des campagnes électorales comprend des dispositions sur la publicité politique, et tout particulièrement l'affichage commercial.

Pour contraindre les candidats à réduire leurs dépenses de campagne, le gouvernement avait prévu un système fort complexe de limitation de cette publicité. Le Parlement a préféré être plus simple en interdisant, purement et simplement, dans la période précédant l'élection : six mois, ont proposé les députés en première lecture ; deux mois, ont suggéré les sénateurs. Toutefois, cela déplaît fort aux sociétés d'affichage, qui ont lancé une grande campagne de « lobby-

ing » et... d'affichage (le Monde du 9 novembre).

M. Michel Bongrand, patron d'une entreprise de marketing politique, technique qu'il a introduite en France, propose une autre solution, en partant du principe que « le législateur n'a, sans doute, aucun droit à orienter le choix des médias » par les candidats. Il envisage, donc, que les sociétés d'affichage louent, pendant la durée de la campagne officielle, la moitié de leur part de panneaux, soit cent mille, aux pouvoirs publics, qui les distribueraient entre les candidats, selon une clé de répartition, comparable à celle utilisée pour les temps d'antenne à la télévision publique ; une partie

de ces panneaux pourrait même être laissée à la disposition de « l'expression libre ».

Un tel mécanisme pourrait aussi, pense M. Bongrand, être utilisé, hors des campagnes, deux fois par an, lorsque l'affichage commercial se fait plus rare : début janvier et début septembre. Ce sont alors les partis politiques qui bénéficieraient de ces panneaux échetés par l'Etat, celui-ci défrayant leur coût des sommes versées aux formations politiques. Une telle solution aurait, selon lui, l'avantage de limiter la durée de l'utilisation de la publicité politique, tout en la concentrant dans les périodes « utiles ».

Th. B.

La discussion budgétaire au Sénat

M. Joxe juge nécessaire une révision de la carte des arrondissements

Les sénateurs ont examiné, mardi 5 décembre, les ordres des ministères de l'intérieur et de la communication. Le budget présenté par M. Pierre Joxe a été repoussé, celui de M^{me} Catherine Tasca a été réservé jusqu'au vote, prévu le vendredi 8, des crédits de la culture.

En écoutant M. Joxe défendre les crédits de son ministère, les sénateurs avaient la tête ailleurs. Ils songaient au passé en cessant le mauvais coup, à leurs yeux, que le gouvernement avait voulu leur jouer avec le projet de réforme de la DGF lors de l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1990 (1). Les sénateurs songaient aussi à l'avenir avec les projets de loi en préparation sur le regroupement des élections et le mode de scrutin pour les élections régionales et cantonales ainsi que sur le statut de l'Élu.

Le ministre ne s'y est pas trompé et il a consacré une part importante de son exposé liminaire à ces questions. Premier point : « La carte des arrondissements doit être reformulée (...), les disparités démographiques sont énormes... » Deuxième point : « Comme la légitimité démocratique doit être indiscutable, je pense à ces communes où il y a plus d'électeurs que d'habitants... » (...), il faut revoir les conditions d'expression du suffrage universel, (...) cela imposera aussi de réformer le mode de scrutin. Anticipant certaines critiques, M. Joxe a précisé que « aucun auteur, aucune jurisprudence n'a jamais développé le concept irrationnel de la représentation de l'espace ». Le ministre a pris soin d'assurer qu'il n'était pas « pressé ». « Les bonnes réformes sont celles qui ont eu le temps de réunir un consensus », a-t-il observé.

La prudence de M. Joxe n'a pas empêché pour autant M. Daniel Hoeffel (UDC, Bas-Rhin) de prendre position en demandant que soit

préservé « le canton en milieu rural, même si le mode de scrutin peut être revu en ville ». M. Jean-François (Rassemblement), président de l'Assemblée des présidents de conseils généraux, s'est interrogé : « Est-ce le meilleur moyen pour renforcer la démocratie locale de supprimer le lien personnel du conseiller général avec son électeur et de renforcer la politisation des scrutins et l'emprise des élus-majors des partis sur les élections locales ? ». Il a été rejoint par M. Josselin de Robles (RPR, Morbihan) : « En voulant vous débarrasser des notables, craignez d'installer des savoyards... » qui s'est opposé au projet du gouvernement de lier le vote à la résidence principale.

Le front sénatorial contre la DGF s'est reconstruit instantanément au cours des débats, comme l'ont montré les interventions de M^{me} Paulette Fort (PC, Hauts-de-Seine), de M. Jacques Oudin (RPR, Vendée), de M. Henri Colard (RDE, Eure) ou de M. René Régnaud (PS, Côte-du-Nord). M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités, leur a répondu brièvement : « Le compromis réalisé à l'Assemblée nationale va dans le bon sens, il faudra assurément aller plus loin », a-t-il indiqué.

Les crédits de la communication

M. Hoeffel a par ailleurs attiré l'attention sur « l'accroissement de l'immigration clandestine en Alsace » du fait de « la substitution en Allemagne fédérale des réfugiés de la RDA aux travailleurs immigrés ». M. Paul Masson (RPR, Loiret) a lui aussi interrogé le ministre sur ce sujet sensible. M. Joxe a indiqué que « la loi qui renforce la répression du travail clandestin est en fait une loi de lutte contre l'immigration clandestine ». Il a ajouté que les expulsions et reconductions à la frontière n'avaient nullement diminué depuis 1988. Les crédits ont été

repoussés par la majorité sénatoriale augmentée des sénateurs du groupe communiste.

« L'exposé est faible, mais il existe ». C'est en modérant sans illusions sur les réactions de son collègue M. Jean Chazeau (UC, Allier), rapporteur spécial des crédits de la communication présentés par M^{me} Catherine Tasca, a apprécié le projet audiovisuel du gouvernement pour 1990 : « Le budget de la dernière chance ? ». Après s'être interrogé pour la forme sur un certain nombre de points (Peut-on descendre plus les audiences ? Peut-on faire plus mal en gestion ? Peut-on faire moins de production ? Peut-on être davantage absent sur le plan national ? Peut-on autant légiférer en si peu d'années ?), M. Chazeau a évoqué « les deux révolutions coperniciennes » qu'il faudrait réaliser : « Faire de la télévision pour le spectateur (...) et accroître le volume et la qualité de la production française avant d'imposer des quotas de diffusion ».

M. Adrien Goussery (RPR, Haute-Loire) a jugé pour sa part « impératif » l'octroi de crédits supplémentaires pour les programmes. « Il est tout aussi impératif que FR 3 ne pâtisse pas du déficit d'A2 — 350 millions de francs pour un budget de 2 908 millions de francs, — ce qui est à comparer avec la présidence commune », a-t-il ajouté, avant de s'interroger sur le devenir du satellite. M^{me} Tasca a assuré que les moyens supplémentaires attribués à A2 pour les programmes ne seraient pas utilisés pour apurer les comptes. M. Gérard Delfau (PS, Hérault) a demandé des mesures de soutien en faveur des radios associatives et M. Jean Arthuis (UC, Mayenne) a estimé pour sa part que Radio-France devrait recevoir les moyens d'engager « une stratégie de reconquête ».

(1) Les présidents de la majorité sénatoriale ont d'ailleurs alerté tous les maîtres de France avant le nouvel examen de l'Assemblée nationale en leur enjoignant « d'intervenir de manière pressante » auprès des députés pour que l'on n'en revienne pas à la première moulture du texte.

Criminal de fonctions incompatibles

M. Bernard Tapie échappe au Conseil constitutionnel

Le ministre de la Justice, M. Pierre Arpaillange, a estimé, mardi 5 décembre, que le député non inscrit, M. Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), n'avait pas utilisé sa qualité de parlementaire à des fins publicitaires lors de l'entrée en Bourse sur le second marché de sa société Bernard Tapie Finance.

Après un examen attentif des différents aspects de la situation de Bernard Tapie au regard des prescriptions du code électoral, il n'a pas été relevé de présomptions suffisantes que ce parlementaire ait volontairement méconnu les dispositions de l'article 150 du code électoral, qui interdit à tout député de « faire ou de laisser figurer son nom suivi de l'indication de sa qualité dans toute publicité relative à une entreprise financière, industrielle ou commerciale ». « Dans ces conditions, le garde des sceaux n'entend pas aller au-delà de la position adoptée par le bureau de l'Assemblée nationale qui a été de ne pas soumettre cette question au Conseil constitutionnel », a indiqué la chancellerie. Le ministre de la Justice ne réservera donc pas « d'autre suite à la démarche faite auprès de lui ».

Le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, avait saisi la justice, ainsi que le bureau de l'Assemblée nationale, de la situation de M. Bernard Tapie. Le bureau de l'Assemblée avait également estimé ne pas être en mesure de faire la preuve d'une utilisation volontaire de la qualité de député à des fins publicitaires. M. Pons a estimé que « le garde des sceaux n'a pas rendu une décision, mais qu'il a simplement rendu un service ».

200 000 ex.

Alain Peyrefitte

L'EMPIRE IMMOBILE

LE CHOC DES MONDES

Fayard

Broché 140 F
Relié 240 F

Une fabuleuse somme, un livre clef, un tour de force.

Pierre-Jean REMY, *Le Monde*

Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Exceptionnel... splendide.

Jean-Robert ARMOGATHE, *La Croix*

Superbe ! Extraordinaire ! Fantastique... Inouï.

Lucien BODARD, *Le Point*

De cet ouvrage dense, passionnant et précieux, le lecteur sort éberlué.

Helene CARRERE d'ENCAUSSE, *Le Figaro Littéraire*

Une main de maître. On reste stupéfait.

Jean CAU, *Paris-Match*

La réussite est totale. Ce qui est vraiment sans pareil, c'est marier à ce point la science et l'art de conter.

Pierre CHAUNU, *France Catholique*

Extraordinaire histoire, d'un bout à l'autre passionnante.

Jean-Pierre ELKABBACH, *Europe 1*

Peyrefitte choisit l'altitude... La théorie impressionne.

Philippe FRANCHINI, *L'Express*

Ces pages, aussi denses que lumineuses, émerveillent.

Marcel JULLIAN, *Le Parisien*

Scintillant d'anecdotes... Fascinante plongée... Éblouissantes variations.

Jean LACOUTURE, *Le Nouvel Observateur*

Une prodigieuse aventure... Un immense talent.

Jean d'ORMESSON, *La Revue*

Un extraordinaire coup de projecteur sur une merveilleuse et surprenante histoire.

Georges SUFFERT, *Le Figaro Magazine*

Un bouquin enthousiasmant, qui fait l'unanimité des critiques et des lecteurs.

Denise Bombardier, *Radio-Canada*

Un regal, qui en apprend plus sur la Chine que bien des discours de sinologues patentés.

Liliane SIEHLER, *L'Evenement du Jeudi*

Un grand livre d'histoire, car il donne à réfléchir et éclaire admirablement le présent.

Jean TILLARD, *Spectacles du Monde*

FAYARD

Après examen de certains foies gras,
il s'est avéré que nombre d'animaux avaient eu
la gentillesse de faire don de leur corps.
Merci c'est trop.



"Foie de poule, de dinde et autres gallinacés... ajout de soja, de graisse, de muscle ou de foie maigre". Décidément, depuis deux ans certains producteurs indécents voudraient prendre les consommateurs pour des dindons et leur faire avaler des foies gras qui, d'oie ou de canard, n'en sont pas. A l'analyse pourtant, ces fins cuisiniers sont vite débusqués. Certes, toutes ces manipulations n'attendent pas à la santé des clients. Mais il convient de préserver un label de qualité obtenu par le travail des professionnels les plus sérieux, et de justifier les prix offerts au consommateur. Voilà pourquoi les Centres E. Leclerc n'ont pas hésité à recourir à plusieurs laboratoires pour effectuer leur sélection de Noël. Bon appétit.

E. LECLERC

Monde

Un modèle

Expositif
M. Rocard

14. L'islam au quotidien

Création d'un observatoire des catastrophes

15. Le combat des immigrés

16. Communauté : un chapitre complexe

18. Voile : la course autour du monde en solitaire

21. Arts : le marché des ventes aux enchères

Les mesures gouvernementales pour les immigrés

Un modèle français d'intégration

Le conseil des ministres du mercredi 6 décembre a adopté les grandes lignes de la politique d'intégration des immigrés que le gouvernement veut favoriser. M. Hubert Prévot a été nommé secrétaire permanent chargé de la coordination de ce dossier auprès du premier ministre, tandis qu'un comité des « sages » de neuf membres sera installé prochainement. Le gouvernement entend promouvoir le « modèle français » d'intégration, l'opposition, elle, est partagée sur la manière dont ce dossier doit être traité. (voir page 14)

Apaiser les esprits, calmer le jeu : c'est le souci principal du gouvernement, devant un débat sur l'immigration qui part dans tous les sens, que personne ne maîtrise et qui a déjà causé de gros dégâts. Il s'agit de présenter aux Français quelques idées claires et de les persuader qu'une politique cohérente sera appliquée.

La tempête actuelle oblige Michel Rocard à se faire triplement public. D'abord, en parlant publiquement de l'immigration, alors que cela ne lui paraissait jusqu'ici ni nécessaire ni très sain. Puis en renforçant un dispositif spécifique aux immigrés, au lieu de s'en tenir à une politique de droit commun. Enfin, en sacrifiant un petit peu à l'effet d'annonce, par un prochain catalogue de mesures volontairement long.

Depuis son entrée en fonctions, le premier ministre avait mis l'immigration sous le boisseau. Ce sujet ne lui semblait pas prioritaire et, surtout, pas de nature à être affiché : moins on en parlait, mieux la France se portait. Il suffisait de valoir à l'application des lois existantes, d'encourager chacun des ministères concernés (logement, éducation, travail, affaires sociales, intérieur, défense, etc.) à agir en faveur de l'insertion de tous les défavorisés — qu'ils soient immigrés ou non — et de laisser le temps faire son œuvre.

Du silence au brouhaha

Une première attelle à cette politique du silence avait été portée au début de 1989 avec l'abrogation de la loi Pasqua. Sous la pression de nombreuses associations et du président de la République lui-même, le gouvernement dut aller bien plus loin qu'il ne le souhaitait et revoir complètement les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. L'opposition

déchaîna les grandes orgues contre ce « laxisme ». Les immigrés occupèrent ainsi le devant de la scène pendant quelques semaines, avant de retomber dans le fait-divers quotidien.

Avec le foulard islamique, le silence a été rompu une deuxième fois — et de quelle manière ! On débata encore longtemps des responsabilités des uns et des autres dans cette tempête. Car si personne ne l'avait programmée, beaucoup de monde a contribué à l'amplifier, que ce soit par calcul, par maladresse ou par légèreté : des groupes islamistes aux mouvements antiracistes, des opposants politiques au gouvernement lui-même, en passant bien sûr par les médias. Toujours est-il qu'un aboi a crevé, que des tabous ont sauté et qu'il n'est plus permis maintenant d'ignorer certaines réalités.

Tous les regards sont naturellement tournés vers le gouvernement. C'est inévitable mais assez trompeur, car l'intégration des immigrés ou de leurs enfants, qui est en cours depuis... une vingtaine d'années, ne dépend pas seulement de mesures prises à Matignon. Les régions, les départements et les municipalités sont concernés au premier chef. L'intégration passe aussi par le travail de plusieurs milliers d'associations et dépend de l'attitude de chaque citoyen dans la vie quotidienne. Elle est tributaire enfin des immigrés eux-mêmes, puisqu'elle suppose une volonté de s'intégrer.

C'est dire que l'efficacité des mesures gouvernementales sera bien difficile à évaluer, à court terme en tout cas. On vérifiera très vite, en revanche, leur impact psychologique et politique. Au-delà des mesures elles-mêmes, beaucoup dépendra du langage des dirigeants socialistes qui, pendant longtemps, s'étaient contentés, en public, de condamner le racisme ou

de jongler avec des sujets explosifs comme le droit de vote des étrangers.

Les Français, soumis au matraquage verbal du Front national, veulent être rassurés et éclairés par les responsables de l'État. De ce point de vue, Michel Rocard s'est engagé sur la voie de la clarté, le 2 décembre, devant le comité directeur du Parti socialiste.

Pas de ghettos culturels

Selon lui, la France ne peut être « une juxtaposition de communautés ». C'est une société où « prime l'adhésion à des valeurs communes ». Elle n'a pas à suivre des modèles anglo-saxons qui permettent à des groupes ethniques de se barricader dans les ghettos géographiques et culturels, pour aboutir à « des formes molles d'apartheid ».

Ce ne sont pas des mots en l'air. Si l'on comprend bien le premier ministre, l'intégration ne peut être qu'individuelle : la France intègre des personnes, pas des communautés, comme elle l'a d'ailleurs toujours fait. Pourquoi procéderait-on aujourd'hui, avec des Africains ou des Asiatiques, autrement qu'avec des Italiens ou des Polonais ? Claude Evin, le ministre des affaires sociales, a été tout aussi clair, le 5 décembre, en parlant du « modèle français d'intégration auquel notre gouvernement est attaché ».

Un tel langage peut être compris et entendu d'une très large majorité de Français. Droite et gauche sont d'accord en effet sur l'essentiel : la première a intégré, si l'on peut dire, le principe de l'intégration, tandis que la seconde ne se contente plus d'une « analyse sentimentale » de l'immigration selon le mot d'un ministre socialiste.

ROBERT SOLÉ



M. Hubert Prévot le conciliateur

Petit, discret, avec un sourire jusqu'aux oreilles, M. Hubert Prévot s'affirme de plus en plus comme un des hommes de confiance du premier ministre, qui n'hésite pas à lui confier des missions impossibles. La dernière date d'il y a tout juste un an : il s'agissait d'animer un grand débat public sur l'indispensable mutation des PTT françaises. Sujet tabou entre tous, tant la crispation syndicale était grande sur ce dossier, qui demandait à la fois doigt et courage. Deux qualités dont M. Prévot sur indiscutablement faire preuve pendant les neuf mois du débat sur les PTT, assuré du soutien de M. Michel Rocard. Celui-ci n'hésite d'ailleurs pas à le soutenir à mi-parcours pour éviter l'enlisement.

— mais sans provocation — dans lequel il proposait une profonde réforme des PTT.

La suite, on la connaît. Relégué par le ministre des postes, télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès — qui s'avéra aussi être un redoutable négociateur, — M. Prévot peut se féliciter aujourd'hui d'avoir réussi sa mission : les PTT sont sur les rails du changement. Sans grande vague, sans grande grève, en inscrivant l'action dans le temps, avec un réel respect des acquis sociaux. Un style, une méthode aux antipodes d'un assaut à la hussarde, une grande habileté... M. Prévot aura bien besoin de toutes ces ressources pour la nouvelle mission qui lui est confiée.

FRANÇOISE VAYSSE

[Né le 2 octobre 1928 à Neuilly-sur-Seine, M. Hubert Prévot est ancien élève de l'ENA et ancien administrateur civil au ministère de l'économie et des finances. Il opte pour le socialisme, devenant, de 1974 à 1981, secrétaire confédéral à la CFDT. Proche de M. Rocard, M. Prévot a été membre du bureau national du PSU de 1967 à 1971, avant d'adhérer au Parti socialiste. De 1981 à 1984, il est commissaire général du plan poste et devient après son départ conseiller-maire à la Cour des comptes.]

Le dispositif de M. Rocard

Suite de la première page

Ce comité interministériel examinera les problèmes concrets les uns après les autres. Cette nouvelle instance sera animée par un secrétaire permanent, M. Hubert Prévot, ancien commissaire général au Plan, qui est un ami personnel de M. Rocard. Ce haut fonctionnaire sera chargé du suivi des décisions qui devront être mises en œuvre par l'intermédiaire des préfets.

Le comité interministériel permanent se réunira, pour la première fois, le 19 décembre afin de traiter, en priorité, des moyens de freiner le flux migratoire. La réduction de l'immigration est, en effet, l'un des deux préalables de la politique d'intégration conçue par le gouvernement. La première faille à colmater est celle qui laisse entrer en France, jusqu'à présent, de faux réfugiés politiques. Le fonctionnement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) sera révisé

afin que chaque demande de droit d'asile reçoive une réponse rapide. Actuellement, les délais de réponse sont tellement longs que les faux réfugiés trouvent le temps de s'installer en famille, dans le pays avant d'être fixés sur leur statut administratif, et ce délai rend alors obsolètes les mesures administratives parfois envisagées à leur encontre.

Contrat de confiance

Si les procédures sont accélérées, estime-t-on à l'Hôtel Matignon, ceux qui arrivent en France pour des raisons autres que des raisons politiques seront considérés de bénéficier du droit d'asile. Les demandes de droit d'asile ont, en effet, nettement progressé : elles ont presque doublé en un an, passant de 34 000 en 1988 à 60 000 en 1989 alors qu'elles n'étaient que de 18 800 en 1980.

La deuxième réunion du comité interministériel est prévue pour le

11 janvier. Il y sera question de la politique à mener en matière de logement. Il s'agit là du second préalable à toute véritable politique d'intégration. Pour éviter le maintien des « ghettos », le gouvernement procédera sans doute à la fermeture de quelques foyers d'immigrés. Selon l'Hôtel Matignon, un certain nombre de résidents étrangers bénéficient indûment de ces structures d'accueil collectives.

En contrepartie, un dispositif sera élaboré pour faciliter l'accès des immigrés au logement dans les ensembles immobiliers ordinaires, en prévoyant au besoin des réservations particulières. Il est question de créer à l'intérieur de chacun des comités départementaux pour l'habitat, une cellule pour le traitement du problème de l'intégration.

Le comité interministériel se réunira pour la troisième fois le 31 janvier afin d'aborder toutes les questions relatives à l'éducation et à l'école vis-à-vis des enfants d'immigrés.

En outre, M. Michel Rocard a annoncé au conseil des ministres la formation d'un « comité des sages » composé de neuf membres

dont l'identité sera précisée sans doute la semaine prochaine. Cette instance fonctionnera comme un magistrat. Elle sera chargée, en particulier, de présenter au premier ministre un rapport annuel qui permettra de suivre le développement de la politique définie.

Cette politique d'intégration, à la française — a souligné le premier ministre — ne visera ni à l'assimilation des immigrés, ni à établir simplement un mode de coexistence entre ceux-ci et les autres couches de la population. M. Rocard assure vouloir parer à tous les risques d'exclusion sociale, sans nier pour autant le droit culturel de chacun à la différence. Il résume sa démarche par une formule — « la reconnaissance d'obligation mutuelle » — qui renvoie implicitement à la règle républicaine imposant à chaque membre de la communauté nationale des droits assortis de devoirs. Cette approche tend à traiter les résidents étrangers comme s'ils étaient des citoyens à part entière, à charge pour les immigrés de respecter ce contrat de confiance.

ALAIN ROLLAT

Les trente-quatre députés de la mission parlementaire sur l'intégration

La mission « Inter-commissions » de l'Assemblée nationale chargée de réfléchir aux problèmes de l'intégration devrait être composée de 34 députés (17 socialistes, 8 RPR, 5 UDF, 2 UDC et 2 PC). Les présidents de groupe, en accord sur le principe, devaient entériner, mercredi 6 décembre, la composition de la mission.

Pour le groupe socialiste, y participeront : MM. Guy Bêche, Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, Jean-Marie Bockel, président de la commission de la production et des échanges, Pierre Bréma, M^{me} Denise Cacheux, M^{me} Jean-Christophe Cambadélis, Roland Carraz, François Colcombet, M^{me} Martine David, M^{me} René Dosière, Gérard Gouzes, Jean-Marie

Le Guen, Philippe Marchand, Jean-Pierre Michel, Michel Pezet, M^{me} Yvette Roudy et M. Michel Sapin, président de la commission des lois.

Pour le groupe RPR : MM. Jean-Louis Debré, Christian Estrosi, Gérard L'Herminier, Michel Noir, M^{me} Françoise de Panafieu, M^{me} Robert Pandraud, Eric Raoult, Jacques Toubon.

Pour le groupe UDF : MM. Pascal Clément, Alain Griotzeny, Arthur Paecht, José Rossi, André Rossinot.

Pour le groupe centriste : MM. Jean-Jacques Hyest et Bernard Stasi.

Pour le groupe communiste : M^{me} François Asensi et Louis Piana.

Selon M. Joxe

Les interpellations de clandestins ont augmenté de 51 % cette année

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a affirmé, mardi 5 décembre, au Sénat, que « les garanties nouvelles données aux étrangers ne signifient pas un abandon de la lutte contre l'immigration irrégulière ».

M. Joxe qui s'exprimait dans le cadre de la discussion budgétaire, a précisé que 15 665 étrangers ont été reconduits à la frontière en 1988 contre 15 837 en 1987. Pour les huit premiers mois de 1989, le chiffre atteint 10 673. « Où est donc l'effort

drement de la lutte contre l'immigration irrégulière ? » s'est interrogé le ministre. « Il n'y a aucun relâchement de notre part dans ce domaine », a-t-il ajouté.

S'agissant des interpellations de clandestins, M. Joxe a assuré qu'elles avaient augmenté « dans des proportions considérables » : 51 % de plus en 1989. « Ces chiffres sont surtout le résultat d'une activité plus soutenue et d'une efficacité plus grande des services de police », a précisé le ministre.

THEATRE RENAUD BARRAULT

LE CHEMIN SOLITAIRE

DE ARTHUR SCHNITZLER

ADAPTATION MICHEL BUTEL

MISE EN SCENE LUC BONDY

42.56.60.70 / 48.78.75.00

SOCIÉTÉ

L'intégration des immigrés

L'opposition est partagée sur la façon de traiter le dossier

Unanime pour condamner les thèses de l'extrême droite, l'opposition parlementaire l'est moins sur la façon de traiter la question de l'immigration. Alors que le vice-président du CDS, M. Bernard Stasi, estime qu'il y a désormais « un très large consensus, la gauche ayant fini par admettre qu'il faut contrôler les frontières et la droite qu'il faut intégrer la grande majorité des immigrés, ce qui est un langage nouveau », le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, affirmait, mardi 5 décembre, que l'opposition avait « bien du travail à faire pour être sur la même ligne de pensée, la même ligne d'action ».

M. Juppé a ajouté : « Il ne faut tout de même pas oublier que les élections partielles ont été le signal d'une sorte de déroute du Parti socialiste, qui commence à payer pour les manipulations qu'il a faites depuis des années. Elles constituent aussi une réaction en profondeur sur l'avenir même de la communauté nationale. Il faut traiter le problème, et les socialistes ont eu tort de montrer du doigt ceux qui, comme nous, ne voulaient une politique pour traiter l'immigration. Nous ne changerons pas notre message et nous n'allons pas entamer une course-poursuite derrière M. Le Pen, car le problème de l'immigration ne réside pas dans la technique du coup de pied au cul. Il y a de la pédagogie, à condition qu'une partie de l'opposition ne fasse pas le jeu de ceux qui refusent de poser le problème ».

Selon le président du CDS, M. Pierre Méhaignier, « pour dire encore l'indivisible l'intégration des immigrés en France, il faut réduire la population immigrée ». L'ancien ministre se montre réservé, en revanche, dès qu'il parle d'identité nationale : « Je suis méfiant sur ce terrain. Ne nous plaçons pas dans la problématique du Front national ».

Selon le porte-parole du Parti républicain, M. Ladislav Poniatowski, « sans que l'opposition n'ait pas abordé de front les problèmes de l'immigration, elle alimente le Front national. Les électeurs n'aiment pas la confusion, et il est évident qu'ils ont voté pour ceux qui ont un langage très simple et des idées très simples ».

Le président du CNL, M. Yvon Briant, a regretté que l'opposition n'ait « pas su présenter des propositions crédibles et acceptables par les Français ». Il considère, notamment, que l'attribution des allocations familiales doit être réservée aux familles françaises et se prononce contre la construction de mosquées « qui vont devenir des lieux de prosélytisme ».

Mme Veil :
« non au référendum sur les sujets de société »

Dans une interview publiée mercredi 5 décembre par le *Quotidien de Paris*, Mme Simone Veil se déclare opposée à l'idée de M. Valéry Giscard d'Estaing d'organiser un référendum sur l'immigration. « Je ne suis pas favorable au référendum sur les sujets de société, dit-elle. Il s'agit de sujet très émotionnels. Les campagnes référendaires sur de tels sujets seraient susceptibles de donner lieu à des débats particulièrement épuisants pour la cohésion nationale ».

L'ancienne présidente du Parlement européen considère que « la

classe politique manque de courage et de clairvoyance. À droite, explique-t-elle, l'absence de lucidité chez beaucoup, l'acceptation plus ou moins tacite des thèses du Front national chez quelques-uns, expliquent les accords successifs passés (avec cette formation). La gauche, elle, a joué avec le feu, dénonçant le Front national, mais beaucoup se réjouissent en secret d'un mal qui paraissait devoir affaiblir la droite pour longtemps ».

Le mouvement des Verts, qui n'avait donné aucune consigne de vote aux élections partielles, a affirmé : « Nous devons trouver des processus d'intégration sociale sans déstabilisation culturelle. Cela passe par une politique du logement et de l'urbanisme et par la participation des immigrés à la vie politique locale en leur donnant le droit de vote ».

M. Dray :
« La responsabilité socialiste »

Le secrétaire d'État à la formation professionnelle, M. André Lalagui, a déclaré, sur TF1 : « Il faut que les socialistes soient capables de s'adresser à l'opinion de manière plus claire, d'être en mesure de proposer une politique d'immigration qui soit en résonance avec la société et non pas une mosaïque tout à fait nocive pour notre pays ».

Quant à M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, il a affirmé, au micro de Radio Shamal : « Ça fait un an et demi que la majorité actuelle a été élue. Deux candidats se sont présentés alors, un pour l'intégration et l'autre pour l'exclusion. Il y a eu une sorte de référendum à cette époque et les gens se sont prononcés pour l'intégration. Or, depuis, rien n'a été fait au niveau du gouvernement pour l'intégration des immigrés. Les gens, ne voyant rien évoluer, sont appelés à voter pour le démagogue (...) ». Là-dessus, la majorité socialiste a créé les conditions de l'émergence de Jean-Marie Le Pen à nouveau. Quand vous rééditez l'immigration à l'intégration, c'est qu'il y a danger et donc celui qui a dénoncé ce danger depuis plusieurs années a eu raison avant tout le monde et donc les électeurs préfèrent l'original à la copie ».

Dans l'édition du 6 décembre, Charles Silvestre écrit notamment : « Il y a une grande politique de l'immigration à mettre en œuvre résolument, une politique faite aussi de droits et de devoirs, une politique de développement économique et de justice sociale, combattant sur le fond, et non dans les seuls et faibles mots, le racisme. Car c'est la désespérance sociale, c'est le déclin de la gauche par un gouvernement qui prétend l'incarner et qui la nie, c'est cela qui rend sensible aux poisons de la démagogie et de la rage. Chez Peugeot, François Mitterrand a lutté ensemble, mais dans la main, pour les 1.500 francs. Mieux vaut les matras de Mulhouse que les crépuscules de Dreux ».

ENVIRONNEMENT

Premier « avis » du collège de la prévention des risques

Les douze « sages » proposent la création d'un observatoire des catastrophes

Le Collège de la prévention des risques technologiques a remis, au premier ministre, mardi 5 décembre, un premier « avis » touchant à la communication sur le risque. Les douze « sages » préconisent la création d'une sorte d'observatoire des catastrophes, chargé de suivre les informations données à la presse et au public en cas de crise majeure.

Solennellement installé par le premier ministre (*Le Monde* du 1^{er} mars), le collège n'aura pas attendu un an pour rendre son premier « avis ». M. Michel Rocard avait demandé aux douze « sages » « quelles recommandations faire aux entreprises, aux experts, aux pouvoirs publics pour corriger cette situation : nous ne savons pas bien communiquer sur les problèmes de risques » — notamment en période de crise.

« Le devoir d'information »

Dans les premières heures qui ont suivi ces deux catastrophes, l'imprécision, le flou, quand ce

que, disent ces femmes, « le Prophète l'a voulu ».

Tout de même, leur allégeance a des limites. L'une d'elles, parlant des manifestations en faveur de la mosquée de Lyon, suscite des remous lorsqu'elle affirme : « Les femmes n'ont rien à faire dans la rue. Leur place est à la maison, auprès des enfants. Vous n'êtes pas françaises et vous vous faites remarquer ». La réflexion soulève la colère de Hamama, cinquante ans, qui réplique : « On peut manifester pour défendre la maison de Dieu et pourquoi me ferais-je chasser ? J'ai laissé ma santé et ma jeunesse ici, c'est chez moi ».

Métaphysique et carnavalesque

Ce sentiment d'appartenance à un pays d'adoption est partagé par les nombreux musulmans qui cherchent à concilier la religion et la vie dans une société occidentale. Ainsi cette famille d'Algérie établie à Villeurbanne, près de Lyon, qui disent avoir « longtemps réfléchi à ce que signifiait l'islam » et aux raisons pour lesquelles ils le pratiquaient. Installés autour d'une veste faite recouverte d'une nappe brodée, Hasnia, la mère et Mehrez, le père, expliquent que « la religion a des exigences, mais cela ne signifie pas qu'on ne puisse pas l'adapter à la vie actuelle ». Respectivement assistante sociale et traducteur d'arabe, Hasnia et Mehrez ne portent aucun des attributs vestimentaires propres à l'islam. « Je n'ai ni barbe ni djellaba », déclare Mehrez. La religion est une question de métaphysique, pas de carnaval.

Hasnia, de son côté, qui porte volontiers une gandoura, comme vêtement d'intérieur, n'hésite à l'européenne dans toutes les autres circonstances. « Si je me mets à revêtir un foulard, une jupe longue, des chaussures, je choquerais les gens et je ne pourrais pas faire mon travail comme il faut », remarque-t-elle. Hasnia, qui souhaiterait être enterrée en France afin que ses enfants puissent visiter sa tombe, ne fréquente pas les salles de prière, dont l'existence et la précarité la découragent. Elle n'accomplit pas toutes les prières quotidiennes, faute de disponibilité, mais suit très consciencieusement le ramadan.

Cette période de jeûne est à la fois fète et contrainte pour ceux qui la respectent. « J'ai la joie de me maîtriser et aussi de faire mon devoir », affirme Houria, une mère de famille marocaine. L'obligation morale que constitue le ramadan n'est pas facile à tenir, dans un pays dont le fonctionnement social ne tient pas toujours compte des règles islamiques. « Au travail, observe Hasnia, l'employeur est exigeant, ce qui est ramadan ou pas. Physiquement, c'est difficile, car on exige de son corps un

bouleversement du jour au lendemain. Il y a des calories, qui manquent, mais on s'habitue ». Comme son mari, Hasnia remarque aussi que cette abstinence prolongée attire aux musulmans le « respect » de ceux qui admettent leur conviction. Le jeûne peut être aussi l'occasion de découvrir la délicatesse d'un entourage amical ou professionnel : « J'ai vu des collègues allumer une cigarette, puis l'éteindre bien vite en s'excusant », se souvient Mehrez, qui est un grand fumeur.

Le ramadan donne lieu à des rassemblements familiaux, et à des repas conviviaux qui peuvent susciter la colère du voisinage. En célébrant l'Aïd, jour de la rupture du jeûne, au cœur d'une cité de Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, Mohamed a déploré cette année quelques réactions irascibles. Sa barbe courte et soignée tranchant sur le blanc d'une djellaba blanche, il est l'imam qui vient dire les prières chaque vendredi dans une salle louée à la municipalité. « Le jour de l'Aïd, les participants étaient trop nombreux pour tenir dans cette pièce. L'assemblée débordait dehors et nous avions mis un petit haut-parleur afin que tout le monde entende. Bien que cela ait duré moins d'une heure, deux personnes ont immédiatement écrit au maire pour se plaindre », regrette cet ouvrier algérien qui prêche le respect et l'amour des autres.

Pour éviter d'irriter ceux qui ne pratiquent pas leur religion, certains musulmans ont décidé de se regrouper en un seul lieu les soirs de ramadan. A Bron, par exemple, la municipalité leur prête une salle durant toute la période de jeûne. « Comme ça, on respecte nos voisins. Et puis ça évite que les jeunes aillent faire du bruit ailleurs », explique Fatima, quarante-sept ans, qui vit seule avec deux de ses quatre enfants. Pour elle, comment suivre à la lettre tous les préceptes coraniques lorsqu'il faut tenir une maison et se rendre plusieurs fois par semaine à l'hôpital, distant de plusieurs kilomètres ? Car Rucia, la fille aînée de Fatima, ne passe plus que quelques heures par semaine à l'hôpital depuis quatre ans. Les médecins parlent de sclérose en plaques, mais Fatima pense qu'elle « a été envoyée parce qu'elle était trop belle ».

Bien qu'elle n'obéisse pas à toutes les règles religieuses, il est pourtant une à laquelle Fatima ne saurait déroger. Comme tant d'autres, la seule idée de consommer de la viande de porc lui donne des hauts-le-cœur. « Je prends ma viande chez un boucher algérien et je vérifie tout ce que j'achète dans la grande surface », affirme-t-elle. Cette exigence lui coûte cher, mais qu'importe ! « Je ne veux pas acheter une viande coupée avec un couteau qui aurait servi pour du porc, déclare Fatima. Et puis, il faut que les animaux aient été égorgés dans

les règles ». Hasnia se souvient pour sa part, d'avoir acheté, par souci d'ouverture, un poulet dans une boucherie ordinaire. « Je crois bien que la seule idée d'en manger m'a rendue malade », confie-t-elle en souriant.

Mariages mixtes

Certains musulmans se trouvent ainsi pris entre le souci d'intégration et la persistance de réflexes ou de craintes qui s'y opposent. La première de ces contradictions concerne l'éducation des enfants, et, plus particulièrement, celle des filles. Hasnia, qui est une femme moderne, éloignée de tout intégrisme et pénétrée d'un esprit d'ouverture (1), se dit « contente de ne pas avoir de filles » pour ne pas affronter ce problème. Combien d'entre eux admettraient sans peine de voir leur fille ou leur sœur épouser un non-musulman ?

Sans même parler de « péché », les parents évoquent les problèmes qui peuvent surgir au sein d'un couple mixte. « Le mari et la femme ont déjà bien du mal à se comprendre lorsqu'ils appartiennent à une seule religion », estime une Marocaine installée à Vaux-en-Velin, près de Lyon. Chérifa, qui ne pratique plus depuis qu'elle a quitté le domicile de ses parents, explique, de son côté, qu'elle n'aurait pas voulu être une catholique ou un protestant. « J'aurais peur, explique-t-elle, qu'il ne comprenne pas ma façon de vivre, de parler, de manger ». Le regard éblouissant de vie, cette Algérienne de vingt-neuf ans qui fait des ménages « par amour des contacts humains » ne cache pas qu'un mariage mixte pourrait se révéler un « piège à ratier ».

Jean-Jacques et Léila, justement, ont connu ce type de conflit. Repoussée par sa famille tunisienne après son mariage avec un ouvrier français converti à l'islam, Léila ne souhaite plus fréquenter la communauté musulmane. « Ils me jugent et m'éloignent, dit-elle, pour pouvoir dire que je ne suis pas heureuse, que mon époux m'en fait voir de toutes les couleurs ». Jean-Jacques, son mari, « n'aime pas la mentalité des Arabes » et signale, sans regrets apparents, que sa fille refuse de jouer avec les petits Arabes en cour de récréation.

L'enfant, pourtant, sera élevée dans la religion musulmane, comme ceux qu'elle repousse aujourd'hui. Avec les mêmes contraintes, les mêmes joies, les mêmes contradictions. Peut-être ses parents lui interdiront-ils de suivre le ramadan en dehors des week-ends, comme le fait Léila, qui veut préserver les études de son fils. Peut-être aussi, comme Nizar, dix ans, aura-t-elle l'idée d'apprendre les sourates grâce à un enregistreur sonore ou à des bandes dessinées.

RAPHAËLE RÉROLLE

n'est pas le vide total qui prévaut sur l'information du public.

Le collège estime qu'il est temps de mettre un terme à « l'entreprise-forteresse » et à « secret-défense » ou « secret-industriel » derrière lesquels s'abrite abusivement l'Etat, notamment dans l'industrie pétrolière et nucléaire.

Il constate d'autre part que « les journalistes, ni assez spécialisés, ni assez vulgarisateurs, sont souvent suspects de parti-pris idéologique ». Pour les douze sages, « l'information sur les activités à risques est un devoir de l'Etat et des entreprises concernées ». Et cette information ne doit pas rester à sens unique mais provoquer des débats, y compris avec les associations de consommateurs et de défense de l'environnement. Enfin, le collège juge « souhaitable d'élargir le champ de la contre-expertise ». En recourant plus volontiers aux organismes « notamment indépendants du gouvernement » comme l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, les universités, les experts étrangers et les personnels appelés à travailler sur les sites dangereux.

Pour remédier aux faiblesses de l'information en situation de crise, les douze « sages » demandent d'abord que l'on ne se comporte pas à cet égard comme en état de guerre, ce qui induit automatiquement censure ou rétention d'information. Or « l'impossibilité d'interdire la circulation des bruits et rumeurs les plus divers milite contre toute rétention de l'information ». Ils affirment ensuite que « les populations ont droit à une information aussi claire, complète et objective que possible sur les risques technologiques. Ce droit doit s'exercer notamment en situation de catastrophe ou de problème grave mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens ».

Le collège préconise donc la création d'un « organisme public

dont l'indépendance soit assurée tant vis-à-vis des autorités politiques qu'administratives que des entreprises », une sorte d'observatoire des catastrophes, présidé par un professionnel de l'information, disposant d'une nomenclature complète de tous les risques technologiques et jouissant d'une totale autonomie pour expertiser et accéder aux sources d'information. En cas d'événement grave, l'observatoire déléguerait immédiatement sur place quelques-uns de ses membres, accompagnés d'experts éventuellement, afin de « stimuler ceux qui ont, au premier chef, le devoir d'information ». Cet observatoire pratiquerait une sorte de « journalisme sans journal », avec pour seul souci que personne ne s'attribue le monopole de l'information — ce que les pouvoirs publics sont toujours tentés de faire lorsque l'Etat, une entreprise nationale ou un « intérêt supérieur » sont en jeu. Ou que des complications diplomatiques sont à craindre.

ROGER CANIS

SOCIÉTÉ

Le commando des « mères courage » de Padoue

Des femmes représentant une vingtaine de familles traquent leurs propres enfants, pour les sortir, de gré ou de force, de la toxicomanie

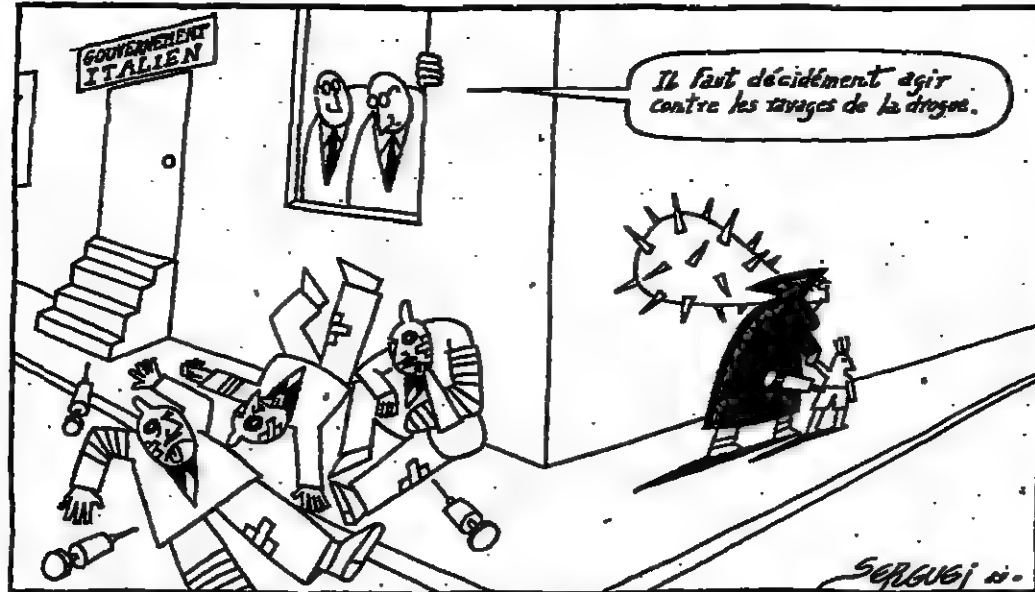
La surdose d'héroïne tue en Italie, de plus en plus. Le nombre de morts — 841 décès depuis le début de l'année 1989 — est en forte augmentation par rapport à l'an passé, vient de préciser M. Antonio Sava, ministre de l'intérieur. Le 6 décembre, le Sénat italien devrait se prononcer définitivement sur l'actuel projet en discussion, renforçant nettement la répression tant du trafic que de la consommation de toutes les drogues. La Chambre des députés l'examinera ensuite.

A Padoue, en Vénétie, région réputée pour sa densité de toxicomanes, partisans et adversaires de la pénalisation s'affrontent. Leurs activités quotidiennes — accueil, thérapie, chasse aux dealers, etc. — s'inscrivent désormais dans ce cadre politique. Ainsi les « mères courage », comme on les appelle ici — traquent-elles leurs propres enfants pour les sortir, de gré ou de force, de la drogue...

de notre envoyée spéciale

Sur la place bruyante de pigeons elle débouche d'un pas furtif : les « mères courage » sortent de leur rendez-vous avec le nouvel évêque de la ville. M. Figue, mairin, heureux de la cordialité de l'accueil, elles doutent de l'avenir des promesses. Pour sortir leurs enfants de la drogue, ce peut faire l'ecclésiastique, après le procureur, les carabinieri, la municipalité et les chefs de parti tout autant sollicités ? Le pape avait refusé de les recevoir à Rome une semaine auparavant. Elles l'ont « pas oublié ».

« Basta ! », — ça suffit ! — répète, inlassable, la porte-parole de cette petite association regroupant, depuis septembre dernier, une vingtaine de familles. Mirella, quarante-quatre ans, à la verve chaleureuse et l'énergie bien en chair d'une vraie mamma.



Une de ses filles, vingt-trois ans, se pique à l'héroïne depuis six ans. Mirella, faute de la ramener à la raison, la chasse de la maison. Après avoir tiré toutes les sonnettes officielles « avec un résultat égal à zéro », insiste Mirella avec le doigt ardoisé : « Je me suis attaquée à la rue ». Avec une dizaine de femmes « croulant » sous un désespoir analogue, elle part en chasse ce soir d'adieu dernier. Sur le trottoir, elle repère sa fille. « C'est dur de voir son propre enfant se prostituer et de se l'avouer », Mirella empêche sa fille : « De gré ou de force je te sortirai de la rue. La prison, ou la cure forcée ». Volent les injures. Accusé de tous les vices, l'amoureux est bousculé.

Ce quartier chaud de la place Doge, Gasperi n'aime guère les trublions. Bien sûr Mirella s'en prend aux clients. « Vous risquez le sida. Elle est séropositive ! » hurle-t-elle. Les amateurs s'éloignent prudemment. Un « client » fond en larmes : « Je ne savais pas... ». Les « mères courage » se ruent sur les voitures, crévent les pneus, cassent les phares. Puis elles relèvent les numéros d'immatriculation. Quelques heures plus tard, les intéressés reçoivent à domicile un curieux appel qui déclenche l'hostilité de leurs épouses.

« Quel pastis ! C'est illégal. Mais tant pis », se souvient en sortant de l'évêché Mirella, un brin malicieuse. De la sacro-sainte famille à l'italienne, elle connaît les rouages. « Nous continuons nos rondes. C'est le seul moyen de crier notre rage à la face des autorités. » Certaines ont reçu des menaces de mort. A d'autres on a promis d'incendier leur maison si elles ne se calmaient pas. « Ce sont les trafiquants qui ont peur, pas nous. » Obstinée, la mère d'un héritier-mano devenu « garçon de plaisir », l'a dénoncé au procureur. Ce dernier avait publiquement appelé à la délation. Mais dans ce cas, il ne peut poursuivre : le jeune homme est adulte.

Que font les carabinieri ?

Dénoncée par sa propre mère, une prostituée doit, aujourd'hui, répondre aux questions d'un juge. La mamma a bien mené son investigation. Aucun détail ne manque. Les sachets de « blanche », arrachés sans crier gare, dépassent largement la dose tolérée d'un consommateur. Le trafic se fait, a précisé la dénonciatrice prouvée à l'appui, à l'Isola Memmia, en face de la basilique Sainte-Justine, sur la plus

grande place de Padoue, le Parto delle Valle. Là, avant l'aube, on vient se fournir ou revendre les doses non éconômées pendant la nuit. Derrière les multiples statues de pierre, à l'ombre des arbres touffus, c'est le rendez-vous connu de la ville entière. « Que font les carabinieri ? »

Chaque fois que des « mères courage » se sont mises à dire : « Les bourgeois ont leurs drogues. Mais ils les cachent, qu'ils aient à payer leurs vices, à deux cent mille lire le gramme ! (soit 1 000 francs). Nous, les pauvres, on a au moins le cran d'offrir pour combattre. » Employées, commerçantes de quartier, ou épouses d'avocats, de médecins, ou encore de policiers, elles sont liées par le même fléau, elles vivent « l'horreur épuisante sans lueur d'espoir », qu'elles partagent désormais avec la municipalité.

L'unique mari présent au rendez-vous de l'évêché, les autres préférant se réfugier dans leur foyer — ne semble guère apprécier ces explosions de colère. Pour cet ouvrier en retraite dans un faubourg de la ville, la souffrance doit rester « discrète », mais les coups « porter fort ».

Ce tactisme finit par convaincre, sa femme de rentrer rapidement. Leur fils vient régulièrement les voir : « La porte doit rester ouverte ».

Exit le couple, suivi bientôt par les « mères courage ». « Je dois préparer à manger », lance Mirella avant de disparaître vers sa banlieue.

La ville soutient ses mammas, leur bravoure la touche, leur malheur l'émeut. Six mille drogués pour deux cent trente mille habitants selon les statistiques officielles, plus de vingt mille d'après des travailleurs sociaux de terrain. Tout se passe à ciel ouvert. Comment l'ignorer ? Nul ne se sent à l'abri désormais. Au hasard du déplacement journalier pour le travail, d'un shopping ou d'un déjeuner, chacun se heurte aux dealers, aux prostituées qui hantent la gare centrale, l'entrée de l'autoroute ou quelque parc reculé. Ce soir Piazza della Cera. Un homme pose son vélo. L'œil est embrumé, déjà rougi. Il est en train de se piquer, le blouson entrouvert. Sans aucune gêne. Sous l'arcade en bordure du Prato une patrouille de carabinieri intercepte une belle roue éblouissante. Veste, Foulard, vérifications... Da l'ont vue jeter précipitamment quelque chose dans la poubelle. Ils l'obligent à l'en extraire : preuve de trafic ? Cela n'intéresse visiblement pas ceux qui viennent de faire provision sous les arbres et passent tranquillement pour aller se piquer chez eux. La nuit aime les nuits de Padoue.

A peine redonne-t-on la défiance : la drogue suscite plus la prostitution que les cambriolages devenus trop risqués ou les vols à l'arraché trop aléatoires. Les rares fêtards se baladent en bandes serrées. Indifférence de fait, pour le commando des mammas... Les initiales en riment : « Appelons-les plutôt « mères désespérées ». Où est le courage dans ces délations ? »

Solidarité et apolitisme

Silvana, la seizantaine sportive, a été une des premières à se battre. Dans son vaste appartement trône la photo de son fils mort, voici dix ans, d'overdose. De la cuisine on entend des rires. Dans une pièce, quelques adolescents bavardent sur l'issue de l'un. « La maison leur est ouverte en permanence ». A sa manière, entre mères devenues amies, Silvana mène son combat. Elle a quitté les mères courage

quand elles se sont organisées en association : « La solidarité fonctionne mieux sans institution, en confiance et en privé ». La prostitution ? Ce n'est pas sa préoccupation, pas plus d'ailleurs que le combat pour une nouvelle loi (voir encadré). « Il faut réviser les mots, appeler un chat, un chat. La méadone, comme toute la psychopharmacie utilisée dans les cures, est une drogue aussi dangereuse que l'héroïne. L'accoutumance qu'elle provoque n'est ni plus ni moins qu'une dépendance nocive. Je dis non à la « drogue de l'Etat ». Sur ce sujet qui fait polémique, à Padoue comme ailleurs, Silvana est intarissable. La méadone elle-même deviendrait clandestine, objet de trafic entre drogués qui alternent, selon leur trésorerie, entre l'héroïne hors de prix et le substitut distribué massivement à l'hôpital.

S'affirmant « apolitiques », les autres mères courage vantent les mérites de l'adjoint municipal démocrate-chrétien aux affaires sociales et du député local du MSI (extrême-droite) : « Eux nous aident ». Silvana préfère, sans distinction politique, solliciter tous les partis. Elle a déjà obtenu cinq mille signatures pour sa pétition, contre, en particulier, l'usage public de la méadone, à la veille du vote d'une nouvelle loi.

Le quotidien *Il Mattino di Padova* vient d'organiser un débat, publié dans ses colonnes, entre les protagonistes locaux de la polémique. Le professeur Gallimberti, directeur du centre anti-drogue de l'hôpital, arrivé en juillet, est favorable à la distribution de méadone ou autres dans la thérapie, fort de sa célèbre expérience passée dans la lutte contre l'alcoolisme. Don Zerbetto est contre tout substitut chimique et pour la solidarité familiale. Ce moine dirige le CEIS, une des principales communautés de « récupération » (accueil, thérapie et réinsertion sur trois ans) qui pullulent en Italie comme mûle part ailleurs en Europe.

La polémique qui couvait s'enflamme, consciences en folie et déclarations partiales avant le vote au Sénat, le 6 décembre, de la prochaine loi. Padoue la douce s'enfièvre et s'interroge avec anxiété.

DANIELE ROUARD.

Une majorité favorable à la pénalisation

PADOUE

de notre envoyée spéciale

A l'heure du laitier, devant la porte du CAD (Centre anti-drogue). Le soleil rosit la splendide bâtisse du 17^e siècle qui abrite jadis l'hôpital psychiatrique. Assises sur les marches du perron, une dizaine de personnes attendent. La distribution de méadone a déjà commencé. Priorité aux salariés qui, leur dose prise, s'en vont travailler. D'autres amateurs affluent. A peine se saluent-ils, tant est palpable l'angoisse de ne pas avoir sa portion. D'élegant jeunes femmes côtoient des hommes aux dents rares et aux cheveux clairsemés. Dans le manque, on communique. Les mères-courage ? Leur désespoir ne justifie pas leur fascination pour l'uniforme.

re des catastrophes

Depuis juillet dernier, la distribution de méadone (ou autre produit de psychopharmacie) n'est plus limitée au délai de trois semaines en quantité décroissante habituel aux cures traditionnelles. « Heureusement qu'il y a le CAD », reconnaît-on. Et de soupeser les mérites de l'alternance avec l'héroïne. Cela éviterait de grimper trop vite jusqu'à l'overdose. Ce pourrait être, dit-on, un véritable « équilibre » à sa vie de toxicomane sans perturber celle des autres, une forme d'intégration sociale que défend l'Association des familles contre la drogue et la marginalisation qui a pignon sur rue à Padoue. Le fils d'une des « mères courage » s'est réfugié dans ces bras tolérants pour fuir la chasse maternelle. L'association prône la légalisation de toutes les drogues et refuse le ghetto pour les marginaux.

A l'opposé se définit il Ponte. C'est une coopérative créée en 1987, dans la campagne occu-

pée par les pépiniéristes de Padoue. Dans les ateliers, une dizaine d'ex-toxicomanes dessinent, fabriquent et vendent de belles boîtes en carton destinées aux grands noms du commerce international. Autofinancement, salaire unique à 3 500 F, pas de drogue et encore moins de substitut : c'est à ce prix qu'il Ponte construit son succès. Ses membres ont tous préalablement terminé leur cure de thérapie au centre d'accueil de Don Zerbetto, sanctionné par un diplôme : trois ans d'abstinence, ni alcool, ni sexe, ni médicament et la relation retrouvée avec la famille. Le directeur d'il Ponte est partisan de la future loi plus répressive.

La recherche du profit

L'actuel texte (« 685 ») fut lors de sa mise en application en 1975 une des lois les plus permissives d'Europe. La détention d'une « quantité modeste » pour une consommation personnelle est tolérée pour l'héroïne comme pour le reste. Le trafic, c'est le délit. Les drogués eux-mêmes soulignent le flou de la frontière entre celui qui vend pour se piquer et le dealer de haut vol : la différence se situe dans la recherche prioritaire du profit.

La future loi dont le Parti socialiste a pris l'initiative supprime cette tolérance. La consommation de toute drogue sera délit. Dans un premier temps, des sanctions administratives : amende, retrait du passeport et obligation de séjour. Puis pénales : prison ou obligation de cure.

La proposition déjà fortement amendée garantit l'usage de la méadone : une contradiction de plus pour les « mères courage » de Padoue et les partisans de la punition.

Début novembre à Rome, à une semaine d'intervalle, ont eu lieu deux manifestations. L'une, de 10 000 participants, réclamait une répression accrue. Côte à côte, défendaient les socialistes, une partie des démocrates-chrétiens, les militants du Parti républicain, du MSI et les « mères courage » de Padoue. La seconde, de 50 000 personnes, exigeait le maintien du « 685 » et la chasse aux gros trafiquants. Aux communistes se joignaient certains démocrates-chrétiens, les Verts, l'extrême gauche, la majorité des communautés thérapeutiques et les « mères courage » de Naples et de Rome, qui dénoncent non pas leurs enfants mais les trafiquants.

Pourtant les paris sont ouverts : 60 % de l'opinion seraient favorables à la pénalisation, disait-on avant le vote final prévu au Sénat le 6 décembre.

Contre vents et marées, la commune de Padoue tient son cap. Un drogué sur quatre tente d'en sortir ; parmi eux, un sur dix entre en communauté, neuf autres dans les services publics. Rechutes nombreuses : le régime forcé décourage parfois.

Rares sont les places disponibles dans les communautés — une centaine environ. Aussi la municipalité va-t-elle cofinancer l'expérience de centres d'accueil originaux. Ces « clubs d'écologie familiale », soutenus par les jeunes communistes, seront présents à titre préventif dans la rue, à l'école, sur tous les points chauds. A l'exemple du groupe Abele fonctionnant à Turin, les clubs envisagent la formation au dialogue des « piliers » du terrain et notamment des coiffeurs, chauffeurs de taxis et marchands de journaux.

D. R.

JUSTICE

Au Conseil d'Etat

M. Paul Bouchet présidera le groupe de travail sur l'aide judiciaire

La grève de l'aide judiciaire, lancée par les avocats au début du mois de novembre, et qui s'étend depuis, peu à peu, à d'autres barreaux (le Monde du 6 décembre), si elle a été critiquée par le ministre de la justice, aura au moins eu le mérite de pousser les pouvoirs publics à bouger un peu.

Requis le 5 décembre au ministère de la justice sous la présidence de M. Noël Lenoir, directeur de cabinet du garde des sceaux, les représentants de l'Association nationale du barreau, qui groupe les principales organisations de la profession, ont rencontré les conseillers d'Etat, enfin satis par le premier ministre, qui seront chargés de mettre à plat les problèmes de l'aide légale et de proposer des solutions pour faciliter l'accès au droit des plus pauvres dans

des conditions décentes pour les avocats.

M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, a été chargé de présider ce groupe de travail qui dépend de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat. Ancien bâtonnier de Lyon, président de la commission consultative des droits de l'homme, M. Bouchet est connu pour son habileté de médiateur : il avait ainsi été chargé du dossier délicat des mères de enfants franco-algériens retenus en Algérie et, plus récemment, désigné comme conciliateur aux chambres navales de Saint-Nazaire. Ancien président du Fonds d'aide sociale, M. Bouchet a assez montré à Lyon comme avocat, autour des problèmes des Mingettes par exemple, qu'il s'était activement intéressé, et souvent avec succès, au sort des défav-

orisés et des exclus. La commission qu'il préside, et qui devrait comprendre des conseillers d'Etat et des avocats, devrait se réunir avant la fin de l'année et remettre un rapport au mois d'avril 1990.

Parallèlement, une « mission d'évaluation » du coût de l'aide légale et des besoins des justiciables, composée notamment d'inspecteurs des finances et des affaires sociales, devrait commencer dans une dizaine de jours à étudier le cas de quatre ou cinq ressorts judiciaires types.

Les avocats semblent satisfaits de ces décisions et des déclarations de M. Lenoir qui a assuré que « le principe d'une réforme de fond de l'aide légale était acquis », mais pour le moment, leurs syndicats n'ont pas appelé les barreaux grévistes à suspendre le mouvement.

Ag. L.

(Publié)

Vérité et justice dans l'affaire Mecili

Des intellectuels s'adressent au président de la République

Parce que nous croyons que M. François Mitterrand n'est pas de ceux pour qui la raison d'Etat doit l'emporter sur l'Etat de droit, nous croyons utile de rappeler que, le 7 avril 1987, un crime d'Etat fut commis à Paris, que la raison d'Etat semble avoir entrepris d'enterrer.

M. Ali Mecili, dirigeant d'un mouvement d'opposition algérien, hôte de la France, était assassiné à Paris. Trois mois plus tard, l'assassin présumé, dès longtemps protégé sur notre territoire, était expulsé vers l'Algérie par le ministère de la sécurité et ainsi rendu à ses employeurs vraisemblables. Ce qui revenait à arrêter l'action de justice en lui substituant un « troc » entre policiers qui ne peut qu'ouvrir la voie à un système nauséabond, peu respectueux de l'image de la France, à laquelle votre nom est attaché.

Le 13 décembre 1989, l'affaire Mecili sera évoquée devant les instances européennes de Strasbourg. Nous devons nous attendre que la France fasse figure d'accusée ou de complice. Dans un temps où, au sud de la Méditerranée, quelques tentatives sont faites sous la pression de l'opinion publique dans le sens de l'établissement d'une pratique démocratique, faut-il que ce déni de justice rendu possible par une forfaiture de fonctionnaires français reste comme le témoignage indéfectible de temps révolus et détestés ? La jeunesse algérienne nous juge et nous jugera aussi sur cela et verra dans l'issue donnée à l'affaire Mecili, comme naguère à l'affaire Ben Barka, une pierre de touche des relations à venir entre la France et le Maghreb.

Une famille et deux peuples attendent que la France soit digne d'elle-même. Nous savons que cette préoccupation est celle du président de la République.

Pierre BOURDIEU, Gilles DELEUZE, Jacques JULLIARD, Jean LACOUTURE, Albert MEMMI, Pierre VIDAL-NAQUET.

COMMUNICATION

La troisième chaîne diffusera la télévision culturelle le samedi

La rédaction de FR 3 s'inquiète de l'accord avec la SEPT

FR 3 ouvrira en février 1990 son antenne à la SEPT, la chaîne culturelle par satellite, chaque samedi après-midi et soir. L'accord, en négociation depuis des mois, doit s'accompagner du maintien, ce jour-là, du magazine d'information « 19-20 » ainsi que des actualités régionales, mais des menaces pèsent sur le maintien du journal télévisé « Soir 3 ». Des menaces contestées par les journalistes de FR 3.

Conçu en 1986, lancé au printemps dernier, la SEPT a survécu aux vicissitudes politiques, investi 800 millions dans la production « haut de gamme », engendré deux mille heures de programmes, négocié un rapprochement — complexe — avec la télévision publique allemande, et jeté les bases d'une future chaîne culturelle européenne. Mais elle n'avait pu répondre jusqu'ici ses problèmes de réception. Les retards du plan câble ajoutés aux déboires du satellite TDF 1 limitaient toujours à deux cent mille le nombre de foyers français susceptibles de la recevoir.

Aujourd'hui, le président de son conseil d'administration, M. Jérôme Clément, peut s'estimer partiellement satisfait. S'il n'a pas obtenu le réseau hertzien multiville qu'il convoitait (le Monde du 7 juillet), au moins a-t-il décroché cette « présence clairement identifiée » sur FR 3,

indispensable à ses yeux pour conforter l'existence de sa jeune chaîne. Dès février, chaque samedi, de 15 à 19 heures puis de 20 à 24 heures, les téléspectateurs pourront retrouver la SEPT sur la Trois! Une victoire décrochée à l'arrache.

Lorsque les discussions s'engagent en octobre dernier avec les nouveaux responsables de FR 3, M. Philippe Guillaume, le super PDG, et Mme Dominique Alduy, le directeur général — ceux-ci n'entendent pas « sacrifier l'identité » de la troisième chaîne, ni la cohérence de son antenne. Un premier accord sur la journée du dimanche est sur le point de se conclure quand FR 3 se rétracte pour ne pas remettre en cause ses accords passés avec les fédérations sportives — celle de tennis notamment qui lui vaut de partager avec Antenne 2 la retransmission annuelle des Internationaux de Roland-Garros.

Discussions serrées, propositions et contre-propositions, au grand dam des pouvoirs publics, pressés d'en finir pour désamorcer la revendication de la chaîne culturelle sur un septième réseau que le gouvernement préfère sans doute réserver à d'autres usages. Aussi, lorsque la SEPT et FR 3 tombent enfin d'accord sur la journée du samedi, c'est sur instruction gouvernementale que M. Jérôme Clément obtient de la Trois, d'ultimes concessions.

La SEPT conserve ainsi, comme elle le souhaitait, une programma-

tion en continu, interrompus seulement par le « 19-20 » et les actualités régionales dont l'existence est prévue par la loi de finances et le cahier des charges de FR 3.

L'affaire, pourtant, pourrait ne pas en rester là. L'onde de choc créée par cet accord ébranle FR 3 et mobilise ses personnels. Le directeur général, M. Alduy, rappelle que sa chaîne assume de toute façon « la responsabilité éditoriale des émissions qui prennent place sur son réseau ». L'autonomie laissée à la SEPT ne saurait donc interdire à FR 3 un certain droit de regard sur sa programmation. Elle s'apprête à évaluer le manque à gagner publicitaire occasionné par la nouvelle diffusion de la SEPT ne peut diffuser de la publicité.

Plus brutalement, les journalistes de FR 3, réunis mardi 5 décembre en assemblée générale, « s'insurgent », dans un communiqué, contre la suppression éventuelle de « Soir 3 » et « demandent instamment à la direction de défendre l'information en affirmant officiellement que les différentes éditions seront maintenues le samedi dans la même durée et aux mêmes horaires qu'aujourd'hui ». Et font planer une menace de grève. Une menace qui semble prise au sérieux, la direction précisant que les modalités exactes des rapports avec la SEPT « forment l'objet d'un accord ultérieur ».

Plus grave, l'accord contraint avec la SEPT semble avoir encore approfondi les divergences perceptibles entre M. Alduy et son direc-

teur général de l'antenne, M. Jean-Marie Cavada. Peu associé aux négociations avec la SEPT, celui-ci laisse clairement entendre qu'il est désapprouvé le résultat. Et les divergences devraient encore se tendre dans les jours qui viennent, lorsque la chaîne rendra public son nouvel organigramme. Nombre de personnalités pressenties, M. Richard Varnay en tête, ne semblent pas avoir l'aval de M. Alduy.

PIERRE-ANGEL GAY

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) assigne en référé la direction de Radio-France. — Le SNJ a assigné en référé la direction de Radio-France pour appuyer ses revendications salariales. Observant que, à la différence des salariés de FR 3 et RFI, les négociations entamées à Radio-France en octobre dernier pour 1989 n'ont pas encore abouti, le SNJ demande le blocage des sommes affectées cette année à la répartition des dépenses salariales à l'intérieur de la société (0,49 % de la masse salariale). Il revendique également la désignation d'un médiateur compétent en matière de salaires dans l'audiovisuel public. Cette action — qui sera examinée le 12 décembre par le tribunal de grande instance de Paris — est jugée « disproportionnée » par le directeur général de Radio-France, M. Jean Lard. Le SNJ fait également la CFDT, FO, la CGT et la CFTC ont lancé un préavis de grève pour le 15 décembre à l'appui de leurs revendications.

La Générale des Eaux lance une chaîne comique pour le câble

Un « Humour » de coccinelle

Rubrique à zap! Nom d'une coccinelle! L'humour, souvent cantonné à la télévision dans des plages horaires étiquées, va pouvoir s'ébrouer sur une pleine chaîne. Telle est du moins l'ambition du nouveau programme pour les réseaux câblés que la Générale des Eaux a lancé le 4 décembre. Déjà diffusé dans le Nord (Roubaix, Saint-André...), à Nice, à Mantes ou à Sète, Humour s'installera d'ici au 15 mars sur les autres réseaux de la Générale des Eaux.



Entièrement dédiée au rire, au sourire, à la comédie ou à la farce, Humour a une mascotte, la petite coccinelle créée par le dessinateur Marcel Gotlib pour sa série d'albums *La Rubrique à bras* (plus connue de ses fans sous l'abréviation RAB). « Ange sans sexe » ou « Pili à gratter » pour le lecteur, selon l'humour de son auteur, cette coccinelle avait d'abord pour mission de compenser la simplicité des décors de la RAB. Vite devenue un des héros de la bande dessinée, plébiscitée par les émigrés de la RAB, elle fait aujourd'hui ses débuts à l'écran. Animée par les ordinateurs de l'INA, costumée en gaulois, déshabillée en parachute ou coccinelle de tarte à la crème, c'est elle qui

« habille » la chaîne, qui fait le lien entre les différentes séquences.

Humour répartit en effet ses programmes entre quatre rubriques : « Drôles de bobines », ce sont les films, du burlesque au classique, des Charlots à Franck Capra, de Woody Allen à Gérard Oury. « Gags à gogo » est un florilège de sketches et gags du monde entier, des caméras cachées d'Australie aux faux journaux télévisés britanniques. « Série golo », qui fait largement appel aux productions d'outre-Manche, aligne aussi bien les facéties grand-britanniques de Benny Hill que la série helvétique « Carabine FM », inédite de ce côté des Alpes. Enfin, « Spectacles », ouvre ses échos aussi bien à Molière qu'à Guy Bedos, au théâtre qu'aux variétés, sans oublier les grands anciens, de Fernand Raynaud aux « 36 Chandeliers » de Jean Nohain.

Le tout, soit onze heures de programmes « nouveaux » chaque semaine, aboutit par le jeu des rediffusions à deux versions, l'une de quatre heures journalières (à partir de 20 h 30), l'autre de sept heures (à partir de 17 h 30), selon les réseaux. Dans certains cas, Humour partagera un canal des réseaux câblés avec d'autres programmes, comme Canal J ou Canal Bis. Pour la Générale des Eaux, qui estime à 22 millions de francs le budget annuel d'une telle chaîne, Humour vient compléter la gamme des chaînes thématiques offertes aux foyers câblés dans un domaine dont toutes les études montrent qu'il est très demandé. L'humour toujours...

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Télex-guidage et ordinateurs de bord

Douze des treize voiliers du Vendée Globe Challenge avaient franchi, mercredi 6 décembre, le seul point de passage obligatoire de l'épreuve aux Canaries, en laissant Tenerife à tribord et Gran Canaria à babord. Titouan Lamazou précédait alors d'une trentaine de milles Philippe Poupon et Alain Gauthier.

« La course va vraiment commencer maintenant », affirmait Titouan Lamazou (Ecuireuil d'Aquitaine) en s'éloignant le premier des Canaries où, comme les compagnons d'aventure qui le suivent, il avait largué dans des sacs étanches les témoignages photographiques et filmés de sa première semaine de vie à bord. Cette semaine a permis aux navigateurs de mieux « prendre leurs marques » et de s'adapter à leur nouveau rythme. Ainsi, Lotek Peyron (Lada-Poch) multiplie encore les contacts radio quotidiens avec la terre et a même fait son deuxième anniversaire, le vendredi 1^{er} décembre, en liaison avec ses amis réunis au Salon nautique.

Guy Bernardin (Okay) n'a en revanche appelé le PC course qu'une fois depuis le départ. « Je fais le tour du monde, disait-il. Pas une course. Le chemin est long, je préfère m'en aller sans encombre. » Ce Breton naturalisé Américain de quarante-cinq ans, qui compte déjà deux tours du monde et 140 000 milles couverts en solitaire, n'a pas l'intention de beaucoup se manifester : « Si tout le monde parle de ses problèmes pendant quatre mois, ça va devenir chiant. On se croira au coin du feu, comme des petites mères, en train de parler de nos malheurs. »

Les avaries n'ont en effet pas manqué depuis le départ. Parmi les favoris, le moins épargné a été, sans conteste, Philippe Jeantot (Crédit-Agricole). Après avoir cassé son vit de mûles, il a dû travailler à la ligne cette pièce en acier de 14 millimètres d'épaisseur qui relie la bôme au mât. Puis renforcer cette réparation avec des bouts. Presque une journée passée dans le petit coin étroit aménagé à bord! Ce problème à peine résolu, il s'est retrouvé en panne d'électronique : « A part la vitesse du bateau, je n'ai plus d'informations. »

S'il se prolongeait, un tel handicap serait d'autant plus difficile à surmonter que les treize solitaires abordent, après les îles du Cap-Vert, une zone où les options de navigation peuvent se révéler décisives pour franchir le traditionnel « pot au noir », à proximité de l'équateur. Ces zones de calme, où un voilier peut rester « scotché »

plusieurs jours durant, sont la hantise des coureurs.

Pour les aider à déceler le moindre souffle d'air, plusieurs météorologistes-océanographes veillent à terre. Cette assistance, souvent appelée « routage », avait fait l'objet de polémiques entre les concurrents avant le départ. Ne convenait-il pas de l'interdire pour une course en solitaire? « Si je ne l'ai pas interdite, c'est pour éviter toute suspicion », répond Philippe Jeantot, l'organisateur du Vendée Globe Challenge. « On ne peut pas empêcher un concurrent d'utiliser un langage codé dans ses contacts avec la terre. »

Passés respectivement premier et troisième aux Canaries après avoir navigué le plus à l'ouest de toute la flotte, Titouan Lamazou et Alain Gauthier (General-Concorde) ont, a priori, tiré le meilleur parti des informations de Pierre Lamière, qui dirige Météo-mer à Puget-sur-Argens, près de Fréjus. Le rôle de ce dernier est, en effet, d'aider ses deux clients à déterminer leur « route à temps minimum » en tenant compte des prévisions météorologiques, océanographiques (courants, état de la mer) et des performances des deux voiliers aux diverses allures.

Refus du routage

Quelles options a-t-il recommandées après le passage aux Canaries? « De ne pas se laisser glisser vers le sud, répond-il en riant de son effet. Titouan sait très exactement où il va passer. Nous avons beaucoup travaillé au niveau statistique sur les applications de situations météorologiques types. Nous sommes pratiquement à 100 % dans le cas de l'une de ces stratégies avec des expériences de passages qui ont bien fonctionné. On va bien voir si ça marche à nouveau... »

Pour affiner cette stratégie, Pierre Lamière reçoit les informations du Centre européen de prévisions météorologiques de Reading (Grande-Bretagne), mais aussi des météorologistes nationaux français, anglais, allemands, soviétiques et américains. Et pour éviter d'être espionné par d'autres navigateurs, il communique avec Titouan Lamazou et Alain Gauthier grâce à un nouveau système de télex par satellite baptisé Standard C qui utilise le réseau Inmarsat.

Comme Lotek Peyron, Philippe Poupon (Fleury-Mickon), qui avait gagné la Route du rhum en 1986 puis la Transat anglaise en solitaire en 1988 avec l'assistance de Jean-Yves Bernot pour sa navigation, a, cette fois, refusé cette aide. « Le routage est quelqueun

qui fait un travail important à terre, mais ce n'est pas lui qui fait marcher le bateau, explique-t-il. Quand je gagnais, je reconnaissais son rôle, mais je savais aussi que j'avais recité de moi-même certains détails dans les analyses. Je pense être désormais capable de faire mon propre routage, et je considère surtout que le concept de cette course aurait dû éliminer l'interdiction du routage. »

Deuxième au passage des Canaries, Philippe Poupon a bien illustré ses propos, même s'il n'est pas vraiment livré à lui-même pour sa navigation. Les cartes météo lui arrivent par deux téléfax. Un récepteur de photos satellite lui permet d'analyser la couverture nuageuse. Surtout il dispose à bord d'un programme informatique Windows comparable à ceux utilisés à terre par les routiers.

Ces ordinateurs nichés au-dessus des tables à cartes avaient été embarqués pour la première fois dans une traversée des océans par Philippe Jeantot, Titouan Lamazou et Jean-Yves Téraïn, qui avaient pris dans cet ordre les trois premières places du BOC Challenge, la course autour du monde en solitaire avec quatre escales, en 1987. « Les ordinateurs nous ont permis de cadrer les informations en provenance de différents capteurs, mais aucun homme ne peut prétendre définir la route idéale qui tient compte des possibilités de son tableau, des prévisions météorologiques, des courants, des vents, explique Brice Pysan, concepteur de ce premier programme informatique, baptisé Maccsa. L'ordinateur peut le faire. »

Cet ordinateur est, bien sûr, relié à tous les capteurs habituels du bord pour relever ou calculer la direction et la vitesse réelle ou apparente du vent, celles des courants. Il est branché sur Satnav pour déterminer, par satellite, la position exacte du voilier. Il enregistre les relevés en provenance du Centre européen de prévisions météorologiques de Reading. Ces données sont mémorisées sur le livre de bord informatique, qui renferme aussi les possibilités du bateau dans les différentes conditions de navigation, à partir des courbes théoriques données par l'architecte compétente et de plus en plus affinées par les enregistrements effectués en mer.

Après synthèse, l'ordinateur calcule l'ensemble des points que le voilier peut atteindre en six, douze, dix-huit ou vingt-quatre heures. Les résultats sont visualisés sur l'écran sous la forme d'une toile d'araignée. L'endroit où la toile est la plus tendue vers le but choisi désigne la « route à temps minimum » proposée.

L'ordinateur peut alors indiquer au navigateur les vents qu'il va rencontrer à chacun de ces points et la vitesse que doit atteindre le bateau. Si le tableau de marche n'est pas respecté, l'ordinateur refait instantanément les calculs en fonction des nouvelles positions du voilier. Il peut encore introduire des coefficients de 70 ou 80 % des possibilités théoriques du voilier pour tenir compte des conditions de navigation actuelles des mers au Sud où l'homme atteint plus vite ses limites que le bateau.

Le routage par ordinateur de bord sera-t-il moins efficace que le télex-guidage? « Je crois que Poupon a suffisamment bien préparé son coup pour ne pas s'imposer un handicap », estime Pierre Lamière. Son seul problème sera peut-être de ne pas pouvoir discuter de sa stratégie avec quelqu'un. « On ne peut pas avoir les mêmes possibilités en mer qu'à terre pour réparer ces précieux ordinateurs. »

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : transfert

Stojkovic à Marseille

Bernard Tapie, le président de l'Olympique de Marseille, vient d'établir un nouveau record dans le domaine des transferts en football. Après avoir déboursé 45 millions de francs pour faire venir sur la Canebière l'international anglais Chris Waddle, il vient d'annoncer la venue pour deux ans, de l'Yougoslave Dragoslav Stojkovic, moyennant une somme de 49 millions de francs. Le milieu de terrain de l'Etoile rouge de Belgrade, âgé de vingt-quatre ans et titulaire de trente-six sélections en équipe nationale, doit signer son contrat mercredi 6 décembre. Il se rejoindra à Marseille qu'après le Mondial de juin 1990.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Coupe des coupes

En quart de finale du groupe B de la coupe masculine de basket des vainqueurs de coupe, les Yougoslaves du Partizan de Belgrade ont battu, mardi 5 décembre, le club de Mulhouse par 81 à 63.

BOXE

Championnat d'Europe des poids

Le Britannique Derek Williams est devenu, mardi 5 décembre à Cardiff (Grande-Bretagne), champion d'Europe de boxe dans la catégorie des poids lourds en triomphant de son compatriote Trevor Currie, par arrêt de l'arbitre dès la première reprise.

Afin de démentir les rumeurs de vente

« La Dépêche du Midi » verrouille son capital familial

« Demain, toujours indépendant... » C'est par ce slogan que M. Jean-Michel Baylet, directeur général, a achevé, le 2 décembre à Toulouse, la présentation du projet de plan d'entreprise du groupe La Dépêche du Midi devant près de 1 800 salariés. Le secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales, propriétaire avec sa mère (25 %) et ses deux sœurs (51 % à eux trois) de 76 % des actions du groupe, a voulu ainsi donner un coup d'arrêt définitif à toutes les rumeurs de vente qui ont pu circuler ces dernières années.

La structure du capital est inchangée mais toutes les parts seront bientôt regroupées dans une société holding en voie de constitution. En interdisant toute cession, ce montage devrait assurer une plus grande stabilité au groupe et à M. Jean-Michel Baylet le contrôle des opérations : en dépit d'une brouille avec l'une de ses sœurs, il dispose ainsi en compagnie de sa mère et de son autre sœur d'un système « verrouillé ».

Fondé en 1870, le quotidien tire aujourd'hui à près de 280 000 exemplaires et est diffusé en dix-huit éditions dans une dizaine de départements des régions Midi-Pyrénées, Aquitaine

et Languedoc-Roussillon. Il emploie 220 journalistes et représente la colonne vertébrale d'un groupe de vingt-quatre sociétés comptant notamment d'autres titres régionaux comme la Nouvelle République des Pyrénées et le Petit Bleu d'Agde. Le groupe a réuni, en 1988 un bénéfice de 5,2 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 850 millions.

Le projet de plan d'entreprise prévoit l'information des rédactions à partir du début 1990, en même temps que le lancement d'une nouvelle maquette. Cet effort de modernisation devrait représenter un investissement de 70 millions de francs sur cinq ans et porter également sur tout le processus de fabrication du journal dont le coût est estimé, par la direction, comme étant de 30 % supérieur à celui des autres titres. L'ensemble du traitement des images et des textes sera rationalisé et l'une des trois chaînes de rotatives supprimée avant le renouvellement de tout le matériel d'impression prévu pour l'été 2000. Cette restructuration entraînerait la suppression de 108 postes de travail, qui se traduiraient par des préretraites et des reconversions à l'intérieur de l'entreprise.

La succession de M. Jean-Louis Guillaud

Les représentants de l'Etat votent contre le budget de l'AFP

Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) a approuvé le 5 décembre le budget 1990 présenté par son président, M. Jean-Louis Guillaud. Toutefois, les représentants de l'Etat (premier ministre, ministères de l'économie et des finances, ministères des affaires étrangères, INA, RFO) ont voté contre, tandis que les deux représentants du personnel se sont abstenus.

Le chiffre d'affaires prévisionnel de l'AFP en 1990 devrait être de 909 millions de francs (849,6 millions en 1989). 77 millions de francs seraient réservés aux investissements — transmissions par satellites, téléphoto, renouvellement de l'infrastructure — et le résultat net devrait être positif en fin d'année prochaine, alors que l'année 1989 était juste équilibrée. Le conseil d'administration de l'agence a aussi approuvé une augmentation de 4,5 % du tarif des abonnements. Mais les huit représentants des médias ont demandé en contrepartie à M. Guillaud de présenter un plan triennal de déve-

loppement. Ses grandes lignes devraient être présentées en janvier, soit en pleine période de succession à la présidence.

M. Jean-Louis Guillaud, soixante et un ans, nommé à la présidence de l'AFP pendant l'hiver 1986-1987 après l'ère des crises politique et financière parmi les plus graves qu'ait connues l'agence, entend demander le renouvellement de son mandat. Cependant, le vote négatif émis par les représentants de l'Etat lors de la récente présentation du budget 1990 indique que ce second mandat est loin d'être de soi et que d'autres prétendants à la présidence de l'AFP, d'avantage proches du pouvoir, pourraient se dévoiler. En dépit d'améliorations sensibles, le personnel de l'AFP reproche pour sa part à M. Guillaud de n'avoir pas nommé de directeur de l'information et d'avoir conservé des membres de la direction nommés par son prédécesseur, M. Henri Pigat.

Y.-M. L.

Le Monde CAMPUS

Les régions entraînées par l'Europe

La formation est un levier essentiel du développement régional. Elle est aussi mal répartie. L'Europe permettra-t-elle de rétablir les équilibres ? Un colloque de la DATAR à Marseille va étudier cette question.



TECHNOPOLES, contrats de plan, schémas régionaux de formation, investissements importants dans la construction de lycées et d'universités : il n'est plus nécessaire de convaincre les régions françaises que la formation et la recherche sont des leviers décisifs pour leur avenir. Pour elles, comme pour l'Etat, l'éducation est devenue la priorité des priorités.

Or, dans cette bataille des compétences et des qualifications, les régions sont loin d'être à égalité. Au contraire. Derrière la façade unitaire du système éducatif national, les disparités locales sont profondes et ont longtemps été occultées. Sans doute n'ignorait-on pas la prépondérance souvent écrasante de l'agglomération pari-

sienne, véritable aimant pour les étudiants et les enseignants et les laboratoires. Le poids de l'Histoire avait d'ailleurs imposé quelques grands pôles régionaux, bénéficiant, en particulier dans le Midi et en Bretagne, d'un bon vivier de lycéens et de bacheliers et de la présence de vieilles villes universitaires attractives. Enfin, on connaît le retard en matière de scolarisation et de formation de la plupart des régions de la périphérie du Bassin parisien — de la Normandie à la Picardie, de la Champagne à la Bourgogne, du Centre aux Pays de la Loire.

Mais on commence seulement à découvrir — la décentralisation aidant — à quel point ces disparités sont durables et enracinées dans « des structures sociales et des parcours culturels qui, malgré les bouleversements de surface, se perpétuent de décennie en décennie, sinon de génération en génération », selon l'expression de Robert Hérou. Pour ce minime géographe de l'université de Caen, qui met la dernière main à un *Atlas de la scolarisation en France*, l'analyse des trajectoires scolaires, département par département, démontre à quel point tout est lié : les régions en retard en matière de

formation ne le sont pas seulement en fin de parcours, au lycée ou à l'université. Les handicaps apparaissent à travers les redoublements ou les retards des élèves, dès le cours préparatoire.

Plus étonnant encore : la carte des niveaux de préscolarisation à l'école maternelle — facteur bien connu de réussite scolaire ultérieure — fait déjà apparaître des situations contrastées. Les inégalités sociales expliquent pour une bonne part, mais pas totalement, ces disparités. Les enfants de même origine sociale n'ont pas, selon les régions, les mêmes parcours ni les mêmes chances. Il existe bien, en France, plusieurs systèmes éducatifs régionaux.

Cette diversité, encore mal explorée, devient d'autant plus sensible que des politiques régionales de formation se mettent en place, mais, à l'heure, de façon inégale. L'analyse détaillée des investissements en faveur des universités, programmés dans les contrats de Plan Etat-région pour la période 1989-1993, montre que l'effort varie de 1 à 5 entre la Franche-Comté, qui investira 257 F par habitant, et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui ne consacrera que 45 F, selon Mlle Ballon, qui a mené cette recherche à l'université de

Caen. L'écart est encore plus spectaculaire (de 1 à 10) si l'on rapporte les investissements au nombre actuel d'étudiants.

L'Europe, enfin, va élargir le champ et peut-être l'ampleur de ces disparités. Ce sera tout l'intérêt du colloque organisé les 7 et 8 décembre à Marseille par la DATAR, avec le soutien de la Communauté européenne et du *Monde*, de prendre la mesure des répercussions du marché unique sur la formation et le développement régional. Pour Jean-Paul de Gaudemar, son principal initiateur, ce contexte nouveau va modifier les positions relatives. « L'éventail des disparités s'en trouve certes élargi et donc aggravé, mais il en est de même de celui des potentialités nouvelles. »

L'Europe sera-t-elle un régulateur, un moyen pour les régions à la traîne en matière de formation et de recherche de trouver un nouveau souffle et des partenaires dynamiques ? Sera-t-elle, au contraire, un accélérateur des inégalités actuelles, renforçant les pôles d'excellence et ne laissant que des miettes aux régions les moins favorisées ? C'est toute la question.

G.C.

Stuttgart, Milan, Lyon, Barcelone...

Bade-Wurtemberg, Lombardie, Rhône-Alpes, Catalogne... les quatre régions du « quadrige européen » intensifient leur coopération pour la formation et la recherche.

TRENTE millions d'habitants, trois agglomérations de plus d'un million de personnes et vingt-cinq mille de plus de cent mille habitants, une économie exportatrice sur des secteurs de haute technologie, une place financière de calibre international, quatre cent cinquante mille étudiants répartis dans trente et une universités... S'agit-il du treizième Etat membre de la Communauté européenne ? Nullement, malgré les apparences. Mais du potentiel impressionnant de quatre des plus importantes et des plus dynamiques régions européennes : le Bade-Wurtemberg en République fédérale d'Allemagne, la Lombardie en Italie, la Catalogne en Espagne et Rhône-Alpes en France.

Régions concurrentes, autour de leur capitale respective, Stuttgart, Milan, Barcelone et Lyon ? Sans aucun doute. Mais régions complémentaires, à la charnière de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud. Et assez conscientes des enjeux de demain à l'échelle continentale pour s'être engagées, depuis quelques années, dans une politique de rapprochement et de partenariat.

Dès juin 1986, un premier accord est signé entre Rhône-Alpes et le Bade-Wurtemberg qui comporte un important volet formation (échanges d'étudiants et de stagiaires en formation professionnelle, bourses pour les jeunes scientifiques, visites technologiques réciproques d'industriels, formation de dirigeants d'entreprise avec l'aide des écoles de commerce des deux régions). « Deux dimensions sont essentielles », souligne aujourd'hui M. Hamelin, vice-président du conseil régional de Rhône-Alpes : la recherche et la formation comme leviers du développement économique, et l'ouverture internationale, en premier lieu européenne.

Ces deux dimensions, on les retrouve dans un second accord signé en mars 1988 entre la Catalogne et Rhône-Alpes. Si les projets de coopération en matière économique, culturelle et touristique (les Jeux olympiques de 1992 auront lieu l'hiver à Albertville et l'été à Barcelone) sont importants, les échanges dans les domaines de la recherche et de la formation ne sont pas oubliés : le financement de bourses pour des échanges d'étudiants, de chercheurs ou d'ingénieurs est alors décidé. Enfin, en

septembre 1988, une convention analogue, quoique pour l'instant plus modeste, est conclue entre Rhône-Alpes et Lombardie.

Au même moment, les quatre partenaires décident de franchir une étape importante. Le 9 septembre 1988, à Stuttgart, les présidents des quatre régions signent en effet un memorandum destiné à formaliser et à développer leurs coopérations. Prudemment, cet accord-cadre évoque la mise en place, entre les quatre partenaires, d'un « groupe de concertation informel, sans caractère institutionnel — et qui se réunit au moins une fois par an ». L'objectif est de développer les échanges, notamment dans le domaine des infrastructures, de la recherche, de la technologie et des réseaux de PME. D'une série d'accords bilatéraux, on passe dès lors à un réseau interrégional multilatéral que Pierre Kukawka, chercheur à Grenoble au Centre de recherche sur la politique, l'administration et le territoire (CERAP), a joliment appelé le « quadrige européen ».

Quadrige d'autant plus intéressant, souligne-t-il, que les expériences de coopération interrégionale en Europe se sont jusqu'à présent développées entre régions frontalières. Il s'agit, cette fois-ci, d'un partenariat plus volontariste, fondé non pas sur la proximité géographique et culturelle, comme en Alsace ou dans le Nord, mais sur les complémentarités économiques. Depuis deux ans, la région Rhône-Alpes a indéniablement mis les bouchées doubles, pour multiplier les échanges avec ses partenaires européens.

Des bourses de fin d'études

Cette coopération en matière de formation et de recherche se développe dans trois directions. Tout d'abord, il s'agit d'offrir à un nombre croissant de jeunes la possibilité d'acquies une expérience internationale à la fin de leur formation. Des bourses de fin d'études, d'un montant de 2 800 francs par mois, sont ainsi offertes, principalement à des diplômés de niveau bac + 2, pour leur permettre de faire un stage de cinq à vingt-quatre mois dans une entreprise ou un établissement de formation étrangers. Cette politique incitative a démarré avec soixante bourses en 1987 : elle

devrait porter sur quatre cents bourses en 1990.

La région a lancé en 1989 un second programme de bourses (cent cinquante cette année), destinées à des étudiants qui souhaitent effectuer une partie de leur cursus dans une université ou une école étrangères. Cette aide, qui complète les programmes européens Erasmus, sera renforcée cette année et le conseil régional souhaite inscrire cet effort dans une politique globale : il va proposer une aide spécifique aux établissements d'enseignement supérieur qui établiront un plan d'action et d'échanges internationaux.

Mais c'est la recherche sur laquelle le conseil régional entend mettre le paquet et faire jouer à plein des synergies avec ses trois régions partenaires. Pour les jeunes chercheurs, une vingtaine de bourses internationales

(150 000 francs par an) permettent à des thésards d'aller passer cinq à douze mois dans un laboratoire allemand, italien ou espagnol. A quoi s'ajoutent trois bourses d'excellence chaque année, destinées à de jeunes chercheurs confirmés à qui l'on donne la possibilité d'aller travailler un an dans un des meilleurs laboratoires de leur spécialité. En sens inverse, une vingtaine d'indemnités sont offertes à des chercheurs ou enseignants étrangers pour faciliter leur séjour dans un laboratoire de la région.

En plus de ces échanges de chercheurs, le conseil régional met en œuvre avec ses partenaires une politique de collaboration plus structurée sur des thèmes de recherche précis comme les céramiques, la médecine, l'aménagement rural ou les fibres optiques.



Un projet éducatif pour la France

Sous la direction de Nicolas Tenser.

Enfin le parler vrai sur l'éducation : 60 propositions concrètes élaborées par le CERAP au service de la liberté de l'esprit.

Collection « Politique d'Assignation » 228 pages - 145 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



Entamée avec le Bade-Wurtemberg et étendue depuis à la Catalogne et, à un moindre degré, à la Lombardie, cette démarche s'appuie sur des séminaires thématiques réunissant les spécialistes des différentes régions et des industriels des secteurs concernés.

Enfin la région Rhône-Alpes espère pouvoir lancer, dès 1990, sur la base de ces séminaires, des programmes plurinationaux de recherche associant universités et laboratoires des différents pays et bénéficiant d'un fonds de recherche spécifique. Un programme sur les fibres optiques est en préparation avec les Allemands, un autre sur « le métabolisme des agents dopants » avec les Catalans, et la région envisage de promouvoir une dizaine d'actions de ce type d'ici quatre à cinq ans.

La difficile harmonisation des diplômes

Par comparaison avec ces perspectives ambitieuses en matière de recherche, les projets de coopération dans le domaine de la formation sont encore « timides et balbutiants », note Pierre Kukawka. Ils se heurtent en effet à de nombreux obstacles. Linguistiques d'abord, puisque ces partenariats supposent la pratique de quatre langues, voire cinq avec le catalan ! La question de l'équivalence des diplômes et des cursus n'est pas moins épineuse : « Actuellement », souligne Pierre Kukawka, on est très loin d'avoir une harmonisation, aussi bien concernant la durée légale de l'enseignement dans les différents pays et régions que le nombre et les contenus très divers des forma-

tions techniques et professionnelles suivies ici et là. Sans vouloir tout uniformiser et tout unifier, il faut, si les coopérations se développent, avoir des grilles communes d'évaluation et de sanction des diverses filières de formation. »

Cette harmonisation éventuelle soulève des difficultés plus fondamentales : selon les régions et les pays, la frontière entre formation initiale et formation continue n'est pas la même et le partage des compétences entre l'Etat central et les régions s'avère très différent. Entre le Land de Bade-Wurtemberg qui, avec son budget de quelque 140 milliards de francs, gère notamment les lycées, les universités et une bonne partie de la formation professionnelle, et la région Rhône-Alpes qui dispose d'un budget de 2,8 milliards de francs et n'a guère de prise que sur la construction des lycées et la formation continue, l'écart est saisissant.

Enfin, au-delà de ces différences institutionnelles, le rapprochement de quatre des plus riches régions européennes ne pourra longtemps laisser indifférentes les autres régions de la Communauté. « La question est de savoir », estime Pierre Kukawka, si de tels rapprochements peuvent favoriser la croissance de régions actuellement sous-développées du sud de l'Europe ou du centre de la France. Ou si, au contraire, décidant de mettre ensemble leurs talents, leurs forces, leurs industries de pointe, ces mêmes régions ne vont pas creuser avec les autres un fossé quasi infranchissable. « Délicate perspective... »

GÉRARD COURTOIS

Lire page suivante la suite de notre enquête.

CAMPUS

Les régions entraînées par l'Europe

Le nouvel « or du Rhin »

Les universités du « Rhin supérieur » (Bâle, Fribourg, Karlsruhe, Mulhouse et Strasbourg) multiplient les échanges et souhaitent aboutir à une reconnaissance mutuelle des diplômes.

STRASBOURG

de notre correspondant

La première parenté entre l'Alsace et le Bade-Wurtemberg, le Land allemand limitrophe, c'est évidemment la langue : ce constat réunit aujourd'hui les principaux élus alsaciens et les grandes administrations d'Etat, en premier lieu le recteur. C'est donc sur ce terrain que les premières passerelles ont été jetées par-dessus le Rhin. L'effort déployé depuis une circulaire historique de juin 1982 du recteur Pierre Deyon, aujourd'hui encore à la tête de l'académie alsacienne, défend en premier lieu la langue et la culture régionales. Mais il posait aussi un principe, inchangé depuis lors : « Son histoire, ses parlers, sa position frontalière, marquent fortement la personnalité de l'Alsace (...). L'alsacien, qui parle la majorité des habitants de cette région, a pour expression écrite une langue de culture et de diffusion internationale : l'allemand ».

C'était dire que le programme Deyon, soutenu et épaulé par les élus alsaciens, s'appuie sur les échanges avec le voisin allemand, notamment par les jumelages de classes et les stages pour la formation des instituteurs.

C'était prendre en compte une réalité que révèle aujourd'hui beaucoup plus nettement l'ouverture européenne : l'Alsace apparaît bien plus au bassin d'emploi du Rhin supérieur qu'à celui - vu de sens - du grand Est français. Les flux de travailleurs frontaliers de l'Alsace vers la République

que fédérative et la Suisse (quarante-deux mille personnes environ à l'heure actuelle) en sont le premier indice.

Mais les liens tissés aujourd'hui avec la grande région allemande voisine ont dépassé ce seul terrain linguistique. La région Alsace s'est dotée en 1987 d'un programme plurianuel des investissements consacrés au secteur éducatif pour la période 1988-1993. Depuis, ce document s'est enrichi d'une intense coopération transfrontalière. L'exemple le plus connu est celui du programme de développement imaginé par le nord de l'Alsace, le sud du Palatinat et la zone limitrophe du Bade-Wurtemberg : au début de ce mois, à Kandel (RFA), ont été choisis neuf projets d'actions communes, parmi lesquels l'intensification de la coopération entre les lycées et collèges de part et d'autre : les lycées de Wissembourg, Bischwiller ou Haguenau vont travailler avec ceux de Bad-Bergzabern ou Worth ou Rastatt.

Une carte d'étudiant multi-académies

Cette coopération devrait, à terme, déboucher sur une reconnaissance mutuelle des diplômes, annonce le texte signé par le préfet d'Alsace, M. Jacques Darrel, et le président de la région, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS). Cette coopération doit s'élargir en Allemagne et vers les cantons suisses, comme l'affirme une déclaration d'intention adoptée début octobre par les autorités régionales des trois pays.

La voie avait été ouverte en effet par les universitaires. Les univer-

sités du Rhin supérieur (Bâle en Suisse, Fribourg et Karlsruhe en Allemagne, haute Alsace et les trois universités de Strasbourg) collaborent depuis plusieurs années. Leur plus belle réussite est la carte d'étudiant du Rhin supérieur, mise en place dans le cadre de la conférence des recteurs, qui permet l'accès à tous les enseignements des universités parties prenantes.

Dans le projet « Pour un pôle universitaire européen » cosigné par les trois présidents des établissements strasbourgeois, il est proposé de systématiser pour de nombreuses formations l'existence d'un semestre dans l'une des universités étrangères.

L'un des projets les plus avancés est l'Institut franco-allemand de recherche sur l'environnement, inscrit au contrat de plan entre l'Etat et la région pour 7 millions de francs sur cinq ans de part et d'autre, qui a trouvé son écho dans des crédits au budget du Land de Bade-Wurtemberg. Strasbourg et Karlsruhe ne viennent-elles pas de déposer une candidature commune - donc transfrontalière - pour accueillir ensemble l'agence européenne de l'environnement ?

Dans leur plaquette commune de présentation, les trois universités strasbourgeoises signent d'un beau titre : « Le nouvel or du Rhin ». Mais le fleuve le plus important n'est plus sans doute celui qui porte les bagages vers la mer du Nord, mais plutôt les « autoroutes » télématiques qui relient aujourd'hui les universités entre elles.

JACQUES FORTIER

Import-export de matière grise

Il existe un flux important de diplômés entre les régions françaises. Ces mouvements traduisent à la fois de grandes inégalités et l'adaptation de bien des formations.

La matière grise est devenue l'une des composantes les plus précieuses du développement économique. Une matière première qui s'importe, s'exporte et s'achète au prix fort en cas de besoin. 1993 oblige, on ne saurait volontiers de ces transferts possibles de compétences que la dimension internationale : quels seront demain les pôles d'excellence, les viviers où des entreprises européennes viendront puiser leurs ingénieurs et leurs cadres ? Quels seront la nature, l'ampleur et le sens de ces échanges ? Se feront-ils au bénéfice exclusif des régions les plus riches et les plus dynamiques ?

Or ces évolutions, encore floues et incertaines à l'échelle de la Communauté européenne, sont depuis longtemps en œuvre à l'échelle nationale. Dès l'entrée dans l'enseignement supérieur, et plus encore, à la fin des études, au moment de l'entrée dans la vie professionnelle, des migrations de bacheliers ou de diplômés entre les différentes régions d'un même pays préfigurent, dans une certaine mesure, le système européen d'échange de matière grise. Deux séries de travaux récents s'efforcent, pour la France, d'analyser ces mécanismes d'import-export interrégionaux.

Ceux de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire) tout d'abord. Dans l'Atlas de la formation qu'elles préparent, Odile Baratin et Sabine Thibaud ont évalué, académie par académie, à la rentrée 1987, le comportement des bacheliers qui entament des études universitaires (universités-IUT) : le fortails dans la région où ils ont passé leur bac ou émigrent-ils vers

d'autres régions ? Trois situations-types se dessinent.

Dix régions sur vingt-deux connaissent un solde migratoire de bacheliers négatif : lorsque l'on fait le compte des flux de départs et d'arrivées, « elles enregistrent une déperdition des bacheliers ». C'est le cas de la Picardie (-1 663), de Poitou-Charentes (-701), de la Franche-Comté (-619), des Pays de la Loire (-472), de la Haute-Normandie (-467), de la Corse (-449), de la Bourgogne (-448), de la Lorraine (-437) du Centre (-407) et de Champagne-Ardenne (-250). On retrouve là, pour l'essentiel, les régions de la périphérie du Bassin parisien.

Un deuxième groupe de régions « compense à peu près les flux de départs et ceux d'arrivées de bacheliers » : Limousin (-86), Bretagne (-94), Auvergne (-123), Provence-Alpes-Côte d'Azur (-137), Basse-Normandie (-163). Sept régions, enfin, enregistrent un solde largement positif : l'Ile-de-France (+3 790), dont le pouvoir d'attraction est écrasant et serait encore plus manifeste si l'on y ajoutait les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles : Midi-Pyrénées (+1 341), Languedoc-Roussillon (+1 284), Alsace (+1 106), Aquitaine (+1 030), Rhône-Alpes (+635) et Nord-Pas-de-Calais (+601).

Encore l'analyse des soldes de bacheliers donne-t-elle l'ampleur effective des migrations, comme le soulignent les deux spécialistes de la DATAR. « Certaines régions s'illustrent par des départs importants de bacheliers vers d'autres académies ». C'est le cas de la Corse (61,8 %) et de la Picardie (48,8 %), mais d'autres aussi : près d'un tiers de leurs étudiants potentiels partent de Poitou-Charentes (32,3 %), de Bourgogne (30,5 %) ou de Franche-Comté (29 %), près d'un cinquième du Centre (22 %), de Haute-Normandie (21,3 %) et de Basse-Normandie (19,8 %).

A l'inverse, un certain nombre de régions parviennent à la fois à conserver leur potentiel de bacheliers et à attirer des bacheliers extérieurs : Alsace, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, et Aquitaine notamment « importent » environ le quart de leurs inscrits à l'université. Enfin, « quelques régions ou soldes à peu près équilibrés connaissent des mouvements migratoires assez importants mais dans les deux sens ». C'est le cas de Champagne-Ardenne et du Limousin : entre les tiers et le quart de leurs bacheliers s'exportent ; entre le tiers et le quart des inscrits à l'université viennent d'ailleurs.

Le poids de l'Ile-de-France

Or ces déséquilibres régionaux, dont les causes sont complexes (disparités des taux de scolarisation au lycée et de l'offre de formation dans le supérieur, inégalités des environnements et des traditions socioculturelles, etc.), se confirment dans une large mesure lorsqu'on les regarde dans la vie active. Alain Charlot, Luc Chevalier et François Potier, au CERQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), ont ainsi commencé à analyser les phénomènes de mobilité régionale des diplômés au moment de leur entrée sur le marché du travail. Premier constat : la moitié des régions françaises produisent 80 % des diplômés (deuxième et troisième cycle universitaire, écoles d'ingénieurs ou de commerce, brevets de technicien supérieur et diplômes universitaires de technologie), soit 124 000 diplômés supérieurs en 1984.

Autour de la région Ile-de-France, dont le poids est considérable (un tiers de l'ensemble des diplômés, plus du tiers des ingénieurs et près de la moitié des troisièmes cycles ou des diplômés des écoles de commerce), se dégagent quatre pôles de production régionaux importants (Lyon, Lille, Toulouse et Rennes), puis des pôles secondaires (Aix-Marseille, Bordeaux, Nantes, Grenoble, Strasbourg, Nancy et Montpellier). Ces flux globaux masquent de grandes disparités quant à la nature des diplômés : ainsi Lille, qui forme 7 % de l'ensemble des diplômés,

produit presque 10 % des DUT et BTS nationaux, mais seulement 4 % des troisièmes cycles.

Deuxième constat : l'entrée des jeunes diplômés dans la vie professionnelle suscite des migrations interrégionales complexes. « Certaines régions gardent sur place leurs diplômés qui y occupent leur premier emploi ; d'autres régions perdent une grande partie de leurs diplômés. Certaines régions attirent un flux important de diplômés formés dans d'autres régions ; d'autres régions accueillent peu de diplômés originaires des autres régions », soulignent les chercheurs du CERQ.

En utilisant et en croisant deux paramètres simples - taux de rétention et taux d'attraction des diplômés sur les marchés du travail régionaux - on peut distinguer quatre types de régions. Un premier groupe (Amiens, Caen, Rouen, Orléans, Poitiers, Clermont, Dijon et Besançon) comprend des régions où la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur dans la population active est inférieure à la moyenne nationale. En outre, ces régions ne forment pas assez de diplômés et doivent importer, pour satisfaire leurs besoins économiques, de nombreux jeunes formés ailleurs (plus de 45 % des premiers emplois occupés). Elles semblent donc cumuler le double handicap d'une insuffisance de l'offre de formation régionale et d'une attraction par Paris d'une partie de leurs diplômés. Un deuxième groupe, formé par les académies de Lille, Nancy, Reims et Nantes, est assez proche du précédent : la proportion de diplômés dans la population active y est inférieure à la moyenne nationale, mais ces quatre académies produisent davantage de diplômés et les gardent mieux sur place pour leur premier emploi.

La prime aux migrants

Le troisième type de régions est « proche d'un modèle de suffisance d'offre de formation ». Marseille, Nice et Grenoble comptent, dans leur population active, une proportion de diplômés universitaires supérieure à la moyenne : elles gardent sur place un taux élevé de leurs diplômés et en attirent relativement moins d'autres régions. Enfin, un dernier groupe de régions (Lyon, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Rennes et Strasbourg) est dans une situation d'offre de formation excédentaire. Ces régions ont une population active fortement diplômée, produisent des flux de diplômés supérieurs aux stricts besoins de renouvellement de leur main-d'œuvre qualifiée et sont nettement exportatrices de compétences.

Ces migrations sont évidemment liées à l'offre de formation régionale. La répartition très inégale, par exemple, des troisièmes cycles universitaires ou des écoles d'ingénieurs induit inévitablement la mobilité des étudiants puis des jeunes diplômés. Mais elles résultent en outre des disparités entre les différents marchés régionaux du travail et sont donc révélatrices du dynamisme économique de chaque région. L'analyse par le CERQ des premiers emplois occupés démontre par exemple que la mobilité constitue presque systématiquement un avantage pour les jeunes diplômés : qu'il s'agisse de titulaires de BTS ou de troisième cycle, dans le secteur secondaire ou tertiaire, les diplômés « migrants » accèdent plus souvent à des emplois supérieurs et bénéficient d'un salaire supérieur à celui des diplômés stables restés dans leur région d'origine.

Derrière la façade du système de formation nationale, ces mécanismes d'import-export de bacheliers et de diplômés mettent en lumière les inégalités de développement entre grandes régions et, dans bien des cas, la mauvaise adaptation de l'appareil de formation régional à la demande locale. Or le paysage contrasté dressé par la DATAR et le CERQ semble démontrer que les régions déjà à la traîne en matière d'enseignement secondaire et supérieur souffrent plus que d'autres de ces migrations interrégionales. L'élargissement du marché des diplômés à l'échelle européenne ne risque-t-il pas de creuser encore davantage ces disparités et ces retards ?

GÉRAUD COURTOIS

Les stages de la semaine

Le Monde Campus publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, dans la région où se situe le stage, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sous presse et consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

GESTION

Lieu : Livry-Gargan. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4. Mission : analyses conditions bancaires pratiques, préparation de négociations. 11 556.

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 4 mois. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 3 min. Mission : lecture de la presse financière pour agence de communication et financière internationale. 11 565.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 1 an avec possibilité de préembauche. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : mise en relation avec places étrangères. Constitution d'un pool de jeunes étudiants. 11 564.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : amélioration de la productivité par une meilleure utilisation des moyens existants. 11 563.

Lieu : Rouen. Date : indéterminée. Durée : 24 mois. Ind. : solde armée + nombreux avantages. Profil : bac + 3. Mission : assistance technico-économique, étude de marché, communication. 11 562.

Lieu : Les Ulis. Date : juin. Durée : 1 an. Profil : bac + 2. Mission : gestion des mouvements de stocks. 11 561.

INFORMATIQUE

Lieu : Orléans. Date : immédiat. Durée : 3 à 4 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 3 000 F/mois. Mission : conception et développement de projets de gestion informatique et télématique. 17 653.

Lieu : Levallois-Perret. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Mission : programmation d'un logiciel de gestion + mini-informatique. 17 652.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 an avec possibilité de préembauche. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : développement des applications de bureau-tique sous Macintosh. 17 651.

Lieu : Neuilly. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : + de 2 000 F/mois + avantages divers. Profil : bac + 2. Mission : mise en route de la gestion d'une force de vente avec outil informatique. 17 650.

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : programmation C, Turbo Pascal. 17 647.

MARKETING

Lieu : Vincennes. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : participation à des études de marchés. 14 622.

Lieu : Levallois-Perret. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : télémarketing. 14 621.

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F/mois + prime de fin de stage. Profil : bac + 3. Mission : commercial, marketing sur micros. 14 595.

Lieu : Domont. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 15 % ventes. Profil : bac + 2. Mission : création et suivi d'une clientèle de responsables d'entreprise pour la vente de supports publicitaires objets. 16 600.

Lieu : Douai. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F + primes. Profil : Bac + 3. Mission : action de marketing direct pour produits d'imprimerie. 14 608.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F à 6 000 F selon profil. Profil : bac + 2 min. Mission : gestion de commandes, action marketing. Suivi commercial. 14 623.

SECRÉTARIAT

Lieu : Nantes. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : selon niveau et qualité du stage. Profil : bac + 1. Mission : secrétariat marketing. 24 579.

Lieu : Villeneuve-la-Garenne. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac + 1. Mission : secrétariat + frappe. 24 578.

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 1. Mission : secrétariat administratif ; informatique souhaitée. 24 577.

Lieu : Plailly. Date : février. Durée : 9 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 1. Mission : secrétariat, accueil, classement, téléphone, saisie. 24 576.

COMMUNICATION

Lieu : Puteaux. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 3.

Mission : assistance à la gestion d'événements divers (spectacles, manifestations...). Elaboration d'un dossier de régie. 18 622.

Lieu : Fontainebleau. Date : indéterminée. Durée : 2 à 4 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4. Mission : participation au sein d'un groupe de travail, à l'élaboration d'une charte concernant la documentation destinée au public. 18 621.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : création et mise en page sur Macintosh PAO/Phototique. 18 620.

Lieu : Montreuil. Date : décembre. Durée : 6 mois. Profil : bac + 3-4. Mission : gestion documents et assistance aux projets de communication. 18 619.

Lieu : Montreuil. Date : janvier. Durée : 3 à 6 mois avec possibilité de préembauche. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : production d'un film institutionnel et publicitaire. 18 617.

Lieu : Paris. Date : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : relations presse. Conception et réalisation d'une plaquette partenariat Entreprises/Communes/Artistes. 18 618.

Lieu : Puteaux. Date : indéterminée. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : presse/édition. 19 591.

Lieu : Paris. Date : avril, mai. Durée : 1 mois min. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : communication d'entreprise (presse, édition, audiovisuel). 18 616.

Lieu : Levallois-Perret. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : assistance à la préparation d'un Salon. Suivi des exposants et conférences. 18 615.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : indéterminée. Profil : bac + 4. Ind. : à définir. Mission : assistance du responsable de la communication dans la prospection commerciale. Gestion des envois de mailing, relance par téléphone. 15 599.

et de nombreux autres stages sur minitel 3615 JOBSTAGE ou au 47-35-43-43

CDTE : 110, av. Aristide-Briand, 92120 Montrouge.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

● Prochaine session pour la rentrée 1990 :

14, 15, 16 mars 1990.

● Date limite de dépôt des dossiers de candidature :

15 janvier 1990.

● Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00

ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

CAMPUS

La dictée de la finale

Voici la dictée de la finale des Championnats de France d'orthographe. Avec les commentaires de notre spécialiste

Cette dictée comprenait un bon nombre de pièges dont les trente-deux plus marquants sont expliqués ci-dessous.

1. *gîte*, tout comme le verbe *giter*, prend un accent circonflexe. Accent circonflexe que l'on retrouve dans la forme conjuguée *il gît* du verbe *gêner*, d'où vient notre n. masc. *gîte*.

2. *leitmotiv* : « motif, thème, for-

endever, c'est « faire enger, rendre fou ».

14. *sybarites* : nom désignant les habitants de la ville grecque de Sybaris, en Italie péninsulaire. La prospérité de cette ville rendit ses habitants enclins à la mollesse et à la recherche des plaisirs.

15. *médiéval* : *médiéval* suit l'accord général des mots en -al, c'est-à-dire le pluriel en -aux.

tout ce qui touche cette période archaïque de l'histoire gréco-latine.

19. *courts-bouillottes* : nom composé formé d'un adjectif et d'un nom commun relié par un trait d'union. Accord des deux éléments, ce qui est conforme à la règle généralement observée dans ce cas (*culs-de-lampe, belles-mères*, etc.).

20. *in-folio* : invariable aussi bien comme nom que comme adjectif (du

(cf. *des culs-de-sac, des pieds-de-biche*, etc.).

23. *concoillottes* : nom (féminin) d'un fromage de Franche-Comté, à pâte molle et fermentée. — De même que l'on dit du *camembert*, des *camemberts*, on peut dire de la *concoillotte*, des *concoillottes*. — Vient peut-être de *caillotte*, « lait caillé », qui s'écrit lui-même avec deux / et deux t.

24. *pets-de-nonne* : voir 22.

25. *petits-beurre* : pluriel au premier élément seulement, ce qui est logique lorsque l'on regarde la signification du mot : « petits [gâteaux, sous-entendu] [au, sous-entendu] beurre ».

26. *dû* : il : accent circonflexe, car il s'agit de l'imparfait du subjonctif, employé avec une valeur concessive (*Dussions-nous périr, il faudrait...*).

27. *assuré* : invariable, car *route* n'est pas un COD placé devant le verbe (comme on aurait dans : « La route que l'on m'avait conseillée », p. ex.). La réponse à la question « On m'avait assuré quoi ? » est la proposition, placée DERRIÈRE le verbe : « que [c'était la route] la plus facile ».

28. *cherché, fuis* : s'agit COD et placé devant les verbes « Ma jeunesse a cherché qui ou quoi ? », « Ma jeunesse a fui qui ou quoi ? » → s', c'est-à-dire elle-même.

29. *qui est ainsi* : conditionnel passé deuxième forme, d'où l'accent circonflexe.

30. *s'empiffre* : deux / (de *piñre*, « gros, gonflé »).

31. *défendu* : invariable, car il n'y a pas de COD devant le verbe. On ne dirait pas : « Elle s'est interdite de souffrir », s'agit COD : « Ma jeunesse a défendu à elle (à s') de souffrir ».

32. *exhaustif* : c'est-à-dire « élever », « relever ». Comme la jeunesse s'était révoltée contre les privations endurées, ces dernières ne pouvaient certes pas « exaucer », « combler », « satisfaire », les desirs de l'âme !

J.-P. COLIGNON, chef correcteur du Monde, membre du jury national des Championnats.

La littérature à l'estomac

(Le texte de la dictée.)

Entre mon gîte et la Bibliothèque nationale, je suis souvent saisi d'une fringale irraisonnée. On a beau dire, les nourritures intellectuelles ne sauraient remplacer le boire et le manger. Quand le corps crie famine et que les leitmotivs de la faim surgissent continuellement, ce n'est la lecture ni de Racine, ni de La Fontaine, ni de Chateaubriand, qui peut apaiser une poche stomacale rendue exiguë par le jeûne et l'abstinence.

Quel martyre que de devoir, à jeun, lire des récits de pique-niques extra, de lippées sublimes et d'agapes aussi savamment arrosées ! Les festins littéraires font saigner et entourent les futures agrégés sans le sou. Je me rappelle les goûters de mon enfance, quand mon père me rangeait parmi les fanatiques de la fourchette, les ogresses et les sybarites. Puis le temps des vaches maigres est arrivé.

Fin juniors

Aujourd'hui, je suis parfois obsédée par la faim que, penchée sur les trésors de la Bibliothèque

que nationale, je les confonds avec ceux de la gastronomie : manuscrits médiévaux et tricardes, palmipèdes minces et courts-bouillottes, in-folio et sot-y-laisse, ainsi que les culs-de-lampe historiés et les concoillottes très parfumées, les incunables et les pets-de-nonne, les petits livres et les petits-beurre.

« Écrivai-je un jour l'autobiographie qui, dût-il m'en coûter, retracera la route qu'on m'avait assurée être la plus facile, racontera ma jeunesse qui s'est tantôt cherchée, tantôt fuie, qui eût aimé s'empiffrer, qui s'est défendue de souffrir, qui s'est révoltée, et dont les privations ont exhaussé mon âme ? »

Fin seniors

« Leitmotiv » : deux pluriels sont admis (Larousse) : *leitmotivs* et *leitmotifs*.

« Écrivai-je » : on ne compte pas de faute si le E majuscule n'est pas accentué.

Texte établi par Bernard Pivot et révisé par le Jury national.

roule, ou idée qui revient sans cesse dans une œuvre ou dans un discours. C'est un mot allemand, dont le pluriel est *leitmotivs*. Le pluriel « francisé » *leitmotifs*, accepté également par un des dictionnaires de référence, devait en conséquence être considéré comme licite. En revanche, nous ne pouvions accepter les graphies « leitmotives » ou « leitmotifs », inconnues des ouvrages de référence.

3. *Chateaubriand* : comme l'indiquaient les autres noms de grands écrivains (Racine, La Fontaine), il y avait ici des jeux de mots entre littérature et nourriture. Les étudiants désargentés en sont réduits à s'abstenir d'eau claire... aux tables de La Fontaine : en guise de truffes, des Racine... en pièces, pour remplacer les épais biftecks, les œuvres de René de Chateaubriand, dont le nom, dans le langage populaire, désigne une tranche épaisse de fût de bœuf. Pour cette raison, il ne pouvait s'agir de *Châteaubriant* (Alphonse de), auteur de la *Grande Bière* ! (Dont le nom, de plus, ne figure pas en « entrée » dans nos dictionnaires de référence des CFCO.)

4. *stomacal* : sans h, au contraire de *stomatique*.

5. *exigü* : le tréma est toujours sur le e, et non sur le i. — Les propositions présentées cette dernière graphie ayant été soit rejetées, soit acceptées sans désaccord.

6. *jeûne*, comme le verbe *jeûner*, prend un accent circonflexe, au contraire de *déjeuner* et de *jeun* dans *à jeun*.

7. *martyre* : avec un e final, ce qui permet de distinguer le supplice de celui qui subit le supplice (le martyr).

8. *à jeun* : voir 6.

9. *lippées* : deux p, ce qui est logique puisque ce mot découle de *lippe*, « lèvres ». La lippée, au sens ancien, désignait ce qu'on prenait avec les lèvres.

10. *extra* : invariable aussi bien en cet emploi adjectif, au sens de « de qualité exceptionnelle », qu'en son emploi substantif.

11. *lippées* : deux p, ce qui est logique puisque ce mot découle de *lippe*, « lèvres ». La lippée, au sens ancien, désignait ce qu'on prenait avec les lèvres.

12. *agapes* : nom féminin, un seul p, ce qui est normal lorsque l'on considère l'orthographe du mot grec — *racine* : *agapè*, « amour ».

13. *endever* : l'accent circonflexe reflète la présence du s dans l'ancien français *desver*, « être fou ». *Faire*

16. *fricardeaux* : vient, sans doute, de *fricasse/fricos* ; singulier en -eu, pluriel en -aux.

17. *palmipèdes* : nom masculin, dont l'orthographe découle de sa racine grecque *palmipèdes*, via le latin *palmipèdes*.

18. *minors* : adjectif qualifiant ce qui concerne le roi Minois, souverain légendaire de la Crète. Ce terme de « Minois » est peut-être un titre porté par différents rois de Crète ; *minors/minors* s'applique donc à

latin *infolium*, « dans [la] feuille ».

21. *sot-y-laisse* : nom masculin invariable, le sens étant : « morceau de choix que seul un sot peut négliger ».

22. *culs-de-lampe* : nom composé formé de deux substantifs et d'une préposition centrale, ces trois éléments étant reliés par des traits d'union. Accord en nombre classique dans ce cas : le premier élément prend la marque du pluriel, le complément de son restant invariable

FUTURS INGÉNIEURS,

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « meilleurs » : la FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider.

Elle sélectionne des candidats qui ont à un niveau intellectuel remarquable de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes espoirs pour l'industrie française.

Les conclusions sont à faire parvenir à : FONDATION GEORGES BESSE BP 231 78144 VILLIERS VILLACOURT CEDEX

L'implémentation des projets personnels des jeunes, leur accueil, les démarches pour l'obtention de bourses, des bourses pour la recherche, des bourses de jeunes pour bénéficier de stages d'initiation ou de formation.

FONDATION GEORGES BESSE

L'ANGLAIS POUR TOUS Pour moins de 250 F Vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec LES COURS DE LA BBC Deux cassettes et un livre avec explications en français Documentation gratuite ÉDITIONS BBC OLIVINOX (M) 8, rue de Belfort, 75008 Paris Tél. (1) 43-59-80-05

FORMER LES MAÎTRES

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il le faut. ALORS FAISONS-LE VRAIMENT !

La loi sur l'éducation du 10 juillet 1989 a ouvert le dossier en créant les Instituts universitaires de formation des maîtres. Le gouvernement va-t-il maintenant rater cette réforme de fond par manque d'ambition vraie ?

Une conjoncture de crise

— Le doublement programmé, sur les dix ans à venir, des effectifs à conduire au BAC.

— La reconnaissance des connaissances et la réforme des programmes actuellement en cours.

— La relance effective de la lutte contre l'échec scolaire.

— Plus de 25 000 nouveaux enseignants à recruter et à mieux former chaque année sur les dix ans à venir.

L'UFM, où seront formés instituteurs, professeurs de collège et lycée, professeurs de lycée professionnel et technique, est une structure proposée, depuis des années par les professeurs d'École normale en particulier.

Lionel Josip s'est engagé à aller vite, les premiers UFM ouvriront en septembre 1990.

Cela implique : — des LOCAUX ; — des PROGRAMMES de formation à la hauteur des objectifs pour les différents niveaux d'enseignement ; — des FORMATEURS opérationnels et disponibles ; — des CANDIDATS en nombre suffisant ; — des CRÉDITS de fonctionnement réalistes.

Des blocages pervers à tous les niveaux

Un loi particulière doit permettre à l'État de racheter les bâtiments des écoles normales à leur propriétaire (Conseil Général). Mais le premier mot de cette loi n'est pas encore écrit. Bien plus les locaux actuels des Écoles normales ne seraient pas adaptés à l'accueil de tous les futurs enseignants.

Le budget de 1990 alloué aux UFM qui ouvriront en cours d'année. Pis encore : la dégradation des écoles normales, où on laisse disparaître 150 formateurs en même temps qu'on y fait entrer 3 000 élèves instituteurs en plus.

Une commission a fait avancer la réflexion sur les contenus de formation et sur la compétence professionnelle des enseignants (rapport Bancel). Mais elle peine sur l'organisation concrète des UFM (cours de formation, diplômes, formateurs, ancrage universitaire...).

Rien de suffisamment sérieux n'est prévu pour attirer sur ces formations nouvelles de nouvelles couches d'étudiants. Parallèlement, on continue à recruter des milliers de suppléants payés au rabais, pour enseigner sans formation préalable.

Les 2 300 professeurs des Écoles normales rencontrent un fort barrage dissuasif à leur souhait de tester formateurs dans les UFM. Les professeurs d'École normale sont pourtant (avec les professeurs d'ENNA) les seuls enseignants spécialisés à plein temps dans les tâches de formation des maîtres.

Comment, devant l'ampleur des besoins, peut-on penser se priver de leur compétence, surtout quand on connaît la pénurie de plus en plus criante de l'enseignement universitaire ?

De tels désengagements peuvent entraîner un double risque : — Réglé, sur une formation professionnelle réduite à un an en UFM ; — Réglé sur des programmes de formation bicolés en fonction de formateurs occasionnels qu'on appelle pour intervenir en complément de leur activité principale.

N'y a-t-il pas un double langage de la part des responsables politiques ? On en voudrait un élément formel. Sinon, tout ce remue-ménage n'aurait servi à rien, le refus d'engager les moyens nécessaires n'aboutirait qu'à : — Décroître les effectifs ; — Décroître encore plus de la profession ; — Rendre l'École.

INADMISSIBLE !

Nous disons qu'il faut obtenir du ministre de l'Éducation nationale et du gouvernement un engagement formel à investir tous les moyens nécessaires : — Des crédits spécifiques pour les UFM dès le budget de 1990.

— L'utilisation sans réserves des formateurs disponibles, spécialement de tous les professeurs d'École normale qui le souhaitent et qui devraient ainsi voir reconnaître leurs compétences, garantir leur stabilité et dégager des perspectives de carrière.

— Des conditions de recrutement particulièrement incitatives pour les étudiants qui se destinent à l'enseignement (bourses d'études, préco-recrutement), une revalorisation du métier (conditions de travail et de rémunération).

— Un volume de deux années de formation pédagogique et professionnelle dans l'UFM, ambivalente et novatrice, pour faire progresser durablement les performances de l'École.

Réagissez avec nous

Tous ceux qui croient avec nous à la nécessité d'une formation véritable pour tous les enseignants peuvent adresser toute contribution, notamment financière, au SYNDICAT NATIONAL DES PROFESSEURS D'ÉCOLE NORMALE (FEN) A. JULIAN, 16, rue de l'Amazone, 69001 Lyon

LIVRES

Les règles du jeu, l'action collective et la régulation sociale

par Jean-Daniel Reynaud

Qu'est-ce qui apporte leur stabilité aux règles du jeu social ? Où sont les limites de la puissance régulatrice de l'État ? Quelles sont les conditions de l'action collective ? D'autres solidarités ont-elles succédé aux solidarités syndicales de masse ? Autant de questions explorées par le sociologue Jean-Daniel Reynaud, spécialiste des relations du travail, qui conclut par une étude sur le rôle du conseil scientifique en matière de relations sociales.

Armand Colin, collection « U », section sociologie, 306 p., 180 F.

Royautés bouddhiques, Asoka et la fonction royale à Ceylan

par Robert Lingot

Les dernières conférences données en 1968-1970 à l'École des hautes études en sciences sociales par Robert Lingot, orientaliste et comparatiste de renom, mort en 1972. Dans l'ensemble de ses cours consacrés aux royautés bouddhiques du Sud-Est asiatique, ont été retenus deux ensembles d'études portant sur la fonction royale à Ceylan, et sur Asoka, « premier exemple d'un gouvernement qui professe ouvertement la foi bouddhique ».

Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 271 p., 160 F.

Le nouvel âge des marchés français, nouvelles techniques, nouveaux métiers

par François Bacot, Paul-François Dubrocaucq et Hervé Juvin

Depuis quelques années, un mouvement accéléré de réformes — lois sur les Bourses de valeur et sur la Commission des opérations de Bourse, ouverture de nouveaux

marchés, informatisation des systèmes de cotation... — a profondément transformé le monde financier français. Cet ouvrage de vulgarisation retrace l'histoire du « fixing » et de la Bourse traditionnelle, et dresse un panorama de la modernisation des marchés, des institutions et des métiers boursiers, tout en proposant quelques scénarios pour l'avenir.

Les Djinns, collection « Médiances », 230 p., 200/45 F.

Comment vivre avec l'image

sous la direction de Maurice Maurier

Dans cet ouvrage collectif, des critiques d'art, des essayistes, des spécialistes de l'audiovisuel, des universitaires, des écrivains français et étrangers, ont travaillé autour d'un même projet : « Tester de comprendre comment nous affecte, ou ne nous affecte pas, en tant qu'individus et membres d'un corps social, l'image sous toutes ses formes (peinture, photographie, cinéma, télévision) ». Deux grands thèmes : « préhistoire et actualité de l'image », avec notamment une étude sur les structures d'images dans l'islam, et « image et imaginaire », où intervient la question de la création.

Presses universitaires de France, Nouvelle Encyclopédie Diderot, 348 p., 188 F.

Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985

par Jacques Sapir

Les fluctuations de l'économie soviétique, et les tentatives de réforme du système, à travers trois périodes : le stalinisme, le khrouchchevisme, et celle de la « crise de l'avenir radieux » à partir de 1964-1965. L'auteur montre comment la crise qui a succédé, à partir de la fin des années 50, à une relative stabilité des cycles économiques, devait finalement justifier l'actuelle perestroïka.

Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 239 p., 200 F.

INTERNATIONAL GEMOLOGICAL INSTITUTE
CERTIFICATS ACCEPTÉS ET RECONNUS DANS LE MONDE ENTIER
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR.
Pour tous renseignements :
Schepens 177 - 2018 Antwerpen
Tél. 03/222.07.58 Belgique.

ISTH Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1954
Pour vous aider à réussir à l'EXPERTISE COMPTABLE D.P.E.C.F.-D.E.C.F.
Toutes épreuves
SÉANCES CONFÉRENCES
• Enseignement continu : 20 et 40 h par semaine
• Stage intensif : multi-épreuves
ISTH 83, av. d'Italie 75013 PARIS
Tél. : 42.24.10.72
45.85.59.35

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation
ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1963
Contrôle de l'Éducation Nationale
8, 3 - Dpt. LM
12, rue Saint-Pierre
94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-76-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Conventions de formation continues
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
(11) Cours et Annales Psychologiques
Analyse, réflexion, thème de personnalité

DROIT SCIENCES ECO.
Documentation sur demande
Avril - Mai
• Révisions intensives avant les examens
IPEC Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Tél. 01 43.51.21 43.51.21

Le Monde
CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale, culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

DU 4 AU 20 DÉCEMBRE 1989



*Les Universités
Franciliennes
en Musique*

Concerts, conférences, débats, rencontres, animations musicales... la musique s'installe sur le campus de huit grandes écoles et universités de la région d'Ile-de-France.

Vous pourrez ainsi écouter, à un prix étudiant, des musiciens tels que Maria-João Pirès, Augustin Dumay, Martial Solal, Michel Portal, le quatuor Ysaye, l'Orchestre National d'Ile-de-France...

RENS. : 42 65 07 22

Censier-Paris III

45 87 40 65/63

Dauphine-Paris IX

45 05 14 10 - Poste : 25 33

ESCP

43 38 97 88

Orsay-Paris XI

69 41 50 65

Sciences-Po

45 49 51 96/97

Villetaneuse-Paris XIII

49 40 33 17



CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE DE FRANCE

Radio France

Le Monde
CAMPUSCROUS
Ile de France

CAMPUS

POINT DE VUE

Le tribunal contre l'université

En empêchant Paris-X de faire passer des tests pour entrer en LEA le tribunal administratif contribue au déclin des études universitaires.

par Laurent Schwartz

UNE étudiante bachelière ayant demandé son inscription à l'université Paris-X-Nanterre dans le premier cycle de LEA (langues étrangères appliquées) s'est vu refuser l'inscription pour notes insuffisantes aux tests d'entrée dans cette filière. Elle a porté plainte devant le tribunal administratif de Paris, qui a décidé d'annuler la décision du président. Le tribunal s'appuie sur l'article 14 de la loi du 26 janvier 1984 (loi Savary) qui dit que « tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix, en fonction des formations existantes ; lorsque l'effectif des candidatures dépasse les capacités d'accueil d'un établissement, les inscriptions sont prononcées, après avis du président de cet établissement, par le recteur chancelier, selon la réglementation établie par le ministre de l'éducation nationale, en fonction du domicile, de la situation de famille du candidat et des préférences exprimées par celui-ci ; les dispositions relatives à la répartition entre les établissements et les formations excluent toute sélection ».

« Considérant, ajoute le tribunal, qu'aucune des dispositions susvisées ne permet à l'université de pratiquer une sélection à l'entrée du premier cycle en fonction du niveau des connaissances des candidats, que, en

conséquence, M^{me}... est fondée à soutenir que c'est à tort que, pour refuser son inscription, le président de l'université lui a opposé le caractère insuffisant des résultats qu'elle avait obtenus aux tests, déclare qu'il y a lieu en conséquence d'annuler cette décision ».

Signalons que les « dispositions susvisées » visent les capacités d'accueil d'un établissement et non d'une filière (on ne voit d'ailleurs pas ce que viendrait faire le domicile d'un étudiant pour le choix d'une filière). Pour ce dernier cas, le texte de la loi Savary ne précise aucune méthode, et on n'en voit guère d'autre qu'un test de connaissances.

La filière LEA est difficile, elle exige une bonne connaissance à égalité de deux langues étrangères. Elle perfectionne des connaissances au cours de la scolarité, et y ajoute des compétences administratives, commerciales, juridiques, économiques. Elle fournit de bons emplois à la sortie à ceux qui ont réussi. Le Comité national d'évaluation a publié plusieurs analyses de LEA dans des universités ; ce sont de bonnes filières. La plupart des universités accordent une sélection à l'entrée, parfois très stricte (numerus clausus), comme dans toutes les formations dites à finalité professionnelle. Sinon

les échecs sont énormes (jusqu'à 80 % des candidats), d'autant plus que les enseignants sont surchargés et qu'il y a très peu de bourses pour des séjours d'étudiants à l'étranger. Enfin, tous les DELUS rénovés pratiquent une période d'orientation, qui, initialement d'un semestre, est souvent ramenée à deux semaines, à la suite de laquelle vient une orientation la plupart du temps autoritaire.

Ajoutons enfin que l'université de Nanterre n'a pas exclu l'étudiant, mais lui a proposé l'inscription possible dans plusieurs filières lui permettant de parfaire ses aptitudes en langues, et de se présenter l'année prochaine avec succès à l'entrée en LEA. N'est-ce pas plus intelligent qu'un échec ou un redoublement ? Il y avait, pour LEA, 1 043 candidats, dont seulement 578 ont réussi le test correspondant aux places disponibles. Quand la France cessera-t-elle, pour l'organisation des études universitaires, de se ridiculiser aux yeux de l'étranger ? La sélection par la méthode de « l'autobus » (queue devant la porte ou le guichet, parfois dès la veille de l'ouverture, les premiers arrivés étant les premiers servis) est-elle vraiment une preuve de sagesse pour un pays comme le nôtre ? Pourquoi ne pas généraliser, et déclarer qu'on choisira les méde-

cins, les ingénieurs, les enseignants et les chercheurs, les magistrats, les directeurs d'entreprises, les joueurs de football en fonction du domicile, de la situation familiale et des préférences du candidat, à l'exclusion de tout critère de compétence ?

Nous souhaiterions une bonne fois pour toutes qu'on nous explique en vertu de quels principes moraux les grandes écoles, les classes préparatoires, les institutions universitaires de technologie, les sections de techniciens supérieurs ont droit à la sélection, et les universités jamais (sélection non méritocratique, bien entendu, par filières, avec passerelles et ratapages, et diversité des formations proposées).

On ne cesse pas, avec les pratiques actuelles, de faire tomber toujours plus bas le prestige des universités. Et ce sont elles pourtant qui, dans leurs sciences, leurs lettres, leurs DEA et leurs thèses, leurs CAPES et leurs agrégations, préparent les futurs enseignants et chercheurs dont le pays a le plus grand besoin.

► Laurent Schwartz est membre de l'Académie des sciences, président d'honneur de l'Association Qualité de la science française et ancien président du Comité national d'évaluation.

(Publicité)

Gruppo Ferruzzi

«SERAFFINO FERRUZZI»
EUROPEAN SCHOLARSHIPS 1990-91

I La société Ferruzzi Finanziaria S.p.A. met en place, pour l'année universitaire 1990-91, des Bourses d'Etudes intitulées Seraffino Ferruzzi, destinées à des étudiants de niveau post-universitaire dans les filières économiques et financières. s'adressent à des diplômés, ressortissants des pays de la CEE.

II Les Bourses d'Etudes «Seraffino Ferruzzi» sont réservées aux citoyens de la CEE, nés après le 31 décembre 1962, détenteurs d'une maîtrise (ou d'un diplôme équivalent) d'Economie, de Sciences Politiques, de Droit, de Gestion ou d'un diplôme d'ingénieur (avec spécialisation en agronomie ou autre). Ces diplômés doivent avoir été obtenus dans un pays de la CEE ou aux Etats-Unis. De plus les candidats doivent remplir les conditions leur permettant d'être admis à un programme post-universitaire de perfectionnement ou de spécialisation d'une université ou autre établissement d'un niveau équivalent, d'un pays de la CEE (dans un pays autre que celui de leur nationalité) ou aux Etats-Unis.

III Le montant annuel de chaque Bourse d'Etudes permettra de couvrir les frais effectivement supportés, avec justification à l'appui, d'inscription et de scolarité correspondant à l'université ou à l'établissement d'enseignement choisi par le boursier. Un montant supplémentaire permettant de couvrir les frais de voyage, de santé et de séjour est fixé de manière forfaitaire à 12 000 ECU par an (somme imposable) pour l'Europe et de 15 000 US Dollars par an (somme imposable) pour les Etats-Unis.

IV L'attribution de la Bourse «Seraffino Ferruzzi» se fera sur la base des candidatures adressées en se conformant au présent avis, par décision souveraine d'une Commission d'Attribution nommée par le Président de Ferruzzi Finanziaria S.p.A.

V Les Bourses d'Etudes sont délivrées pour l'année universitaire 1990-91, renouvelables, par décision souveraine de la Commission, pour une année universitaire ultérieure, si l'étudiant a suivi avec succès le programme de perfectionnement de la première année.

VI Les personnes qui voudraient participer à la procédure de sélection, visant à attribuer les Bourses d'Etudes devront faire parvenir, d'ici le 31 Janvier 1990 une lettre de candidature en conséquence, rédigée en langue anglaise, à l'adresse suivante:

«Seraffino Ferruzzi» European Scholarships
Consorzio Servizi di Gruppo
Gruppo Ferruzzi
Foro Buonaparte, 31
20121 - Milan
Italie

Le candidat devra préciser dans sa lettre de candidature, outre les renseignements d'état civil et l'adresse où il pourra éventuellement être contacté, à la fois l'université ou l'établissement d'enseignement ayant les qualités requises par l'article 2 du présent règlement au sein duquel il entend suivre un programme post-universitaire et le programme de perfectionnement choisi.

La lettre de candidature comportera en annexe les pièces suivantes: a) une photo du candidat signée au dos par celui-ci; b) un exemplaire original ou une copie certifiée conforme des diplômes universitaires délivrés, mentionnant les notes obtenues; c) un curriculum vitae en langue anglaise faisant clairement ressortir, outre les études, les éventuelles publications, activités de recherche, expériences professionnelles du candidat. Le candidat pourra adresser une copie de ses travaux tels que articles ou autres publications, monographies, mémoire de fin d'études. Ces documents seront conservés par la Commission d'Attribution.

Le candidat devra indiquer dans sa lettre de candidature les noms de deux professeurs universitaires ou autres personnalités qualifiées auxquelles il aura demandé de faire parvenir à l'adresse mentionnée ci-dessus deux lettres de références rédigées en langue anglaise. La Commission d'Attribution sera autorisée à éventuellement prélever des renseignements sur le candidat auprès de ces personnes.

VII L'attribution des Bourses d'Etudes sera notifiée aux candidats par lettre recommandée avec accusé de réception, expédiée avant le 31 mars 1990 à l'adresse indiquée dans la lettre de candidature. Les bénéficiaires devront communiquer leur accord à la Commission d'Attribution dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision.

VIII Les avantages apportés par les Bourses d'Etudes «Seraffino Ferruzzi» ne peuvent être cumulés avec ceux apportés par d'autres bourses d'études ou autres aides financières de même nature destinées à des spécialisations post-universitaires. Par conséquent, pour pouvoir bénéficier des Bourses «Seraffino Ferruzzi», les boursiers devront expressément renoncer à toute autre bourse ou aide financière de même nature qu'ils auraient pu obtenir.

IX Les candidats doivent également se charger d'obtenir leur admission à l'université ou à l'établissement d'enseignement choisi ou se dérouler leur programme de perfectionnement, ainsi que l'inscription à ce même programme, et plus généralement effectuer toutes formalités administratives exigées par le pays d'accueil.

X Les bénéficiaires des Bourses d'Etudes seront dans l'obligation de suivre le programme de perfectionnement arrêté auprès de l'université ou de l'établissement d'enseignement choisi, en respectant les spécifications indiquées dans leur lettre de candidature. Toute modification éventuelle devra être soumise à l'accord d'un représentant désigné par la Commission d'Attribution.

Il pourra être envisagé, si les raisons en sont valables, d'autoriser le bénéficiaire de la Bourse d'Etudes selon un jugement souverain de la Commission d'Attribution, de reporter d'un an le début de son programme de perfectionnement.

XI Le montant de la Bourse sera versé par Ferruzzi Finanziaria S.p.A. de la façon suivante: par acompte correspondant à 40% du total au moment de l'acceptation de l'inscription du bénéficiaire par l'université ou l'établissement d'enseignement choisi, le solde étant réglé par versements trimestriels anticipés moyennant présentation d'une attestation de participation au programme de perfectionnement.

XII Le bénéficiaire de la Bourse d'Etudes aura l'obligation d'adresser à un représentant désigné par la Commission d'Attribution un compte-rendu semestriel faisant le point sur les études suivies. Le rapport envoyé en fin d'année universitaire devra être accompagné d'une lettre d'un professeur ayant suivi les travaux du candidat (tuteur ou superviseur), ou de toute personne ayant la même fonction, laquelle contiendra une appréciation sur le boursier et sur les résultats qu'il aura obtenus durant l'année.

XIII L'acte de candidature à la Bourse d'Etudes présuppose l'acceptation pleine et entière du présent Règlement.

Milan, le 1er Décembre 1989

Le Président de Ferruzzi Finanziaria S.p.A.
Raul Gardini

VENTES

L'apparence et la réalité

Plusieurs ventes récentes mettent en évidence la fragilité d'un marché masqué par la course aux records

En novembre 1985, Sotheby's mettait en vente à New-York l'exemplaire personnel de l'impératrice Joséphine des *Lithés*, illustré de quatre cent soixante-huit aquarelles originales de Pierre Joseph Redouté. Afin d'éviter son dépeçage, le commissaire-priseur avait fait une offre globale de 5 millions de dollars (45 millions de francs de l'époque). Le marchand new-yorkais Arader, spécialiste des livres et des planches décoratives, n'avait pas hésité une seconde à l'acquiescer en bloc.

Il en fut tout autrement vendredi 1er décembre à Monaco, pour les soixante-huit dessins tirés d'un carnet de croquis d'Hubert Robert exécutés pendant son voyage en Italie (1764-1765), où l'on retrouvait les thèmes favoris de l'artiste : ruines, villas et jardins. Sur une cinquantaine de carnets de ce genre recensés à la vente de la succession d'Hubert Robert en 1809, seul un exemplaire complet est conservé à la Pierpont Morgan Library à New-York, et un autre au Louvre. Celui-ci, qui appartenait à la comtesse de Beaugency, a été divisé en lots pour la vente. Sotheby's espérait en tirer ainsi un meilleur prix.

Les chiffres - plus de 5 millions de francs contre une estimation de 3 à 4 millions de francs - lui donnèrent à première vue raison. Ils ne furent pourtant que le reflet inexact de ce qui se joua dans la salle. Les enchères démarrèrent sur les chapeaux de roue, avec une plume et lavis, *Vue d'une terrasse devant une basilique en ruine*, adjugé 75 000 francs. Puis les prix s'envolèrent jusqu'à 240 000 francs pour *Personnage dans l'escalier monumental d'une villa*. Les dessins secondaires, sortis de leur contexte, perdaient de leur intérêt. Ils furent en toute logique boudés par les amateurs français, puis italiens et américains.

Pourtant, contre toute attente, *Un personnage dans un paysage escarpé* et *Un squelette parmi des peupliers*, deux dessins à la pierre noire des plus quelconques, partirent à 75 000 francs, plus de trois

fois leur estimation. Les dessins suivants, de la même qualité, connurent un sort identique. Les amateurs de la dernière chance ne voulaient pas repartir les mains vides, quel qu'en soit le prix.

La soirée était pourtant loin d'être terminée. Tandis qu'une grande toile, *Vue de la Gladecca et du Zattere à Venise*, de Francesco Guardi, était adjugée 85 millions de francs, soit le double de son estimation, à un particulier dont l'identité n'a pas été révélée, les deux études de draperie de Léonard de Vinci, de la collection Gansy, parurent pour les Etats-Unis. Adjudgées 32 millions de francs et 28 millions de francs, elles furent rejointes par la collection de tableaux anciens de Barbara Piasecka Johnson, des industries cosmétiques et pharmaceutiques du même nom. En échange de l'autorisation de leur droit de sortie, les Musées nationaux avaient reçu en « cadeau » une autre draperie, tandis qu'une dernière leur était cédée à un prix de faveur. Elles seront toutes les deux exposées au Louvre à partir du 8 décembre.

Mais ces records trompèrent par les grandes maisons de vente ne reflètent pas toujours la réalité du marché. Les acteurs se font quelquefois rares. La qualité aussi. Et, face à la présence massive des Japonais, les Européens ont du mal à se faire entendre. Ainsi, le 27 novembre dernier à Londres, Christie's a organisé sa vente autour d'un lot important d'œuvres impressionnistes et postimpressionnistes. Du second choix qui laissa les éventuels acheteurs fort perplexes.

Pourtant, une insignifiante *Famille*, de Renoir, parut pour plus de 24 millions de francs au pays du Soleil Levant, enlevée par la société japonaise ASKA International, qui détient, depuis peu, près de 7 % des actions de Christie's. Son manager, M. Yasumichi Morishita, est désormais de toutes les ventes importantes et ne rechigne pas à se faire connaître.

C'est encore lui qui s'est adjugé pour plus de 71 millions de francs

la *Maternité*, de Picasso. Un résultat décevant, en dépit des efforts répétés du commissaire-priseur pour dégeler une salle pétrifiée. Face au marché japonais, un collectionneur suédois remporta *Fin d'après-midi, Vetheuil*, de Monet, pour plus de 42 millions de francs. ASKA International, à nouveau, se porta acquéreur de l'*Eglise de Joux*, de Monet encore, à plus de 46 millions de francs, ainsi que la *Chambre verte*, de Vuillard, pour 5 millions de francs.

La société japonaise renouvela ses exploits le lendemain chez Sotheby's, en raflant huit nouveaux lots, dont un très beau *Petit Breton à l'ois*, de Gauguin, pour plus de 44 millions de francs, une toile charnière entre la période de Pont-Aven et celle de Tahiti, *Trois danseuses en rose*, de Degas (plus de 20 millions de francs) et un difficile *Nu en hauteur*, de Bonnard (plus de 19 millions de francs). Tous faisaient partie d'une quinzaine d'œuvres mises aux enchères par le Getty Museum. Le Getty, dont on a longtemps cru que les ressources étaient sans fin, découvre, à son tour, les limites de son budget (65,7 millions de dollars par an pour ses acquisitions).

En dépit des bons résultats enregistrés, cette année, par les maisons de ventes aux enchères anglo-saxonnes, les actions de Christie's et de Sotheby's ont chuté, ces dernières semaines, à Wall Street. Même si des « records » continuent d'être enregistrés, l'inquiétude des habitués du marché de l'art augmente au fur et à mesure que le nombre des acheteurs fortunés se raréfie. Depuis le début du mois, ASKA International semble faire la pluie et le beau temps dans les salles des ventes. Elle a tout intérêt pour l'instant à soutenir un marché dans lequel elle a placé de gros enjeux financiers. Mais demain ?

ALICE SEDAN

CINÉMA

Toucan d'or sur fond de dépression

Le jury du VI^e Festival de Rio a décerné son Toucan d'or à un film israélien, « Green Fields », réalisé par Isaac Zepel Yashurum.

Le Festival de Rio s'est tenu cette année à Fortaleza, à plus de 2 000 kilomètres de l'ancienne capitale brésilienne. C'est comme si, toutes proportions gardées, le Festival de Cannes déambulait à Bologne-sur-Mer ou à Dunkerque. Mais la situation économique de l'état de Rio est si mauvaise qu'il est bien incapable de fournir le moindre cruzado à une manifestation qui a dû se replier là où elle a trouvé un financement, c'est-à-dire dans l'état du Ceará, au nord-est du Brésil.

Cette manifestation n'est certes pas capitale pour la survie du cinéma mondial. C'est, en revanche, un événement attendu par les cinéastes brésiliens. En effet, outre la sélection officielle, une soixantaine de films divers sont également projetés, souvent pour la première et la dernière fois au Brésil. Mais ce public existe à Rio ou à São Paulo, il est totalement inexistant dans le reste du pays, qui ne compte plus aujourd'hui, sur toute l'étendue de son territoire, que 1 200 salles contre 5 000 à la fin de la dernière décennie. C'est dire que la sixième édition de ce festival, ouvert dans une ville plus soucieuse du développement de son port que de l'activité cinématographique, s'est déroulée dans l'indifférence la plus totale de la part de la population. Et qu'il est donc passé à côté d'un de ses objectifs principaux : donner à voir au public brésilien des films qui ne seront jamais distribués dans leur pays.

Reste l'aspect professionnel de la manifestation. C'est l'occasion pour les cinéastes brésiliens de rencontrer des metteurs en scène et des producteurs venus d'autres horizons. D'Europe en particulier. Pour échanger des idées et tenter de nouer les contacts nécessaires aux montages de coproductions. Le cinéma brésilien se débat au milieu

de telles difficultés financières qu'elles sont indispensables à sa survie. La nouvelle génération de cinéastes, éclose après celle du « cinéma novo », arrive de plus en plus difficilement à passer le cap de la première œuvre. C'est le cas d'André Klotzel (*A Maravilha Carne*), de Wilson Barros (*Anjos da Noite*) ou de Roberto Gervitz (*Feliz ano velho*). Murilo Salles a attendu six ans avant de commencer *Faca de dois gumes*, son deuxième film, après *Nomes sem sexo*. Et Lucia Murat qui a présenté à Fortaleza son premier long métrage, *Que bom te ver vivo*, un témoignage bouleversant sur la torture au Brésil et sur la manière dont huit femmes martyrisées nagent vivent aujourd'hui avec ce cauchemar, ne sait pas quand elle trouvera les moyens de continuer son travail. Pour réussir, il faut s'expatrier. C'est le cas d'Hector Babenco, qui après le succès de « Pixote », et du « Baiser de la femme araignée », va pouvoir travailler aux Etats-Unis. Soit trouver de l'argent extérieur. L'*Opéra de Mafredo* de Ruy Guerra, vétérinaire du « cinéma novo », a été coproduit avec la France. Il reste également aux cinéastes la possibilité de convaincre une star de l'omniprésence télévisuelle brésilienne de travailler avec eux. Ce n'est pas toujours facile.

Un bilan
assez mince

La diffusion cinématographique est telle que les œuvres primées par le festival ne sont pas assurées d'une diffusion au Brésil. Ce sera sûrement le cas de *Green Fields*, film israélien d'Isaac Zepel Yashurum qui a reçu la récompense suprême, le toucan d'or. Ces retournées d'une famille sont l'occasion

d'un voyage banal à travers les territoires occupés. Il révèle les tensions qui traversent la société d'Israël : affrontement des communautés, choc des générations, poids d'une histoire trop lourde. Le scénario boursé jusqu'à la guele d'idées génériques, débordé de (bonnes) intentions, mais aussi de maladresses et de longueurs. « Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant » de Peter Greenaway doit bientôt sortir à Rio et à São Paulo. Dominant de loin la compétition, il s'est vu attribuer deux prix de consolation (prix du meilleur réalisateur et de la meilleure actrice - l'économiste Helen Mitten -). Le prix du meilleur acteur a été attribué à Samuel Fuller. Le vieux metteur en scène tient un rôle quasi muet dans le film d'Alexandre Rockwell, « Sons », une œuvre intimiste, assez réussie, dans la lignée de Cassavetes : trois fils, condamnés leur vieux père paralysé sur la plage où il a débarrqué en Normandie 40 ans auparavant pour qu'il renoue avec un vieil amour français. Un prix spécial a été attribué à « O processo do Rei » du portugais João Mário Grillo. Un film historique (l'élimination d'Alfonso VI de Bragança par sa femme au profit de son frère) qui doit beaucoup au Rossini de « La prise du pouvoir par Louis XIV » : gros travail de documentation, sobriété des acteurs comme de la mise en scène.

Un bilan relativement mince pour un festival qui risque de devenir itinérant. Il pourrait se tenir, l'année prochaine, à Salvador de Bahia mais n'a pas d'assises suffisamment solides pour être le pendant tropical de Cannes, Venise ou Berlin. Sans doute lui manque-t-il une spécificité pour trouver un second souffle.

EMMANUEL DE ROUX

LITTÉRATURE

Le prix Interallié à Alain Gerber...

Le prix Interallié a été attribué, mardi 5 décembre, à Alain Gerber pour *Le Verger du diable* (Grasset) au second tour de scrutin, par six voix contre trois à Gilles Lapouge pour *Les Folies Königsmark* (Albin Michel) et deux à Marek Halter pour *Les Fils d'Abraham* (Laffont).

Entré en littérature il y a une quinzaine d'années avec des récits largement autobiographiques sur son enfance belfortaise, Alain Gerber construit son œuvre à la manière de ces musiciens de jazz qu'il connaît si bien. Chaque livre s'organise autour d'un thème, d'un « standard » qui appartient déjà à l'imaginaire contemporain mais que Gerber soumet à un traitement personnel, à sa propre sonorité littéraire.

Le Verger du diable (voir « Le Monde des livres » du 29 septembre) s'installe ainsi dans un univers que la littérature nous a largement fait connaître : celui des dictateurs sud-américains, de leur absurdité, de leur cruauté et de leur déliquescence.

Mais Gerber résume tout exotisme et tout manichéisme pour décrire la manière dont la terreur parvient à dériver les consciences, à murer les êtres dans leurs égoïsmes, à pourrir les rapports humains. Les plus éblouissants en faisant du mensonge et de la méfiance la règle de tous les jeux.

P. L.

...et le prix Chateaubriand à Henri Coulonges

Le prix Chateaubriand a été décerné ce même jour à Henri Coulonges pour *La Lettre à Kirilento* (Stock). Destinée à « récompenser une œuvre dont la qualité concourt au rayonnement culturel de la France », le prix Chateaubriand, dont le jury est présidé par Georges Rioud, avait couronné l'an dernier Jean-François Revel.

[Né en 1936, historien, critique d'art et peintre, Henri Coulonges a publié plusieurs romans chez Stock, dont *L'Adieu à la femme sauvage* (1979) qui avait obtenu le Grand Prix du roman de l'Académie française, et *Les Fêtes incertaines* (1986).]

ÉCHECS

A Haïfa

L'URSS championne d'Europe par équipes

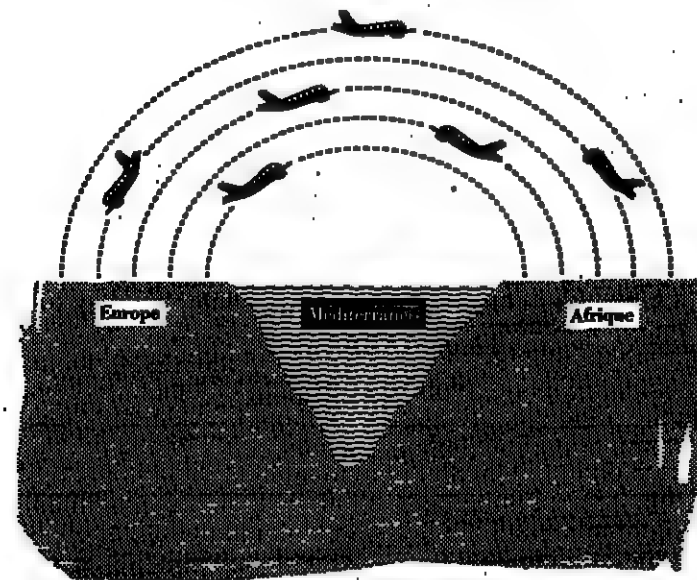
Les championnats d'Europe d'échecs par équipes se sont terminés dimanche 3 décembre à Haïfa (Israël) par la facile (et attendue) victoire de l'URSS. Privés de Kasparov et de Karpov, les Soviétiques Belyavsky, Vaganian, Guefand, Gourevitch, Polougarovski, Salov, Tokmakov et Eingorn ont laissé les Yougoslaves à trois points et l'Allemagne de l'Ouest à quatre points et demi.

Les Français ont fait un bon parcours (1), épiquant la Hongrie à leur palmarès et terminant par un match nul (3-3) avec la solide équipe tchèque. Dans cette nervine et dernière ronde, Olivier Renet, en annulant au premier échiquier contre Fuscik, a obtenu sa troisième norme définitive pour le titre de grand-maître international.

CLASSEMENT FINAL : 1. URSS 36 (sur 54) ; 2. Yougoslavie 33 ; RFA 31 1/2 ; 4. Finlande 31 ; 5. Bulgarie et Roumanie 30 1/2 ; 7. Tchécoslovaquie 30 ; 8. France, Angleterre et Israël A 29 1/2 ; 11. Hongrie et Grèce 29 ; 13. Suède et Norvège 28 1/2 ; 15. Suisse et Israël B 27 1/2 ; 17. Pologne, Espagne, Portugal et Turquie 27 ; 21. Italie et Écosse 26 1/2 ; 23. Autriche et Belgique 25 ; 25. Irlande 23 ; 26. Pays de Galles 22 1/2 ; 27. Luxembourg 12 1/2 ; 28. Chypre 4.

(1) Dans la liste de la sélection française (*Le Monde* du mardi 5 décembre) nous avions omis l'ancien Koch, qui a apporté un point précieux à son équipe en battant le Tchéque Blumy dans la dernière ronde.

Air Afrique, la compagnie qui a construit un pont au-dessus d'une mare.



EN RELIANT L'EUROPE À L'AFRIQUE AVEC 67 LIAISONS HEBDOMADAIRES, AIR AFRIQUE A ÉTABLI UN VÉRITABLE PONT AÉRIEN ENTRE L'EUROPE ET LE CONTINENT AFRICAIN. GRÂCE À SON RÉSEAU INTER-ÉTATS TRÈS DENSE, AIR AFRIQUE PÉNÈTRE LÀ OÙ LES AUTRES NE VONT PAS. C'EST LA MEILLEURE PORTE D'ENTRÉE SUR L'AFRIQUE. MAIS NOUS NE NOUS CONTENTONS PAS DE FACILITER LES CORRESPONDANCES ET DE VOUS PROPOSER UNE GRILLE D'HORAIRE LA PLUS COMPLÈTE POSSIBLE, NOUS NOUS ATTACHONS AUSSI À VOUS OFFRIR UN SERVICE DE QUALITÉ. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

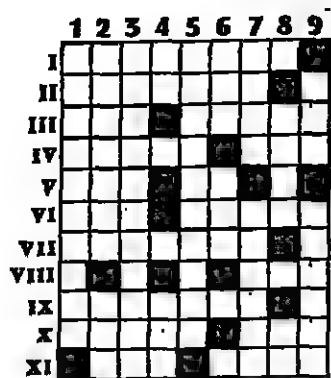
AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5147



VERTICALEMENT

1. Une activité qui demande des moyens. — 2. Abandonnait ses affaires pour aller à l'assemblée. Mot qui équivaut à un désaveu de paternité. — 3. Former avec beaucoup d'exactitude. — 4. Saint. Place du canton. — 5. Qui fait rougir. — 6. Trop gras et salé. Mot qui peut faire venir le berge. — 7. En Allemagne. Aromatiser comme un apéritif. — 8. Affluent du Danube. Cours géométrique. — 9. Son dos fait une bosse. Passée quand on oublie tout.

HORIZONTALEMENT

I. Chatouille quand elle est petite. — II. Qui a le caractère de la peste. — III. Dans une main où il n'y a pas de poil. Vraiment pas héroïque. — IV. Pas comprise. Dégage une mauvaise odeur. — V. Place. Cri d'horreur. — VI. Prodiges à un enlèvement. Une victime de la chaleur. — VII. Devient lourd en cas de précipitation. — VIII. Divinité. — IX. Vivent à l'Est. — X. Une fille de la famille. Ne représente qu'un petit effort. — XI. Même pas saisi. Vit sur un grand pied.

Solution du problème n° 5146

Horizontalement

I. Langage. — II. Aléatoire. — III. Baril. — IV. Oie. — V. Usées. — VI. Ré. — VII. Ecrites. — VIII. Urne. — IX. Rénées. — X. Eus. — XI. Aliéné.

Verticalement

1. Laboureur. — 2. Aïe. — 3. Nérée. — 4. Gai. — 5. Aïe. — 6. Go. — 7. Einstein. — 8. Rieuse. — 9. Aïe. — 10. Aïe. — 11. Aïe.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

XM Citroën 2 litres : très méritante aussi

Une belle occasion nous est donnée avec l'élection de la XM de Citroën au titre de « voiture de l'année 1990 » d'aller un peu plus loin dans la gamme de ces berlines, bien accueillies par les marchés européens. A l'heure actuelle, Citroën a largement dépassé les chiffres de production prévus lors du lancement de cette série dite « haut de gamme ». Ainsi, quatre cent cinquante-quatre XM sortent chaque jour des usines de la marque, un score qui était prévu pour le premier trimestre 1990, et la demande ne cesse de se renforcer. Octobre 1989 a vu une évolution se manifester dans les pourcentages des versions demandées.

Aujourd'hui, 55 % des commandes concernent les moteurs à essence, contre 45 % pour les diesels (contre 71 % et 29 % auparavant). Il est vrai que la sortie des différents types de véhicules s'est faite sur tout l'autonomie et, notamment, le modèle de base — un 2 litres à carburateur — n'a été distribué que tardivement (fin septembre). C'est précisément cette version dont il faut parler. Elle représente dans les ventes des modèles à essence 32 % des commandes (50 % pour le 2 litres injection et 15 % pour le V6) et cela s'explique. Non seulement à cause du tarif demandé (117 000 F), mais aussi pour ses qualités générales.

Du côté des équipements, la XM 2 litres livrée en une seule finition dispose, en effet, d'éléments fort intéressants : volant réglable en hauteur et

en profondeur, direction assistée, condamnation à commande centralisée des portes, de la trappe à carburant et du volet arrière, lave-vitres électriques, pare-soleil central, chauffage à réglage séparé pour le conducteur et le passager avant...

Ainsi le confort de conduite a-t-il été offert dès le modèle de base de la gamme. Côté moteur, il s'agit du 2 litres (qui l'on retrouve avec l'injection sur la version supérieure) alimenté ici par un carburateur double corps. Il en sort 115 ch à 5 800 tours, et son couple moteur (16,8 mkg dès 2 250 tours) assure une belle souplesse à l'ensemble. La suspension n'est pas, en base, la fameuse hydropneumatique, qui a été tant citée lors des essais du 6 cylindres de l'année du 24 mai, mais dispose du système hydropneumatique à hauteur constante, déjà éprouvé depuis longtemps par la marque.

Ce choix donne d'excellents résultats à la route et un confort tout à fait remarquable. Aucune difficulté particulière n'apparaît dans la conduite du véhicule, dans quelque circonstance que ce soit. Le temps à routes glissantes et vergées a encore donné l'occasion ces jours-ci — lors de nos essais — de le confirmer.

C'est donc bien toute la gamme XM de Citroën qui mérite d'être honorée par un titre de « voiture de l'année », et pas seulement telle ou telle version. C'est ce qui a été fait.

C. L.

CARNET DU MONDE

Décès

— M^{me} Edouard Bloch-Guérin, son épouse.
Le professeur et M^{me} Paul Didier, Le professeur Gérard Bloch, ses enfants, M. et M^{me} Thierry Garçon, Pierre et Philippe Didier, ses petits-enfants, Julien et Emilie Garçon, ses arrière-petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès du

docteur Edouard BLOCH, chevalier de la Légion d'honneur, endormi dans la paix du Seigneur, le 5 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, chapelle haute, 1, boulevard Jean-Mermoz.

Cet avis tient lieu de faire-part.

137, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le secrétaire général, Le président Et le bureau du syndicat national Force ouvrière des cadres des organismes sociaux, La section professionnelle des agents de direction, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 4 décembre 1989, de

M^{me} Pierrette BORDERIE, ancienne secrétaire générale du SNFOCOS,

présidente de la caisse d'allocations familiales de Vesoul, administrateur de la Caisse nationale d'allocations familiales, chevalier de la Légion d'honneur.

— SNFOCOS, 2, rue de la Michodière, 75003 Paris.

— Mme Marie Cauchetier, son épouse, Jean Cauchetier, Manon et Antoine Bervas et leurs enfants, Pierre et Joëlle Cauchetier et leurs enfants, Philippe et Marie-Françoise Cauchetier et leurs enfants, Jacqueline et Michel Lacharme, leurs enfants et petits-enfants, Marie-Noëlle et Patrick Fabre et leurs enfants, François et Pierre Giro et leurs enfants, Bernard et Viviane Cauchetier et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jacques CAUCHETIER, ECP Promo 22,

rappelé à Dieu, le 4 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 8 décembre 1989, à 10 h 30, en l'église Saint-Eugène-Sainte-Cécile, 4, rue du Conservatoire, Paris-9, suivie de l'inhumation au cimetière de la Chapelle de la Vierge, à Montdidier (Somme).

14, rue Saulnier, Paris-9.

— M^{me} Daniel Delzant, M^{me} le professeur Geneviève Delzant, Le Père Antoine Delzant, M. et M^{me} Michel Lacharme, M. et M^{me} Louis-José Joly, M. et M^{me} Nicolas Delzant, M. et M^{me} Eric Delzant, M. Philippe Lavauz, Ses dix-huit petits-enfants, Le docteur Olivier Delzant et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel DELZANT,

survenu le 30 novembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M^{me} Paul Kalinine, née Marie Petit-Dutaillat, Leurs familles et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Paul KALININE, maître de conférences de littérature comparée à l'université de Bordeaux-III, président du groupe de recherche et d'animation musicale,

le 28 novembre 1989, d'une maladie fulgurante.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Nicolas de Bordeaux, suivies de l'inhumation au cimetière russe de Sainte-Genève-des-Bois.

122, rue Bertrand-de-Goth, 33800 Bordeaux.

— Les familles Lichentien et Marienstras remercient de tout cœur les nombreux amis qui se sont joints à leur peine et leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur chère

Méry LICHENTIN.

survenue le 30 novembre 1989, à Nantes (44).

Ses obsèques ont eu lieu à Nantes le 4 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

93, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Les familles Loviot, Broyelle et Girard, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Daniel DELZANT,

le 4 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

— Clara Ford, Pierre et Gisèle Souques, Georges-Pierre Souques, Franco et Florian Souques, font part du décès de

Charles FORD,

survenu à Paris le 4 décembre 1989.

Une bénédiction sera donnée le jeudi 7 décembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame-de-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6, où l'on se réunira.

1, rue Huysmans, 75006 Paris.

(Le Monde du 6 décembre.)

— Jean Girard-Besancon, son épouse, Pedro et Marie-Dominique Guillo-Girard, son gendre et sa fille, Marie-Carmen et Clara, ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès de

Bernadette GIRARD-LACLAVERIE, dite Nani CIVEAC,

à Madrid, le 4 décembre 1989.

Maison de retraite des artistes, 14, rue Charles-VII, 94130 Nogent-sur-Marne.

Rodriguez San Pedro 46, Madrid 28015.

— Brigitte et John Wilson, Olivier Godet et Marie-Laurence Perret de Subilly, Ariane et Sybille Wilson, Clémence Godet, Philippe et Marie-Claude Tesson, Christiane et Jean Cateley, Stéphanie, Sylvain et Daphné Tesson, Sabine, Christiane et Francis Cateley, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Bernadette CODET, née Tesson,

leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tante.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 décembre 1989, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre (chapelle haute), boulevard Jean-Mermoz, à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Wassy (Aisne) dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

75, rue Pavonnet, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— M. et M^{me} Jacques Grynbaum, M. et M^{me} Henri Grynbaum, M. et M^{me} Jean Beckouche, Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Golda Ita GRYNBAUM,

survenue le 30 novembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M^{me} Paul Kalinine, née Marie Petit-Dutaillat, Leurs familles et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Paul KALININE,

maître de conférences de littérature comparée à l'université de Bordeaux-III, président du groupe de recherche et d'animation musicale,

le 28 novembre 1989, d'une maladie fulgurante.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Nicolas de Bordeaux, suivies de l'inhumation au cimetière russe de Sainte-Genève-des-Bois.

122, rue Bertrand-de-Goth, 33800 Bordeaux.

— M^{me} Abde Lupsco-Massot, M. François Massot, et leurs filles Carine et Soline, M^{me} Eva Bosc, M^{me} André Bosc et ses enfants, M. et M^{me} Raymond Bosc et leurs enfants, Les familles Bosc, Meyer, Roth, Et ses amis, ont la tristesse de faire part de la mort de

Yvonne LUPASCO, née Bosc,

survenue le 4 décembre 1989, à Paris.

Le service religieux aura lieu au temple réformé de Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13, le vendredi 8 décembre, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly, à 11 h 45.

« Je suis la Résurrection et la Vie, quiconque croit en moi ne périra point. »

Jean, 6.

— Philippe Robichon, M. et M^{me} Yves Robichon, M. et M^{me} Louis Joux, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne ROBICHON,

survenue le 5 décembre 1989.

Une cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 décembre à l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, à 16 heures.

Inhumation au cimetière de Bourg-la-Reine dans l'intimité familiale.

— M. Serge Dassault, président-directeur général, Le comité de direction, Le conseil d'administration, Le personnel de la Société Avions Marcel-Dassault Breguet-Aviation, ont la douleur de faire part du décès, le 4 décembre 1989, de

M. Benno-Claude VALLIÈRES,

président d'honneur de la Société Avions Marcel-Dassault Breguet-Aviation, président d'honneur du GIPAS, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de la France libre, médaille de l'Aéronautique, médaille d'or de la Ville de Paris, Military Cross, croix de guerre hollandaise.

Une veillée est organisée à Vaucresson, « Villa Deux Mille », 29, rue du Professeur-Panchet, le jeudi 7 décembre à 16 heures au vendredi 8 décembre à 8 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

27, rue du Professeur-Panchet, 93420 Vaucresson.

— Le président Et les membres du conseil d'administration du Groupement des Industries françaises aéronautiques et spatiales ont la tristesse de faire part du décès de

président Benno-Claude VALLIÈRES,

président d'honneur du GIPAS, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de l'Aéronautique.

(Le Monde du 6 décembre.)

— Pascale Viard et Paul Richardet, Anouk Viard et Yves Gouritien, ses enfants, Frank, Béatrice et Brice Viard, ses petits-enfants, Gisèle Labouret, ont la douleur d'annoncer le décès de

Maurice VIARD,

lieutenant-colonel, officier de la Légion d'honneur,

survenue le 30 novembre 1989, à Nantes (44).

Ses obsèques ont eu lieu à Nantes le 4 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

93, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Remerciements

— Les familles Lichentien et Marienstras remercient de tout cœur les nombreux amis qui se sont joints à leur peine et leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de leur chère

Méry LICHENTIN.

— Après le décès de

M. Armand SALACROU,

grand officier de la Légion d'honneur, M^{me} Armand Salacrou et sa famille, très touchées des marques de sympathie qui leur ont été adressées, expriment leurs sincères remerciements.

Villa Maritime, Le Havre, 30 novembre 1989.

Anniversaires

— Ce jour, il y a dix ans, Paul BIGNON nous quittait.

De la part de : Madeleine, Michèle, Dominique et Marie.

— Le 6 décembre 1988, Roger NETTER

quittait sa famille et ses amis.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

— A l'occasion du centenaire de sa faculté de théologie (1889-1989), l'Institut catholique de Paris célébrera une messe le vendredi 8 décembre 1989, à 18 heures, en l'église Saint-François-Xavier des Missions étrangères (Paris-7). Le cardinal Lustiger présidera la célébration. L'animation liturgique sera assurée par les enseignants et étudiants de l'UER de théologie et de sciences religieuses. A l'orgue : M. Gaston Lataste.

Communications diverses

— Centre culturel Vladimir-Medem, 52, rue René-Boulanger, 75010 Paris, jeudi 7 décembre 1989, à 20 h 30 précises : « La question de la laïcité en France aujourd'hui », avec la participation d'Alain Touraine, sociologue.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 4 et mardi 5 décembre 1989 :

DES LOIS

• N° 89-871 du 1^{er} décembre 1989 autorisant l'approbation d'une convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron.

• N° 89-872 et 89-873 du 1^{er} décembre 1989 autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Pologne et de la République populaire de Bulgarie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres).

UN ARRÊTÉ

• Du 4 DÉCEMBRE 1989 fixant les conditions d'émission des obligations PTT 1989.

UNE LISTE

• Des élèves ayant obtenu le diplôme d'ingénieur d'agronomie tropicale du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes.

Est publié au Journal officiel du mercredi 6 décembre :

UN AVIS

• Relatif à l'organisation des épreuves des baccalauréats professionnels (session de 1990).

LA LIBRAIRIE

« BIBLIOTHÈQUE DES ARTS » vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la présentation du tome I d'Auguste RODIN Catalogue raisonné de l'œuvre sculptée par Cécile Goldscheider

Correspondant de l'Académie des Beaux-Arts et du tome III de Théodore GÖTTSCHEWITZ

Étude critique, documents, catalogue raisonné par Germain Bazin, membre de l'Institut L'auteur signera ses trois livres

Le jeudi 7 décembre 1989 de 18 heures à 20 heures

1, rue Comptoul 75001 PARIS - Tél. : 46 34 46 42

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 DÉCEMBRE

« Mythologie africaine et traditions », 10 h 30, Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (L'Art et la manière).

« L'église royale du Val-de-Grâce », 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Aux arts et à l'histoire).

« L'hôtel de Lauzun en l'île Saint-Louis », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Paris livre d'honneur).

« Exposition Martineau : dessins et plans de voyage », de 11 heures à 19 heures, jusqu'au 30 décembre, 30, rue des Tournelles.

« Le couvent des Carmes », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).

« Le quartier juif du Marais. La synagogue des Tournelles construite par G. Eiffel », 15 heures, métro Saint-Paul (Paris et son histoire).

« La Concorde », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

« Sous les pavés de la Bastille : archéologie d'un mythe révolutionnaire », 11 h 30, 62, rue Saint-Antoine (M. Soma).

« Le Panthéon, église de l'Ancien Régime devenue temple des grands hommes », 15 heures, entrée du Panthéon, rue Clotilde (Mme Vermeersch).

« Le prieuré Saint-Martin-des-Champs », 10 heures, métro Arts-et-Métiers.

« La vie du Pont-Neuf au Moyen Âge », 14 h 30, métro Saint-Paul, musée de Henri IV.

« Passages couverts autour de la rue Saint-Denis », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'exposition David, peintre de l'Académie de Rome, référence de l'art », 14 h 30, métro Palais-Royal, terre-plein central (L. Haullier).

« La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevsky », 14 h 30, 12, rue Daru (E. Roman).

« Exposition-vente d'artisanat afghan », du 7 au 18 décembre, 1, rue Jacques-Castor (Solidarité Afghane).

102 bis, rue Valenciennes, 19 h 30 : « Histoire de la réécriture de la Bible : le schisme de 930 : la vie dans les deux royaumes, Israël et Juda », par Joseph Barbier (Marsat).

18, rue de Varenne, 20 heures : « Modernisation et relations sociales dans le secteur public », par Bernard Brunhes, consultant, auteur de rapports sur la santé, l'éducation, les transports, l'administration centrale.

9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « L'écriture centrale : de Fiesole à Tuscania », par O. Bouchet.

Cinéma-théâtre de la Ville de Paris, 11, rue Jacques Bingen, 14 h 45 : « Des

porraitraits révélateurs par le chirurgien psychique L. Léonard de Vinci, Tintoret, Rembrandt ».

10, rue de la Procession, 14 h 30 : « Du roi David à la chute du Temple », par Christian Marquet. Troisième conférence du cycle « Histoire du peuple de la religion d'Israël ».

55, rue des Francs-Bourgeois, 14 heures : « L'ordre de Melchior l'évêque d'art », par Bertrand Galimard-Favignat, journaliste.

12, rue des Saints-Pères, 18 h 30 : « 800 ans de l'histoire de l'Europe en 1989 », avec Son Excellence Wilhelm Westphalen, ambassadeur, et Jean Soulier.

Association Soma-Agès, 23, rue Oudinot, 10 h 30 : « Le culte du dessin : d'Ingres à Picasso », 15 heures : « L'art grec : le toilemnent helléniste » (Arca).

8, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Le message traditionnel de l'Inde : le message du bébé », par la Poddar.

ROUS
ALITÉ

ARTS • SPECTACLES



Six représentations d'« Impressing the Czar ».

LE BALLET DE FRANCFORT AU CHATELET

Forsythe, chorégraphe critique

Cette fin d'automne parisien restera, de scène en scène, celle des transgressions américaines. Il y a indéniablement, en France, un goût pour cela ! Tandis qu'à Bobigny un public de maison de la culture continue d'acclamer Peter Sellars pour avoir osé transporter à Harlem Mozart, son *Don Giovanni* et notre dix-huitième siècle, débarquent pour huit représentations au Châtelet William Forsythe, son ballet (basé à Francfort mais cent pour cent *made in USA*), son musicien attiré — Diaghilev avait bien les siens. Voici donc à Paris Forsythe et sa panoplie d'images magnifiques, Forsythe le stratège, l'illusionniste, le chorégraphe critique.

Sellars ne cesse de proclamer très haut son admiration pour Jean-Luc Godard. On ne s'étonne même

plus que Forsythe fasse à l'occasion la même proclamation. Car la tête de ce fort en thème du ballet moderne est farcie, comme celle de son brillant cadet metteur en scène, de références à la culture européenne, de connaissances de la philosophie française, de curiosité pour la phénoménologie, le formalisme, tout cela mêlé bien sûr (Nouveau Continent oblige) à quelques obsessions robotiques et technologiques, à une indéfectible nostalgie du joli temps des claquettes et du *Musical* qui swingue. Formé comme danseur au très classique Joffrey Ballet new-yorkais et californien, grand admirateur de Balanchine, Forsythe emprunte sans vergogne à Bob Wilson l'art d'écrire sur une scène rien qu'avec les lumières ; il partage avec lui le goût pour la théâtralisation des corps.

Ce sont ces emprunts, assumés, aux grands anciens, ce mélange de happening et de rituels sophistiqués, ces superpositions de mimiques, de pas-de-deux classiques, de paroles et de musique, c'est cette désinvolture stylistique qui irrite évidemment nos beaux esprits cartésiens. Forsythe, prétendent déjà certains chorégraphes français, a tout piqué et rien inventé. Il a, en tout cas, recréé chez nous un engouement pour la danse moderne un peu comparable à la vogue des Ballets russes au début du siècle. Si Diaghilev lui avait demandé de l'étonner, Forsythe se serait sans doute exécuté avec succès. (Lire pages 26 et 27).

ANNE REY

CINÉMA

28 et 29

Ecouter Forman, oublier Laclos



Après Stephen Frears, le metteur en scène d'*Amadeus* s'attaque à l'inaccessible roman de Choderlos de Laclos. Furieusement optimiste et bucolique, le *Valmont* de Miles Forman a pour seule qualité indiscutable de n'avoir pas prétendu au titre des *Liaisons dangereuses*. Le critique s'irrite, le cinéaste s'explique.

THÉÂTRE

31

Patrick Pineau, premiers pas



Un jeune homme a fait ses premiers pas — remarquables — sur une grande scène à l'occasion de la création, l'an passé au TNP de Villeurbanne, de la nouvelle pièce de Michel Deutsch, *Férol, la nuit...*, mise en scène par Georges Lavandant. Patrick Pineau fait aujourd'hui ses grands débuts parisiens au Théâtre de la Ville, qui accueille cette production de grande qualité pour dix représentations.

ARTS

35

Expressionnisme abstrait : quelles sources ?



Pollock, De Kooning, Motherwell, Gorki et les autres peintres de New-York qui ont fait l'expressionnisme abstrait doivent-ils un peu ou beaucoup aux surréalistes européens émigrés pendant la guerre ? Une exposition à Villeneuve-d'Ascq tente de le préciser en présentant côte à côte des tableaux des deux écoles.

103.1 FM
MOUROUSI
15 h 30
MUSIQUE AUTREMENT

MC
EL

CHORÉGRAPHIE

LE BALLET DE FRANCFORT

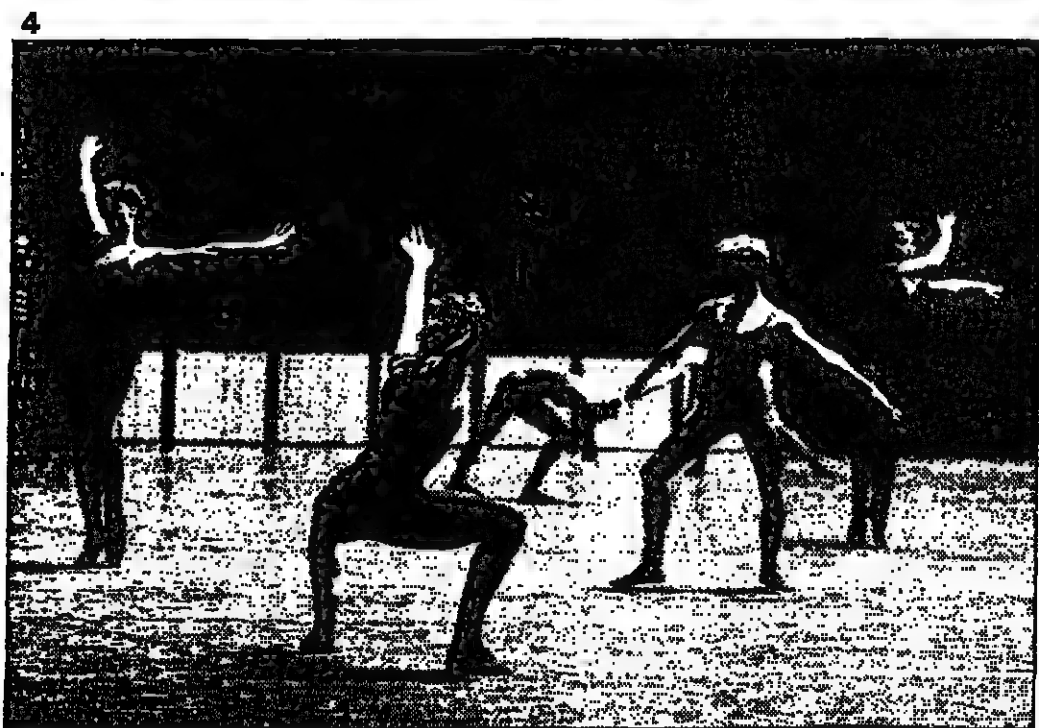
William Forsythe construit



Trompe-l'œil, déformations, parallaxes, artifices des costumes et des décors, chaque pièce de William Forsythe joue sur l'illusion de la perception. Ici, le danseur évolue derrière un mur incurvé. Le spectateur est empêché de voir sans pour autant être empêché de comprendre.

La construction, chez le chorégraphe, a pour but de créer différents niveaux de conscience. Il tend des miroirs où se lit une archéologie de l'histoire de la danse, surréaliste et provocante, où s'entremêlent le théâtre, la voix, la musique, la parole. « La plupart de mes ballets sont une succession d'événements émotionnels. J'ai besoin de bons acteurs. Mes œuvres ne peuvent exister si j'ai seulement de bons danseurs. »

Photos 1, 3 et 7 : « Impressing the Czar » ; photos 2 et 5 : « Enemy in the Figure » ; photo 4 : « Die Befragung des Robert Scott » ; photo 6 : William Forsythe.



William Forsythe est à partir du 6 décembre au Châtelet avec ses danseurs du Ballet de Francfort. Contre toutes les capitales européennes qui se le disputaient, Stéphane Lissner, directeur du théâtre parisien, a de plus obtenu que le chorégraphe américain travaille trois mois chaque année, en résidence, dans son établissement. En toute liberté.

EN 1983, quand William Forsythe donne *Dance/France* à l'Opéra de Paris, personne ne parle de lui. En juin 1987, toujours à l'Opéra, quand il crée *In the Middle*, propulsant Sylvie Guillem — s'il le fallait encore — si haut qu'elle décide peu après de quitter Garnier, Paris lui fait un triomphe. Le chorégraphe, comme il le dit lui-même, devient le nouveau *boy-friend* des Français, comme Shirley Temple fut la petite fiancée de l'Amérique ! Ces propos amusés montrent assez le peu de cas qu'il accorde à l'enthousiasme de midinettes qu'il soulève.

C'est qu'il a déjà derrière lui quinze ans de métier en Europe. Du Ballet de Stuttgart, que dirige Marcia Haydée, et où il arrive en 1976, jusqu'au Ballet de Francfort qu'il prend en main en 1983. C'est un homme en pleine maturité de son talent que Paris découvre en 1987, non sans un certain provincialisme propre à la capitale puisque nous ignorions tout de ses chorégraphies pour le Nederlands Dance Theater de Jiri Kylian, pour le Joffey Ballet, pour le New York City Ballet... Depuis, nous avons vu *Artefact* au Châtelet, en juin 1988, puis plusieurs de ses ballets au Festival de Montpellier-danse ; enfin, en février dernier, le Cargo de Grenoble présentait l'intégrale de *Impressing the Czar*.

A la veille de son arrivée que reprend d'entrée le Châtelet, on peut affirmer que William Forsythe est en forme. Sa dernière création, que nous avons vue le 25 novembre à Francfort, a été un succès. Le lendemain, à la conférence de presse, le chorégraphe affichait un air de bonne humeur. Cela aurait pu être le contraire : il a la réputation d'être expert en douche écossaise. Il a horreur du consensus. Par exemple, sachant qu'il rallie la vieille garde conservatrice parce qu'il utilise le vocabulaire classique, il concocte quelques pièces d'où il éjecte la danse au profit du théâtre, de la parole, d'exorcismes psychanalytiques sauvages ! Ne supportant plus de lire partout les mêmes critiques flattant l'extraordinaire mobilité de ses danseurs, il décide d'expérimenter la lenteur, le ralentissement.

Les stratégies

d'illusion

En permanence, il intègre dans sa création les réactions de la critique et celles du public, et court se poster là où personne ne l'attend plus. Mais ce qui le rend à la fois si provocant et si moderne, c'est son approche presque méthodologique de l'art chorégraphique.

Umberto Eco dans *La Guerre du faux* (Ed. Grasset, 1985) parle de la « néo-TV ». On peut appliquer ce concept à Forsythe : la néo-danse est celle qui tient un discours sur elle-même, qui se réfère constamment à son histoire. Le chorégraphe explique : « Ma méthode de travail consiste à établir un certain nombre de questions sur l'utilisation d'un matériau, celui du spectacle, et plus particulièrement de la danse. Le ballet *l'Interrogation* de Robert Scott, est une pièce sur le théâtre en tant que mécanisme. Robert Scott, comme vous le savez peut-être, cherche le pôle Sud, comme le danseur l'arabesque parfaite. Le pôle Sud, pas plus que l'arabesque parfaite, n'existe. Ce sont seulement des idées. Pendant la chorégraphie, au moyen de trois cents questions énoncées sur scène, mes danseurs — qui doivent aussi être des comédiens — cernent le problème de l'illusion et de l'effacement. A la manière d'une enquête archéologique où chaque trace, chaque élément retrouvé, permet une reconstruction qui porte en elle-même ses différences, instituant un nouvel ordre, un nouveau regard. C'est ainsi que je conçois mon métier. »

On sait le chorégraphe très au fait des outils critiques déployés par les philosophes et les chercheurs en sciences humaines, notamment les Français comme François Lyotard, Julia Kristeva, Jacques Derrida et quelques autres, qui enseignent dans les meilleures universités américaines. Ces outils constituent sa base de réflexion en liaison avec les artistes de toutes les disciplines qui posent également, dans leur création, le problème de la méthode et de la forme. Ainsi l'architecte déconstructiviste Daniel Libeskind, Américain d'origine polonaise, a-t-il inspiré *Enemy in the Figure* : « Cette pièce repose moins sur le tridôme habituel construction-destruction-reconstruction que sur la notion d'obstruction. Le spectateur est empêché de voir, ce qui ne l'empêche pas de comprendre. Un mur incurvé divise l'espace que les danseurs organisent selon leurs déplacements, puisque les lumières sont accrochées sur eux. » Chef-d'œuvre absolu, selon Marinella Guatterini, critique au quotidien *l'Unità*, qui a vu la pièce, cet été, au Festival de Reggio-Emilia.

Forsythe, on s'en doute, n'aime pas les significations évidentes. Cara Perlman, jeune plasticienne de la scène new-yorkaise, lui envoie-t-elle des décors trop explicites, qu'il les dédouble, les multiplie afin de les

CHORÉGRAPHIE

POUR HUIT REPRÉSENTATIONS AU CHATELET

et déconstruit la danse



Forsythe parlant de ses danseurs :
« Je passe des heures à leur construire
leurs propres variations néo-classiques.
J'aime arriver au stade où ils prennent
des initiatives
sur le plan chorégraphique
et deviennent responsables.
La chorégraphie est
comme l'alphabet :
vous n'êtes pas obligé d'épeler
les mots que vous connaissez. »

stratégies de l'illusion

neutraliser. Il envisage la chorégraphie comme un texte. Tout est écriture pour lui. C'est ainsi qu'il est devenu expert en costumes, en lumières, costumes et lumières, qu'il crée lui-même. De même, il conçoit la musique en étroite relation avec Tom Willems. « Nous avons fait ensemble de si nombreux ballets, dit ce musicien, que je sais maintenant ce que Billy (diminutif de William) veut, ce qui est bon pour la compagnie et son répertoire... Mon goût pour la forme m'a amené au ballet. Tout m'inspire : une toile de Klein, un Rembrandt, des dessins de Libeskind, même l'architecture plutôt ratée, de la salle allemande où nous nous trouvons. Est-ce que je pense parfois au couple que formaient Balanchine avec Stravinsky ? Réaliser l'équivalent avec Forsythe serait évidemment formidable... J'espère seulement atteindre un jour le niveau de ce musicien ! Mais que serait la musique moderne sans la musique de ballet ? Je suis agacé d'entendre dire qu'elle sert d'accompagnement ou qu'elle est de second ordre. Comment classer alors le Sacre du printemps, Agon, l'Après-midi d'un faune de Debussy ? Dans Enemy in the Figure, j'explore le son de la flûte. Vous entendez toujours de la flûte quand ce n'est déjà plus de la flûte : je cherche un son qui soit à égale distance de la musique électronique et de la musique instrumentale. »

William Forsythe, on le voit, fait généralement appel aux jeunes talents. Ainsi Daniel Larrieu a-t-il déjà donné une pièce au Ballet de Francfort. Le 25 novembre, il y avait de même, à côté de Slingerland du maître, deux créations. L'une de l'Américaine Susan Marshall, l'autre d'Amanda Miller, soliste de la compagnie. Elle vient d'être nommée chorégraphe permanente. Pretty Ugly qui vient à Paris, est un ballet de pure danse, de bonne facture. La pièce *La Medias Res*, de Susan Marshall, lui vaut les compliments du chorégraphe : « Elle a créé un monde dans les tonalités du peintre David. J'aime son économie narrative, son absence totale de préoccupations métaphysiques. Elle m'a donné une leçon, par l'habileté avec laquelle elle utilise le contrepoint sur la musique de Beethoven. »

Forsythe met la même ardeur à participer au lancement de la revue critique *Parallax*, dont sa compagnie a sponsorisé le premier numéro. Toute la scène américaine intellectuelle ! Une revue qui répond au désir très fort, qui est actuellement celui de la danse, de développer un discours analytique et critique de qualité. Chacun a envie d'élever le débat, afin de rendre justice à une discipline qui, depuis dix ans, produit les créateurs les plus originaux, et surtout les plus audacieux du moment. *Parallax*, un titre qui parle de déformation de la vision à partir du mouvement, ou de

l'angle de vue, est bien dans le ton de ce qui se fait, ici, à Francfort.

Le paradoxe de William Forsythe est de créer un monde qui est notre contemporain immédiat, à force de manipuler le vrai et le faux, d'aller et venir de l'artificiel au vivant, de pratiquer des coupes dans l'Histoire (y compris l'histoire du ballet), afin de faire émerger des signes qui sont autant de clés pour une lecture des années 90.

Impressing the Czar est à cet égard une étonnante réussite d'interaction entre danse, théâtre, happening, comédie, qui vous emmène de la Renaissance aux avatars du monde de la publicité. Détournement de situations et de sens à chaque mouvement, à chaque mot. Tout se désagrége en fur et à mesure qu'il s'édifie. Vous n'êtes sûr de rien. Laissez-vous aller !

En France, il fallait s'y attendre, un tel succès ne pouvait être attribué qu'à quelques complaisances envers le public, quelques grosses ficelles pour l'appâter. Mauvaise humeur qui refuse de voir que seul un sérieux travail d'analyse en amont permet d'acquiescer cette liberté totale que certains prennent pour de la facilité. William Forsythe ne chorégraphie pas à l'usage exclusif des fans de la modernité. Comme Pina Bausch, il possède le génie de la mise en scène. Quant au public, inutile de signaler qu'il s'en soucie, et Forsythe le dit dans le film qu'André S. Labarthe lui a consacré (1). Il raconte aussi qu'il chorégraphie comme on se sert d'une machine à traitement de texte : possibilités infinies de réécriture et d'insertion. Il avoue que cela diminue l'angoisse découlant de l'obligation de choisir ce que l'on garde et ce que l'on jette... Une autre séquence du film montre le chorégraphe disant au jeune danseur du New York City Ballet, Ib Andersen : « Tu vois, là-bas, c'est l'Histoire ! » « Là-bas » pour Forsythe, c'est l'Europe ! Voilà pourquoi ce New-Yorkais de quarante ans a quitté son sol natal : il a besoin, pour créer, de savoir que le Moyen Âge (qu'il adore) a existé là où il respire.

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) *William Forsythe au travail*, documentaire d'André S. Labarthe diffusé sur la Sept le 8, à 21 h 30, le 10, à 18 h 30 et le 12, à 0 h 30.

* William Forsythe au Châtelet. Programme 1 : *Impressing the Czar* (1988), ballet en cinq actes, musiques de Beethoven, Eva Corssman-Hocht, Leslie Stuck et Tom Willems ; les 6, 7, 8, 9, 16 à 20 h 30, le 17 à 15 heures. Programme 2 : *Pretty Ugly* (1988), d'Amanda Miller, musiques de Peter Scherer et d'Arto Lindsay, *Die Befragung des Robert Scherz* (1986), musique de Tom Willems, et *Enemy in the Figure* (1989), musique de Tom Willems ; les 14 et 15 à 20 h 30. Tél. : 40-28-28-28. Lire également notre sélection danse, page 33.



LES
LIAISONS DANGEREUSES.Le Valmont sadien de Beardsley (frontispice d'une édition de la fin du XIX^e siècle) et le Valmont de Forman (Colin Firth).

Séducteur poids plume



Deuxième adaptation de l'année de l'inaccessible roman de Choderlos de Laclos, *Les Liaisons dangereuses*, le film de Milos Forman, prudemment titré *Valmont*, est une somptueuse superproduction enlissée dans une bonne humeur incongrue.

CÉCILE de Volanges a quinze ans à peine et chante dans un couvent. Sa maman, qui compte son union avec un homme de biens, voudrait, comme elle l'explique à la marquise de Merteuil, « qu'elle arrive au mariage avec son innocence et votre sagesse ». Comptez sur moi, dit la perle, qui, s'apercevant que le promis n'est autre que Gercourt, son amant, demande à son complice en libertinage, Valmont, de déflorer la gamine dans les plus brefs délais. C'est trop facile, dit Valmont en traîneur de rapière lassé, je suis sûr un cas bien plus compliqué, la présidente de Tourvel, une vertu. Et puis Volanges en pince pour son prof de harpe, un chevalier Danceny de dix-sept ans, et je suis si bien à la campagne chez ma tante de Rosemonde. Parions, dit la marquise, si vous échouez, vous finissez vos jours dans un monastère, si vous gagnez, vous m'avez.

Ne revenons pas davantage sur l'intrigue, même ceux qui n'ont pas lu Laclos se souviennent du film de Stephen Frears sorti cette année et pourront apprécier en quoi la « libre adaptation » de Jean-Claude Carrière diffère du récit original, diffère et divague. Il est fastidieux de se poser en gardiens des monuments de la littérature, mais qu'est-ce que cette « liberté » qui consiste à s'emparer d'une œuvre comme d'un auteur célèbre — sans même tenir compte de ce que, en l'occurrence, il s'agit d'un chef-d'œuvre et d'un romancier de génie — prendre donc le bénéfice gratuit et préalable de leur notoriété, pour leur torturer allégrement le cou ? De quel droit ? La fantaisie du créateur ? Mais qu'il crée, donc, qu'il invente du neuf, plutôt que de s'acharmer sur un mort illustre, lui voler sa perruque d'autrefois pour s'en coiffer aujourd'hui et séduire un public confondu, tout en proclamant à voix basse : « Je ne suis pas lui, bien sûr, je suis moi, j'adapte. » En gros, l'histoire est la même, celle de Merteuil et Valmont, jusqu'à la fin qui est en telle contradiction avec le roman qu'il faut sans doute mettre ces quelques minutes au crédit d'un apport personnel, enfin.

Car *Valmont* n'est pas une réinterprétation déclarée des *Liaisons dangereuses* ; quelque version

moderne ou transposée, un *Don Giovanni* à Harlem, un pastiche des *Chevaliers de la Table ronde*. Ni Peter Sellers ni Monty Python. C'est en cela que l'on peut plaider la trahison non seulement de la lettre des *Liaisons*, mais de leur esprit. Tout est lié dans ce long désastre, et on ne sait par où commencer, sinon par le plus simple : l'apparence.

Certes, les décors sont superbes, le film a été tourné à Versailles, à La Motte-Tilly, à Nancy, à Montfort-l'Amaury, dans les Grandes Ecuries de Chantilly et au Musée Nissim-de-Camondo, à Paris. Les costumes aussi sont d'une beauté parfaite, irréprochable. Mais qui voit-on dedans ? Des comédiens choisis en dépit du bon sens et du goût. Il est inconcevable que Valmont soit Colin Firth, ex-camarade de Rupert Everett dans *Another Country*. Il a l'air trop gentil, entre Gérard Philipe et Jacques Perrin, trop doux, incapable d'une vilénie. Au plus, c'est un jeune homme malin qui boude parfois.

Merteuil ne peut pas être Annette Bening, trop jeune, inexpérimentée et incroyablement peu naturelle pour une rouée. Quand elle fait « Oh ! » avec la bouche, tout son cou se tend de baleines comme un parapluie qu'on ouvre. Il paraît qu'on ne doit pas s'attaquer au physique des acteurs, que ce n'est pas poli, et pourtant on juge d'un auteur à son style, qui

est un peu son visage écrit. Pourquoi ne pas dire qu'un comédien n'a pas la tête de l'emploi ? La faute en est au metteur en scène, du reste.

Meg Tilly est plus proche de M^{me} Butterfly que de la présidente de Tourvel. Et Fairuzza Balk en Cécile n'est pas près de vous faire oublier Uma Thurman dans la version de Frears. Elle est dodue, le nez en trompette et l'œil rond, une mâchoire de mastiqueuse de gomme, sa bouche se tord horriblement dès qu'elle a du chagrin. Et Dieu sait qu'elle en a.

En fait, c'est la direction d'acteur qui pêche. Rien n'est suggéré mais au contraire trois fois souligné, comme un épisode de « Dallas », pire, on dirait que c'est joué pour les mal-voyants ou les mal-comprenants. Comme si Forman n'avait pu se résoudre à tourner un film cruel, il l'agrément de scènes de comédie ou de genre (la baignade de Valmont et son gros faquin qui se noie, M^{me} de Tourvel faisant son marché, complètement d'époque, avec pilori, acrobates et volailles en liberté) parfaitement naïves. De crainte de faire un film tout en dialogue, il y plaque de l'action, on fait cliquer ses talons sur les parquets, on se prend les pieds dans les tapis, on reverse la baignoire avec la Merteuil dedans, ça bouge. Sauf au lit, sans doute pour préserver les passages à la télévision, ce qui est décevant. Ce que l'on peut voir de plus torride en 2 h 20 est exactement sur l'affiche : une trache du fessier de la petite Volanges, pas plus. C'est sec.

Il y a quelques brefs retours de la grâce, très fugitifs, quand deux chiens apportent un arc, une flèche, quand Danceny, soudain allé, se bat en duel contre Gercourt avec une énergie merveilleuse et qu'on se souvient de Peter Pan, mais ça ne dure pas. D'autant moins qu'on approche du dénouement à grands faux pas. Le duel final Danceny-Valmont, sublime chez Frears, est ici escamoté, on ne le voit pas. Cécile est enceinte de Valmont à titre posthume. Elle en fait confidence à Mme de Rosemonde qui rayonne dans son deuil et lui lance même un clin d'œil pendant la messe de son mariage. Cette exquise vieille dame, la seule juste dans le film (Fabia Drake) est ainsi contrainte elle aussi à la sinistre bonne humeur de Forman qui veut désespérément un « happy end ».

Seul Valmont meurt. La Tourvel apaisée retrouve son mari au lieu de devenir folle, la Merteuil a point la vérole, n'est pas chassée du monde. Pourquoi avoir appelé ce film *Valmont* ? Forman n'apporte aucune lumière supplémentaire sur ce grand scélérat victime de l'amour. Il le bonifie, l'édulcore, le disloque. A la question « Pourquoi adapter les *Liaisons* ? », Forman aurait répondu, « Parce que je ne comprends pas ce livre. » En effet et guère mieux après l'avoir désséché et démonté pour quelques millions de dollars.

MICHEL BRAUDEAU

Le livre qu'il ne fallait pas trahir

Après tout, comme dit le scénariste et libre adaptateur Jean-Claude Carrière, « prendre un livre pour lui être infidèle, c'est idiot, autant ne pas le prendre. Prendre un livre pour lui être fidèle, autant rester avec le livre. Le problème, c'est de faire un film. Les gens ne viennent pas avec le livre sur les genoux pour comparer terme à terme chaque moment. Ils viennent voir un film, c'est tout ». C'est vrai.

D'un autre côté, il arrive qu'on lise un livre de près. Lire un livre, c'est souvent le lire de près. Cela n'arrive pas avec tous les livres. Mais avec les *Liaisons dangereuses*, cela arrive presque toujours. Cette proximité excessive se produit à chaque fois. Et alors, ce n'est pas sur les genoux qu'on a le livre, ni sur le dos, ce n'est même pas dans la tête, mais c'est partout à la fois, en soi, sur soi, dedans, dehors, dans les autres, à jamais.

On peut, bien entendu, envier la réponse candide que me fit un étudiant à qui je demandais (sur la pointe des pieds, j'avais un doute...) s'il avait bien lu un des textes au programme. Il planta alors son franc regard encore adolescent dans mes yeux, et d'une voix nette, comme on va au combat, lança : « Pas personnellement. » On n'a pas toujours cette chance. L'ennui, avec les livres, c'est qu'il arrive qu'on les ait lus personnellement. Avec les *Liaisons*, justement, cela arrive pratiquement toujours.

Donc, essayons de sortir de la question de fond qui touche ordinairement aux adaptations et qui sous-tend mille saynètes modernes (« Tu as lu les *Liaisons* ? — Non, mais je l'ai vu à la télé. ») Savoir si le film est meilleur, moins bon, plus fort, moins passionnant, plus long, que le livre a en fait à peu près autant d'intérêt que de se demander si l'amitié est possible entre garçons et filles.

Milos Forman lit une première fois le livre de Laclos en tchèque, il y a trente-cinq ans, vraisemblablement donc dans la traduction de Dagmar Stejneger. Suggestion en passant, mais de quoi se méfie-t-on : pourquoi Forman ne fait-il pas un film de la belle vie de Dagmar Stejneger, au lieu d'adapter à tour de bras ? Au spectacle de la pièce de Christopher Hampton, trente-cinq ans plus tard, il est stupéfait de voir à quel point l'intrigue diffère de son souvenir. Livre en main, il constate alors que la pièce est très fidèle et mesure les glissements de sa propre mémoire. Tout ce trafic de suppressions, d'ajouts, d'exagérations, de déplacements de la mémoire. C'est ce glissement qui l'intrigue. C'est là qu'il décide de faire le film.

Un film, une adaptation, c'est peut-être ce qui reste dans la mémoire d'un homme. Après tout, pourquoi pas ? C'est la version la plus positive. C'est celle, en tout cas, qui fait le moins souffrir. Et, au fond, il n'y a pas de raison majeure d'aller au cinéma pour souffrir. Marguerite Duras le dit de façon consciente, voulue, pour son propre livre, *La Maladie de la mort* : « Il correspondrait à ce qui resterait en vous une fois que vous auriez lu un livre de ce titre-là — qui n'existe pas, — un livre très ancien qui raconterait longuement l'histoire. La trace que ce livre déposerait en vous seul et à jamais serait ce livre-ci. » L'ennui, pour Valmont, c'est qu'en son fond il y a un livre qui existe, mais, il est vrai, pas sous ce titre.

Cela seul, cet oubli de Laclos, permet de voir sans excès de souffrance, de supporter en somme, et même de comprendre, la présidente de Tourvel faisant son marché à Mouttard (enfin, dans une espèce de Mouttard de l'épo-

que) pour honorer son coquin, qui vient lui-même de l'honorer, avec des élégances dans l'acquisition du radis et un montage très modernes. Montage et élégances ont d'ailleurs largement fait leurs preuves dans toutes sortes d'œuvres qui visent quotidiennement à nous pousser à acheter toutes sortes de cochonnons, de campillous, de fruitous et de légumes, dont nous savons nos fils et nos compagnes en rentrant du cinéma. Seul l'oubli de Laclos permet de voir, les yeux grands ouverts, sans trop souffrir, le clin d'œil le plus glapissant de l'histoire du cinéma, celui que lance à la fin Madame de Rosemonde à Cécile.

Seul l'oubli de Laclos le permet, et aussi cette mièvrerie bucolique partout répandue. Forman doute de ce que se disent dans leurs lettres les correspondants inventés par Laclos. Il les prend pour de vraies personnes. Ce doit être une déformation de cinéaste. Plus exactement, il les prend pour des comédiens. Le casting, d'ailleurs, la distribution, est le moment du film qui l'excite énormément. Il faut toujours faire attention aux moments des films qui excitent les réalisateurs. Cela en dit beaucoup sur leurs films.

Forman, donc, doute que les personnages de Laclos soient aussi cruels qu'on le dit. Qu'ils le disent eux-mêmes. Ce n'est pas le souvenir qu'il en avait gardé. Involontairement, mais par choix consenti, il redescend donc au « vrai » monde de Laclos. Cette petite vie de garnison, d'ennui, et de contretemps. Cette vie d'homme des Lumières, assez inventif, opportuniste, prudent. Laclos n'a rien d'un Valmont comme on l'a cru parfois pour s'effrayer. Les *Liaisons dangereuses*, recueilli composé pour tromper son ennui d'attendre en vain l'ennemi qui ne viendra pas, sont,

dans sa vie presque ordinaire, un événement que rien n'annonce, dont rien ne prolonge l'effet.

L'ouvrage « sort de la route ordinaire ». Laclos l'a voulu ainsi : « Je résous de faire un ouvrage qui sorte de la route ordinaire, qui fit du bruit, et qui remonte encore sur la terre quand j'y aurais passé. » Sortir de la route ordinaire, à partir de quoi ? A partir de rien ou si peu que rien : quelques amours de province et des passions de garnison qu'on lui a vaguement racontées. C'est justement cette sorte de la route ordinaire qui atterre en donnant on ne sait quel plaisir, cette projection dans la cruauté absolue, dans le risque de l'intelligence, le mort en jeu entre les hommes et les femmes. Dans cette heureuse violence portée un instant à l'ivresse de la souveraineté, avec une pureté de méthode qui laisse rêver, rien ne ressemble à la route ordinaire... *Valmont* nous y ramène, semble-t-il à dessin. C'est une assez curieuse opération.

Au moment des *Liaisons* ou presque, Sade réclame : « Tout dire, à quelque point qu'en frémissent les hommes. » Laclos et Sade, instinct contre maîtrise, noirceur contre lumière, rigueur contre nature, leur proche éloignement est ce qui nous ouvre aux temps modernes. Peut-être ne se sont-ils pas adressés la parole à Plopes, en 1794, où ils sont tous deux enfermés (beau sujet de film). Mais Sade a déjà franchi l'irfranchissable. Il est déjà séparé d'un monde qu'il excère. Laclos, lui, en fait apparaître les fractures comme en se jouant. Son secret continue de nous compromettre.

FRANCIS MARMAUDE

* Francis Marmaude a écrit la préface ainsi que le dossier, historique et littéraire, de l'édition des *Liaisons dangereuses* parue récemment chez Presses Pocket, collection « Lire et voir les classiques », 30 F.

CINÉMA

DE LACLOS, RÉALISÉE PAR MILOS FORMAN

Les réponses d'un cinéaste

Cinéaste du cœur, peintre des sentiments : c'est ainsi que le réalisateur de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, de *Hair* et d'*Amadeus* conçoit son métier. Ainsi qu'il a tenté de traduire, dans *Valmont*, son admiration pour le dix-huitième siècle français.

— On pourra reprocher à votre film *Valmont* de manquer de violence, de cruauté...

— Je pense que c'est une illusion d'optique que de dire : la violence n'est pas là. Elle est là, mais pas en surface, et mon problème n'est pas de savoir quelle était l'attitude de M. de Laclos vis-à-vis de ses personnages. Mon problème à moi est que je n'accepte pas que ces gens soient foncièrement mauvais. Et qu'ils soient l'expression du mal jusque dans leurs passions. Je pense le contraire, que c'est leur passion qui parfois produit le mal. Leurs crimes ne sont pas ceux de « cols bleus », mais de « cols blancs », de cols très blancs, de cols blancs brodés ! Ils sont imprévisibles et par cela même bien plus effrayants !

— Je vais vous dire, j'ai bien plus peur de la Merteuil comme je la vois, parce qu'elle peut m'avoir, moi. Elle peut me frapper très dur... Mais si je rencontre quelqu'un qui, dès le premier mot, me dit : « Je suis méchant, je vais te blesser, te faire souffrir » ; je sais à qui j'ai à faire !

— Vous avez découvert les *Liaisons dangereuses* il y a longtemps, lorsque vous étiez étudiant en Tchécoslovaquie ?

— Oui, j'avais dix-huit ans. Et Milan Kundera était mon professeur. Tout ce dont je me souviens, c'est que je n'étais pas particulièrement intéressé par la peinture de l'aristocratie dans la France du dix-huitième siècle, mais que lorsque je fermais le livre et éteignais la lumière, je rêvais que j'étais tous les personnages, je rêvais que j'étais Danceny, Merteuil, Valmont. Quand vous vous endormez, vous rêvez d'ordinaire à ce que vous voudriez vraiment être. Les années passent. Tant et tant d'années. Je vois la pièce de Hampton (1) qui, à chaque réplique, dit : « Laissez-moi, laissez-moi ». Et je m'interroge : ces personnages, comment ai-je pu les aimer autant ? Comment les aurais-je aimés s'ils étaient aussi noirs ?

— Un dilemme délicat s'est posé lorsque j'ai décidé un peu plus tard de faire un film avec les *Liaisons dangereuses*. C'est un roman. L'auteur a donc à sa disposition tous les mots du monde pour s'exprimer. Laclos écrit comme un ange, il peut nous dire les pires choses avec une grâce infinie, et vous les acceptez, par le seul pouvoir des mots. Dans un film, vous ne bénéficiez pas de toute l'artillerie de la littérature, heureusement d'ailleurs, car vous feriez alors une pièce radiophonique. Mais ce n'est pas pour autant que vous

adoucissez, que vous affaiblissez les personnages, vous les traduisez seulement en êtres humains, non stylisés.

— La photographie, le cinéma, sont réels. Les arbres sont de vrais arbres, les maisons de vraies maisons, et les personnages ont tout intérêt alors à être de vraies personnes. Mais évidemment, si j'avais voulu utiliser le texte du livre, le texte littéraire, et que je l'avais mis dans la bouche de mes êtres réels, j'en aurais fait de véritables monstres.

— Il y a d'ailleurs — exclusion faite de la beauté du langage — il y a des choses que je regrette violemment dans le livre. Aussi je comprends comment une humiliation profonde peut conduire une femme à éprouver un irrésistible désir de vengeance. Je vois combien Merteuil est humiliée par Gercourt. Normal, donc, qu'elle demande à Valmont de séduire Cécile, afin de se venger de Gercourt, qui veut épouser une innocente pucelle. Mais pourquoi, nom de Dieu, Merteuil aurait-elle besoin de transformer Cécile en prostituée ? Ça n'a aucun sens pour moi.

— Vous avez en partie gardé la forme épistolaire du roman, mais seulement comme un commentaire de l'action.

— Dans le livre, on n'apprend que ce que les personnages ont choisi de révéler par leurs lettres, et on sait combien il est facile, lorsqu'on écrit — et surtout lorsque Laclos écrit — de détourner la vérité. Jean-Claude Carrière et moi avons pensé qu'il se présentait à nous une merveilleuse opportunité de nous demander ce qui s'était réellement passé. Nous n'avons pas voulu entrer en compétition avec qui que ce soit pour savoir quelle adaptation passée, présente ou à venir serait la meilleure illustration du livre. Nous nous sommes dit : prenons le roman, prenons les lettres comme matériau et considérons que ça s'est passé comme ça, avant qu'elles aient été écrites.

— Après *Amadeus*, encore un film en costumes, encore un film qui se déroule au dix-huitième siècle, pourquoi ?

— Pourquoi tombe-t-on amoureux ?

— Depuis *Vol au-dessus d'un nid de coucou* en 1973, vous semblez fuir le contemporain.

— C'est accidentel. Sûrement, ça ne l'est pas. Mais je préfère croire que ça l'est.

— Vous n'avez jamais songé à tourner un film adapté d'un roman de votre compatriote et ex-professeur Milan Kundera ?

— Si, si, bien entendu. Mais si je me sens capable de réaliser une histoire suisse en Finlande, je me sens tout à fait incapable de tourner un sujet tchèque ailleurs qu'en Tchécoslovaquie.

— Les films en costumes, du moins comme vous les concevez, entraînent des productions très longues, très lourdes, très chères (le budget de *Valmont* dépasse les 200 millions de francs). N'avez-vous pas de temps en temps envie d'un travail plus léger ?

— Toujours ! Toujours ! Depuis *Hair*, je me dis « ça suffit », le prochain sera plus petit. Mais j'ai appris que nos souhaits, surtout s'ils sont sages, n'influençaient en rien nos choix. Pour moi, c'est vrai, le dix-huitième siècle, et surtout le dix-huitième siècle français est la période la plus spectaculaire de toute l'histoire. Mais ça ne m'a pas inquiété quant aux difficultés que je pourrais rencontrer à le représenter. Ça m'a stimulé. Il n'a jamais été dans mes intentions de brosser une fresque sociale, je n'ai pas voulu politiser le sujet ; peindre le portrait d'une classe décadente faisant le lit de la proche révolution. J'ai voulu donner le sentiment, les sentiments d'une époque. La seule façon pour moi d'y parvenir était d'élargir le cadre, de montrer que ces aristocrates ne vivaient pas dans le vide, qu'ils avaient des serviteurs, que sous leurs fenêtres, il y a la rue où grouillaient les contradictions du temps.

— Ces superproductions qui entraînent l'implication de multiples acteurs, de milliers de costumes, de décors, de figurants, qui font courir de grands risques financiers, c'est votre conception personnelle du cinéma ?

— Absolument. Je mets sur l'écran ce que j'aime et voir comme spectateur. Je n'essaie pas de vous impressionner. J'essaie de m'impressionner moi-même.

— Comment avez-vous travaillé avec Jean-Claude Carrière, a-t-il écrit les dialogues en anglais ?

— Nous nous sommes appliqués à définir un langage qui ne soit pas tout à fait contemporain et qui, cependant, n'irrite pas l'oreille. Nous ne sommes pas dans un musée... Mais vous savez, c'est drôle, écrire venait toujours en dernier. On jouait d'abord, Carrière et moi, nous jouions tous les rôles. Souvent en français.

— Nous avons commencé à travailler en suivant très scrupuleusement le livre. Et soudain nous nous sommes aperçus qu'il nous imprégnait suffisamment pour qu'on ne soit plus le livre. Nous avons alors progressé, nous sentant de plus en plus libres, conservant les piliers de l'édifice mais construisant une autre maison. Jusqu'au résultat final. C'est sans doute difficile à croire mais aucune scène du film ne se trouve dans le livre.

— Vous n'avez pas eu le trac d'inventer à ce point ? A la fin, Cécile épouse Gercourt dans la chapelle royale de Versailles, mais elle est excisée de Valmont... Avez-vous été jusqu'à imaginer l'hypothèse d'un *Valmont II* ?

— Eh bien, oui, c'est vrai, nous y avons pensé !

— Vous tourniez en France pour la première fois ?

— Oui, et ce fut une expérience exceptionnelle. Aussi bien sur le plan professionnel qu'humain. C'est la première fois de ma vie que je n'ai pas eu un seul command sur le plateau. Ni chez les acteurs, ni chez les techniciens.

— Le tournage dans des décors historiques réels a posé des problèmes ?

— Oui, quelquefois nous avions sur le plateau plus de gardes que de techniciens ! Mais d'un autre côté, ça valait le coup. Parce que, inconsciemment, entrer dans la chapelle royale de Versailles, ça élève l'esprit de tout le monde.

— C'est comme lorsque pour *Amadeus* nous nous sommes retrouvés à Prague dans le théâtre où Mozart

en personne avait dirigé la première de *Don Giovanni*. C'était incroyable, les comédiens marchaient à dix centimètres au-dessus du sol !

— Vous paraissez tout à fait heureux du résultat de *Valmont*, vous semblez avoir réalisé très exactement le film que vous espériez. Les premières critiques américaines, cependant, ne sont pas toutes favorables...

— Elles n'ont pas été favorables non plus pour *Amadeus*. Ni même pour *Vol au-dessus d'un nid de coucou*.

— Le public a donc largement le dernier mot. Mais ces jugements vous blessent-ils ?

— Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Que j'aime ça ? Je ne suis pas masochiste. Les critiques écrivent de sang-froid. C'est leur droit. Mais les metteurs en scène ne lisent pas avec leurs yeux, ils lisent avec leur cœur. Et c'est là que ça devient dur.

— Quand je faisais mes films en Tchécoslovaquie, j'étais traité plus bas que terre par les Tchèques et encaissé aux États-Unis. Maintenant, même en Tchécoslovaquie ils aiment mes films américains et je suis mal traité en Amérique, sans préjuger de la France ! Ce qui me paraît un peu ironique, c'est la hauteur avec laquelle certains critiques américains prétendent me donner des leçons sur le comportement des aristocrates français du dix-huitième. Ils y étaient !

— N'érigeons pas la question. Que pensez-vous du film de Stephen Frears *Les Liaisons dangereuses*, vous dites que vous ne l'avez pas vu ?

— C'est vrai, je ne l'ai pas vu. Pas encore.

— Soit. Alors contentons-nous d'un constat. Le Frears a sur votre film l'avantage de l'antériorité.

— Indéniable. Mais l'annonce du projet Frears aurait pu modifier la décision de mes producteurs, Paul Rassam et Claude Berri. Pas la mienne. J'aurais tout à fait compris qu'ils renoncent à *Valmont*. Il n'en a pas été question une seconde. Pour ma part, l'idée de la confrontation m'excitait, comme un pari. La seule chose qui m'agace, c'est d'entendre dire que le Frears a été tourné en cinq minutes avec des bouts de ficelle. C'est aussi un film cher...

— N'aimeriez-vous pas être à Prague ces jours-ci, plutôt que d'assurer la sortie de *Valmont* ?

— J'irai à Prague, en visite privée, comme on dit. Très vite.

— Comment jugez-vous la situation présente ?

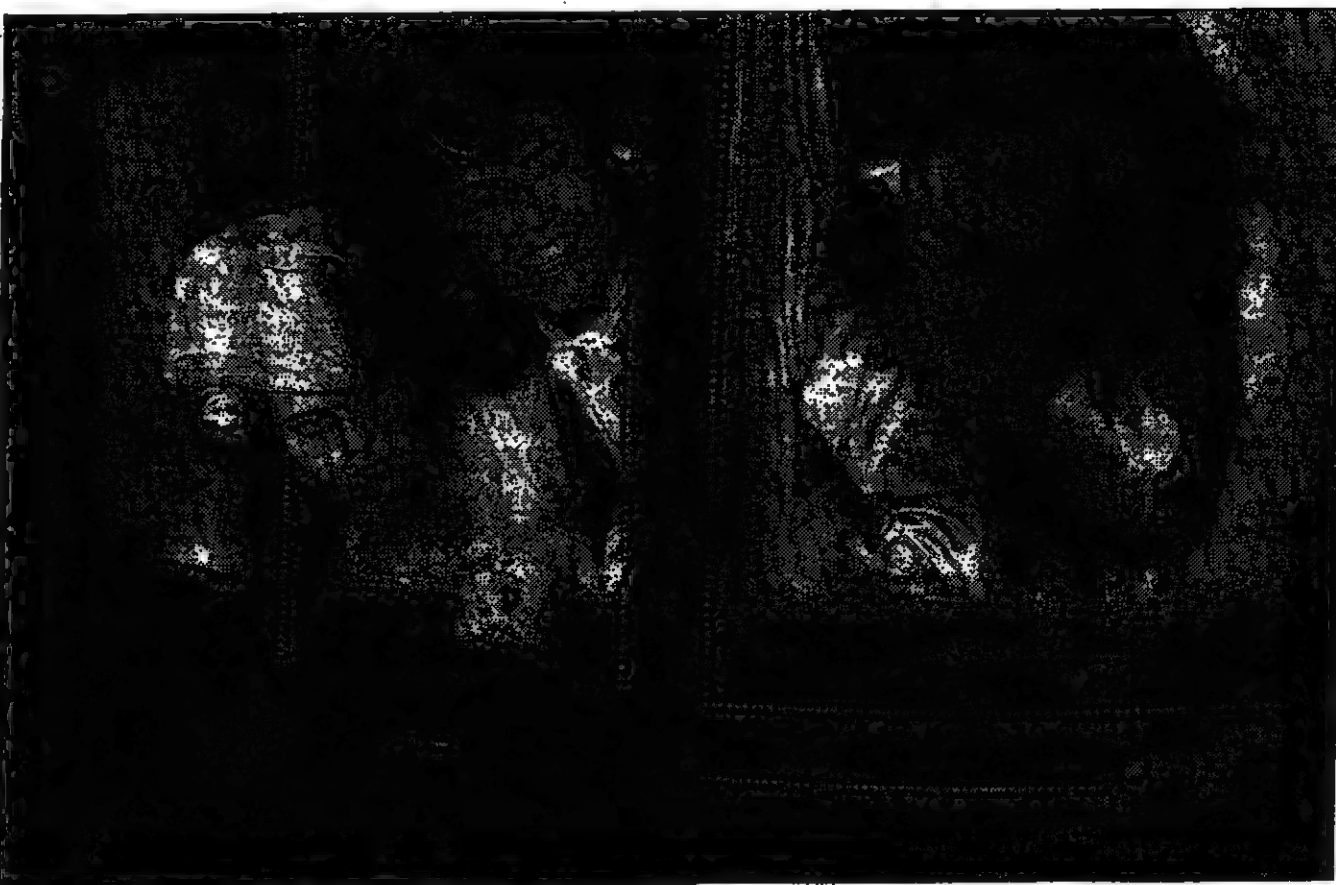
— Très compliquée, imprévisible, légèrement dangereuse. Le PC tchèque n'a personne de présentable à proposer au peuple, une vaste majorité se trouve derrière les dissidents. La scène est prête pour une collision. Un de mes amis comédiens m'a téléphoné hier d'un théâtre pragois, beaucoup de choses se passent ces jours-ci dans les théâtres, et il m'a dit : « Milos, est-ce que tu sais que la Tchécoslovaquie est maintenant le pays le plus libre de toute la Tchécoslovaquie ! » (rires). L'humour, ça nous a toujours aidés. Vous connaissez, au fait, la définition de la perestroïka à la tchèque ? : « Un effort très sérieux de transformer une porcherie en appartement de luxe avec trois chambres à coucher. A une condition. Que les cochons restent... »

DANIELE HEYMANN

(1) Piboo dont s'est inspiré Stephen Frears pour son film *Les Liaisons dangereuses* (le Monde du 23 mars).



La Marquise de Merteuil et Cécile Volanges (Dessin de Monnet, 1786) : les mêmes, version « soft », chez Forman.



TOUS LES FILMS
NOUVEAUX

Black Rain

de Ridley Scott,
avec Michael Douglas,
Andy Garcia,
Ken Takakura,
Kato Capshaw,
Américain (2 h 05).

Voir notre photo légendée.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-05-57-57) ; Pathé Impérial, handicapé, 2^e (47-42-72-52) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concord, 4^e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 5^e (47-20-78-23) ; U.G.C. Normandie, 6^e (45-53-18-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 7^e (45-75-75-75) ; U.G.C. Maillot, 17^e (47-48-06-06).
VF : Rex, 2^e (42-38-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 3^e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 4^e (43-43-04-04) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 16^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

Maïcol

de Mario Biondi,
avec Simone Tescaro,
Sabina Rigazzi,
Giovanni Cappelletti,
Italien (1 h 28).

La nuit dans un wagon de métro d'un gamin de cinq ans, qu'elle a cru voir avec une autre femme sur le quai. Le métro de Milan est rouge dans la grisaille ambiante. Comme dans *Vermisat* (1975), Mario Biondi filme la détresse humaine un peu à la façon d'Antonioni.

VO : Leduc, 4^e (42-78-47-88) ; Sept Parvenues, 14^e (43-20-32-20).

Monsieur Spoit,

par exemple
de René Pommery,
avec Otto Sander,

VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-05-57-57) ; Action Five Gaiety, 2^e (43-29-44-40) ; Bretagne, 3^e (43-29-44-40) ; U.G.C. Danton, 4^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 9^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 10^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 11^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 12^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 13^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 14^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 15^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 16^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 17^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 18^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 19^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 20^e (43-59-19-08).

Une femme

Katharina Thalbach,
Alfred Edel,
Allemand (1 h 40).

Une fois de plus, un film qui raconte les mésaventures attachées à la production d'un film. Un vrai parcours d'obstacles. Et une distribution éblouissante. A voir, ne serait-ce que pour connaître quelques-uns des meilleurs comédiens allemands.

VO : Épis de Bois, 5^e (43-37-87-87).

Rouge

de Stanley Kwan,
avec Anita Mui,
Leslie Cheung,
Emily Chu,
Alex Man,
Hongkong (1 h 44).

Le succès d'*Histoires de femmes chinoises* a déclenché à Hongkong la vogue des films de revenants : effets spéciaux, ralentis savants, mais aussi coups de poing, scabrosités. La violence frénétique ne peut jamais être tout à fait absente des produits de Hongkong. Ici, c'est l'histoire d'une courtisane qui revient sur un plateau de cinéma où on tourne... une histoire de revenants.

VO : Utopia Champollion, 5^e (43-26-44-65).

Volmont

de Miles Forman,
avec Colin Firth,
Annette Bening,
Mog Tiby,
Français (2 h 20).

Lire nos articles pages 28 et 29.

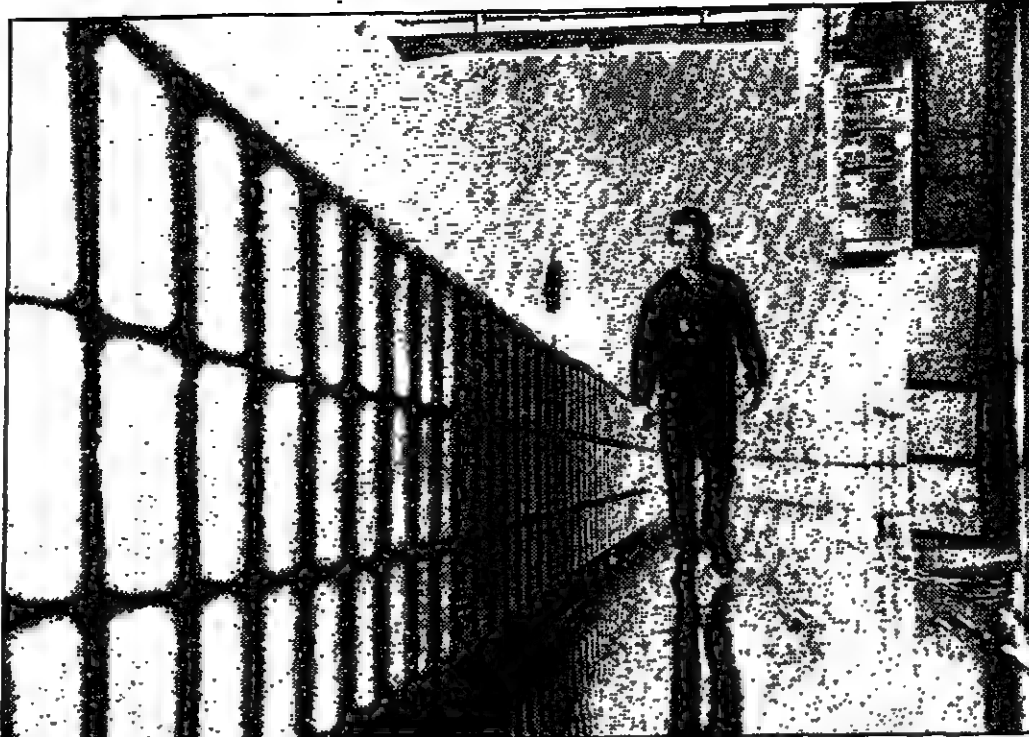
VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-05-57-57) ; Action Five Gaiety, 2^e (43-29-44-40) ; Bretagne, 3^e (43-29-44-40) ; U.G.C. Danton, 4^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 9^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 10^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 11^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 12^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 13^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 14^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 15^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 16^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 17^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 18^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 19^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 20^e (43-59-19-08).

VO : Leduc, 4^e (42-78-47-88) ; Sept Parvenues, 14^e (43-20-32-20).

Monsieur Spoit,

par exemple
de René Pommery,
avec Otto Sander,

VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-05-57-57) ; Action Five Gaiety, 2^e (43-29-44-40) ; Bretagne, 3^e (43-29-44-40) ; U.G.C. Danton, 4^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 9^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 10^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 11^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 12^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 13^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 14^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 15^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 16^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 17^e (43-59-19-08) ; U.G.C. Bercy, 18^e (42-25-10-30) ; La Pagode, 19^e (47-05-12-12) ; Gaumont Ambassade, 20^e (43-59-19-08).



VO : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapé, 3^e (43-57-35-43) ; Les Nations, 4^e (43-43-04-04) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 16^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapé, 3^e (43-57-35-43) ; Les Nations, 4^e (43-43-04-04) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 16^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le *Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Alice

de Jan Svankmajer,
avec Kristyna Kohoutova,
Tchécoslovaquie-Suisse-
Allemagne-Grande-Bretagne
(1 h 24).

Alice, la fillette blonde en jupon de dentelle, trébuche sa curiosité innocente dans les escaliers, les couloirs, les chambres, les greniers d'une maison sans commencement ni fin, monde rude, cruel comme l'enfance, peuplé de marionnettes et d'objets effrayants. Un monde de

cauchemar où tout est amuse-
ment.
VF : Épis de Bois, 5^e (43-37-87-87).

Chambre à part

de Jacky Cador,
avec Michel Blanc,
Jacques Dutronc,
Lies,
Frances Barber,
Engelbert Humperdinck,
Catherine Frot,
Français (1 h 33).
Echangisme soft entre deux couples. Il y a un Français

Le cuisinier,

le voleur,
sa femme
et son oncle

de Peter Greenaway,
avec Richard Bohringer,
Michael Gambon,
Helen Mirren,
Alan Howard,
Franco-irlandaise (2 h).

L'œuf va par Greenaway : un huis clos flamboyant, une accumulation de nourriture et de frustrations qui conduisent au cannibalisme, la fin de notre civilisation, le règne du gauchisme, la loi de plus général. Magnifiques décors, personnages presque métamorphosés en insectes revus par Gauguin, ironie virulente.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 3^e (43-43-04-04) ; Gaumont Ambassade, 4^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-48-80) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-22).

Le dernier

Chemin
de Waller

de Christian Wagner,
avec Rolf Ege,
Herbert Knaup,
Cécilia Dörner,
Sibylla Canonica,
Allemand (1 h 40).

Les derniers jours d'un cheminot qui se perd dans la voie ferrée désaffectée où il a passé toute son existence. Il va, marche, et s'efface. L'émotion de la simplicité.

VO : Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-28-48-18).

La femme

de Rose Hill

de Alain Tanner,
avec Marie Gaydu,
Jean-Pierre Coffy,
Dorée Péro,
André Delbecq,
Franco-suisse (1 h 35).

Le désarroi de la belle fille des îles mariée par petites annonces à un brave villageois suisse. Il y aura un autre homme, beaucoup de méchancetés et la douceur de Tanner.

Gaumont Les Halles, handicapé, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 3^e (43-43-04-04) ; Gaumont Ambassade, 4^e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11^e (43-07-48-80) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (45-44-25-22).

Dans Black Rain, Ridley Scott jette Michael Douglas dans les rues de Tokyo, sur les traces de redoutables gangsters japonais, les Yakuzas. Action, violence, humour flegmatique et choc des cultures dans la ville fabuleuse, fabuleusement mise en images par le choc de *Blade Runner*.

Indiana Jones et la

Dernière Croisade

de Steven Spielberg,
avec Harrison Ford,
Sean Connery,
Dustin Diamond,
John Wood,
Américain (2 h 05).

Indy le magnifique et son père, non moins superbe, s'en vont à la recherche du Graal. Il leur fallait un motif ça. Et non seulement ils se partagent une espionne nazi, mais on apprend comment le jeune Indy a gagné son chapeau, son fouet et sa cicatrice à la lèvre.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-05-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 2^e (46-33-79-38) ; George V, 3^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Normandie, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Bercy, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 7^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 16^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

Oliver

et Compagnie

de George Seaton,
avec les voix
de Richard Todd,
Patrick Poiry,
Gérard Hernandez,
Américain (1 h 14).

Oliver Twist en chaton perdu dans la jungle des rues new-yorkaises. On chercherait en vain la noirceur satanique de Dickens dans ce dessin animé charmant conçu pour les vacances de Noël.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-05-57-57) ; U.G.C. Normandie, 2^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Bercy, 3^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 16^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

Sexe, mensonges

et vidéo

de Steven Soderbergh,
avec James Spader,
Andie MacDowell,
Peter Gallagher,
Lynn Collins,
Américain (1 h 40).

Voyeurisme et impuissance, adultère et psychanalyse.

Pages arrachées

du livre de Satan

de Carl Th. Dreyer,
avec Holger Hoff,
Hilmar Thielmann,
Tomas Kraft-Fredriksson,
Carlo Wierch,
Danois, noir et blanc (1 h 48).

Inspirée par le film de Griffith *Intolérance*, l'histoire en quatre épisodes de Satan conduisant le bal du malheur, de la violence, de la guerre. Du super Dreyer.

14 Juillet Paranaise, 6^e (43-26-58-00).

Palombella rossa

de Nanni Moretti,
avec Nanni Moretti,
Sylvio Orlando,
Mariella Valentini,
Alfonso Santagata,
Claudio Morganti,
Anna Argento,
Italien (1 h 28).

Quand le plus névrotique des satiristes italiens raconte l'histoire du parti communiste par le biais d'un match de water-polo absolument délirant, entrecoupé de souvenirs d'enfance encore plus percutants. La force comique de Nanni Moretti est à la hauteur de sa tâche.

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (45-22-46-01) ; La Gaiety, 20^e (46-36-10-36).

VO : Ciné Beaubourg, handicapé, 1^{er} (42-71-52-38) ; U.G.C. Montparnasse, 2^e (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 3^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bercy, 4^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Convention, 5^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Gobelins, 6^e (45-62-41-48) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-51) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-38-23-44) ; Mitterrand, 14^e (45-35-52-43) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-35-52-43) ; La Gaiety, 18^e (

LES DÉBUTS DE PATRICK PINEAU AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Juste avant le saut

Patrick Pineau doit à son seul acharnement – une ineur intérieure assez vive qui transparait dans un visage sympathique – d'être acteur. Il faut aller le découvrir au Théâtre de la Ville où il tient le rôle-titre de *Féroé, la nuit...*, la dernière pièce de Michel Deutsch, dans une mise en scène de Georges Lavaudant.

SON histoire commence comme une pièce de Joël Jouanneau : « Je suis né dans une ferme au bord de la Loire, près d'Angers, non loin d'un petit village, Ingrandes-sur-Loire. J'ai passé la une grande partie de mon enfance, une belle enfance, sans problème. Je sais, tout le monde dit : « une enfance pleine de problèmes », moi, pas de problème, génial, dans la nature et tout. J'ai grandi dans la douceur angevine, la Loire, paysage magnifique. »

Le Maine-et-Loire n'était pas particulièrement réputé pour son théâtre, le petit Pineau découvre son goût pour les planches de manière très banale, et pourtant essentielle : un prof de français, un bon, « un qui ne vous dégoûte pas des classiques », le convainc de faire du théâtre avec lui. Par trois fois au lycée, puis dans plusieurs petits villages, il interprète Molière, le *Bourgeois gentilhomme*, y prend goût. « C'est là que je me suis dit, allez, zou ! faut faire ça. Dans toutes les écoles où je suis passé – car j'étais une espèce de cancre, celle qui « approfondit » la seconde C, la catastrophe, – j'ai continué le théâtre, je n'ai plus rien fait d'autre ».

A dix-huit ans - et demi, - il monte à Paris pour « vivre du théâtre », il commence par lire les petites annonces scotchées à la Librairie théâtrale et rejoint une jeune compagnie pour un spectacle Lorca. « Un bide. Mais j'ai compris tous de suite, grâce à lui, que certains échecs pouvaient être bénéfiques. En l'occurrence, cela m'a permis de rencontrer des gens bien qui m'ont fait connaître un cours municipal à Saint-Germain, chez un ancien du Français. On a travaillé, beaucoup, cinq fois par semaine, pendant deux ans et demi. J'ai commencé à faire du porte-à-porte pour trouver du travail, mais partout c'était la même réponse : « D'où venez-vous ? Avec qui avez-vous travaillé ? Quel est votre agent ? ». J'étais dégoûté. J'ai tout arrêté. »

**PARCOURS
SANS FAUTE**

Pendant un an, Patrick Pincau découvre l'autre côté du théâtre et devient assistant décorateur. Jusqu'à ce qu'il décide de se présenter au Conservatoire national d'art dramatique de Paris. Et comme tout bon comédien qui se respecte, il y est allé « comme ça » et il a été reçu.

Première année : classe de Denise Bonal, deuxième année : classe de Michel Bouquet, dernière année : classe de Jean-Pierre Vincent. Va de l'extérieur : parcours sans faute. « J'aime beaucoup cette école. D'abord, elle est gratuite. Ensuite, c'est un très beau lieu. Il faut évidemment se prendre en charge un petit peu, mais on a la chance de se froter à des grands textes, du Shakespeare, connaître un peu mieux Brecht et savoir comment c'est joué, Molière, Claudel, ce qu'on veut : tout est ouvert. Et puis c'est formidable de passer un an avec les gens que j'ai cités, de parler un an avec des professionnels de cette qualité. Et puis il y a les autres élèves, on travaille trois ans ensemble, c'est énorme et c'est génial, pour le boulot comme pour la rigolade. On n'est pas seul, il y a plein de bons comédiens et on sait qu'on les retrouvera, qu'on travaillera ensemble. »



« Même si ça ne me laisse pas tranquille, j'ai beaucoup de chance de faire ce métier. »

La sortie en cocon de l'école n'a pas été trop douloureuse pour Patrick Pineau. Avec sa classe, il a joué des extraits de *la Mort de Danton*, de Büchner lors du Festival d'Avignon l'année dernière. Puis il a respiré un grand coup, retrouvé la ville, la rue, le journal. « Pas trop les jetons... » Après six mois d'inactivité, il est invité à Châtillon par le jeune metteur en scène Michel Cerdas et joue le rôle d'Arlequin dans *la Double Inconstance*, de Marivaux. Il reçoit trois mois plus tard un appel de Georges Lavaudant, codirecteur du TNP de Villeurbanne, qui lui propose le rôle principal de *Férol*, un héros tout d'énergie, prêt pour toutes les aventures, cousin du Peer Gynt d'Ibsen. « Un cadeau énorme de confiance. Je n'avais jamais travaillé un auteur contemporain. C'est beau de travailler un auteur vivant. Surtout que quelqu'un comme Deutsch vous remue beaucoup. Si on rapproche son nom de celui de Lavaudant et du sigle du TNP, ça fait vraiment bizarre. »

Deux mois et demi de répétitions, à se réveiller la nuit. Et pourtant, « heureusement », le travail avec *Lavandiers* est un travail absolument collectif, on s'appuie les uns sur les autres, de celui qui ne fait que passer sur le plateau à celui qui ne va pas s'arrêter de parler pendant une heure et demie. Mais il ne faut pas oublier de lire, d'écouter de la musique, d'aller se balader dans la ville. C'est difficile de pen-

ser à autre chose, on a peur. Mais me retrouver sur un plateau de théâtre, j'adore ça. Même si c'est un peu un métier de « barré », même si ça ne me laisse pas tranquille, j'ai l'impression d'avoir beaucoup de chance de faire ce métier. » A le rencontrer, on a l'impression, forte, qu'il s'appareille à le faire bien.

OLIVIER SCHMITT

★ Théâtre de la Ville. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Jusqu'au 16 décembre. TEL : 42-74-32-77. De 60 F à 120 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

Féroé, la nuit...

de Michel Deurech,
mime en scène
de Georges Lavaursant,
avec Patrick Pinsau,
Annie Parrot,
Sylvie Orler,
Charles Schmitt,
Joë Gagnol,
Marie-Paule Trygstad,
Patrick Zimmermann,
Gilles Arbore,
Gérard Guillaumet
et Marc Berton.

Lire notre article ci-contre.
Théâtre de la Ville, 2, place du
Châtelet, 4°. A partir du
8 décembre. Du mardi au
samedi à 20 h 45. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. :
42-74-22-77. De 60 F à 120 F.

Le Fidelle

de Pierre de Larivey,
d'après Il Fidoio . .
de Luigi Pasqualigo,
mise en scène

de Jean-Marie Villégier,
avec Richard Lukac,
Nathalie Amal,
Alain Trincourt,
Marc Zammit,
Daniel Benoit
et Delphine Boissac.

L'œuvre « préclassique » inconnue d'un auteur qui n'est pas moins dans les mains de notre meilleur spécialiste du théâtre d'avant Molière, Jean-Marie Vigne, que le succès d'André Gide, a été proposé au rang de « grands ».

Théâtre national de Chaillot
1, place du Trocadéro,
A partir du 8 décembre.
mardi au samedi à 20 h
Tél. : 47-27-81-15. Durée
3 h 45. De 60 F à 130 F.

Tambours dans la nuit de Bertholt Brecht.

maison en scotch

de Jean-Paul Wenzel,
avec Paul Allio,
Sylviane Simonnet,
Christian Drilleaud,
Martine Bertrand,
Daniel Möller,
Patrice Bormand,
Arnaud Carbonnier,
Frédéric Kunze,
Véronique Dahanon
et Joël Perrin.

Créé en province et accueilli dans plusieurs villes, voici Paris le nouveau spectacle d'un bonhomme, Jean-Paul Wenzel, qui s'est attaqué à une œuvre de jeunesse de Brecht. A découvrir.

Théâtre de l'Est parisien, 159 av. Garbotta, 20°. A partir du 12 décembre. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. 76 F et 130 F.

Un transport

En transport amoureux
de Raymond Lapierre,
mise en scène
d'Antoine Vitez,
avec Patrice Kerbrat,
Guy Michal.

Bruno Pissotti,
Laurent Mulet,
Grégoire Ingold,
Dominique Rozan
— Gilles David

La première mise en scène dans la petite salle de l'Odéon par le maître des lieux, le maître tout court : Antoine Vitez. La troupe du Français élargie à Laurent Malet, le décor de Yannis Kokkos, un auteur contemporain. On y va.

Théâtre national de l'Odéon
petite salle), 1, place Paul-
Claudel, 6^e. A partir du
22 décembre. Du mardi au
vendredi à 19 heures, le diman-
che à 18 h 30. Tél. : 43-26-
0-32. De 42 F à 62 F.

SÉLECTION

Le Bourgeois gentilhomme

de Molière,
mise en scène
de Jérôme Savary.
avec Jérôme Savary,
Nadine Alari,
Valérie Mairesse,
Annette Bille

Aurélien Darré,
Maxime Lombard,
Bruno Raffaelli,
Mona Heftre,
et Isabelle Sorbu.

Jérôme Savary rep
premier « classique
cais qu'il avait mis e

au début des années 80, du temps du Magic Circus. Ce qui n'empêche pas de retrouver pour l'occasion l'humeur joyeuse de la troupe aujourd'hui disparue autour du metteur en scène, lui-même dans le rôle-titre.

Théâtre national de Chaillot,
1, place du Trocadéro, 16^e. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Tél. : 47-27-81-15. De 60 F à
130 F.

→

**LA
STATION
DEBOUT**

Compagnie 4 Litres 12

Salle 1
du jeu de Caméla 20 h 30,
dimanche 17 h
Relâches
lundi, mardi, mercredi

CARTOUCHERIE
la tempête
LOC 43 28 36 36

*"Aux limites de l'éblouissement". Alain Decaux
"1 beure 1/4 de charme fou, de mystère à
contre jour, de fantaisie burlesque". Valeurs
Actuelles - "Portrait intime, textes rares". Le
Point - "Ce spectacle m'a transporté". Boris
Schreiber - "Un frisson d'éternité". Sud Ouest -
"Un plaisir extrême". Le Figaro*

MONFORT
BOUKOFF - STOYTCHEV
JOUENT
Cocteau
3 SEMAINES EXCEPTIONNELLES
 Centre Georges Pompidou
TEL. 45.33.66.70

Créteil Maison des Arts

DU 6 AU 20 DE JANVIER

Avec l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, les États-Unis
pour en finir avec le ballet

*Et, qu'est-ce que ça
m'fait à moi ?*

Le spectacle de Maguy MARIN et Daniel BERNHARDT
"Le spectacle envoi-rant, les vagues de couleurs,
l'attention, l'audace, l'imagination, le jeu, l'humour,
réinventer le ballet". The New York Times
"Elle est grandement chorégraphique, elle est très amusante
avec un grand mélange de couleurs, de pas, de comédie
et de spectacle rock, spectacle de marionnettes et de parodie
de cabaret, destiné à tous". The Washington Post

01 47 37 11 00 - 01 47 37 11 01

49 80 15 88

Photo: J. L. L.

FESTIVAL JEAN COCTEAU

OPERA  **COMIQUE**

Salle FAVART
DEUX PROGRAMMES EN ALTERNANCE

15, 17, 19, 21, 22 DÉCEMBRE 20 H 30
17 DÉCEMBRE 17 H 00

LES MARIÉES DE LA TOUR EIFFEL
Musique du Groupe des Six
LA VOIX HUMAINE
Tragédie Lyrique en un acte
Réalisation scénique **RAYMOND GEROME**

16, 20, 27, 28, 30 DÉCEMBRE 20 H 30

LES MARIÉES DE LA TOUR EIFFEL
Musique du Groupe des Six
LE BŒUF SUR LE TOIT
(version concert)
LE PAUVRE MATELOT
Opéra de Chambre
Réalisation scénique **GERARD CHAMBRE**

ENSEMBLE ERWARTUNG
Direction musicale
BERNARD DESGRAPPES

AVEC LA PARTICIPATION DE
JEAN-PIERRE AUMONT - GLEN CHAMBERS
VERONIQUE DIETSCHY - RAYMOND GEROME
STUART PATTERSON - JEAN-LOUIS PAYA
ELISABETH SOEDERTROM 

FESTIVAL PLACERUS LE HAUT PATRIMOINE DE L'UNIVERSITE DE LA CULTURE
ET DE LA VILLE DE PARIS, AVEC LE SOUTIEN DE LA BIENNALE DE VENISE

PLACES DE 50 F A 200 F LOCATION 42.60.04.99

FRANCE 3

THÉÂTRE

Le Chemin solitaire

d'Arthur Schnitzler,
mis en scène
de Luc Bondy,
avec André Dussollier,
Laurent Grévill,
Alison Hornum,
Jérôme Nicolin,
Bulle Ogier,
Didier Sandre,
Edith Scob
et Didier Flamand.

On avait découvert Luc Bondy à Nanterre pour son superbe *Terra étrangère*, du même Schnitzler. On le retrouve en très bonne compagnie pour un spectacle sombre au service d'un grand texte, sûrement adapté par Michel Butel.

Bulle Ogier, à contre-emploi, et Didier Sandre, très maître de son jeu, font étrangement résonner une Vierge fin de siècle à Paris aujourd'hui.

Théâtre Bernard-Barrot, av. Franklin-Roosevelt, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h 30. Tél. : 48-76-76-00. Durée : 2 h 45. De 120 F à 200 F.

Le Chien mort

de Bertolt Brecht,
mis en scène
de Filip Forgeau,
avec Claude Guyonnet,
Pierre Lacroix
et Denis Lavant.

Une œuvre de jeunesse de Brecht qui n'avait jamais été jouée en France. Un spectacle à découvrir d'autant qu'on y retrouve l'un des plus curieux et talentueux jeunes acteurs français, l'étrange et passionnant Denis Lavant (le Prince de Hombourg, *Mauvais sang*...) en mendiante, ce qui lui va comme un gant, et Claude Guyonnet en empereur, élégant.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd. Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-83. De 60 F à 100 F. Dernière représentation le 10 décembre.

Cité des Oiseaux

de Bernard Chartoux,
d'après Aristophane,
mis en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Bernard Balle,
Rimy Carpentier,
Eveline Didi,
Nicolas Bonvoisin,
Claude Bouchery,
Frédéric Constant,
Pierre Forget,
Michel Muller,
Jean-François Lapalus
et Louis Méro.

Cité des Oiseaux est le troisième volet d'une trilogie imaginée par Bernard Chartoux et Jean-Pierre Vincent, qui nous avaient fâchés avec les deux premiers épisodes, *Edipe* et *Edipe à Colone*, d'après Sophocle. Nous

voilà réconciliés : ce spectacle, qui prend vraiment ses distances avec la pièce d'Aristophane, accumule les défis d'écriture et de mise en scène et en dit long sur l'imbécillité grandissante de ceux qui nous gouvernent. Un flirt décapant avec la vulgarité. A ne pas mettre entre toutes les oreilles.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo Picasso, 92020 Nanterre. Les jeudi et samedi à 20 h 30. Tél. : 47-21-18-51. Durée : 2 h 30. De 90 F à 120 F.

Dans la nuit

d'après Frédéric Dard,
Robert Hossein,
prologue d'Alain Decaux,
avec Maurice Barrier,
Jean-Pierre Bernard,
Régis Bouquet,
Marie David,
Pierre Hestit,
Paul Le Pommec,
Jean-Pierre Mito,
Philippe Moreau,
Christoph Moosbrugger
et Jean Négroni.

La nouvelle production à succès de Robert Hossein qui s'est encore une fois superbement entourée pour un hommage émanant, sincère, intelligent à la Résistance.

Palais des Sports, porte de Versailles, 18°. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et samedi à 15 heures, le dimanche à 14 heures et 18 heures. Tél. : 48-22-43-80. Durée : 3 heures. De 105 F à 240 F.

Le Gardien

de Harold Pinter,
mis en scène
de Georges Wilson,
avec Jacques Dufré,
Pierre-Maria Escourrou
et Jean-Pierre Lallou.

Dufré est un acteur magnifique. Il faut aller s'en assurer à l'occasion de ses retrouvailles avec le personnage immonde de Pinter. Une performance exceptionnelle pour un théâtre rare.

Genève, 55, rue de Clichy, 9°. Les mardi et mercredi à 20 h 45, le dimanche à 18 heures. Tél. : 48-78-76-00. Durée : 2 h 30. De 25 F à 160 F.

Hamlet

de William Shakespeare,
mis en scène
de Patrice Chéreau,
avec Patrice Chéreau,
Jean-Pierre Bago,
Philippe Chevalier,
Marc Clot,
Marcelle Descoms,
Gérard Deschamps,
Claude Evarde,
Pascal Gregory,
Alain Guille,
et André Julien.

Après une tournée triomphale en Europe de l'Est, cet *Hamlet*, créé il y a plus d'un an désormais au Festival d'Avignon, nous revient avec Gérard Deschamps, magnifique dans le rôle-titre, Nada Strancar et Vladimir Yordanoff. L'occasion, peut-être la dernière,



ALAIN LE MOIR

d'accomplir votre devoir de spectateur. Nous, nous avons déjà voté : oui !

Grande Halle de La Villette (Espace Nord), 211, av. Jean-Jaurès, 19°. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-78-76-00. Durée : 3 h 40. 100 F et 180 F.

Karamazov

d'après Fiodor Dostoïevski,
mis en scène
d'Anita Picciolini,
avec François Kuki,
Michel Bony,
Marc Berman,
Jean-Louis Grindfeld,
Philippe Duclos,
Christine Joly,
Sophie Paul,
Michel Valente,
Dominique Lecomte
et groupe musical Ars Nova.

Voir notre photo légendaire. Théâtre des Arts, Place des Arts, 95000 Cergy. Les mer-

credi, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 30-30-33-33. 80 F.

Dernière représentation le 10 décembre.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset,
mis en scène
de Georges Lavaudant,
avec Jean-Luc Boutet,
Nicolas Silberg,
Rodrigue Mitrovitsa,
Richard Fontana,
Guy Michel,
Martine Chevalier,
Jean-François Rémi,
Loïc Arbesse,
Nathalie Hervé,
Catherine Sevelin
et Thierry Huchet.

Débuts sur la scène de Français d'un jeune acteur d'exception, Rodrigue Mitrovitsa, sous la direction du premier invité d'Amorino Vitez cette saison, Georges Lavaudant, codirecteur du TNP de Villeurbanne. Le nouveau venu, aux côtés de Richard Fontana et de Jean-Luc Boutet en pleine forme, parvient à créer et jouer la rencontre et la fascination réciproque de trois hommes de pouvoir, nés sous la plume de Musset qui signait la son chef-d'œuvre.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 7°. Les 8, 9 et 10 décembre, 14 heures : le 12, 20 h 30 (et les 20, 21, 24, 28, 29 et 31 décembre). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.

Opérette

de Witold Gombrowicz,
mis en scène
de Jorge Lavelli,
avec Bernard Alen,
Maurice Barrier,
Lucie Arnould,
Philippe Bégis,
Philippe Blancher,
François Chodet,
Pierre Decazes,
Luc-Antoine Diquarro,
P. Fretun
et L. Hugon.

Jorge Lavelli est peut-être notre maître du pastiche et de l'irrespect. Il le prouve avec cette œuvre méchante et drôle de Gombrowicz en autant de tableaux parodiques et incisifs où s'agitent, insensées, les figures d'un siècle en décomposition.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Bras, 20°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-85-43-80. Durée : 3 heures. 100 F et 130 F.

Les Palmes

de Jean-Noël Ferrière,
mis en scène
de Gérard Collard,
avec Romain Vetterlein,
Stéphane Milot,
Gérard Collard,
Christiane Miller,
Patrick Zyl
et Claude d'Yd.

Le plus réjouissant des spectacles sur les boulevards. Un texte d'une gaieté enjôlée sur la découverte du radium par Pierre et Marie Curie, des acteurs qui s'amuse à le dire, et nous avec eux, un moment de détente rare et de grande qualité.

Mathurins, 35, rue des Mathurins, 8°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-65-00-00. Durée : 2 heures. De 80 F à 200 F.

Le Peste

d'Albert Camus,
mis en scène
de Francis Huster,
avec Francis Huster.

Huster seul en scène au service du texte le plus fort d'Albert Camus. Plus de sérieux qu'à l'habitude, un charme intact.

Porte Saint-Martin, 16, bd. Saint-Martin, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 90 F à 200 F.

Le Souper

de Jean-Claude Brille,
mis en scène
de Jean-Pierre Michel,
avec Claude Rich,
Claude Brasseur,
Serge Kralowicki
et Laurent Rey.

Rencontre au sommet : Talleyrand-Claude Rich, Fouché-Claude Brasseur. Un Souper excellent qui fait le bonheur du public, nombreux, du beau Théâtre Montparnasse.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14°. Du mardi au

samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

La Station debout

mis en scène
de Philippe Thoreau,
avec Odile Massot,
Jean-Michel Bernard
et Michel Béné.

La nouvelle production de la compagnie nançonnaise, en s'interrogeant sur l'origine de l'homme, en dit long sur le travail de l'acteur. Du rire, certes, mais à faire peur.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Macour, 12°. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 1 h 20. De 40 F à 90 F.

Wanted Female

de Pierre Guyotat,
avec l'auteur.

Rendez-vous ponctuel du Festival d'automne avec l'un de nos auteurs contemporains les plus fantasques, les plus difficiles. La certitude d'éclairs de folie poétique.

Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19), rue Rambuteau, 2°. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-74-42-19. 36 F et 45 F. Dernière représentation le 8 décembre.

Wozz Albert

de Percy Mlyn,
mis en scène
de Peter Brook,
avec Mamadou Dioumé
et Bakary Sangaré.

Le théâtre comme arme contre l'oppression. En l'occurrence, celle des Blancs d'Afrique du Sud sur le peuple noir qui, ici comme là-bas, se révolte.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-39-34-50. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F.

Zingaro

mis en scène
de Bartabas,
avec les Zingaro.

Le cabaret équestre Zingaro est mort, vive le théâtre équestre Zingaro ! Dans ses murs de bois peints, la bande à Bartabas ramène ses herbes de cristal, remplit les verres de boissons psychotropes et se lance dans une nouvelle aventure baroque, violente et passionnée.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 2 heures. De 90 F à 190 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Olivier Schmitt.

DANS LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON
de Bernard-Marie Koltes
Mis en scène Patrice Chéreau
avec
Laurent Malet et Patrice Chéreau

20 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 26 JANVIER AU 18 FÉVRIER 1990
Du mardi au samedi à 21 h. Le dimanche à 17 h. Relâche le lundi.

SOUSCRIPTION valable jusqu'au 24 décembre
100 F et 70 F* au lieu de 120 F et 90 F*
* moins de 25 ans. Carte Vermeil. Joindre photocopie de la carte d'identité.

Nom Prénom
Adresse
..... places à 100 F = F places à 70 F = F
1^{re} date 2^e date 3^e date

Joindre un chèque libellé à l'ordre de Nanterre-Amandiers, accompagné d'une enveloppe timbrée à vos noms et adresse et envoyer au Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo Picasso, 92022 Nanterre Cedex.

ATHÉNÉE LOUIS JOUVET
ode
maritime

BERNARDO PESSOA
MISE EN SCÈNE
RICHARD DEMARCY
47.42.67.27

PILOBOLUS
6 déc. : AULNAY-SOUS-BOIS
48-68-00-22
8 déc. : LE VÉSINET
39-78-32-75
9 déc. : MAISONS-ALFORT
43-68-77-67

GALERIE JEAN PEYROLÉ
14, rue de Sébastien Paris (9) 07.71.4.5
"VOIR ET REVOIR"
BÉGIN, RIBONNE, BOLLO, BOST, COUCHAT,
ESTEBAN, GOVERNATORI, GUTHERZ, JOUSSELIN,
QUENEAU, TIROUFIET, WOLF
jusqu'au 10 février 1990
Fermeture annuelle de la galerie du 7^{er} au 12 janvier 1990
14h - 19h, sauf dim. et lundi - Samedi 10h, 30 - 12h, 30 et 14h - 19h.

Centre Georges Pompidou
jusqu'au 18 janvier 1990
REVOLTES, REVOLUTIONS, CINÉMA
SALLE GARANCE
130 films du monde entier

DERNIÈRE LE 10 DÉCEMBRE
du 5 novembre
THÉÂTRE 14
JEAN-PIERRE GÉRARD
45.45.97.77
du 10 décembre
POURQUOI N'AS-TU RIEN DIT, DESDEMONE ?
de CHRISTINE BRÜCKNER
mis en scène Alain BAIS, décor Yves PIERGIOVANNI
avec
Eveline ISTRIA, Christine MURILLO, Maria VERDI

Un spectacle remarquable. FRANCE CULTURE. Des femmes parlent, une soirée de qualité. Beau travail. LE FIGARO. Tendre et ironique. L'ÉVÉNEMENT DU JOUR. Joliment joué. LIBÉRATION. Trois excellentes comédiennes. LE MONDE.

TGP
THÉÂTRE GERARD PHILPE

Théâtre
LE CHIEN MORT
de Bertolt Brecht
mise en scène Filip Forgeau
avec Denis Lavant,
Claude Guyonnet,
Pierre Lacroix, Denis Imber
8 novembre au 10 décembre

THÉÂTRE GERARD PHILPE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
59, bd. Jules Guesde, SAINT-DENIS
M^{re} Saint-Denis-Boulogne / RER Saint-Denis
Réservations 42.43.17.17

LES ONZIÈMES TRANSMUSICALES A RENNES

Surprises-partie

En une cinquantaine de concerts, les Transmusicales, rencontres à taille humaine (quinze mille à vingt mille entrées en quatre jours), arrivent à réconcilier le rock et l'inattendu. Affaire d'audace, de flair et d'inconscience.

ARRIVÉES à leur onzième édition, les Rencontres transmuscinales rennaises sont devenues une espèce de bureau météorologique du rock. Là où le Printemps de Bourges propose une photo de la musique populaire telle qu'elle est, les « Trans » développent une projection de la scène de demain, avec les approximations inévitables dans ce genre d'exercice.

Les Transmusicales sont nées au bon moment, au bon endroit. A Rennes en 1979, Marquis de Sade montrait le chemin à d'autres enfants du pays, Etienne Daho ou Niagara. Hervé Bordier, Jean-Louis Brossard et Béatrice Mjce organisèrent une rencontre entre les groupes de la ville et ses habitants. Peu à peu (aussi riche que soit la vie musicale rennaise, elle ne suffisait pas à faire un festival), la programmation s'est élargie à la France entière, puis à l'Europe. Et enfin, pour cette onzième édition, aux États-Unis.

La seule liste des groupes invités — généralement quasi inconnus lors de leur passage — est un bel hommage à la sensibilité des antennes de Bordier et Brossard : Marquis de Sade (1979), Orchestre rouge (1980), Daho (1981), Stéphane Elieher (1984), Carmel, Noir Désir, Mint Juleps et Béurier noir (1986), Fishbone (1987) et l'an passé Mano Negra, Michelle Shocked, les Négresses vertes et les Sugarcubes. Mais le charme des rencontres ne s'arrête pas là. Il y a eu des bides, même parmi ces (futurs) stars. Entre Mano Negra et Apple Mosaic, Michelle Shocked a ramé en vain pour conquérir le public.

LES CRITIQUES BRITANNIQUES PASSENT LE CHANNEL

A 80% rennais, ce public est venu pour les « Trans » plutôt que pour tel ou tel artiste. Ce qui lui donne cette qualité rarissime : il n'est pas acquis d'avance à la cause du groupe là-bas, sur la scène. « A Rennes on a su avant tout le monde que Signe Signe Sputnik était un groupe nul », se souvient Jean-Louis Brossard, à propos d'un concert pendant lequel le service d'ordre a dû évacuer le chanteur du groupe sunomé, parce qu'il agressait le public.

C'est cette promesse de l'imprévisible qui attire de plus en plus de professionnels, jusqu'aux journalistes spécialisés britanniques — qui en temps ordinaire évitent le continent comme la peste. En plus, pas besoin de choix déshonorants, les concerts s'enchaînent de la fin de l'après-midi (Les bars en Trans, concerts gratuits de groupes pour la plupart encore inconnus) à la nuit (à L'Ubu, la salle moyenne que programme Jean-Louis Brossard le reste de l'année) après une soirée passée à la salle de la Cité. Il suffit d'un peu d'endurance. Il en faudra encore un peu plus aux professionnels puisque, cette année, le Forum Rock Affaires s'est associé aux Transmusicales. Organisé autour d'un Salon réunissant une cinquantaine d'exposants (essentiellement issus de la scène indépendante française) et de débats réservés aux professionnels, Rock Affaires, qui se tenait jusqu'ici à Montreuil, espère profiter de la réputation internationale croissante des Transmusicales pour attirer des participants étrangers.

Reste l'essentiel, la programmation 1989. Le budget dépasse les 3 millions de francs (moitié recettes aux portes, le reste en subventions — ville et ministère de la culture, organisations professionnelles et la Sept qui réalisera de Rennes son premier direct rock — et sponsoring) : Brossard et Bordier se sont fait un petit plaisir en invitant Bo Diddley. Le 6 décembre, le voodoo-rock, père à la fois de l'afro-rock et du rap, donnera le ton d'une première soirée très noire avec



Rennes around the clock avec, dans le sens des aiguilles d'une montre, en partant du haut : les frères ténébreux de la Boogaloo, les Washington Squares, Joyaux troubadours, et les Beatnigs, rois du funk industriel.



(coup de chapeau obligé à la world music) Onipanna, griot ghanéen qui met en évidence les « racines africaines de James Brown » selon Hervé Bordier, et Chicco, l'homme qui fait danser Soweto. Plus tard, Lenny Kravitz, futur du rock'n'roll selon sa maison de disques, jeune homme talentueux et pourri d'influences selon son disque (*Let Love Rule*, Virgin), fera sa première française.

Au fil des quarante-sept concerts, on pourra se plonger dans les noirceurs industrielles des Allemands d'Einstürzende Neubauten (le 7, à la Cité) ou l'allégresse ironique des Washington Squares, version distancée de Peter, Paul and Mary à l'usage des années 90 (le 10, à la Cité). On découvrira, si ce n'est déjà fait, Corman et Tuscadero (le 7, à L'Ubu), des Français dont Jean-Louis Brossard dit : « Si une maison de disques les signe après leur passage, on n'aura pas organisé les « Trans » pour rien cette année », ou les Hollandais d'Urban Dance Squad (le 9, à L'Ubu). Et puis, comme les Mint Juleps, programmées en 1987 sur leur bonne mine, à la suite de la parution d'une photo dans un hebdomadaire anglais, ceux dont on ne sait absolument rien, les surprises complètes.

THOMAS SOTINEL.

★ Onzièmes Rencontres transmuscinales de Rennes, du 7 au 10 décembre. Renseignements, réservations : tél. : 99-31-55-33, minitel 36-15 TV Rock. Abonnements 600 F ou 400 F. Concerts Cité 95 F.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Finale du concours Long-Thibaud.

Fidèle au poste depuis les années noires de l'Occupation, le concours Long-Thibaud est, cette année, consacré au piano. Le premier prix sera-t-il un grand cru ? Réponse ce soir.

Le 9, Salle Pleyel, 14 heures et 20 heures. Tél. : 46-63-58-73. De 60 F à 100 F.

Liszt

Bénédiction de Dieu dans la solitude

Prokofiev

Sonate pour piano n° 7

Jolivet

Quatuor à cordes

Valérie Bécourt (piano), Quatuor Raphaël.

Elève de Dominique Merlet (un professeur du Conservatoire de Paris dont la réputation n'est plus à faire), Valérie Bécourt est une pianiste au jeu large, à la sonorité profonde ; une forte personnalité, en vérité, que nous avons entendu jouer la Sonate de Bartok avec une aisance technique et une présence dignes de confrères déjà installés dans la carrière. Nous ne connaissons pas le Quatuor Raphaël, mais ces dernières années l'enseignement du quatuor a fait une singulière remontée en France. Alors, il est permis d'espérer.

Le 12, Salle Gaveau, 18 h 30. Tél. : 46-63-05-07. Entrée libre.

SÉLECTION

Mercredi 6

Beethoven

Sonates pour piano n° 13 op. 27, 17 op. 31, 28 op. 101

Michael Levinas (piano).

Levinas est l'un des rares pianistes d'aujourd'hui qui, joignant le geste à la parole, joue les sonates de Beethoven (il en réalise actuellement une intégrale admirée, pour Adès) avec une évidence qui découle d'une appréhension particulièrement claire de leur organisation thématique et formelle.

Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 50 F.

Haydn

Symphonie n° 94

Mahler

Le Chœur de la Terre

Jard Van Nee (mezzo-soprano), Keith Lewis (ténor), Orchestre de Paris, Carlo Maria Giulini (direction).

L'Orchestre de Paris aime Giulini. Giulini aime l'Orchestre de Paris. Mahler

Le 12, Salle Gaveau, 18 h 30. Tél. : 46-63-05-07. De 60 F à 250 F.

leur va comme un pant. Les solistes sont excellents. Toutes les conditions sont réunies. Restera-t-il des places ?

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ les 7 et 8). Tél. : 46-63-05-07. De 40 F à 190 F.

Vendredi 8

Mozart

Quatuor à cordes n° 19

Beethoven

Sonate pour piano n° 32 op. 111

Schubert

La Truite, quatuor à cordes

pour piano et cordes

Ensemble Leonhardt (piano), Georg Herzig (violoncelle), Quatuor Alban Berg.

Le Dis-courtois quatuor de Mozart pour commencer, l'Opus 111 pour continuer, la Truite pour finir. Voilà un programme de concert bien construit, qui va droit à l'essentiel, servi par des interprètes inspirés et matures de leur moyen. A ne pas manquer.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 h 30. Tél. : 47-04-74-87. De 50 F à 250 F.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas — T. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

JOHN JAMESON

10, rue des Capucines, 2-40-15-00-30/40-15-08-08

13, rue d'Artois, 9-42-25-01-10

RELAIS BELLMAN 47-23-54-42

37, rue François-1^{er}, 8-47-00-44-10

LE RELAIS D'EGUSEM 47-00-44-10

AMERICAN STYLE 46-78-30-50

2, pl. G. Toudouze, 9-46-78-30-50

LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41

6, pl. Marché-Juin, 17-43-80-01-41

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRIGORD 43-31-49-20

1, rue des Fossés-Saint-Michel (9-43-31-49-20)

RESTAURANT THOUMBLEUX 47-05-49-75

79, rue Saint-Dominique, 7-47-05-49-75

An 1^{er} 6^e, le premier restaurant irlandais de Paris, 44^e, dîner, spécialité de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 95 F net. As. res-de-ch. KITT O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois et unisienne. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Jusq. 2 h de mat.

Cuisine traditionnelle : POISSONS, coquille St-Jacques, CONFIT, magret, FOIE GRAS FRAIS de canard, GIBIER en saison. Env. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.

Jusq'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Salades aux coquebats. FILET A L'ESTRAGON. Glace du jour.

T.L.L. jusqu'à 1 heure du matin. Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Chateaubriots.

Cuisine bostonienne des années 20. Spécialités de poissons, fabuleux desserts. Service jusqu'à 23 h — Parking gratuit.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

Fête du Jardin des Plantes. Spécialités du Périgord. Cadre rustique. Dégustation d'affaires, 1, rue des Fossés-Saint-Michel (9-43-31-49-20) (F. 6m).

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS

9, pl. Saint-André-des-Arts, 6-46-36-36

RÉVEILLONS : NOËL, carte normale.

SAINT-SYLVESTRE : 490 F — 650 F

DANSES — COTILLONS

CHAMPAGNE

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE

POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels — Vins à découvrir.

Dîner : Brasserie de Luxe

JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille.

T.L.L. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot, 80, av. de la Grande-Armée. HUITRES, COQUILLAGES toute l'année. POISSONS, VIANDES à l'os grillées. 45-74-17-24 — Ouvert L.L.J.

OFFREZ LE LIDO

Trois nouvelles formules de CHÈQUE LIDO à partir de 365 F.



VEND 8 DEC 20 H 30

QUATUOR ALBAN BERG

MOZART

BEETHOVEN

SCHUBERT

OPERA COMIQUE

10C. 17.04.48

TGP

LE CHEN

MORT

de Bonifacio

LE CHEN

MORT

de Bonifacio

LE CHEN

MORT

de Bonifacio

LE CHEN

MORT

de Bonifacio

LE CHEN

MORT

de Bonifacio

LE CHEN

MORT

de Bonifacio

LE CHEN

MORT

MUSIQUES

Musique profane

Guillaume de Machaut

Messe Notre-Dame

Ars Antiqua de Paris.

A une époque où les concerts étaient moins fréquents qu'ils ne le sont aujourd'hui, Ars Antiqua arpenteait la province, donnant des concerts commentés devant des publics attentifs. Fonctionnant avec les mêmes musiciens depuis des années, cet ensemble, qui fait les belles heures du festival du Mont-Saint-Michel, chaque été, se produit dans l'église des Billelles (une église à l'acoustique parfaite).

Eglise des Billelles, 18 h 45 et 21 heures. Tél. : 43-40-55-17. De 85 F à 100 F.

Dimanche 10

Tchaïkovski

Roméo et Juliette

Rachmaninov

Concerto pour piano et orchestre n° 2

Stravinsky

L'Oiseau de feu

Ivan Drenikov (piano), Orchestre des Concerts Lamoureux, Jean-Claude Bernède (direction).

Elève de Michelangelo, Drenikov est un pianiste bulgare aussi discret qu'admirable. Il a enregistré dans son pays un Concerto de Schumann qui aurait pu faire date s'il avait été distribué régulièrement à l'Ouest. Alors, malgré un orchestre assez faible et une œuvre qui n'est pas impénétrable, faisons un petit effort.

Salle Pleyel, 17 h 45. Tél. : 45-63-60-82. De 45 F à 145 F. Le 3. Evreux, église Saint-Michel à 20 h 30.

Mozart

Les Nocturnes de Fugère

Sanford Sylvan, David Fritz (basse), Jeanne Guimard, Jany West (soprano), Sue Ellen Kuzma, Janice Feltz (mezzo-soprano).

Frank Kelley (soprano), Northern Sinfonia, Ensemble vocal

Les Jours Solistes, Craig Smith (direction), Peter Salter (laine de soie).

Porté aux nues par les uns, décrié par les autres, le travail de Salter sur Mozart divise mais passionne le public, les musiciens et la critique.

Beligny, Maison de la culture, 20 heures (+ le 12). Tél. : 48-31-11-45. Location FNAC, agences, Billelles. De 190 F à 240 F.

Lundi 11

Mozart

Kossin

Verdi

Liszt

Rachmaninov

Airs et mélodies

Mirella Freni (soprano), Paolo Montesi (piano).

Inoubliable Mirella Freni n'est pas seulement l'interprète d'élection de ce rôle qu'elle a chanté sur toutes les scènes. Elle le prouve ce soir encore en interprétant un florilège d'airs de Mozart.



Elisabeth Leonskaja est une pianiste soviétique émigrée depuis une dizaine d'années en Europe de l'Ouest. Elle joue avec une virtuosité conquérante, une tendresse infinie Schumann, Schubert, Chopin, Moussorgski. Le 8, à 20 h 30, elle fera bouillir la Truite de Schubert, avec l'aide du Quatuor Alban Berg, dans l'acoustique limpide de la salle Favart.

Rossini, Verdi, mais aussi, ce qui est moins habituel, de Liszt et de Rachmaninov. Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 185 F.

Bussetti

Katherine Cleland

(mezzo-soprano),

Gerald Pate Cortis

(basse-contralto),

André Bessières (soprano),

Cécile Le Prince (soprano),

Aurélien Tomicich (basse),

Ensemble Musique vivante,

Diogo Mescon (direction).

Créée en 1965, en Italie,

représentée au Festival

Sygma de Bordeaux, la

Passion selon Sade de Bussetti a

fait scandale. Est-ce pour

cette raison que le compo-

siteur italien est si peu sou-

vent programmé en France

(hors le défunt Festival de

Royan) malgré ses succès

indéniables avec notre

culture ? Le Festival

d'Automne la reprend en

version de concert (ce qui

est dommage, car Sade est

un spectacle aussi visuel que

musical).

Opéra-Comique, Salle Favart,

20 h 30. Tél. : 42-96-96-94.

De 50 F à 110 F.

Mardi 12

Beethoven

Sonate pour piano

n° 15, « Pastorale »

Frank

Prélude, choral et Agnus

Chopin

Impromptu

Polonoise

Andante spianato

et Grande Polonoise

Jean-Bernard Pommer

(piano).

Même si sa carrière n'est

plus discrète ces der-

nières années, Jean-Bernard

Pommer n'en est pas moins

l'un des pianistes les plus

intelligents de l'heure ; l'un

de ceux dont le jeu traduit

avec un bonheur constant un

rare équilibre entre lecture

analytique et inspiration.

Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. :

49-63-05-07. De 100 F à

200 F.

RÉGIONS

Brest

Prokofiev

Symphonie classique

Tchaïkovski

Concerto pour violon

et orchestre

Stravinsky

Jeu de cartes, ballet

en 3 actes

Gérard Poulet (violin),

Orchestre de Bretagne,

Claude Schickler (direction).

C'est avec un plaisir indé-

niable que l'on peut écouter

Gérard Poulet dans le

Concerto de Tchaïkovski. Mais l'on aurait préféré qu'il soit programmé dans un concerto de Mozart, car la vocation de l'Orchestre de Bretagne n'est pas de souffrir des musiciens supplémentaires pour jouer des œuvres qui arrivent trop tôt dans sa toute jeune existence.

Lille

Moussorgski

Chants et danses

de la mort,

orchestration

de Chostakovitch

Zimmermann

Je me détachai

et considérai toute

l'oppression

qui se fait sous le soleil,

à l'ombre des oliviers et

pour deux richesses,

l'eau salée, l'orchestre

et trois trombones

divinés dans le public.

Beethoven

Symphonie n° 8

Richard Hermann (baryton),

Johann Georg Schwanhäusser,

Christian Hermann

(violoncelle),

Orchestre national de Lille,

Lucia Pfaff (direction).

Fidèle à ses options radi-

cales (qui s'exercent aussi

bien sur ses choix interpré-

tatifs que sur les pro-

grammes des concerts qu'il

dirige à Lille), Lucia

Pfaff va diriger les Chants

et danses de la mort de

Moussorgski orchestrés par

Chostakovitch (une orches-

tration qui en accentue le

caractère lugubre) et une

rareté de Bernd Alois Zim-

mermann, un compositeur

dont les œuvres s'imposent à

mesure que le temps passe.

Le 12, Palais des congrès et

de la musique, 20 h 30. Tél. :

20-54-67-00. De 120 F à

140 F.

Strasbourg

Moussorgski

Hymne à la justice

Mahler

Kinderlieder

Ravel

Don Quichotte à Dulcinea

Valse noble

et tarentelle,

La Valse,

poème chorégraphique

pour orchestre

Thomas Hampson (baryton),

Orchestre philharmonique

de Strasbourg,

Michel Plasson (direction).

Rien que pour écouter

l'Hymne à la justice de

Moussorgski, il faudra se ren-

dre au Palais de la musique

JAZZ

Miroslav Vitous
Daniel Humair
Enrico Rava
Franco D'Andrea

Super-groupe pour l'Europe de demain. Miroslav Vitous a quitté Prague depuis vingt ans (Herbie Mann, Miles Davis, Weather Report). Enrico Rava vit en Italie, en France et aux États-Unis. Franco D'Andrea iton. Daniel Humair est un Helvète immigré à Paris. Même dans le plus mauvais cas de figure, leur réunion s'élèverait nettement au-dessus de ce qu'on entend partout. Soit bloqué.

Le 7, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Dave Valentin
Ray Barretto

Fidélité exceptionnelle, bouillant, aussi maître et doné que les plus grands instrumentistes chercheurs, avec les origines du South Bronx en prime, Dave Valentin se joint au quintet du leader incontesté de la conga latino-jazz. Rue des Petites-Écuries, un soir de décembre, pour les contrastes.

Le 8, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Eric Le Lann

A la fois musicien de jazz et révélateur, classique dans sa technique de trompette et binaire-électrique, trop doué et prêt à tout. Le musicien à suivre.

Le 11, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

ROCK

Texas

Sur scène, ces jeunes Écossais qui prennent la Clyde pour le Rio Grande font preuve d'un charme et d'une énergie qui ne transparaissent pas toujours sur leur premier album. Et depuis leur passage au New Morning en juin dernier, ils sont devenus stars : le conte de fées rock de l'année.

Le 6, Le Cigale, 20 h 30 (et les 13 et 14 décembre). Tél. : 42-23-38-00. 130 F.

Graziella

De Michelle

Les innocents

L'unité sur le registre des variétés intelligentes, les autres sur celui d'un rock fragile, chantant des univers voisins, mélancoliques, embrumés, un peu tragiques, un peu mélo. Une vraie programmation pour le début de l'hiver.

Le 8, Bo-Orange, La Plume, 21 h 30. Tél. : 68-43-03-03. 70 F.

U2

BB King

La superproduction de fin d'année. Voilà bien longtemps que les Irlandais n'ont pas fait quelque chose de vraiment neuf, à part trouver de nouveaux sons, mais pour le prix des billets de leurs concerts. En même temps, malgré la floraison d'imitateurs plus ou moins serviles, seul U2 peut faire du rock (rock incantatoire à l'usage d'une génération en mal d'émotions fortes) sans sombrer dans le ridicule. En première partie, ils ont invité BB King, un peu comme si Dickens écrivait une préface pour John Irving.

Les 11 et 12, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 43-46-12-21. Complet.

Neil Young

L'occasion du mois : Neil Young est un créateur courageux qui a toujours préféré le risque et l'échec au confort. Freedom, son der-

nier album, est une vue cavalière de l'ensemble de ses possibilités. Et le voilà, seul en scène avec sa guitare dans une petite salle. Le père Noël existe peut-être.

Le 11, Elysée-Montmartre, 19 h 30. 165 F.

DANSE

Mercredi 6

Ballet Frankfurt
William Forsythe

Impressing the Car.

Billy The King, le chorégraphe le plus convoité de l'heure, est à Paris avec son Ballet de Frankfurt. Ne le manquez pas, Parisiens écorchés, comme vous avez manqué l'an dernier son sublime *Artificial*. C'est dans *Impressing the Car* que se trouvent le merveilleux *In the Middle*, *Some-what Elevated*, monté à l'Opéra de Paris, et *Bongo Nagaels* qui a décollé le Festival de Montpellier. Un second programme les 14 et 15 décembre comprendra deux autres Forsythes et un ballet d'Amanda Miller, danseuse de la troupe.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30 (jusqu'au 9). Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 170 F.

Jerome Robbins
George Balanchine

Sérénade,

Le Fil prodigue,

In the Night,

Violon concerto.

Une soirée qu'effleure de son aile l'ange de la perfection. Robbins a encore signé un chef-d'œuvre de subtilité et d'émotion avec *In the Night*. Les trois Balanchine, *Sérénade*, *Le Fil prodigue* et *Violon Concerto*, sont aussi magnifiquement dansés par la troupe de l'Opéra.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30 (jusqu'au 9). Tél. : 47-42-53-71. De 25 F à 250 F.

Vendredi 8

Moguy Marin
Denis Mariotte

Eh ! qu'est-ce qu'il se m'fait à moi.

Le Bicentenaire de la Révolution traité par l'humour et la dévotion. Des gags drôles, de bonnes idées, un sens certain du « grand spectacle », mais des longueurs et des facilités. Si Magny a écouté les conseils qu'on lui a donnés un peu partout après le Festival d'Avignon, elle aura resserré les boutons et peut amuser son monde.

Crénel, Maison des arts (les 8, 9 et 12, 20 h 30 ; le 10, 15 h 30). Tél. : 48-80-18-38. De 55 F à 110 F.

Tokyo Nights

La Cinémathèque de la danse a donné carte blanche à la revue japonaise *Shindô*. *Ann Dance Magazine* pour organiser un programme de vingt films qui a remporté à Tokyo, en septembre dernier, un immense succès. Une partie de ces trésors, dont certains encore inédits, est présentée à Paris. On pourra voir notamment le *Danseur japonais inconnu*, de Louis Lumière, et *Le lys de la vie*, film mythique de Loïe Fuller dont on a retrouvé une bobine.

Cinémathèque française, Palais de Chaillot, Le 9 décembre, à 21 heures. Tél. 47-04-24-24.

La sélection

« Musiques »

a été établie par :

Alain Lompech

« Jazz » :

Francis Marmande

« Rock » :

Thomas Sotinel

« Danse » :

Sylvie de Nassac

MOGADOR
SAISON 1989/1990

DERNIÈRES
TANGO ARGENTINO
Nostalgie Telérama

DU 5 AU 24 JANVIER
SAMI FREY
DANS
JE ME SOUVIENS
DE GEORGES PÉREC

A PARTIR DU 6 FÉVRIER
BARBARA
location 48 78 75 00
THÉÂTRE MOGADOR, 25, RUE DE MOGADOR, 75009 PARIS

Un fa

UIFS ET CITO
MUSEE MARMO
ONORE DAU

ARTS

DU SURREALISME EUROPEEN A L'EXPRESSIONNISME ABSTRAIT AMERICAIN

Un faux procès en paternité

Est-il normal que l'histoire de l'art avive les querelles nationalistes ? C'est en tout cas ce qui se produit autour du surréalisme et de l'« abstract expressionnisme ». A Villeneuve-d'Ascq, une exposition tente de faire le point sur l'une des plus délicates affaires de généalogie esthétique du siècle.

L'EXPRESSIONNISME abstrait américain, ce mouvement apparemment si national, cette époque bémol sur laquelle, aujourd'hui encore, l'art américain fonde sa singularité et la certitude de sa force, ne fut-il qu'un rejeton, et tardif de surcroît, du surréalisme européen ? La question, si posée, exaspère les patriotes. D'un côté de l'Atlantique, on aime à y voir que le signe de la vilaine jalousie des Français, vexés de n'être plus que des suiveurs. De l'autre, depuis la redécouverte, esthétique et financière, des peintres européens des années 50, on commence à se dire que le triomphe américain a assez duré et qu'il est temps de rendre aux Européens ce qui appartient aux Européens. On a vu paraître un ouvrage intitulé froidement *Comment New-York vola l'idée d'art moderne*. L'auteur entend démontrer que le succès de l'expressionnisme abstrait a reposé sur la politique de propagande pro-américaine, avivée par la guerre froide. Simplification sans doute, mais simplification symptomatique.

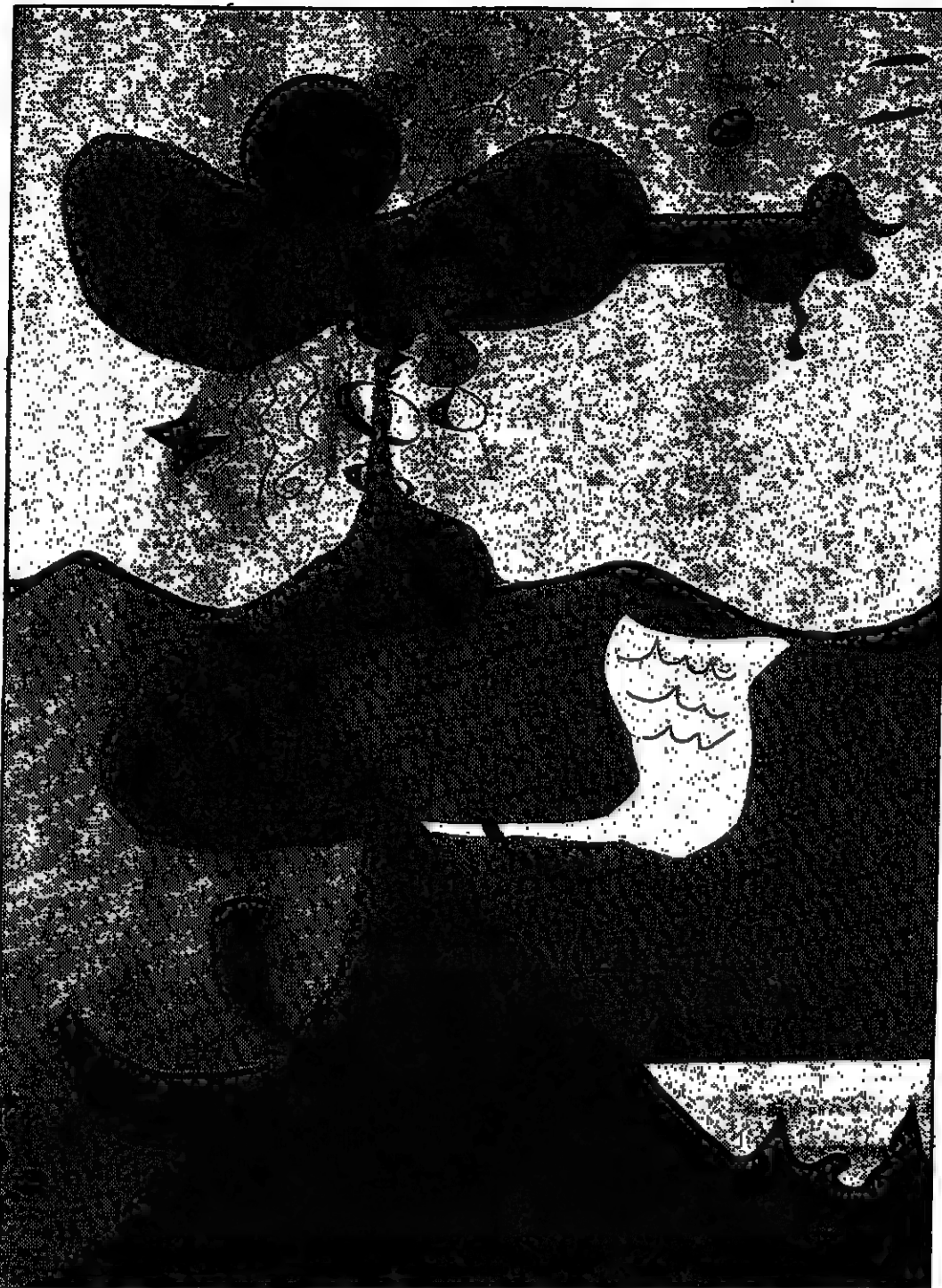
L'exposition de Villeneuve-d'Ascq intervient dans la querelle de la seule façon utile : en accrochant ensemble Miro et De Kooning, Masson, et Pollock, Ernst et Rothko, les pères putatifs et les fils rebelles qu'il est d'usage dans les musées d'art moderne, à Paris comme à New-York, à Bâle comme à Londres, de répartir dans des salles séparées afin d'épargner les susceptibilités. Que voit-on ? La *Woman II* de De Kooning et le *Portrait de Madame Matisse* de Miro, l'*Idole archaïque* de Rothko et des Paul Klee, c'est-à-dire des œuvres de grande qualité, une anthologie à proprement parler exceptionnelle. Et l'on voit aussi combien il serait vain de réduire l'« abstract expressionnisme » à une quelconque filiation surréaliste. Le problème est plus large.

ET LA DESCENDANCE DE MATISSE ?

Les arguments tirés de l'histoire ne font sans doute pas défaut à qui entend soutenir la thèse de la généalogie surréaliste. La guerre et la défaite de 1940 ont précipité aux Etats-Unis une foule de surréalistes majeurs et mineurs, Masson et Matta, Ernst et Tanguy, Breton à leur tête. Ces artistes ont été accueillis avec respect ; ils ont rencontré les jeunes peintres américains. Breton eut de l'amitié pour Gorky, Ernst pour Motherwell, et Peggy Guggenheim exposa ensemble Européens et Américains dans sa galerie en 1942. Gottlieb et Tobey ne furent pas indifférents au goût surréaliste des religions archaïques. Et Pollock emprunta à Masson la technique du « dripping ». Fort bien. L'exposition illustre tout cela. Mais à tout ramener à cette influence-rencontre, on exagérerait l'importance du surréalisme, ne serait-ce que parce qu'en 1940 il y avait dix ou quinze ans que De Kooning, Gorky et Pollock méditaient les exemples de Matisse et de Picasso.

Le Museum of Modern Art n'était pas par hasard le propriétaire des *Demoiselles d'Avignon*, des chefs-d'œuvre de Matisse, de la *Leçon de piano* à l'*Atelier rouge*. Ces maîtres et quelques autres, nullement surréalistes, tels que Bonnard et Léger, collectionnés par institutions et amateurs éclairés, ont été copiés et analysés dès le milieu des années 30 par les futurs expressionnistes abstraits et leur gloire s'est maintenue alors même qu'ils se sont refusés à émigrer à New-York.

La *Woman II*, peinte en 1952, dérive du cubisme. Et les abstractions de Rothko et de Newman ne se



« Le Portrait de Madame Matisse en 1929 », de Miro (1929).

comprendre que si l'on se servait de Matisse. Que les deux New-Yorkais aient eu, vers 1945, une période « surréaliste » et qu'ils aient alors usé de thèmes vaguement mythologiques ne peut faire oublier que l'essentiel de leur œuvre, l'effusion par la couleur, la quête du sublime par l'harmonie, fait d'eux les héritiers lointains de Gauguin et des fauves.

Une exposition qui prétendrait énumérer de façon exhaustive les sources européennes de l'« abstract expressionnisme » est à peu près infaisable car elle devrait récapituler la totalité de l'histoire de l'art, de l'impressionnisme à 1945, de Monet à Mondrian. Il serait plus sage d'admettre que l'« école de New-York » s'inscrit dans la continuité de cette évolution, exactement au même titre que l'« école de Paris », et de renoncer aux petits-combats d'appropriation nationaliste. Car après tout, qui furent les héros de l'art américain entre 1945 et 1960 ? Pollock, né à Cody, Wyoming, mais aussi De Kooning, un Hollandais, Gorky, un Arménien, et Rothko, un juif russe. Et ceux de l'art français de la même période ? Soulages, né à Rodez, Aveyron, mais aussi Hartung, un Allemand,

Bram van Velde, un Hollandais, et De Staël, un Russe. Si critères de différenciation il y a — ce qu'on ne peut nier — ils ne sont pas affaire de nationalité.

Autre chose pour finir : on pourrait s'étonner de voir un musée de province obtenir du tout-puissant Museum of Modern Art (Moma) de New-York le prêt de dix-sept toiles, dont quelques-unes illustres. C'est que le musée de Villeneuve-d'Ascq a en l'intelligence de négocier ces prêts en échange de ceux qu'il a consentis pour l'exposition Picasso-Braque, dont on ne redira jamais assez combien il est scandaleux que le Musée d'art moderne ait refusé de l'accueillir. (Le Monde daté 5-6 novembre).

PHILIPPE DAGEN

* Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq, du 9 décembre au 19 février 1990. Tél. : 20-05-42-46.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Joseph Beuys

Dessins et collages des années 40 à 60. Mots, graphies abstraites, figuration d'objets, d'animaux, formules, équations, démonstrations. Un Beuys qui prépare sa sculpture, ses actions, et qui à travers certains travaux sur papier, laisse passer beaucoup de sensibilité.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 16, rue Saint-Gilles, Paris 6^e. Tél. : 42-78-43-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Du 9 décembre au 24 janvier 1990.

Léonard de Vinci - les études de draperie

Voir notre photo légendée page suivante.

Musée du Louvre, hall Napoléon, Entrée par le Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30). Du 8 décembre au 28 février 1990. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

Larry Poons

Cela fait plus de dix ans que cet Américain considéré en

son pays parmi les grandes figures de la peinture abstraite des années 60 n'a pas exposé à Paris. Or il a changé depuis, préférant les effets de pâte cramoisie aux fines ponctuations chromatiques de naguère.

Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 47-22-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h. Du 9 décembre au 30 janvier 1990.

Edward Ruscha

Graphiste et maquetiste à l'origine, cet artiste californien que l'on est tenté de situer aux frontières du pop art et de l'art conceptuel, exploite volontiers, depuis les années 60, signes et emblèmes hollywoodiens dans une peinture parodique froide et muette.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine rue de Chaux, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Du 8 décembre au 11 février 1990.

SÉLECTION

Cent trésors de la bibliothèque nationale

Pour fêter la fin de l'année, les plus beaux, les plus prestigieux des manuscrits et des livres illustrés conservés à la BN. D'un peysan d'Il y a deux mille ans à la *Prose de Transsylvanie* de Blaise Cendrars et Sonia Delaunay, en passant par une quinzaine de textes médiévaux enluminés.

Bibliothèque nationale, galerie Mazurine, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-26. Tous les jours de 12 h à 18 h. Visites guidées les dimanches 3, 10, 17 décembre et 7 janvier à 15 h. Jusqu'au 10 janvier 1990. 20 F.

Honoré Daumier

« Ce gaillard-là a du Michel-Ange sous la peau », disait Balzac de Daumier. Soit, mais d'un Michel-Ange du grotesque et de la dérision. Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent de son étonnante fécondité.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 4 février 1990. 25 F.

David (1748-1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduit en France du néo-classicisme, le peintre célébra les grandes heures de la Révolution et siégea à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Château de Versailles, salle de la Guerre - appartement de la Reine - Maisons, 78000 Versailles. Tél. : 30-84-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 25 F.

Musée du Louvre, galerie et salle Mottin. Entrée par le Pyramide, direction Daumier, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45 (fermeture des caisses à 17 h 15). Neuf heures le mercredi et un lundi sur deux. Colloque du 6 au 10 déc. à 9 h 30 et 14 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

Donations Daniel Cordier

Hommage à un grand donateur qui, depuis 1973, a

JUIFS ET CITOYENS

250 pièces d'archives et documents originaux relatant l'évolution des communautés juives sous la Révolution et sous l'Empire.

ALLIANCE ISRAËLITE UNIVERSELLE, 45, rue La Bruyère, 75009 Paris. Du dimanche au jeudi inclus, de 10 h 30 à 18 h 30, jusqu'au 31 décembre.

MUSEE MARMOTTAN

2, rue Louis Bouilly, 75016 Paris - Tél. : (1) 42 24 07 02

HONORE DAUMIER

Lithographe et sculpteur

Jusqu'au 4 février 1990

Galerie RAMBERT

4, r. des Beaux-Arts, 75006 Paris

Tél. : 43 29 34 90

Simon AVISSAR

peintures

Jusqu'au 21 décembre

L'ÉCOLE NATIONALE D'ART DÉCORATIF DE LIMOGES

arts du feu - objet - architecture

accueillera, après concours sur titres et épreuves,

deux nouveaux professeurs (16 heures / semaine) :

• pour son OPTION DESIGN : un designer chargé de faire travailler les étudiants sur projets, et visant à la création d'objets (notamment en matériaux meubles). Une connaissance des processus industriels est vivement souhaitée ;

• pour son enseignement de CULTURE GÉNÉRALE : un spécialiste des sciences humaines chargé d'entraîner les étudiants au montage des concepts philosophiques et à l'analyse des faits de société.

Renseignements : Ministère de la Culture et de la Communication, Délégation aux Arts Plastiques, Bureau de l'Enseignement Artistique, 27, av. de l'Opéra, 75001 Paris, tél. 40 15 73 83.

GALERIE DENISE VALTAT

59, rue la Boétie, 75009 Paris, Tél. : (1) 43 50 27 40

Danièle FUCHS, Stéphan BUXIN

Peintures

15 novembre - 16 décembre

Lucien FONTANAROSA et l'Enfance

Exposition Salle PLEYEL - 252 Faubourg Saint-Honoré Paris 8^e

JUSQU'AU 20 DÉCEMBRE 1989

du lundi au vendredi de 19 h à 21 h 30 - samedi, dimanche de 14 h à 18 h 30

offert quelques cinq cents œuvres d'art contemporain au Musée national d'art moderne. Des œuvres d'artistes comme Dubuffet, Riquichot, Michaux, que le marchand Daniel Cordier défendait dans sa galerie, et que l'amateur passionné collectionnait.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 21 janvier 1990.

Histoire de voir

Du calotype à l'avènement du photo-journalisme, des pionniers à l'art conceptuel, de Bayard à Newton, le parcours, qui est chronologique et didactique, montre clairement les articulations historiques, sociales et esthétiques de la photographie, mais aussi ses implications individuelles. En 180 images.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Jusqu'au 12 février 1990. 25 F (entrée du musée).

François Kollar, rétrospective

Photographe illustrateur et publicitaire, cet émigré tchèque, habilement catalogué comme le chasseur de la France laborieuse, s'est égaré, tout au long de sa carrière, à développer une œuvre polyvalente échappant aux classifications.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Jusqu'au 11 février 1990. 25 F (entrée du musée).

Kaplan ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symboliques, et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 10^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 17 h 40.

mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

L'Art conceptuel, une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Weiner, On Kawara, mais pas seulement : Broodthaers, Rauschenberg, Haacke sont aussi au programme.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 10^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gratuites le jeudi à 15 h et le dimanche 12 déc., 14 jan., 4 fév. à 11 h. Jusqu'au 18 février 1990. 15 F.

Mognum

Entre l'énergie de Cape et l'esthétisme de Cartier-Bresson, « alliance magique du torrent et du rocher », les soixante photographes de la célèbre agence coopérative fondée en 1947 développent un esprit, une éthique et un style qui s'épanouissent à travers quatre cents documents, et un demi-siècle d'actualité.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Jusqu'au 12 février 1990. 25 F (entrée du musée).

Paris et le dogmatisme

Dans un espace splendidement aménagé, le procédé de Daguerre est mis à l'épreuve en 160 plaques anciennes représentant des vues de Paris. Fragiles et précieuses, ces vues, postérieures de daguerrotypes contemporains de Jan Paterson et Patrick Bailey-Maitre-Grand, évoquent un climat unique.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Tél : 42-72-21-13. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 février 1990. 20 F.

Bram van Velde

En organisant cette rétrospective, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une



injection : il met Bram van Velde à son vrai rang, celui de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction.

Centre Georges-Pompidou, Musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

GALERIES

Claude Bellegarde

L'œuvre blanche, on l'a surnommée « développée entre 1933 et 1957 par un artiste dont on connaît peut-être mieux les recherches autour de la couleur, mais ce n'est pas cer-

tain, car Claude Bellegarde se manifeste peu dans le circuit marchand.

Galerie Bernard Devignon, 78, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél : 49-04-52-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 25 janvier 1990.

Jean-Charles Biais

Les œuvres réalisées pendant l'exil au Maroc : des dessins gouachés d'une main blessée, entourés de gaze. En gros plan et en noir et blanc. Sans exotisme. Sans céder à la facilité.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél : 42-77-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 23 décembre.

Ludo Fontana

Une sélection de peintures et de sculptures s'échelonnant de 1938 à 1968. On y est question de trous et de fentes pratiqués dans les tableaux pour échapper à l'emprisonnement de la peinture traditionnelle, et par là rejoindre les grands espaces.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debilly, Paris 8^e. Tél : 42-77-19-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 6 février 1990.

Youri Jaitov

C'est le plus sobre, le plus discret des artistes soviétiques exposés en Europe occidentale depuis la glasnost. Il est de Moscou, où, dans les années 70, il a épuisé la nécessité de reproduire le flambeau de la peinture abstraite telle que la concevaient Malevitch et les suprématistes. Pour lui, en solitaire.

Galerie Denise Rodé, 186, bd Saint-Germain, Paris 7^e. Tél : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1990.

Organisée à la faveur de l'acquisition récente de deux cartons de Léonard de Vinci, une exposition réunit au Louvre quelques œuvres les études connues sur toile de lin. Un choix de dessins florentins portant sur le même thème complet, cet ensemble, infiniment précieux.

Les étrusques à Vézès

C'est l'une des bonnes expositions que nous avons vues l'année de l'Archéologie. Grâce au concours des habitants, elle réunit une centaine d'objets, sculptures, bijoux, céramiques, en particulier des vases attribués au peintre De Michel et à son atelier.

Maison départementale de l'innovation, Centre Georges-Pompidou, 23, place Daubigny, 63000. Tél : 73-91-00-40. De 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 19 heures. Samedi jusqu'à 18 heures. Ferme le dimanche et le lundi. Jusqu'au 6 janvier.

Darnétal (Rouen)

Sculpteur

Baschitz, Immendorf, Kirshy, Lipert, Peyck : cinq peintres allemands qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Française, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-François, 76100. Tél : 38-08-07-70. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Lyon

Les musées de Messidor

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, peintures troubadour de Revol et Fleury Richard, sculptures de Chinard et d'une inconnue, Madame de Sermézy. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commence à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des Beaux-Arts, Palais Saint-Pierre, 20, place des

James Turrell

L'artiste californien a conçu tout spécialement une installation, une *Light piece*, pour l'espace de cette nouvelle galerie aménagée dans une ancienne fonderie par André Putman.

Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot, Paris 3^e. Tél : 42-76-03-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 13 janvier 1990.

RÉGIONS

Chambéry

C'est la fête à Rousseau

Rousseau et la Révolution, Rousseau et le romantisme, Rousseau et la République... L'homme, ses idées, sa popularité, y sont évoqués à travers peintures, sculptures, gravures, objets et documents. De Houdon à Carrier-Belleuse. Après Chambéry, où « commença le court bonheur de sa vie », auprès de M^{me} de Warens, l'exposition, ira, c'est naturel, à Genève.

Musée savoyard, square de Lancy-de-Billy, 73000. Tél : 73-33-44-48. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 février.

Cherbourg-Fernand

Judith Reigl

Peintre, très bon peintre de la génération d'Hantai, Depietter, Joan Mitchell, Judith Reigl n'a cessé d'allier au fil du temps couleurs et couleurs, accidentelles et gestes déterminés, écriture automatique et matérialité des tableaux. Les grands formats ne lui ont jamais fait peur. Elle les affronte d'ailleurs très bien. L'exposition, qui vient d'Orléans, présente ses peintures de 1986 à 1989.

Fondation régionale d'art contemporain, Centre Georges-Pompidou, 63000. De 9 h 15 à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 20 janvier.

Les érudits

C'est l'une des bonnes expositions que nous avons vues l'année de l'Archéologie. Grâce au concours des habitants, elle réunit une centaine d'objets, sculptures, bijoux, céramiques, en particulier des vases attribués au peintre De Michel et à son atelier.

Maison départementale de l'innovation, Centre Georges-Pompidou, 23, place Daubigny, 63000. Tél : 73-91-00-40. De 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 19 heures. Samedi jusqu'à 18 heures. Ferme le dimanche et le lundi. Jusqu'au 6 janvier.

Darnétal (Rouen)

Sculpteur

Baschitz, Immendorf, Kirshy, Lipert, Peyck : cinq peintres allemands qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Française, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-François, 76100. Tél : 38-08-07-70. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Lyon

Les musées de Messidor

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, peintures troubadour de Revol et Fleury Richard, sculptures de Chinard et d'une inconnue, Madame de Sermézy. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commence à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des Beaux-Arts, Palais Saint-Pierre, 20, place des

Terraux, 69001. Tél : 78-28-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 11 février.

Marquon-Barcel

Gustave Moreau et ses élèves

Gustave Moreau le symboliste ne fut pas seulement l'« assembleur de rêves » qui fascina Bataillon. Professeur, il sut engager ses élèves sur les voies qui étaient les leurs. Ces élèves : Maïse, Rouault, Marquet, dont les œuvres de jeunesse exécutées dans l'atelier du maître sont présentées à côté des siennes.

Fondation Septentrion, 57000. Tél : 20-46-28-37. De 14 heures à 18 heures du mardi au samedi. Le dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 janvier.

Marcelle

Peinture-cinéma-peinture

De l'influence du septième art sur la peinture, ses thèmes et son espace, depuis le début du siècle. Un beau sujet curieusement exploré jusqu'à, et que les Marcellais traitent au grand : quelques trois cents œuvres, de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui, sont en effet réunies à la Vieille-Charité.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 91-56-28-35. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Les jolis paysans peints

Les campagnes provençales vues par les peintres, de Constantin à Chabaud. Avec ou sans folklore, des travaux et des jours.

Centre de la Vieille-Charité, Vieille-Charité, jusqu'au 15 janvier.

Morlaix

L'œuvre grand d'Alfred Diderot

Une exposition du Carrefour des régions d'Europe. Elle réunit une centaine d'œuvres du maître ailemand, en particulier les grands cycles inspirés de la Bible : l'Apocalypse de saint Jean, la Grande Pitié et la Vie de la Vierge, éditées ou réalisées en 1511.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29210. Tél : 98-88-68-88. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Le dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé le dimanche et le lundi. Jusqu'au 13 janvier.

Nantes

Scaris

Ses petites aquarelles, au nombre de cent trois, ont tout de notations imprévisibles de voyages intérieurs. Jusqu'à ces récentes méditations, quarante-deux peintures à l'huile réalisées à l'automne 1983, regroupées sous le titre « Quarante-deux heures du Loup », sont comme un condensé de tous les thèmes chers à l'artiste.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-41-68-95. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45. La dimanche de 11 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 janvier.

Nîmes

Julien Schnabel

Les œuvres sur papier, depuis 1975. Beaucoup sont de grand format, comme on pouvait s'y attendre de ce jeune peintre américain à qui rien ne fait peur. Mais l'exposition montre aussi des choses modestes dessinées lors des séjours en Europe, quand Schnabel, qui n'était pas encore une vedette, découvrait l'Espagne de Gaudi.

Musée des Beaux-Arts, rue Cist-Foule, 30000. Tél : 66-76-70-76. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier.

La sélection Arts a été établie par : Genevieve Breuerre, Philippe Dague, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

DIRECTION JORGE LAVELLI

43 66 43 60

DERNIERES

GRAND THEATRE

OPERETTE

GOMBROWICZ / LAVELLI

On sort de cette Opérette ébloui par le talent des acteurs illusionnistes, le mensonge du théâtre, la virtuosité de l'illusion. Téliorama. Lavelli signe là, peut-être, sa plus luxueuse, sa plus trépassante mise en scène, sa plus épatante pourrait-on dire. Le Figaro.

Jorge Lavelli est peut-être notre maître du pastiche et de l'irrespect. Il le prouve avec cette œuvre méchante et drôle de Gombrowicz. Le Monde.

Lavelli manie tout ce brillant fatras avec une aisance stupéfiante, qu'il a communiquée à tous ses acteurs. Le rythme est formidable. On s'amuse bien. Le Nouvel Observateur.

Jorge Lavelli réussit le mariage du sourire et de la gravité, du rire et de la réflexion. L'Evénement du Jour.

PETIT THEATRE

LES PETITS AQUARIUMS

MINYANA / CANTARELLA

Florence Giorgetti, Christophe Huysman, Judith Magré, Daniel Marchaudon, Jean-Jacques Scheller, Jacques Verzier

15 RUE MAL LE BRUN 75020 PARIS M. GAMBETTA

SAISON SEEM

EXPOSITION

LES TROIS COULEURS D'OCUMICHO

Dix artistes et la Révolution Française DU 15 NOV. 1989 AU 20 JAN. 1990 CENTRE CULTUREL DU MEDOQUE 28, Bd Raspail (7^e) - 45 49 16 26 Lundi à Vendredi 10 h - 18 h Samedi 14 h - 19 h, Entrée libre

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

de l'American Center se trouve maintenant dans le 6e et le 8e.

2e trimestre : 4 janvier - 28 mars

Public Speaking - English for Business and Trade Film Course - Medical English - Wide Range - American Today - Video - Popular Writing and the American Press - Sound English.

Sessions intensives

Préparation au TOEFL

F.P.C.

Site d'Enseignement 1 place de l'Odéon 49, rue Pierre Curie 75001 Paris Tél : 45 33 18 32 Site de l'Enseignement 13, rue de la Harpe 75005 Paris Tél : 42 56 25 49

RESERVATIONS MAINTENANT

38 Le comité central d'entreprise de Renault
Divergences entre la Hongrie et la FMI

39 Les nouveaux ministres de la Bourse
40 Mouvements de la Bourse

41 Marchés financiers
42 Bourse de Paris

BILLET

Le modèle
Sentier

Le rapport sur l'avenir de l'industrie textile et de l'habillement remis au ministre de l'Industrie (le Monde du 6 décembre) est selon lui « un beau sujet de méditation sur l'industrie et sur ses rapports avec le reste de la société ».

M. Fauroux a raison. « La fin du taylorisme », annoncée par les auteurs, marque la nécessaire adaptation des entreprises à une demande passée, en effet, « de l'uniforme à la mode et à la fantaisie ». Pour suivre les goûts changeants des consommateurs des années 90, il faut être capable de réagir très vite, c'est-à-dire de livrer les vêtements « dans les huit jours ». Cela s'appelle de la flexibilité et le quartier du Sentier est présent, dans le rapport, comme une sorte de modèle.

Aller vite, ne pas avoir de stock, emprunter les « circuits courts », est la seule façon de lutter contre la concurrence des pays à bas salaire et la tendance d'y « délocaliser » les usines.

Si le t-shirt blanc peut être reçu de Taiwan, les chemises baroques faites à peu d'exemplaires (chacun la sienne) et changeant de style tous les mois, doivent être livrées « demain » donc être conçues et cousues localement.

Voilà, en résumé, la politique industrielle idéale dans tous les secteurs de main-d'œuvre. Les constructeurs japonais d'automobiles qui présentent des modèles améliorés tous les six mois ont d'ailleurs commencé à emprunter la même voie.

Le problème posé par ce « modèle Sentier » est social. On peut concevoir que pour aller vite et passer d'une chemise à l'autre, il faille un ouvrier plus qualifié capable de programmer sa machine informatique. Mais, on peut aussi faire appel au travail saisonnier, intérimaire, et même « au noir ». La flexibilité peut être synonyme de requalification comme de précarisation. M. Fauroux a raison, il y a là un choix de société. Il sera tranché non par tous les Français mais par les industriels. Nous ont-ils habitués à préférer la vertu du long terme à la facilité ?

E.L.B.

Le bilan de l'aide publique au développement

La famine risque de toucher
4 millions de personnes en Ethiopie

Le Comité d'aide au développement (CAD), qui regroupe, au sein de l'OCDE, dix-huit pays riches fournisseurs d'aide au tiers-monde, s'est réuni le lundi 4 et le mardi 5 décembre à Paris pour dresser le bilan de 1988 et tracer les grandes lignes de ce que devrait être l'action internationale en faveur du développement au cours de la décennie à venir.

De tous les pays désastres, c'est l'Ethiopie qui, à nouveau, suscite la plus grande inquiétude chez les responsables de l'aide internationale. « La situation est pire qu'en 1984-1985 et la famine risque de toucher quatre millions de personnes dans les zones de guerre civile », a estimé le président du CAD, M. Joseph C. Wheeler, lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion des ministres de la coopération des pays donateurs.

Mais l'exemple de l'Ethiopie ne doit pas donner lieu à un malentendu : la grande majorité des 700 millions d'êtres humains qui n'ont pas de quoi se nourrir ne sont victimes ni de la sécheresse ni de la guerre, mais simplement du dénuement, parce qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter à manger et pas de terre à cultiver.

C'est pourquoi le CAD a assigné trois objectifs principaux à l'aide au développement : « Encourager une croissance durable ; permettre une participation plus large de l'ensemble de la population aux activités de production, avec un partage plus équitable des fruits de ces activités ; enfin, assurer le respect de l'environnement et ralentir l'accroissement démographique ».

Le soutien

aux pays de l'Est

Outre l'accent mis sur les problèmes d'environnement, qui mèneront à eux seuls un renforcement de l'aide au développement au cours de la prochaine décennie, selon M. Wheeler, les membres du CAD ont beaucoup discuté de la situation dans les pays de l'Est. L'argent qu'on leur prêtait pour surmonter leurs difficultés économiques sera-t-il puisé dans les budgets d'aide déjà existants ? Le communiqué final se borne à indiquer que « ce soutien s'entendra par la détermination des gouvernements des pays membres d'accorder un rang élevé de priorité à la coopération pour le développement avec les tiers-monde ».

Le rapport 1990 du CAD fait le point sur l'aide mondiale au développement, qui s'est monté en 1988 à 51 milliards de dollars, toutes sources confondues. L'aide publique au développement (APD) en provenance des membres du CAD a représenté 48 milliards de dollars, soit une augmentation en termes réels de 7,6 %. Tout en se félicitant de cette progression, le rapport explique que beaucoup de contributions aux

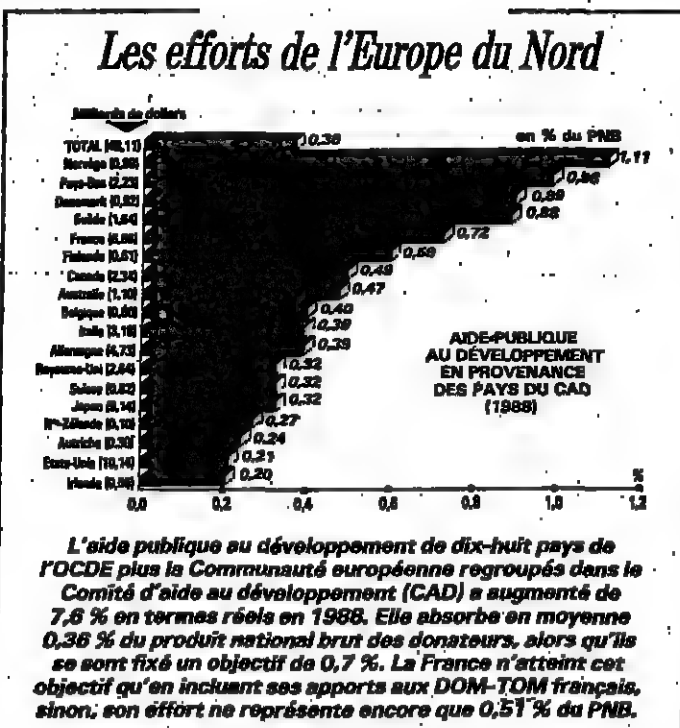
organismes multilatéraux ont été versées l'an dernier et que les chiffres de cette année pourraient s'en ressentir.

Le CAD signale toutefois une tendance plus inquiétante. Depuis le début des années 80, les crédits commerciaux au tiers-monde se sont effondrés, si bien que l'aide publique représente désormais plus de la moitié des apports de capitaux, au lieu de 30 % il y a dix ans. Elle représente plus de 10 % du PNB d'un cinquantaine de pays en développement. Le rapport souligne une autre anomalie : les pays qui ont bien su gérer leur cadette-

ment ont reçu proportionnellement moins d'aide que ceux qui se trouvaient en crise financière aiguë.

Du côté des donateurs, le CAD réitère l'objectif de parvenir à un montant de 0,7 % du PNB pour l'aide publique. Les pays nordiques sont les seuls à atteindre et, pour la plupart, à dépasser ce chiffre. Le Japon, dont les contributions augmentent de 6 % par an en termes réels, pense y arriver en 1992 et la France (actuellement à 0,51 % du PNB hors aide aux DOM-TOM) a annoncé son intention de parvenir à 0,7 %.

S. Gh.



Avec 482,4 km/h contre 406,4 km/h à son concurrent allemand

Le TGV reprend le record du monde

En réalisant, sur la ligne nouvelle, à grande vitesse, entre Courmoulin et Tours, qui entrera en service en 1990, une vitesse de pointe de 482,4 km/h, le TGV Atlantique a rendu, mardi 5 décembre, à la France le record du monde de vitesse sur rail. Celui-ci appartenait, depuis le printemps 1988, au train à grande vitesse ouest-allemand, Inter City Express (ICE), qui avait atteint 406,9 km/h.

Les ordinateurs, qui avaient simulé, depuis plusieurs mois, le comportement du TGV à 480 km/h, ne s'étaient pas trompés. Tout s'est passé mardi vers 11 h 40, comme ils l'avaient

renforcé ainsi que le système de régulation des moteurs.

Hormis cela, la rame 325 est une rame de série, qui retournera au service commercial en 1991, lorsque s'achèveront, sur la ligne Atlantique, les « marches d'essai », ces montées à grande vitesse qui permettent de vérifier que la suspension, le rail, la signalisation, la captation du courant et les ouvrages d'art se comportent comme prévu.

Au soir du record du monde, M. Roger Géri, directeur général adjoint et M. François Laché, chef des projets TGV à la direction du matériel de la SNCF, s'émerveillaient de la facilité avec laquelle avait été réalisé l'exploit. « Nous avons découvert qu'à 480 km/h il n'y avait aucun phénomène parti-

Le record du monde permet à la SNCF et à l'industrie ferroviaire française de faire d'une pierre plusieurs coups. Tout d'abord, comme l'a souligné M. Géri, il a été acquis avec du matériel de série et non, comme l'ICE ouest-allemand, avec un prototype. Ensuite, il permet d'étouffer dans l'œuf la menace du train à sustentation magnétique japonais ou ouest-allemand. Celui-ci nécessite une infrastructure spéciale au-dessus de laquelle il flotte à quelques centimètres de hauteur, mais il a « volé » à plus de 416 km/h et ses concepteurs estiment qu'il atteindra un jour les 500 km/h. En approchant, lui aussi cette vitesse, le TGV français démontre qu'il peut aller aussi vite que le train magnétique et à un coût considérablement moindre puisqu'il peut se contenter de voies existantes.

Objectif
Séoul

Enfin, le ruban bleu décroché par le TGV Atlantique vient à point nommé pour conforter les chances du constructeur GEC-Alsthom d'équiper la Corée du Sud en trains à grande vitesse. Ce pays a formé des projets extrêmement ambitieux pour relier à 300 km/h Séoul, Pusan et la côte est de la péninsule. Deux lignes pourraient être décidées, dont le coût excéderait 40 milliards de francs. Le gouvernement de Séoul hésite entre les technologies allemande, française et japonaise.

Le président sud-coréen, M. Roh Tae Woo, est venu tester en personne, samedi dernier, le TGV Atlantique. Les négociateurs français ont été frappés de constater que leurs interlocuteurs coréens étaient moins sensibles au fait que le TGV est le seul train au monde à rouler, tous les jours, à 300 km/h (le Shinkansen japonais ne dépasse pas 240 km/h et l'ICE reste expérimental) qu'à un record du monde de l'ICE ouest-allemand avec 406,9 km/h. Désormais, le TGV peut faire valoir qu'il l'emporte aussi bien dans le domaine de la vitesse commerciale qu'en matière de vitesse de pointe.

Si les Coréens optaient, au début de 1990, pour une coopération avec la France, celle-ci serait définitivement consacrée numéro un mondial de la grande vitesse ferroviaire puisque l'Espagne, la Grande-Bretagne et la Belgique ont adopté son savoir-faire... ce qui aiderait à convaincre à leur tour les Thaïlandais, les Australiens, les Américains et les Canadiens de rouler français.

ALAIN FAUJAS

INSOLITE

Panne de son

Déjà supprimé cette année, le Salon international son et vidéo, qui devait se tenir du 31 mars au 4 avril 1990 à la Porte de Versailles, a été annulé par les organisateurs. Aucune autre date n'a été fixée. Les grands fabricants européens de matériels électroniques grand public ainsi que les importateurs d'appareils japonais avaient en effet décidé de ne pas participer à cette manifestation.

La profession motive son refus par « le coût trop élevé des salons en France » et par les mauvais résultats escomptés pour 1989 : la concurrence féroce conduit les fabricants à limiter leurs marges. D'autre part, le Salon de Berlin-Ouest, le Funkausstellung tenu à la fin de l'été fait de l'ombre à la manifestation parisienne.

Ce forfait est d'autant plus dommageable que la technologie est parvenue à un tournant. Pas encore entrée dans les mœurs, la télévision à grand écran, à image améliorée, puis à haute définition, verra le jour et se développera au cours de la prochaine décennie. Mais la bataille des normes fait rage entre Européens et Japonais et l'issue est encore incertaine. Les fabricants hésitent dans ces conditions à présenter leurs matériels les plus récents, qui peuvent devenir immédiatement obsolètes.

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente, dans sa collection Analyses de Groupes :

- Alcatel NV
- Alstom
- CGE
- Ericsson
- Groupe SAGEM
- Legrand
- Matra
- Marlin Géri
- Philippe NV et Cie Française Philips
- Siemens
- Télémeccanique Electrique
- Thomson

une analyse stratégique, économique, financière et boursière est réalisée pour chacun de ces groupes.

vous rappelle, dans sa collection Analyses de Secteurs :

- Le leasing en Europe (3 volumes)
- Le capital risque en Europe : financement de la création, du développement et de la transmission d'entreprises
- L'industrie de l'armement dans le monde
- Les SSI européennes face à la concurrence internationale
- Les industries du lait en Europe

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 80 50. Téléc. : 222 632. Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BERRA ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.39. Téléc. : 431.27.48. — ITALIE : DATASANK à Milan — Tél. : 80.52.855. Téléc. : 865.579. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Téléc. : 157.1738. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647.09.75. Téléc. : 640.38.57.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Avec l'achat de l'ancien Carmaud Basse-Indre

Usinor-Sacilor devient le champion mondial de l'acier pour emballage

Usinor-Sacilor va racheter d'ici à mars 1990 la société CMB Acier (ex-Carmand Basse-Indre), filiale du groupe CMB Packaging, pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs. Avec une production de 360 000 tonnes d'acier pour l'emballage (fer blanc, fer chromé et fer verni en feuilles), CMB Acier emploie 1 280 personnes dans son usine de Lorraine-Atlantique et réalise un chiffre d'affaires d'environ 1,8 milliard de francs.

Cette acquisition permettra à Usinor-Sacilor de rattraper le japonais Nippon Steel en tête du palmarès mondial de l'acier pour emballage. Elle clarifie aussi les positions des Français dans ces secteurs. Dans l'aluminium, Pechiney s'est intégré vers l'aval en devenant lui-même producteur de boîtes grâce au rachat d'American Can.

Dans l'acier, Usinor-Sacilor, le seul producteur sidérurgique français, préfère s'intégrer de devenir lui-même fabricant d'emballages. Il souhaite au contraire trouver des collaborations avec ses confrères de l'aval, notamment avec CMB Packaging (né l'an passé de la fusion du français Carmand et du britannique Metal Box). Les deux entreprises ont décidé d'intensifier leur partenariat dans la recherche développement et dans la promotion de l'acier.

Un moment considéré comme perdu face à la concurrence des boîtes d'aluminium ou de plastique, l'acier s'est en fait largement développé grâce aux nouvelles techniques qui ont permis de réduire les feuilles à des épaisseurs très fines, lui ouvrant de nouveaux marchés.

Filiale alimentaire de la Compagnie de navigation mixte

Cassegrain est vendu à Bondue

La compagnie Saupiquet et le groupe Bondue ont annoncé, mardi 5 décembre, la signature d'un accord qui prévoit la cession au 1^{er} janvier 1990 de l'activité « légumes » de Saupiquet à Bondue. Cette transaction porte sur la marque Cassegrain, les deux usines de Flaucourt (Somme) et Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) et la plate-forme d'expédition de Chaulieu (Somme). Cet ensemble, qui faisait partie de la Compagnie de navigation mixte,

emploie au total 330 personnes. La Commission des opérations de Bourse a donc dû donner son feu vert (*Le Monde* du 6 décembre) à cette opération qui représente un chiffre d'affaires de 500 millions de francs.

Cet accord permet à Saupiquet, qui a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de francs et un bénéfice de 43,5 millions, de concentrer ses efforts sur l'activité de conserve de poisson dans laquelle il a une position dominante en Europe. Pour le groupe Bondue, cette occasion permet d'augmenter en France les parts de marché en conserve de légumes proches de celles qu'il a déjà en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas.

Les deux marques (Bondue et Cassegrain) seront conduites par deux équipes différentes. C'est une société Cassegrain SA qui regroupera les activités de cette marque.

RECTIFICATIF. — Un membre de phrase manquant a faussé la lecture de notre article intitulé « Le rapprochement entre Renault et Volvo est au point mort ». (*Le Monde* du 6 décembre). Il fallait lire que « la coopération imaginée aurait pu aller jusqu'à une double fusion : celle des activités automobiles : celle des activités automobiles Renault (et non de Volvo, comme il était écrit) et celle des camions sous celle de Volvo ».

SOCIAL

Le comité central d'entreprise de Renault

Le plan accompagnant la fermeture de Billancourt sera élaboré avant la mi-janvier

Les négociations sur le plan social qui sera mis en place dans le cadre de la disparition, en 1992, du site industriel de Renault-Billancourt vont s'ouvrir incessamment à l'annonce, mardi 5 décembre, la direction de la Régie.

A l'occasion de cette seconde et dernière journée de réunion du comité central d'entreprise (CCE), M. Raymond Levy, PDG du groupe automobile, a officiellement présenté le projet de fermeture de l'usine. Les représentants du personnel ont voté contre (CGT et CFE-CGC) ou n'ont pas pris part au vote (FO et CFDT), qui n'avait d'ailleurs qu'un caractère consultatif. Quant au débrayage de la CGT, il a été suivi, selon la direction, par sept cent vingt-cinq personnes.

M. Michel Praderie, directeur des affaires sociales et du personnel de Renault, a précisé que le plan social destiné à reclasser à l'intérieur comme à l'extérieur du groupe les quatre mille salariés de l'usine de Billancourt fera l'objet de discussions dès vendredi ou, « plus vraisemblablement », en début de semaine prochaine, sous l'égide du comité d'établissement.

L'objectif, a déclaré M. Praderie lors d'une réunion organisée mardi par l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), est d'éviter les licenciements massifs. A ce titre, Renault a l'intention de passer avec l'OMI (Office des migrations internationales) une convention qui permettra aux ouvriers immigrés (qui représentent les deux tiers des effectifs) d'une rente et non plus uniquement d'un capital en cas de retour dans leur pays d'origine.

Troisième étape

Ce plan social, a estimé M. Praderie, devra être bouclé au cours de la première quinzaine de janvier afin d'être rapidement soumis au comité d'établissement. « Nous souhaitons pouvoir signer un texte avec les syndicats, mais nous ne cherchons pas à tout prix un accord », a-t-il cependant prévenu. Selon lui, la fermeture de Billancourt n'affectera pratiquement pas la capacité de production de la Régie. Quant à la production elle-même, elle devra varier en fonction de l'évolution du marché.

Ainsi, la constitution d'une troisième équipe est envisagée à l'usine

de Flins (Yvelines) et la réalisation d'un modèle de bas de gamme n'est pas exclue. « Encore faudrait-il, a commenté M. Praderie, que nous ayons l'assurance de pouvoir fabriquer une petite voiture sans perdre d'argent... »

Au cours de ces deux journées de réunion du CCE, Renault a également annoncé l'extension progressive du régime d'annualisation des salaires à l'ensemble de ses cinq mille cadres. Actuellement, quelque trois cents cadres de haut niveau disposent de mensualités fixes auxquelles s'ajoute, en fonction de leurs résultats individuels, une « prime de performance » variable (pouvant atteindre jusqu'à 15 % de leur rémunération).

Un cadre qui aurait « démerité » garde néanmoins les bénéfices des augmentations générales sur son salaire de base. Ce mécanisme sera dans un premier temps étendu à un millier de cadres supplémentaires, et la totalité de l'encadrement sera assujettie à compter du 1^{er} janvier 1991. En revanche, M. Praderie écarte toute extension du « salaire au mérite » aux autres catégories de salariés de Renault. Enfin, les dépenses consacrées à la formation devraient atteindre 4,3 % de la masse salariale en 1990 contre 3,9 % en 1989.

JEAN-MICHEL NORMAND

La réouverture des Chantiers de l'Atlantique

La fin du lock-out est accueillie avec soulagement par les salariés

SAINT-NAZAIRE
de notre correspondant

La décision prise le 5 décembre par la direction des Chantiers de l'Atlantique de réouvrir le dernier grand chantier naval français, lock-out depuis le 8 novembre, a été accueillie avec soulagement par les 3 500 salariés rassemblés, le mercredi 6 décembre au matin, à l'heure de l'embauche, sur le terre-plein de Penhoët. Cependant, la majorité des métallos présents ne venait pas se satisfaire de cette concession faite par la direction.

Dès 7 h 30, les salariés du chantier se pressent sur le terre-plein dans la nuit froide. Les haut-parleurs de l'intersyndicale alternent les airs de rock et de musique... On commente la décision de la direction de réouvrir le chantier après quatre semaines de lock-out. Les métallos l'ont apprise mardi soir par la télévision ou les radios. « C'est une surprise, reconnaît un dessinateur. Mais il fallait bien en sortir. Et, vu l'état de nos finances, c'était la seule solution. Mais il faudra bien qu'on nous en compte nos revendications... » C'est aussi l'avis de Claude, la quarantaine, présent tous les matins sur le terre-plein depuis le début du conflit : « Cela ne pouvait pas

durer. Il fallait que l'un des deux cède. C'est le patron qui a cédé. »

Lois du compte

« On ne pouvait pas continuer des semaines et des semaines », explique André, traceur, âgé de trente-quatre ans. Pour Bernard, trente-trois ans, « un des jeunes du chantier », souligne-t-il, lui-même, traceur lui aussi, dix-huit ans d'ancienneté et un salaire de 6 700 F, la reprise a un goût amer : « Rester sans rien avoir, ce n'est pas normal. Le patron aurait pu faire un geste. Cela ne va pas être facile de reprendre... L'augmentation de salaire pour 1990 concédée par la direction tourne autour de 60 F. On est loin des 1 500 F réclamés par l'intersyndicale CGT/CFDT. »

Or est loin du compte », ont répliqué les porte-parole des trois syndicats en invitant les salariés à entrer dans le chantier. « Nous n'avons jamais demandé à être mis dehors. Nous rentrons, mais pour poursuivre la lutte », dit René Magré (CGT). Tandis que Bruno Lomnac (CFDT) constate que la direction « a réouvert les portes sans conditions ».

JEAN-CLAUDE CHEMIN.

Au conseil des ministres

Un projet de loi précise les conditions de recours à l'interim

Le conseil des ministres devait examiner, mercredi 6 décembre, le projet de loi destiné à limiter les abus d'utilisation du travail précaire, préparé par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail.

Le texte renforce et précise les conditions de recours à l'interim, au contrat de travail à durée déterminée et au faux travail indépendant (*Le Monde* du 23 novembre).

A l'origine, le projet devait être soumis au Parlement avant la fin de la session en cours, mais cela paraît maintenant compromis.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialistes à l'Assemblée, a annoncé la tenue d'une session extraordinaire en janvier, dont la décision appartient au président de la République. D'autres élus socialistes pensent que le débat aura lieu à la prochaine session de printemps.

Les questions de calendrier sont importantes et recouvrent des divergences d'attitude. Pour contre la loi, M. Jean-Louis Girat, président de la commission sociale du CNFP, a proposé d'ouvrir une négociation interprofessionnelle sur les mêmes thèmes, dans l'espoir d'aboutir à un accord pour le 15 février.

ÉTRANGER

La mise en œuvre des réformes économiques

Importantes divergences entre la Hongrie et le FMI

Les négociations, en cours depuis plusieurs mois entre la Hongrie et les experts du Fonds monétaire international (FMI) devraient être conclues prochainement, mais semblent actuellement mises en péril par d'importantes divergences.

Les exigences du FMI en matière d'assainissement du budget et de la balance des paiements courants sont en effet vivement critiquées par les responsables hongrois, dont le ministre d'Etat, M. Imre Pozsgay. La Commission européenne devait décider, mercredi 6 décembre, du lancement, le 18 décembre d'un emprunt de 1 milliard d'euros (7 milliards de francs) destiné à aider la Hongrie à surmonter ses problèmes financiers; ce prêt reste conditionné à la signature d'un accord avec le FMI.

M. Pozsgay a affirmé à la presse, le mardi qu'« un accord avec le FMI est fondamental pour orienter les autres créanciers ». Il considère que l'organisme financier international adopte une approche « trop rigide ». Le 22 novembre dernier, le Parlement hongrois a refusé de signer le programme économique du gouvernement, qui prévoyait l'adoption de mesures conformes aux souhaits du FMI, notamment un retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de déficit des paiements courants à 1 milliard de dollars en 1990. « Les Etats-Unis ont pourtant un déficit budgétaire de plus de 100 milliards de dollars, et personne n'est ébranlé », s'est exclamé M. Pozsgay. Le ministre a affirmé que pour résoudre la crise provoquée par la question de la réforme de l'économie, son gouvernement proposera prochainement un programme à court terme (six mois à un an) axé principalement sur l'assainissement financier du régime. En tout état de cause, « il serait insensé de promettre une augmentation du niveau de vie avant 1993 », a-t-il déclaré.

Dans le domaine fiscal, M. Pozsgay a réitéré son attachement à un traitement préférentiel pour les entreprises étrangères en Hongrie, car « il faut créer des personnes capables de taxes avant de pouvoir les taxer ».

Sous la pression des milieux politiques

Démission du président de l'organisme de supervision des caisses d'épargne américaines

M. Danny Wall, président de l'organisme de supervision des caisses d'épargne américaines (Office of Thrift Supervision), annonce sa démission lundi 4 décembre. Cette décision était réclamée depuis quelque temps dans les milieux politiques de Washington, où l'on reprochait à M. Wall son attitude lors de la faillite d'une importante caisse d'épargne de Californie, Lincoln Savings and Loan Association. M. Wall aurait en effet caché certaines activités illégales de Lincoln.

Plusieurs parlementaires auraient reçu de l'argent de la part du président de Lincoln soit égaré, soit détourné, soit utilisé pour camoufler des opérations financières haut risque menées par l'organisme d'épargne. Le sauvetage de Lincoln devrait coûter 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs environ) aux finances publiques américaines.

Les négociations CEE-ACP

Accord pour le renouvellement de la convention de Lomé

La CEE et les soixante-six pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) sont parvenus à un accord, mardi 6 décembre, pour renouveler la convention de Lomé, le plus important accord de coopération Nord-Sud. Les pays ACP ont en effet accepté la dernière proposition de la CEE, qui porte son aide à 12 milliards d'euros (environ 84 milliards de francs) sur cinq ans. Cette enveloppe comprend 10,8 milliards d'euros de subventions et 1,2 milliard de prêts de la Banque européenne d'investissement. La CEE a dû rallonger de 100 millions d'euros son offre initiale. La France, qui a fait de la signature de la présidence communautaire, y contribue pour moitié. La ratification officielle devrait intervenir le 15 décembre à Lomé.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-89-81.Le Monde
PUBLICITE5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-53 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 FLe Monde
TÉLÉMATIQUECompos. 38-15 - Tape LEMONDE
ou 38-15 - Tape LMReproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	363 F	399 F	584 F	789 F
6 mois	726 F	798 F	1 168 F	1 578 F
1 an	1 452 F	1 596 F	2 336 F	3 156 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

AFFAIRES

Un colloque sur les nouveaux métiers de la Bourse

La sortie difficile d'un long sommeil

Le 22 et 23 novembre dernier, le Monde a organisé un colloque sur le thème « Hommes et marchés : nouveaux besoins, nouveaux métiers ». Durant ces deux journées, une centaine de professionnels de la Bourse s'étaient réunis dans quatre ateliers pour débattre ces questions. Ils se retrouvaient ensuite autour de deux tables rondes pour évoquer aussi l'aspect humain de cette évolution avec, en toile de fond, « le très grand bouleversement qui fait d'embolie éclater le cadre juridique de leur travail et y introduit des données nouvelles », comme le rappelle en préambule M. Régis Rousselle, président du Conseil des Bourses de valeurs.

Les ateliers traitaient de deux thèmes majeurs : les différents métiers et la formation requise pour les exercer et suivre leur évolution.

La première discussion évoquait la chaîne des métiers et son évolution. Elle portait de plusieurs constats, comme l'industrialisation des marchés, l'apparition de nouvelles fonctions (markets makers, contrôleurs, analystes) et l'accroissement de leur interdépendance. D'où la difficulté à définir l'ensemble de ces nouvelles tâches. Pour le président de séance, M. François Bacot, directeur général de la société de Bourse Bascot Allain : « Notre difficulté à trouver des définitions vient de ce que nous sommes en phase de rattrapage. Le Royaume-Uni vit actuellement les conséquences du Big Bang, alors que nous vivons les conséquences d'un long sommeil. Nous avons évité des hommes de marché, qui sont des décideurs soumis à des sanctions immédiates, avec un fort esprit de synthèse. Il leur manque de la communication et de la capacité à travailler ensemble pour mieux contrôler leur efficacité. Il faut encore améliorer leur efficacité et éliminer les frustrations du « back office ».

Les différents savoirs

La réhabilitation de ces métiers du « bureau du fond » chargé de l'indépendance était évoquée lors d'un atelier présidé par M. Luc André, directeur à la Caisse centrale des banques populaires (CCBP). Longtemps déconsidérées et effacées par le développement spectaculaire du « front office », qui regroupe les intervenants des salles de marché, ces fonctions de contrôle et d'organisation reviennent à l'honneur, au nom de la rentabilité économique, et sont appelées à être de plus en plus liées aux tâches de négociateurs.

La réforme du système de règlement livraison des titres (RELI), qui sera mise en place dès l'an prochain à Paris, devrait accroître leur importance. « La distinction traditionnelle entre marché et intermédiaire a largement disparu, et on parle à présent des différents savoirs nécessaires. Les efforts consentis jusqu'ici au niveau du front office appellent maintenant un rattrapage important du back office », explique M. Noël Amenc, rapporteur de l'atelier et représentant du Cérâm.

Ce rapprochement donne lieu à l'émergence du « middle office », un nouveau service avancé au client (suivi en temps réel, contrôle de gestion permanent au niveau des risques, des en-cours) qui ne nécessite pas l'intervention coûteuse des gens du front office, mais qui n'est pas seulement du back office usuel.

« Dans ce métier, le management des hommes progresse avec l'arrivée de personnels davantage diplômés. Comment gérer cela ? Jusqu'en 1986, il y a eu une stratification de procédures nouvelles face à l'évolution des marchés ; depuis, la réforme est devenue nécessaire, et pose un défi de productivité et un défi de communication. Cela amène une importante pression sur les systèmes de place, et développe de nouveaux métiers (contrôle et ingénierie de systèmes). Les formations nécessaires (tant initiale que continue) n'existent pas. Elles se développent à présent. Ce manque est net au niveau de bac + 2 ».

Un problème de cohabitation

Mais cette transformation pose un problème énorme de cohabitation entre des jeunes sortant d'école largement payés et une grande partie des diplômés, pour la plupart « sous-diplômés ». Le clivage risque de s'amplifier entre ces deux catégories entraînant des problèmes sociaux. L'une des solutions serait le développement de petits métiers parallèles ou l'accélération de la formation.

Ce problème de la formation était étudié en détail au cours de deux autres ateliers. L'un d'entre eux, sous la présidence de M. Jacques Lévy, directeur de l'Ecole des mines, s'intéressait à la recherche du « moulin à cinq parties » idéal pour opérer sur le marché. L'idée d'une formation généraliste d'un niveau bac + 2 est ressortie de ces débats, tout comme la nécessité de la formation continue, pour éviter d'embaucher à des coûts prohibitifs.

« Il faut à coup sûr une formation de généraliste, car ces métiers évoluent très vite... », a estimé M. Charlet, étudiant à l'ESIC Marseille. Faut-il une formation scientifique ou commerciale ? L'atout mathématique des ingénieurs peut être déterminant dans certains postes, mais la vision générale de l'entreprise et les connaissances plus précises en finance et en

comptabilité des commerciaux peuvent être également capitales. Le partage entre formation initiale et formation continue est délicat. Les troisièmes cycles sont nécessaires, mais ils sont très rares. Un diplôme de bac office plus proche du niveau bac + 2 serait également nécessaire.

Les intervenants ont également insisté sur l'importance de la formation continue, d'autant plus essentielle que l'évolution très rapide de ces métiers induit un fort besoin de reconversion. Les entreprises sont cependant peu enclines à dispenser des congés de formation ou des moyens similaires. La profession a toutefois du mal à quantifier ses besoins en formations spécialisées. Quant à la reconversion des personnels ainsi embauchés, elle est difficile pour les métiers du front office, du fait des niveaux de salaires atteints. « Peut-être, conclut le rapporteur, les sociétés auraient-elles intérêt à développer la formation continue de leurs personnels en place pour éviter un recours à des diplômés aussi chers ».

Enfin, les perspectives de carrière pour les hommes de marchés évoquées sous la présidence de M. Jacques Guyard, directeur à la Société des Bourses françaises, ont révélé quatre types de problèmes :

— Y a-t-il une identité professionnelle ou culturelle des hommes de marché, d'autant que le métier est jeune et exercé par des jeunes ?

— Quelles motivations faut-il avoir pour chercher à faire carrière ? L'argent attire énormément, l'attrait pour les métiers ne vient qu'ensuite ;

— Quelles sont les stratégies des conseils en recrutement sur ce marché ? Ils ont augmenté la liquidité de ce marché. Auparavant, il était indécrottable de débaucher quelqu'un chez un confrère... Mais les réseaux et la cooptation peuvent jouer rôle ;

— Comment les entreprises doivent-elles gérer ces hommes pour les conserver, d'autant que le clivage est très important entre les petites et les grandes entreprises ?

Ces quatre ateliers ont servi de base de réflexion à deux tables

rondes : sur « Les hommes des marchés dans l'entreprise » et sur « La formation et le recrutement des hommes de marché ».

Dans la première discussion, M. Frédéric Saint-Geours, directeur financier de Peugeot SA, a rappelé que, après les années fastes de 1979 à 1986, au cours desquelles de nombreuses entreprises industrielles ont cru pouvoir gagner de l'argent facilement sur les marchés, « les accrocs observés ont conduit à une conception plus saine ». Pour lui, « il y a une grande différence entre les entreprises qui ont cherché à monter des centres de profits autonomes et les autres ». Ce second groupe est amené à se développer. Les hommes de marché au sein de ce type de sociétés ont des perspectives différentes. « Ils ont des chances d'évoluer au sein de directions financières, ce qui posera des problèmes d'insertion, notamment en termes de rémunération ».

Points de passage

Le recrutement était l'un des éléments du deuxième débat. Pour M. Thierry Coste, directeur central de la BNF, « l'essentiel du recrutement concerne le front office. Il y a un retard au niveau du back office, mais il n'y aura pas de révolution en quelques mois. L'insertion de jeunes diplômés nous conduit à créer des points de passage entre le front office et le back office. Pour une demande ne nécessitant pas le recours systématique à des diplômés bac + 5, nous pratiquons un recrutement interne qui correspond environ à un bac + 2. L'avantage de ces personnels est leur grande connaissance de la maison, leur grande cohésion, ce qui n'est pas le cas du personnel de la salle, qui connaît un turn-over important ».

Cette intégration permet également de limiter les risques de clivage entre anciens et nouveaux : un élément qui s'est confirmé être, au fil de ces journées de débats, l'un des principaux dangers de cette modernisation de la place financière.

DOMINIQUE GALLOIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

Le conseil d'administration de la SICAV SAINT-HONORÉ MATHON PLACEMENTS, réuni le 30 novembre 1989, a convoqué une assemblée générale mixte le 14 février 1990 à 17 h 30. Cette assemblée aura pour ordre du jour, entre autres, la modification de l'article des statuts « Affectation et répartition des résultats », ce qui permettra aux actionnaires de bénéficier des nouvelles dispositions législatives, autorisant la capitalisation de tout ou partie des bénéfices.

Banque Fédérative Crédit Mutuel

Les comptes, arrêtés au 30 septembre 1989, font apparaître un produit net bancaire de 800 MF et un résultat brut d'exploitation de 400 MF.

Ces chiffres confirment les prévisions de résultats pour l'exercice en cours, qui devraient se situer à près de 970 MF pour le produit net bancaire et 500 MF pour le résultat brut d'exploitation ; soit des progressions de 11 % et de 18 % par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Bénéficiant d'une notation Moody's (Aa3/P1) la Banque Fédérative du Crédit Mutuel vient de lancer un programme d'émission de 100 M\$ d'euro CD's à Londres.

OFF - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

Le conseil d'administration, réuni le 4 décembre sous la présidence de M. J.-C. Ganton, a examiné les opérations qui ont été effectuées depuis le mois de septembre, en particulier l'évolution de la participation que l'OFF détient dans Lambert Frères. La prise de contrôle de cette société par Polier doit assurer à celle-ci un nouveau développement auquel l'OFF restera associé puisqu'il souhaite garder une participation voisine de 10 %. Les plus-values importantes résultant de la cession d'une partie des actions détenues par l'OFF ne seront pas prises en compte sur l'exercice 1989, mais pour la majeure partie en 1990. Compte tenu de la valorisation, sur la base du prix de 533 F retenu pour l'OFF au cours de la participation que conservera l'OFF, on peut estimer que l'opération dégagera des plus-values, réalisées ou latentes, de l'ordre de 440 MF, avant impositions fiscales.

Les prévisions de clôture de l'exercice 1989, qui ne tiendront donc pas compte de cette opération, restent inchangées, et le résultat devrait être proche de celui de 1988.

Le conseil a coopté M. Serge Tchouk comme administrateur en remplacement de M. Louis Deny.

M. J.-C. Ganton, qui était atteint par la limite d'âge légale à la fin de l'exercice 1988, avait accepté, en mars dernier, que son mandat de président-directeur général soit renouvelé pour un an par le conseil. Il a confirmé son intention de mettre fin à ses fonctions à la clôture de l'exercice 1989, c'est-à-dire au moment de l'approbation des comptes par le conseil et l'assemblée.

BSI 1873

Banca della Svizzera Italiana

La BSI entre dans le marché italien

Poursuivant son développement international, la BSI-Banca della Svizzera Italiana, Lugano (Suisse), a acquis 20 % du capital de la Cassa Lombarda di Milano, banque italienne essentiellement active dans le domaine du crédit commercial et industriel.

Grâce à cette opération, la BSI jette les bases de son insertion progressive dans le marché italien, qu'elle juge stratégiquement important, tant en vue de la création du marché commun unifié de 1992 qu'en

égard aux liens étroits existant entre le canton du Tessin et la Lombardie.

Son choix s'est porté sur la Cassa Lombarda ; une alliance a ainsi été conclue avec la COFI S.A., société luxembourgeoise bien connue qui représente le groupe de contrôle de la Cassa Lombarda et dispose de participations financières multiples, dont la Privat Kredit Bank en Suisse.

La BSI et la COFI entendent constituer rapidement à Milan une société financière présente dans

toutes les activités de merchant banking, dont la participation majoritaire reviendra à la BSI. Cette alliance donnera corps à une structure intégrée à vocation financière et bancaire destinée au service du marché italien.

La BSI estime que, dans la perspective de la libéralisation des contrôles des changes et de la réalisation du marché européen, la clientèle italienne s'orientera davantage vers une globalisation de ses investissements et saura donc apprécier les services bancaires et financiers mis à sa disposition par la BSI-Banca della Svizzera Italiana.

LE MONDE diplomatique

Décembre 1989

● **LES BOULEVERSEMENTS EN EUROPE CENTRALE** : En un mois, des régimes figés depuis des décennies ont été bouleversés par leurs peuples et s'engagent désormais dans la voie de la démocratie. Après l'explosion de joie vient le temps de la réflexion. Claude Julien, Marc Ferro, René Passot, Jean-Jacques Guichard et René Lasserre analysent la nouvelle donne géopolitique et s'interrogent sur les menaces que recèlent tous ces brûlants espoirs au cœur de l'Europe pendant quarante ans, et qu'attise désormais le vent de l'histoire.

● **LE JAPON, UN EMPIRE FINANCIER** : Profitant de l'accès désordonné mondial et des fragilités de la politique économique américaine, le Japon, autre vaincu d'hier, a mis sur pied une phénoménale machine financière dont Frédéric F. Clairmonte analyse les rouages et décrit les faiblesses.

Dans le même numéro :

- **CULTURE ET DÉMOCRATIE** : Les journaux de la culture, par Jean-Louis Rollot. — La presse et les paradoxes de la liberté, par Jean-Luc Pouchier.
- **CHILI** : Transition vers la démocratie, par Victor de la Fuente.
- **CAMBODGE** : Folie meurtrière ou État de droit ?, par Nguyen Duc Nham.
- **LITTÉRATURE** : Une nouvelle inédite de Nadine Gordimer.

En vente chez votre marchand de journaux

PARIS - ILE-DE-FRANCE

La chambre de commerce et la révision du schéma directeur

- Une caisse des infrastructures pour gérer la nouvelle taxe sur les bureaux
- Des autoroutes urbaines concédées et accessibles avec un péage.

L'assemblée générale de la chambre de commerce et d'industrie de Paris présidée par Bernard Cambouris porte-parole, dit-elle, de 250 000 ressortissants « qui sont autant d'opérateurs économiques », vient d'adopter le rapport que lui présentait M. Collet au nom de sa commission de l'aménagement régional sur l'avenir de l'Ile-de-France. Il s'agit pour elle de préciser sa position face aux projets de révision du schéma directeur qui devrait être annoncé officiellement au début de l'année prochaine.

Le rapport Collet rejette d'abord ce qu'il appelle un certain nombre d'idées conventionnelles.

Première idée : l'Ile-de-France a par rapport à la province « une croissance parasitaire ». C'est, dit la chambre, un slogan souvent entendu, mais très contestable. En fait, la région a maintenu (simplement) sa part dans la valeur ajoutée nationale au prix d'une intense restructuration, plus importante dans son ampleur que celle de tous les grands bassins industriels de France et cela sans aucun apport extérieur ni aide particulière de l'Etat.

Globalement, entre 1982 et 1988, l'emploi non public de la région a diminué. La légère croissance de l'emploi privé (+1,7 % à Paris, +7,5 % en Ile-de-France) n'a pas

compensé le recul marqué de l'emploi secondaire (-16,4 % à Paris, -15 % en Ile-de-France).

Deuxième idée : le « déséquilibre » est-ouest ? On voudrait faire croire, dit la chambre, que les emplois sont à l'ouest et les habitants à l'est. Cette simplification est inexacte. Le plus grand déséquilibre est dans le bassin central et la périphérie et plus précisément entre Paris ouest et le reste de l'agglomération. Le taux d'emploi des Hauts-de-Seine (rapport des emplois aux actifs) n'est pas supérieur à l'est, c'est-à-dire qu'il se situe à peu près au même niveau que celui de Paris est. En revanche, il est vrai qu'à l'intérieur du bassin central existe un réel déséquilibre est-ouest, au moins au regard qualitatif que quantitatif, au détriment du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis.

En contrepoint de ce constat déjà ancien, un rééquilibrage est en cours. De 1975 à 1987, l'emploi total a baissé à Paris, un peu dans les Hauts-de-Seine (ce département a perdu environ vingt mille emplois en dix ans) et en Seine-Saint-Denis. Il a augmenté sensiblement en grande couronne, légèrement en Val-de-Marne. Pour la même période (et le constat vaut si l'on remonte à 1960), 60 % de l'emploi tertiaire nouveau s'est localisé en grande couronne (20 % en Val-de-Marne/Seine-Saint-Denis et 20 % à Paris/Hauts-de-Seine).

La chambre envisage ensuite ce qu'elle désigne comme de « fausses

solutions » pour remédier aux difficultés de l'Ile-de-France.

Ainsi, d'abord, le maintien de l'agglomération. Les autres pays européens, dit-elle, s'efforcent d'attirer les entreprises autour de leur pôle de croissance. La région Ile-de-France les en dissuade. La procédure de l'agglomération d'une zone pays une image archaïque, négative et bureaucratique. C'est, d'ailleurs, placer une région à vocation internationale en position de faiblesse vis-à-vis de ses concurrents. Et la procédure fait encore plus de dégâts par effet d'annonce que par celui des faits.

La redonne au la construction de bureaux, ensuite. « Là aussi, il s'agit d'une contrainte propre à l'Ile-de-France. Elle a été pratiquement doublée en février 1989 avec une pénalisation accrue de l'ouest : taux maximum 1 600 F, taux intermédiaire 1 000 F, taux réduit 400 F. Seules les entreprises la paient. Il est tout à fait anormal que les administrations et les services publics ne soient pas assujettis ».

Une taxe nouvelle sur le parc de bureaux, enfin. « Il s'agit là encore d'une proposition fondamentale du conseil des ministres du 13 octobre 1989. Cette taxe nouvelle, modifiée en trois secteurs (la modulation reprendra celle de la redonne), s'analyse comme un impôt supplémentaire sur le capital et son usage. La chambre, « tout en désapprouvant cette mesure, demande que deux dispositions soient au moins adoptées :

1) l'assiette devrait être aussi large que possible, c'est-à-dire exclure ni les villes nouvelles, ni l'Etat, ni les administrations et les collectivités locales dont le parc représente, en Ile-de-France, environ un tiers de 35 à 37 millions de mètres carrés.

2) le produit devrait être intégralement versé à une caisse des infrastructures gérée par le conseil régional ».

Usager ou contribuable ?

Cela dit, la chambre propose, pour l'Ile-de-France, le programme d'actions suivant :

« Ce qu'il faut faire, c'est choisir la qualité des implantations plutôt que la quantité avec une finalité : l'expansion sans asphyxie. Une gestion saine et économique d'un foncier rare et cher conduit à privilégier les emplois à forte valeur ajoutée et peu consommateurs d'espace. Cela incline naturellement vers le tertiaire supérieur, la recherche, les communications internationales.

La reconstitution du stock de bureaux, l'adaptation du produit aux normes modernes plus exigeantes en espace, rendent néces-

saire le lancement d'une nouvelle génération (y compris des bureaux en blanc, particulièrement appréciés des investisseurs et surtout des entreprises).

Les congrès, foires, expositions et Salons (c'est-à-dire le tourisme d'affaires pour utiliser un terme plus général) placent actuellement la région au premier rang dans le monde pour les congrès, au premier rang en Europe pour les Salons. Il s'agit d'un atout maître correspondant, d'une part, aux besoins de la région capitale, d'autre part, à la demande très clairement exprimée des entreprises françaises et étrangères.

Relance des investissements

La relance des investissements suppose la recherche de nouvelles ressources. Il est économiquement sain et politiquement acceptable pour la nation de relayer le contribuable par l'usager, c'est-à-dire de se tourner résolument vers les auto-

routes urbaines concédées, donc à péage. Il n'y a pas d'autre moyen pour compenser, d'une part, la dérive de la charge foncière, d'autre part, le retrait relatif de l'Etat dans le domaine routier, attendu, il est vrai, par l'engagement de plus en plus grand du budget régional.

Tout cela, estime encore la chambre, exige un chef d'orchestre, c'est-à-dire une autorité régionale incontestée. Elle prendrait le relais du préfet de région, ancien coordinateur de l'aménagement régional et dont les pouvoirs ont été sérieusement remis en cause par la décentralisation administrative. L'aménagement est désormais « en miettes », en Ile-de-France comme ailleurs ; mais cette dérive est plus grave encore dans une région capitale dont le tissu urbain et le maillage de transports sont pratiquement continus.

Le préfet doit garder son rôle de porte-parole de l'Etat. Il a son mot à dire, mais c'est au conseil régional qu'il appartient essentiellement de définir et d'assumer la politique de la région.

Population et emploi : un certain tassement

Population (en milliers)			
Région Ile-de-France	France entière	Part de la région Ile-de-France (%)	
1954	7 317	42 777	17,1
1968	9 249	49 780	18,6
1975	9 878	52 656	18,7
1982	10 073	54 335	18,5
1987	10 185	55 510	18,3

Population active (en milliers)			
Région Ile-de-France	France entière	Part de la région Ile-de-France (%)	
1954	3 671	19 485	19,1
1968	4 397	20 398	21,5
1975	4 804	21 776	22,1
1982	4 933	23 551	21
1986	4 701	21 247	22,5
1987	4 606	21 405	21,5

Un nouveau contrat Etat-région

140 millions de francs sur cinq ans pour l'orchestre régional

Olivier Philip, préfet de la région d'Ile-de-France et Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional viennent de signer le contrat particulier relatif à la musique et au patrimoine que prévoyait le contrat de plan Etat-région de mai 1989.

Ce document organise et formalise la coopération entre l'Etat et le conseil régional d'Ile-de-France dans les domaines de la musique et du patrimoine.

Il existait auparavant des conventions entre l'Etat et la région (convention triennale relative à l'orchestre national d'Ile-de-France, conventions particulières organisant le financement de certains travaux sur monuments historiques), mais toutes avaient un objet précis et limité : l'actuel contrat dépasse ces objectifs ponctuels pour organiser sur cinq ans la collaboration de l'Etat et le conseil régional.

Un peu plus de 500 millions seront consacrés à ces actions communes, 250 millions étant versés par l'Etat, 250 par la région, affectés pour moitié environ à la musique et au patrimoine.

Pour ce qui est de la musique, il est prévu d'attribuer 140 millions de francs à l'orchestre d'Ile-de-France. L'Etat qui souhaite laisser aux collectivités locales le soin d'assurer le financement des orchestres régionaux, s'est beaucoup fait tirer l'oreille pour soutenir l'orchestre d'Ile-de-France — cent salariés au total — auquel la région a prescrit de réserver les deux tiers des prestations à la banlieue. Pour le reste, le contrat prévoit d'aider au développement de la formation musicale, de la pratique amateur, de la danse.

Dans le domaine du patrimoine, de grandes opérations d'intérêt régional vont être organisées : res-

tauration du domaine de Villarcoux mise en valeur de deux grands sites archéologiques de Genainville et Pincevent, restauration de l'ensemble monumental de Provins, etc. auxquelles il faut ajouter les programmes de sauvegarde d'importants édifices religieux de la région comme la basilique Saint-Denis. Deux secteurs nouveaux vont être aidés : le patrimoine industriel (quatre sites ont été jusqu'à présent retenus comme la rotonde des locomotives de Longueville) et le patrimoine écrit : un atelier de restauration des documents graphiques va être créé.

Sur le fond ce genre de contrat présente un double intérêt. Il permet d'abord de garantir des actions continues, sur plusieurs années, dans des domaines où l'on ne peut intervenir à la petite semaine. Il organise en outre un véritable partenariat entre l'Etat et la région avec une véritable spécialisation des tâches. « Dans le domaine patrimonial », explique ainsi le préfet de la région, on voit se dégager un concept d'intérêt d'intérêt régional, entre les monuments de caractère national et ceux représentant un intérêt plus local. L'Etat tend à privilégier la sauvegarde architecturale — sa responsabilité est celle du clos et du couvert — tandis que la région met l'accent sur la valorisation et l'aménagement des monuments et des abords dans une perspective de développement du tourisme culturel. Dans le domaine de la musique se précise aussi une spécialisation des rôles de l'Etat et de la région, l'un concentrant ses efforts sur la formation, les pratiques professionnelles de haut niveau et la création, l'autre sur la diffusion musicale et chorégraphique ou l'incitation aux pratiques amateurs.

Polémique immobilière autour du mont Valérien

Le virus de la construction immobilière n'a pas fini de faire des ravages dans l'Ouest parisien et particulièrement dans la « zone d'influence » du quartier de la Défense.

Cette fois, c'est une parcelle de 9 000 mètres carrés située à Rueil-Malmaison dans les Hauts-de-Seine sur le flanc du mont Valérien, qui est menacée. La mairie de Rueil qui dirige le député RPR Jacques Baume, projette de construire sur ce terrain vacant dont elle est propriétaire, une cinquantaine de logements locatifs. Le lancement d'une procédure de demande d'utilité publique (DUP) a immédiatement soulevé un flot de protestations parmi les habitants de ce quartier pavillonnaire, qui se sont constitués en association des Amis du mont Valérien. Ils opposent au projet une liste impressionnante d'objections.

La parcelle concernée, disent-ils d'abord, est un des derniers espaces verts disponibles à Rueil. Boisée d'arbres plus que centenaires et située sur les hauteurs du mont Valérien (point culminant de la région parisienne) dans un quartier tranquille et préservé où viennent encore nicher les rossignols, elle mériterait une affectation d'intérêt plus collectif.

La parcelle est mitoyenne, en outre, de deux espaces verts publics, le cimetière-parc de Nanterre et le jardin départemental du mont Valérien dont elle constituerait un prolongement naturel et une extension souhaitable. La DUP actuelle vise à annuler une DUP antérieure qui avait permis diverses expropriations dans ce secteur afin d'y aménager un centre de loisirs d'ailleurs conforme aux vœux des riverains. Mais la municipalité considère que ce centre de loisirs « ne s'impose plus ».

Le pourtour du mont Valérien, ajoute encore l'association, est un site chargé d'histoire. De nombreuses cérémonies religieuses et commémoratives étaient encore récemment organisées sur le terrain menacé. Les Amis du mont Valérien ont voulu, sur ce point, attirer l'attention d'un adjoint au maire, Charles de Gaulle, petit-fils du général, jusqu'ici sans résultat.

Enfin, toujours selon l'association, le terrain visé est probablement impropre à la construction. Tourmenté et instable, il est constitué d'anciens débris de sablières et sans doute truffé de carrières souterraines.

Procès d'intention

Finalement, les riverains se demandent : s'il existe à Rueil une seule parcelle qui soit aussi bien adaptée à la création d'un espace vert et si mal adaptée à tout autre usage — et s'il est « bien convenable que la commune apporte à une société immobilière des terrains expropriés à une autre fin alors que les anciens propriétaires s'étaient vu refuser des permis de construire pour leur propre usage ».

M. Jacques Baume a rétorqué, au cours d'une réunion publique houleuse, que les adversaires de son projet étaient des « bourgeois sans cœur » qui refusaient de partager leur petit coin de paradis. Pourtant, connaissant la valeur foncière et la situation hautement privilégiée du terrain, il est effectivement permis de douter que les logements prévus resteraient bien, comme l'affirme la mairie, « des logements sociaux destinés aux jeunes ménages ruellois », et ne soient pas plutôt l'occasion d'une opération immobilière. Crainte que Maurice Prudhomme, adjoint chargé de l'urbanisme, interprète comme « un procès d'intention ».

Tout récemment, et bien que le commissaire enquêteur ait rendu un avis « favorable sans aucune réserve », le maire se disait prêt, au cours d'une seconde réunion, à reconsidérer son projet. Mais les services municipaux se refusent par la suite à confirmer cette position.

FRANÇOIS ROLLIN

Evry réclame sa place.

Les collectivités locales d'Evry, dans l'Essonne et des abords de l'autoroute francilienne veulent se faire entendre des services de l'Etat, qui préparent actuellement la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (SDAU-RIF). Jacques Guyard, député et maire socialiste d'Evry, et Xavier Dugoin, président RPR du conseil général, coprésident une association intercommunale fraîchement créée, qui rassemble déjà vingt-neuf villes. Seuls les maires communistes, comme ceux de Fleury-Mérogis ou de Corbeil-Essonnes, hésitent encore à suivre le mouvement.

Ces cités associées ont des intérêts communs. Le premier est que l'Etat reconnaisse la zone d'Evry au sens large (entre les limites de la Seine-et-Marne à l'est, le Val d'Essonne au sud et la vallée de l'Orge à l'ouest) comme centre stratégique de développement, au même titre que les pôles de Massy ou d'Orsay, de

Saint-Quentin-en-Yvelines ou de Melun-Sénart. Cette reconnaissance impliquerait la réalisation d'équipements vivement souhaités : élargissement à trois voies de la Francilienne, construction d'une ligne de chemin de fer reliant directement Evry à la gare d'interconnexion des TGV de Massy, création d'une université en ville nouvelle d'Evry, renforcement des services publics.

Ainsi, la région d'Evry ne serait pas à la remorque d'autres pôles, avec le risque de voir son rapport habitants-emploi encore s'aggraver, mais tiendrait les moyens d'une croissance harmonieuse et conforme à sa volonté.

Pour la forme, un groupe d'experts prépare une synthèse de ces différents arguments dont les élus souhaiteraient qu'elle soit prise en compte dans le livre blanc qui servira de rapport de base pour la révision du SDAU.

PATRICK DESAVIE

Les « Immortels » préfèrent le septième

« Institution traditionnelle, s'il en est, l'Académie française se singularise par la localisation de ses Immortels. Malgré un léger glissement vers l'ouest, depuis le dix-neuvième siècle, le septième arrondissement occupe la première place, le sixième tient une place non négligeable alors qu'il était presque absent pour les autres groupes. Sans doute faut-il y

voir le rôle que revêt le capital culturel dans l'appartenance à cette institution. La bourgeoisie intellectuelle caractérise en effet les quartiers du système arrondissementaire.

La prise en compte des autres académies (Sciences, Inscriptions et Belles Lettres, etc.) montre une dispersion plus grande des lieux de résidence,

qui ne doit rien non plus au hasard : la aussi le rapprochement avec les sites de résidence de la bourgeoisie intellectuelle s'impose ».

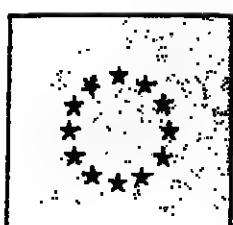
Ce texte et ce tableau sont extraits du nouvel ouvrage que vient de publier la direction régionale de Paris de l'INSEE sous le titre « Données sociales Ile-de-France 1989 ».

Une soixantaine de spécialistes (statisticiens, économistes, géographes, sociologues...) se sont réunis pour examiner, dans une série de neuf grands chapitres, l'évolution et la morphologie démographiques de la région capitale, puis les relations qui existent entre la morphologie socio-économique de l'Ile-de-France et les modes de vie de ses habitants.

► Données sociales Ile-de-France 1989, 338 pages. Prix : 140 F. Prix de lancement jusqu'au 28 février 1990 : 110 F. En vente à l'Observatoire économique de Paris, tour Gamma A, 195, rue de Berzy, 75012 Paris.

Domicile des membres de l'Académie française					
Lieu de domicile	1889	1909	1948	1980	1987
1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e	10,0	3,1	—	2,8	2,6
5 ^e	—	9,4	2,7	2,8	2,8
6 ^e	13,3	12,6	10,6	5,8	21,0
7 ^e	40,0	18,7	18,9	19,4	28,9
8 ^e	20,0	28,1	18,9	22,2	5,3
9 ^e	13,3	—	—	—	2,6
10 ^e , 11 ^e	—	3,1	—	—	—
12 ^e , 13 ^e , 14 ^e , 15 ^e	—	—	2,7	—	—
16 ^e	3,3	21,9	24,3	22,2	15,8
17 ^e	—	—	8,1	5,6	—
18 ^e , 19 ^e , 20 ^e	—	—	—	—	—
Neuilly	—	3,1	5,4	8,3	10,5
Reste de la banlieue	—	—	5,4	5,6	5,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : annuaires 1889, 1909, 1980, et 1981, 1982 de l'Institut de France.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • *CORRIERE DELLA SERA* • EL PAIS • De Standaard • *THE INDEPENDENT*

L'Europe Notre Espace Intérieur.

DIRECTEURS EXPLOITATION ITALIE OU ESPAGNE

6000 personnes, un chiffre d'affaires de 10,5 milliards de francs font de CONFORAMA un groupe de tout premier plan dans le domaine des biens d'équipement de la maison. Associée à la régularité de notre croissance, notre volonté de développement européen nous conduit à rechercher aujourd'hui deux

DIRECTEURS EXPLOITATION

un pour l'ITALIE, l'autre pour l'ESPAGNE

A 28-40 ans, de formation supérieure à dominante commerciale, vous connaissez bien la Grande Distribution et disposez d'une expérience réussie dans le

domaine de l'exploitation. Parfaitement bilingue italien ou Espagnol, la culture du pays envisagé vous est totalement familière. Dynamique et ambitieux, vous maîtriserez l'ensemble des aspects techniques, administratifs, commerciaux, financiers et budgétaires.

Ces postes évolutifs comprennent une rémunération à la hauteur de vos responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV détaillé, photo et références) sous référence D.C.J à l'attention de Martine LACOSTE, Responsable du Développement des Carrières - CONFORAMA

80, Bd du Maréchal LEBLANC - 75002 PARIS Cedex 2.

CONFORAMA

Cette annonce est couplée avec El Pais et Corriere della Sera

Le 1er ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

EXCEL

Le Monde
CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monsigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22.

Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F.M.

CHEF DU BUREAU DES QUESTIONS JURIDIQUES ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Traitement annuel: 17 206 livres sterling

Le Chef du Bureau des questions juridiques et des relations avec les organisations intergouvernementales (OIG) au Secrétariat International d'Amnesty International (AI), à Londres, dirige 14 personnes dont trois conseillers juridiques, un coordinateur des relations avec les OIG, et des représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à New York et Genève, et des Communautés européennes, à Bruxelles.

Il (elle) supervise le travail d'AI auprès de l'ONU et des autres OIG, notamment la coopération d'AI avec les OIG et les contacts avec des gouvernements au cours des forums d'OIG, la participation d'AI aux réunions d'OIG, les initiatives d'AI pour favoriser l'évolution des normes internationales et régionales et des procédures visant à protéger les droits de l'homme, ainsi que les documentations sur les violations des droits de l'homme qu'AI remet aux OIG.

Il (elle) est chargé(e) aussi de conseiller AI, notamment le personnel de la recherche, pour ce qui est de l'utilisation effective et correcte des normes relatives aux droits de l'homme, du droit international, comparé et interne, et des mécanismes des OIG. Il (elle) supervise l'analyse de la législation et des procès faits par AI et étudie les projets relatifs aux préoccupations d'ordre juridique dans un pays donné.

Les candidats doivent avoir un bon jugement politique et être sensibles aux diverses traditions politiques, culturelles et juridiques. Ils (elles) doivent avoir une bonne connaissance de l'ONU et des OIG, notamment pour ce qui est de leur travail dans le domaine des droits de l'homme. Il est essentiel qu'ils (elles) aient des connaissances solides en droit international, notamment en droit international relatif aux droits de l'homme et en droit humanitaire. La connaissance du droit comparé et du droit pénal serait un avantage.

Ils (elles) doivent posséder l'expérience de la direction de personnel ou faire preuve des aptitudes nécessaires. La parfaite connaissance de l'anglais écrit et oral est indispensable. La connaissance d'autres langues, notamment du français et/ou de l'espagnol est souhaitable. Il est essentiel qu'ils (elles) soient capables de travailler sous pression en respectant des dates limites et qu'ils (elles) puissent représenter AI et voyager. Ils (elles) doivent être sensibles aux besoins d'une organisation internationale et multiculturelle.

Date limite pour la réception des candidatures: 19 janvier 1990.

Amnesty International

Pour obtenir des renseignements complémentaires et un formulaire de candidature, écrire à: Service du personnel, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8BJ, Grande-Bretagne; ou téléphoner au 837 3805 (24h/24h). (Citer la référence RD-24).

SENIOR EUROPEAN SALES EXECUTIVES

Top Salary + Car

Rolfe & Nolan Computer Services Plc provide management and accounting systems for futures and options trading. We have established a reputation in the market for providing the highest quality systems and are the market leader in the UK.

The fast developing futures and options markets in mainland Europe have also resulted in considerable growth for Rolfe & Nolan on the Continent and created a need for a dedicated, multi-lingual sales force.

Rolfe & Nolan are looking for Senior Sales Executives with proven track records in financial (or comparable) markets and solid managerial potential.

A very attractive package is offered to candidates who embody our quality concept; educated to Degree level, fluent in

English, any two of the following: French, German and Spanish with excellent presentation skills. Rapid career progression will call for candidates who are organised, results oriented and able to motivate and manage a sales team in due time. The job will be based in London at first, and then in a major financial centre subsequently, and involve a significant amount of travelling throughout Europe. Candidates are invited to send their CV together with a photograph to: Eric Schots, European Sales Manager, Rolfe & Nolan Computer Services Plc, 1/9 City Road, London EC1Y 1AA, England.

ROLFE & NOLAN

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE POUR POSTE EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE UN

Economiste

Agé de 30 à 40 ans, le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur devra justifier d'une expérience en milieu agro-industriel outre-mer.

Adressez lettre manuscrite + CV avec photo et prétentions sous réf. 6469 à Lévi Tournay Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Chance für Diplom-Ingenieure mit Managerformat

Direktor Internat. Ingenieurbüro München

Ein erfolgreiches, rasch wachsendes, in verschiedenen Ländern, speziell im deutschsprachigen Afrika sowie Südamerika tätiges Ingenieurbüro der Bau- und Maschinenbau- und Wasserbauwissenschaften hat eine Stelle für einen Direktor gesucht. In enger Zusammenarbeit mit dem Geschäftsführer erstellen Sie Zeichnungen, Budgets, Marketingpläne. Ihre Aufgabe ist es auch, den Abschluss der Beratungsverträge zu verantworten und profitabel zu realisieren. Zudem steuern, motivieren, führen und kontrollieren Sie die qualifizierten Mitarbeiter.

Sie sind Dipl.-Ingenieur (TU/FH), Fachrichtung Elektrotechnik/Stromtechnik (Energieversorgung) oder analoge Ausbildung, kennen das moderne Management und sind im internationalen Ingenieurgeschäft versiert. Bereitschaft zu Reisen wird erwartet. Ferner haben Sie das Potential, um eine höhere Position auf beiden Sprachen Deutsch/Französisch, Englisch, Spanisch Idealstelle: 40-50 Jahre. Hinsichtlich Ihrer Nationalität haben wir keine Präferenzen. Arbeitsort München.

neuhäus
MANAGER
PROMOTION

Wir freuen uns auf Ihre aussagefähigen Bewerbungsunterlagen unter Ref. Nr. 704. Für vertrauliche Vorabinformationen stehen wir gerne zur Verfügung und bürden für absolute Discretion.

J. C. Neuhäus - Manager Promotion
52, av. de la Gare - 1001 Lausanne - Tél. 004121 23 13 14

WEST AFRICA ZONE MANAGER INTERNATIONAL AGROCHEMICALS GROUP

The job
Responsibility for the development and promotion of our high performance agrochemicals in West Africa, based in Abidjan.

Our choice

The candidate should be 30-40 years old and have a background in agriculture with at least five years experience in the marketing of agrochemicals, partly in West Africa.

He should be fluent in both English and French.

We offer excellent career prospects together with an attractive remuneration package.

Submit to CV and letter of application in English to Mrs Celia Dalaya.

FMC

FMC EUROPE
av. Lloyd George 6 - Box 9
B-1050 Brussels (BELGIUM)

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

met au concours les deux postes suivants :

- professeur ordinaire de linguistique et de philologie russes,
- professeur ordinaire d'histoire de l'art et de l'architecture contemporaines.

Postes à charge complète : 6 heures hebdomadaires de cours et de séminaires ; direction de recherches.

Titre exigé : doctorat en lettres ou titre équivalent (ex. habilitation).

Entrée en fonctions : 1^{er} octobre 1990 (1^{er} poste), 1^{er} octobre 1991 (2^e poste) ou date à convenir.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 31 JANVIER 1990 au secrétariat de la faculté des lettres, rue de Candolle 3, 1211 Genève 4 (Suisse) où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

1991/10/15

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
1 ^{er} ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 70 m ² , 3 ^e étage	7, rue Molère SAGGEL - 47-42-44-44	6.195 + 1.585						
2 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 61 m ² , 6 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5.871 + 1.060						
4 pièces 95 m ² , 4 ^e étage	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-24-50-00	8.390 + 1.050						
3 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 61 m ² , 4 ^e étage	9, rue des Arquebuses SAGGEL - 47-42-44-44	6.900 + 440						
3 pièces, parking 64 m ² , 2 ^e étage	4, rue de Hesse SAGGEL - 47-42-44-44	7.530 + 472						
4 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 116 m ² , 2 ^e étage	18, quai des Célestins SOLVEG - 40-67-06-99	10.176 + 1.648						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
2/3 pièces 79 m ² , 6 ^e étage	65, av. de Suffren SAGGEL - 47-42-44-44	9.500 + 1.640						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 97 m ² , 7 ^e étage	88, bd Malesherbes GCI - 40-16-28-89	11.800 + 1.315						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio, meublé 28 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.915 CC/SEM.						
Studio, meublé 36 m ² , r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.510 CC/SEM.						
2 pièces, meublé 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	5.295 CC/SEM.						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces, parking 87 m ² , 3 ^e étage	7, rue Sidi-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	7.305 + 958						
3 pièces, parking 69 m ² , 2 ^e étage	Rue de Pigme SOLVEG - 40-67-06-99	5.937 + 1.033						
3/4 pièces 77 m ² , 5 ^e étage	12, place de la Nation SAGGEL - 47-42-44-44	7.700 + 700						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking 68 m ² , r.-de-ch.	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	6.554 + 500						
4 pièces, parking 87 m ² , 5 ^e étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9.576 + 700						
2 pièces, parking 56 m ² , 15 ^e étage	Avenue du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	5.345 + 788						
3 pièces, parking 62 m ² , 3 ^e étage	149, rue Raymond-Losserand AGF - 45-42-97-81	5.000 + 790						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 106 m ² , 2 ^e étage	5, rue Alexandre-Cabanel AGF - 47-34-28-90	9.200 + 1.170						
3/4 pièces, nt, park.	Rue Fondry SOLVEG - 40-67-06-99	10.100 + 1.050						
3/4 pièces, parking 84 m ² , 1 ^e étage	21, rue Balard SAGGEL - 47-42-44-44	6.700 + 938						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio 45 m ² , 3 ^e étage	27, av. Kléber CIGIMO - 48-24-50-00	4.915 + 488						
Studio 42 m ² , 6 ^e étage	186, av. Victor-Hugo AGF - 42-44-00-44	3.500 + 250						
Studio, neuf, park.	Rue Frédéric-David SOLVEG - 40-67-06-99	4.550 + 413						
1/2 pièces 69 m ² , 1 ^e étage	19, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44	7.230 + 1.872						
3 pièces 73 m ² , 6 ^e étage	84, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	5.840 + 825						
16 ^e ARRONDISSEMENT (suite)								
3/4 pièces 120 m ² , 4 ^e étage sans asc.	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	9.600 + 1.090						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 79 m ² , 8 ^e étage	74/84, rue Petit AGF - 42-40-53-00	5.100 + 1.180						
2 pièces, neuf 50 m ² , parking	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.230 + 463						
3 pièces, neuf duplex 91 m ² 30 m ² , terr., park. 10 m ² , balcon	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 816						
3 pièces, neuf 66 m ² , 6 m ² balcon, parking	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.270 + 590						
4 pièces, neuf 91 m ² 35 m ² terr., park. 10 m ² balcon	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.820 + 823						
6 pièces, neuf duplex, 128 m ² 11 m ² balcon, park. 23 m ² terr.	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.210 + 1.150						
78 - YVELINES								
3 pièces, parking 74 m ² , 1 ^e étage	Château 3, rue du Dr-Rochefort SAGGEL - 47-78-15-85	4.300 + 1.032						
4 pièces, parking 93 m ² , 1 ^e étage	Le Pecq 50, av. du Gal-Lederc SAGGEL - 47-78-15-85	5.800 + 1.240						
3 pièces, parking 71 m ² , 7 ^e étage	Poissy 3, av. des Ursulines SGI/CNP - 30-74-32-14	2.960 + 698						
Maison, 4 pièces 101 m ² , jardin 350 m ²	Villepreux 12, av. de la Maladrerie SGI/CNP - 30-44-01-13	5.136 + 319						
91 - ESSONNE								
4 pièces, parking 76 m ² , 1 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rds. Les Grandes-Coudraies 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-89	3.394 + 750						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
3 pièces, parking 60 m ² , r.-de-ch. + terr.	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	5.300 + 720						
3 pièces 68 m ² , 1 ^e étage	Boulogne 28, rue de Sully SGI/CNP - 48-03-81-83	5.036 + 1.197						
5 pièces, parking 106 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 7, rue de l'Abruvier SGI/CNP - 46-05-81-85	6.882 + 1.655						
Studio, parking 56 m ² , 3 ^e étage	Boulogne 33/35, r. Anna-Jacquin AGF - 46-04-17-47	4.400 + 1.000						
Studio, parking 40 m ² , 12 ^e étage	Courbevoie 2, av. du Parc-place Charrie AGF - 43-34-96-98	3.220 + 230						
3/4 pièces, parking 90 m ² , balcon 1 ^e étage	Garches 13, rue des Sûlées CIGIMO - 48-24-50-00	6.125 + 680						
3 pièces 105 m ² , r.-de-ch.	Neuilly 12, rue Chauveau SGI/CNP - 46-24-54-46	9.200 + 1.095						
2 pièces 50 m ² , terr. 40 m ² , 7 ^e étage	Neuilly 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	6.410 + 800						
2/3 pièces 65 m ² , 3 ^e étage	Neuilly 41, bd du Cdt-Cheroot SAGGEL - 47-42-44-44	7.150 + 1.203						
92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)								
5/6 pièces 193 m ² , 1 ^e étage	Neuilly-sur-Seine 3, rue du Gal-Delenne SAGGEL - 47-42-44-44	17.370 + 1.421						
2 pièces, parking 48 m ² , 5 ^e étage	Puteaux Quai De Dion-Bouton SOLVEG - 40-67-06-99	3.805 + 535						
2 pièces, parking 57 m ² , 6 ^e étage	Puteaux 18, av. G.-Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.000 + 570						
3 pièces, parking 78 m ² , 6 ^e étage	Puteaux 12, square Léon-Bum AGF - 47-74-95-74	4.723 + 1.150						
2 pièces, parking 58 m ² , 2 ^e étage	Suresnes 20, av. Sal-de-Rothschild AGF - 42-04-37-75	3.800 + 870						
2 pièces, parking 61 m ² , 1 ^e étage	Vanves 3, place des Provinces SAGGEL - 47-42-44-44	3.650 + 790						
4 pièces, parking 87 m ² , 3 ^e étage	Vanves 100, rue Sadi-Carnot SAGGEL - 47-42-44-44	5.380 + 875						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
2 pièces 44 m ² , 4 ^e étage	Montreuil 70, rue de Lagny GCI - 40-16-28-71	3.360 + 284						
4 pièces, parking 84 m ² , 7 ^e étage	Paris 19, av. Jean-Louis LOC INTER - 47-45-19-97	4.926 + 902						
94 - VAL-DE-MARNE								
4 pièces 90 m ² , 2 ^e étage	Bry-sur-Marne Le Miramane 108/108, av. du Gal-Lederc GFI - 48-82-31-28	4.600 + 1.100						
4/5 pièces, parking 107 m ² , 2 ^e étage	Cachan Av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-81-06	6.150 + 795						
4 pièces, parking 87 m ² , 1 ^e étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	6.488 + 1.071						
3 pièces, neuf 69 m ² , 2 ^e étage parking	Nogent-sur-Marne Rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.300 + 850						
4 pièces, neuf 87 m ² , 2 ^e étage 2 parkings	Nogent-sur-Marne Rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.070						
3 pièces, parking 84 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-81-06	4.014 + 552						
4 pièces, parking 84 m ² , 1 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-81-06	4.386 + 570						
2 pièces, parking 56 m ² , 1 ^e étage	Saint-Maurice 8, rue des Sûlées SAGGEL - 42-66-81-06	3.840 + 410						
5 pièces, parking 113 m ² , r.-de-ch.	Saint-Maurice 8, rue des Sûlées SAGGEL - 42-66-81-06	7.200 + 738						
3 pièces, parking 87 m ² , 7 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	5.797 + 730						
4 pièces, parking 84 m ² , 3 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.856 + 940						
95 - VAL-D'OISE								
Maison, 4 pièces 105 m ² , parking	Cergy 7, allée de l'Albatros SGI/CNP - 34-42-30-82	5.680 + 370						
2 pièces, parking 40 m ² , 1 ^e étage	Montmorency 125, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	2.415 + 800						

EN RAISON DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, LA RUBRIQUE «LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS» EST INTERROMPUE DU 20 DÉCEMBRE 1989 AU 3 JANVIER 1990 INCLUS.

Les sorties de la loi de 1948

La loi Méhaignerie s'était fixée pour objectif d'éliminer à terme les loyers soumis à la loi de 1948. La loi du 6 juillet 1989 a légèrement modifié la précédente, tout en gardant la même optique.

Depuis 1984, les bailleurs sont autorisés à sortir leur logement de la loi de 1948, sous certaines conditions. Ainsi, le propriétaire ne peut procéder à une augmentation de loyer que pour les locaux de catégories IIB et IIC, et seulement si le ou les occupants perçoivent des ressources supérieures au plafond fixé par le décret du 12 juin 1987 : ces ressources sont définies par le revenu net imposable de l'année précédente la proposition de contrat. Pour l'Île-de-France par exemple, le plafond est fixé pour 1989 à 125 293 F pour une personne, 152 900 F pour deux personnes, etc. S

MARCHÉS FINANCIERS

Après la fusion NMB-Postbank

L'Etat néerlandais cède la moitié de sa participation dans la banque NPG

Quelque 1,2 milliard de florins, soit 3,6 milliards de francs, c'est la somme qu'attend le Trésor néerlandais de la mise sur le marché boursier de près de la moitié des actions qu'il détient (26 millions de titres au prix de souscription unitaire de 46,50 florins) dans le groupe bancaire NMB-Postbank Groep (NPG).

AMSTERDAM

de notre correspondant

NPG est né de la fusion, le 4 octobre dernier, entre la banque privée NMB et la Postbank, société anonyme à capitaux publics. Devenant de ce fait une banque comme les autres, la Postbank devait perdre son caractère étatique.

Début octobre, le ministère des Finances avait déjà cédé à la Banque Pierson 4,65 % de ses actions (53,65 %) dans le nouveau groupe bancaire, afin de se conformer à la loi limitant la participation de la puissance publique à 49 %. En mettant sur le marché une partie substantielle de ces titres, l'Etat inaugure la deuxième phase de son désengagement. Au terme de ce processus, qui se déroulera par étapes, sa participation sera réduite à moins de 5 % du capital de NPG. L'hypothèse d'un retrait à terme total de l'actionnaire public n'est pas exclue.

Jusqu'à présent, tout est allé très vite : treize mois seulement ont séparé l'annonce par la NMB et la Postbank de leur volonté de se rapprocher et la création du nouveau groupe. Ce mariage bancaire est le plus important jamais noué aux Pays-Bas. Pour préparer leur

union, les deux banques ont déjà engagé quelque 20 millions de florins (environ 60 millions de francs).

Selon une analyse publiée en début de semaine par la banque Capel, NPG « créera d'importants bénéfices à long terme ». Les responsables de la nouvelle entité prévoient, quant à eux, une hausse de 10 % du bénéfice net dès cette année : « au moins 645 millions de florins ».

Issu de l'alliance entre deux banques prospères, le groupe s'appuie sur des actifs consolidés de 163 milliards de florins — à fin juin 1989 — qui en font la quatrième banque néerlandaise et l'un des vingt-cinq premiers établissements européens. Au plan mondial, le groupe se situe au sixième rang de la cinquième place.

LA NMB et la Postbank avaient, chacune, une identité et des orientations particulières que les stratégies ont décidé de préserver au maximum : NPG veut être « doublement présent sur le marché ». L'intégration sera limitée aux organes de direction et aux grandes divisions stratégiques, les réseaux NMB et Postbank continuant d'exister en parallèle.

Le 1^{er} janvier prochain, la Postbank lancera son premier fonds de placement présenté comme « un exemple de synergie avec, d'un côté, la clientèle de la Postbank (plus de 50 % de la population adulte néerlandaise) et de l'autre côté, la clientèle de la NMB ». Un savoir-faire qui se traduira encore par le placement, sur le marché international financier, des énormes réserves d'épargne de la Postbank.

CHRISTIAN CHARTIER

Mouvements autour de la Compagnie financière

L'assureur japonais Shiyoda se renforce dans Suez

L'assureur japonais Shiyoda Mutual Life a acquis, mardi 5 décembre, près d'un million d'actions de la Compagnie financière de Suez pour un prix global de 404 millions de francs. C'est le groupe Victoire, aujourd'hui contrôlé par Suez, qui a cédé une partie des titres qu'il détenait dans la Compagnie financière. Cette opération s'est donc faite avec l'accord de Suez. Shiyoda, qui possédait 0,5 % des titres depuis la privatisation, avait vu sa participation se diluer au fur et à mesure des augmentations de capital. Suez a donc saisi la une occasion de satisfaire un actionnaire fidèle et de dégager des liquidités tout en diminuant un autocontrôle qui atteignait aujourd'hui près de 10 %.

Shiyoda n'est en tout cas pas le seul à s'intéresser à Suez. Depuis plusieurs jours, l'action de la Compagnie financière est l'une des plus recherchées de la Bourse de Paris, avec des transactions qui peuvent dépasser 400 000 titres par jour. Qui ramasse ? Telle est la question que se posent les opérateurs sur le

marché. Il y a quelques jours, le bruit a couru en Bourse que l'UAP « ramassait du Suez » pour faire pression sur les négociations en cours au sujet du reclassement des titres de la compagnie d'assurances Victoire. Mais l'UAP et Suez démentent formellement pareilles « manœuvres ».

Bien que les discussions soient difficiles, elles se déroulent à l'amiable. La Compagnie financière, qui n'exclut pas l'hypothèse d'un raid inamical, affirme avoir en permanence ses dispositifs de défense. En tout état de cause, deux hypothèses sont possibles : soit les épargnants réalisent que le titre Suez est sous-évalué et se ruent dessus dans un bel ensemble ; soit un « raider » français ou étranger prépare un LBO, c'est-à-dire un raid financé à partir de crédits à court terme. Compte tenu du prix des actions Suez, la valeur des actifs à la casse peut dégager en effet de belles plus-values.

Y. M.

Les avatars d'un contrat de licence

Perrier va poursuivre Pepsi en justice

Perrier va assigner prochainement en justice la société américaine Pepsi Co Inc. pour « rupture abusive de contrat et orchestration d'une campagne de dénigrement ayant nu à l'image de Perrier », a annoncé, mardi 5 décembre, M. Frédéric Zimmer, directeur général du groupe français.

Le 6 novembre dernier, la société américaine avait annoncé mettre un terme anticipé, à la fin de 1990, au contrat de licence qui la liait depuis 1963 à Perrier pour la distribution de sa marque en France, et a expliqué sa décision par « la non-réalisation des objectifs fixés aux termes du contrat de licence ». Cette annonce était intervenue quelques heures après que le PDG de Perrier, Gustave Leven, ait déclaré qu'il était prêt à céder la branche boissons gazeuses de son

groupe, entre 1,7 et 2,5 milliards de francs, afin de porter ses efforts sur le marché de l'eau.

Deux jours plus tard, Pepsi Co avait renchéri en assignant Perrier en justice pour « manquement à ses obligations » envers la société américaine. M. Zimmer a, en outre, révélé que des négociations avaient été entamées le 3 avril dernier avec Pepsi pour constituer un joint-venture en France pour la branche soft drinks de Perrier. Dans ce joint-venture, Perrier souhaitait être majoritaire à 65 %, Pepsi détenant alors les 35 % restants. « Le 16 août, les pourparlers ont été arrêtés », a ajouté M. Zimmer, « et depuis nous avons recherché d'autres partenaires, sans exclure une cession » de la branche boissons gazeuses.

M. Camillo De Benedetti financera l'achat des assurances Fondiaria par emprunt. — La Gaic, société financière contrôlée par Paleocapa, le holding financier de M. Camillo De Benedetti, a donné, mardi 5 novembre, quelques précisions sur la manière dont elle entendait financer sa prise de participation dans la Fondiaria, les assurances du groupe Ferruzzi. D'ici à la fin de l'année 1989, Ferruzzi Finanziaria recevra 1 000 mil-

liards de lire (4,8 milliards de francs) de cash qui proviendront des fonds propres de la Gaic pour 20 % et d'un prêt bancaire pour le reste. D'ici à fin juin 1990, un emprunt obligataire convertible en actions sera émis pour financer les 2 600 milliards de lire restant à payer. Parallèlement, la Gaic augmentera son capital de 3 400 milliards de lire, dont 900 milliards pour Ferruzzi et 900 milliards pour Paleocapa.

NEW-YORK, 5 décembre

Repli

Après trois séances de hausse, la tendance s'est inversée, mardi, à Wall Street. Réapparue peu après l'ouverture, la baisse s'est poursuivie à cadence modérée durant la majeure partie de la journée. A la clôture, l'indice Dow Jones des industriels accusait un retard de 11,95 points, pour s'inscrire à 2 741,68. Le bilan général a été comparable à ce résultat. Sur 1 978 valeurs traitées, 835 se sont repliées, 651 ont monté et 492 n'ont pas varié. Autour du Big Board, les professionnels impatientent ce mouvement presque essentiellement au facteur technique.

L'annonce par IBM de la réduction de ses effectifs a plutôt fait bonne impression, dans la mesure où, estimait-on sur le marché, l'allègement de la charge salariale devrait permettre à Big Blue de reprendre sa croissance. D'autre part, un certain attentisme a prévalu en prévision de la publication, vendredi prochain, des derniers statistiques sur l'emploi. L'activité est restée modérée, avec 154,64 millions de titres échangés, contre 150,50 millions la veille.

VALEURS	Cours de	Cours de
	6 déc.	5 déc.
Alcoa	72 3/4	76 1/2
A.T.T.	43 3/4	43 3/8
Boeing	80 1/2	81 1/4
Chrysler	37 3/4	38 1/2
Du Pont de Nemours	120	119 5/8
Eastman Kodak	42 1/2	42 7/8
General Electric	63 1/8	63 1/4
General Motors	54 1/4	54 1/2
IBM	47 7/8	47 1/8
Johnson & Johnson	59 3/4	59 5/8
McDonald	47 3/4	47 1/4
Merck	55 3/8	54 3/8
Rockwell	124 1/4	124 1/2
Union Carbide	24 1/2	24 3/8
U.S. Steel	38 7/8	39 3/4
Verizon	58 3/4	58 1/2

LONDRES, 5 décembre

Forte hausse

Après une journée de légère baisse lors de la première séance de la semaine, le mouvement s'est brusquement inversé mardi, et l'indice Footsie s'est apprécié de 24,1 points, terminant à 2 327,5. Le volume d'activité est pourtant resté modeste, avec 428,5 millions de titres échangés, contre 484,4 millions la veille. Les investisseurs ont réagi favorablement aux déclarations du chancelier de l'Échiquier, Mr John Major, devant le Parlement. Pour ce dernier, une hausse supplémentaire des taux d'intérêt pourrait être votée. De plus, les opérateurs ont été confortés par le succès de la privatisation des dix compagnies d'œuvres britanniques. Toutes les offres ont été souscrites. La forte activité sur les valeurs immobilières a également encouragé la tendance. Les cotations de British Land ont été suspendues avant l'annonce, mercredi, de mesures visant à améliorer la rentabilité des actions de ce groupe. Les valeurs alimentaires se sont affaiblies dans le sillage des résultats décevants de Northern Foods et après ceux d'Asda. L'indice des primes de bénéfices, enfin, les investisseurs ont été déçus par la baisse des cours du métal jaune.

FAITS ET RÉSULTATS

Progression de Trafalgar House. — Le groupe Trafalgar House (construction, immobilier, hôtels, aviation et hydrocarbures) a annoncé, mardi 5 décembre, un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de livres (environ 30,4 milliards de francs) pour l'exercice achevé en septembre, en hausse de 21 % sur l'année précédente. Le bénéfice imposable, en hausse de 18 %, s'élève à 270,4 millions de livres (environ 1 938 millions de francs). Pour l'exercice en cours, le groupe prévoit une baisse des résultats dans l'immobilier, mais une progression dans l'aviation, la construction et l'ingénierie.

Le futur patron de Porsche vient de Munich. — Le président du conseil de la constructeur automobile allemande Porsche, M. Heinz Beitzke, va prendre sa retraite et sera remplacé par M. Arno Behn, ancien numéro deux de la société informatique Nixdorf. Le changement de président interviendra à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, le 9 mars 1990. M. Behn, quarante-deux ans, n'a pas de passé dans l'automobile. Il s'occupait, au sein de Nixdorf, de la distribution et du marketing. Il avait assuré la croissance en avril dernier, estimant que le développement des ventes du constructeur informatique se correspondait pas à ses attentes. — (AFP.)

Canadien Pacific adopte un plan de protection des actionnaires. — Le conglomérat Canadien Pacific (CP), fléau industriel du Canada, convoité par plusieurs investisseurs étrangers, américains notamment, a annoncé, mardi 5 décembre, un plan de protection de ses actionnaires (poison pill) contre les offres publiques d'achat « hostiles ». Un communiqué de la société précise que le plan permettra aux actionnaires d'acquiescer des titres de la société à 50 % du cours du marché, « et certains événements venant à se produire », comme l'acquisition de 10 % ou plus d'actions ordinaires ou d'actions privilégiées, dans une opération déconseillée par le conseil d'administration. Des rumeurs de prise de contrôle de Canadien Pacific avaient circulé ces derniers mois dans les milieux financiers, mais la compagnie a affirmé « ne connaître l'existence d'aucune OPA en cours ou imminente ».

PARIS, 5 décembre

Déception

Après environ 5 % de hausse obtenue au cours des quatre dernières séances, la Bourse de Paris a tourné court mardi. Encore soumise à l'ouverture nationale (+ 0,21 %), la tendance s'est ensuite progressivement inversée. A 13 h 30, l'indice CAC-40 accusait un retard de 0,42 %. Dans l'après-midi, toutefois, sa baisse se limitait à 0,23 %, avant de clôturer sur une note quasi stable (+ 0,01 %).

Pourrait la déception enregistrée sur le front des taux d'intérêt avec, notamment, le levé de l'argent au jour le jour tombé au-dessous de 10 % et l'excédent commercial (2,2 milliards de francs) annoncé pour septembre, le premier depuis un an, auraient dû donner une nouvelle impulsion au marché. Dans la matinée, du reste, les professionnels interrogés s'étaient montrés optimistes sur le résultat de la journée sous les verrières. D'autant plus que beaucoup considéraient, au moins pour quelques jours encore, sur la persistance de l'effet Gorbys. Manifestement les investisseurs ont été déçus. A la réflexion, 5 % de gain en un laps de temps aussi court ne sont pas mauvais à prendre et des prises de bénéfices ont donc été enregistrées.

Les spécialistes interrogés sur le marché ont, cependant, par la mesure qui court, trop de prudence ne nait pas, surtout dans une Bourse parvenue à proximité de ses plus hauts niveaux historiques. Ce fut, en tout cas, le seul motif en question la semaine dernière de fin d'année. Matignon ne prévoit-il pas une croissance supérieure à 3 % pour 1990 ?

Reste que, dans l'immédiat, une certaine déception était perceptible sous les colonnes où l'on s'agitait le résultat commercial de la semaine. Les investisseurs ont, en effet, enregistré une baisse des bénéfices de l'Alcatel.

Une application sur 940 000 actions Suez, soit près de 1 % du capital de la société, a été mise à la vente au prix unitaire de 427,50 F. L'acquéreur de cette participation est le japonais Chiyoda Mutual Life Insurance (voir ci-dessus).

TOKYO, 5 décembre

De sommet en sommet

L'indice Nikkei a clôturé, mercredi, en hausse de 160,12 yens, poursuivant la troisième séance consécutive, un nouveau record d'altitude. Ce gain de 0,42 % lui permet de culminer à 21 654,25 yens. Pourtant, la Bourse avait enregistré l'effet des prises de bénéfices, mais dès la mi-séance, la tendance s'inversait. Le volume des échanges a porté sur 2,2 milliards de titres, légèrement moins que la veille (2,3 milliard). Le marché a été stimulé à l'approche de la clôture par des achats liés au terme, ont été certains intervenants pour justifier ce mouvement. Durant la séance, était publié la hausse de PNB japonais au troisième trimestre. Ce dernier a augmenté de 2,9 % en termes réels, après s'être contracté de 0,83 durant les trois mois précédents.

VALEURS	Cours de	Cours de
	6 déc.	5 déc.
Alcatel	885	870
Alcatel	1 390	1 390
Canon	730	730
Chiyoda	4 820	4 820
Honda Motor	1 810	1 800
Marubeni Electric	2 320	2 340
Mitsubishi Heavy	1 120	1 120
Sony Corp.	8 430	8 510
Toshiba Motor	2 820	2 840

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
	préc.	cours		préc.	cours
Alcatel & Alcatel	432	432	Marx Communication	198 00	198 00
Alcatel	136	136	Mediaglobe Média	246 50	246 50
S.A.C.	310	310	Mediaglobe	328	328
B. Dandely & Associés	598	598	Mediaglobe (Bou)	8 80	8 80
Equipe (Journal)	190	191	Molax	204	204
B.L.C.M.	780	780	Havale-Dubois	1 171	1 171
Boiron	406	406	Oliver-Legrand	240	240
Boiron-Lyon	280	280	On. Gest. Fin.	510	510
Châles de Lyon	2401	2401	Pirelli	680	680
Caiff	780	780	Pirelli S.A.	82	82
Calsonic	800	800	Freiburg (C. & F.)	40 20	40 20
C.A.I.-de-F. (C.C.I.)	780	780	Publicis Assurances	780	780
C.D.M.E.	1910	1910	Publicis (Filipin)	606	606
C. Esp. Elec.	340	340	Rey & Associés	359	359
C.E.S.F.	708	708	Radio-Alpes (S. L.)	314	314
C.N.I.M.	725	725	St-Henri (Mangon)	248	248
Châles	288 10	288 10	S.C.C.P.M.	748	748
Châles	1180	1180	S.C.C.P.M.	278	278
Châles	401	401	S.C.C.P.M.	113	113
Châles	180	180	S.E.P.	40 10	40 10
Châles	582	582	Serbis	510	510
Châles	1186	1186	S.M.T. Group	340	340
Châles	550	550	Société	200 70	200 70
Châles	188 20	188 20	Société	359 90	359 90
Châles	188 10	188 10	Société	259	259
Châles	1820	1820	Société	170	170
Châles	326 10	326 10	Société	801	801
Châles	546	546	Société	1138	1138
Châles	810	810			
Châles	825	825			
Châles	260	260			
Châles	260	260			
Châles	147	147			
Châles	300	300			
Châles	1030	1030			
Châles	254 90	254 90			
Châles	138	138			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 5 décembre 1989

Nombre de contrats : 21 003.

VALEURS	Prix	Options d'achat	Options de vente
	exercice	Déc. dernier	Mars dernier
Alcatel	800	82	5
Boeing	760	3,50	24
OCE	520	5	16
EF-Agilant	520	4	22
ExxonMobil SA-PLC	50	9	13,50
Lafarge-Coppée	1 400	112	176
Michelin	152	9,28	17
Midi	1 500	8	46
Parifin	600	45	62
Permot-Ricard	1 500	33	90
Peugeot	775	95	120
Saint-Gobain	640	24	50
Sources Perrier	1 900	34	148
Société générale	520	12	30
Suez Financière	400	29	43
Thomson-CSF	160	8	17

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 décembre 1989

Nombre de contrats : 47 302.

COURS	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	105,44	105,48	105,90
Précédent	105,14	105,24	105,72

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Jeudi 7 décembre 1989 47

BOURSE DU 5 DECEMBRE

Composant	VALEURS	Cours précédent	Différence	%
3780 C.N.E. 3%	3720	3720	0	0
1048 R.N.P. 3%	1038	1038	0	0
1195 C.C.F. 3%	1181	1181	0	0
1080 C.N.F. 3%	1063	1063	0	0
1880 R.N.P. 3%	1863	1863	0	0
2010 R.N.P. 3%	1993	1993	0	0
1215 C.N.F. 3%	1200	1200	0	0
1225 C.N.F. 3%	1210	1210	0	0
1235 C.N.F. 3%	1220	1220	0	0
1245 C.N.F. 3%	1230	1230	0	0
1255 C.N.F. 3%	1240	1240	0	0
1265 C.N.F. 3%	1250	1250	0	0
1275 C.N.F. 3%	1260	1260	0	0
1285 C.N.F. 3%	1270	1270	0	0
1295 C.N.F. 3%	1280	1280	0	0
1305 C.N.F. 3%	1290	1290	0	0
1315 C.N.F. 3%	1300	1300	0	0
1325 C.N.F. 3%	1310	1310	0	0
1335 C.N.F. 3%	1320	1320	0	0
1345 C.N.F. 3%	1330	1330	0	0
1355 C.N.F. 3%	1340	1340	0	0
1365 C.N.F. 3%	1350	1350	0	0
1375 C.N.F. 3%	1360	1360	0	0
1385 C.N.F. 3%	1370	1370	0	0
1395 C.N.F. 3%	1380	1380	0	0
1405 C.N.F. 3%	1390	1390	0	0
1415 C.N.F. 3%	1400	1400	0	0
1425 C.N.F. 3%	1410	1410	0	0
1435 C.N.F. 3%	1420	1420	0	0
1445 C.N.F. 3%	1430	1430	0	0
1455 C.N.F. 3%	1440	1440	0	0
1465 C.N.F. 3%	1450	1450	0	0
1475 C.N.F. 3%	1460	1460	0	0
1485 C.N.F. 3%	1470	1470	0	0
1495 C.N.F. 3%	1480	1480	0	0
1505 C.N.F. 3%	1490	1490	0	0
1515 C.N.F. 3%	1500	1500	0	0
1525 C.N.F. 3%	1510	1510	0	0
1535 C.N.F. 3%	1520	1520	0	0
1545 C.N.F. 3%	1530	1530	0	0
1555 C.N.F. 3%	1540	1540	0	0
1565 C.N.F. 3%	1550	1550	0	0
1575 C.N.F. 3%	1560	1560	0	0
1585 C.N.F. 3%	1570	1570	0	0
1595 C.N.F. 3%	1580	1580	0	0
1605 C.N.F. 3%	1590	1590	0	0
1615 C.N.F. 3%	1600	1600	0	0
1625 C.N.F. 3%	1610	1610	0	0
1635 C.N.F. 3%	1620	1620	0	0
1645 C.N.F. 3%	1630	1630	0	0
1655 C.N.F. 3%	1640	1640	0	0
1665 C.N.F. 3%	1650	1650	0	0
1675 C.N.F. 3%	1660	1660	0	0
1685 C.N.F. 3%	1670	1670	0	0
1695 C.N.F. 3%	1680	1680	0	0
1705 C.N.F. 3%	1690	1690	0	0
1715 C.N.F. 3%	1700	1700	0	0
1725 C.N.F. 3%	1710	1710	0	0
1735 C.N.F. 3%	1720	1720	0	0
1745 C.N.F. 3%	1730	1730	0	0
1755 C.N.F. 3%	1740	1740	0	0
1765 C.N.F. 3%	1750	1750	0	0
1775 C.N.F. 3%	1760	1760	0	0
1785 C.N.F. 3%	1770	1770	0	0
1795 C.N.F. 3%	1780	1780	0	0
1805 C.N.F. 3%	1790	1790	0	0
1815 C.N.F. 3%	1800	1800	0	0
1825 C.N.F. 3%	1810	1810	0	0
1835 C.N.F. 3%	1820	1820	0	0
1845 C.N.F. 3%	1830	1830	0	0
1855 C.N.F. 3%	1840	1840	0	0
1865 C.N.F. 3%	1850	1850	0	0
1875 C.N.F. 3%	1860	1860	0	0
1885 C.N.F. 3%	1870	1870	0	0
1895 C.N.F. 3%	1880	1880	0	0
1905 C.N.F. 3%	1890	1890	0	0
1915 C.N.F. 3%	1900	1900	0	0
1925 C.N.F. 3%	1910	1910	0	0
1935 C.N.F. 3%	1920	1920	0	0
1945 C.N.F. 3%	1930	1930	0	0
1955 C.N.F. 3%	1940	1940	0	0
1965 C.N.F. 3%	1950	1950	0	0
1975 C.N.F. 3%	1960	1960	0	0
1985 C.N.F. 3%	1970	1970	0	0
1995 C.N.F. 3%	1980	1980	0	0
2005 C.N.F. 3%	1990	1990	0	0
2015 C.N.F. 3%	2000	2000	0	0
2025 C.N.F. 3%	2010	2010	0	0
2035 C.N.F. 3%	2020	2020	0	0
2045 C.N.F. 3%	2030	2030	0	0
2055 C.N.F. 3%	2040	2040	0	0
2065 C.N.F. 3%	2050	2050	0	0
2075 C.N.F. 3%	2060	2060	0	0
2085 C.N.F. 3%	2070	2070	0	0
2095 C.N.F. 3%	2080	2080	0	0
2105 C.N.F. 3%	2090	2090	0	0
2115 C.N.F. 3%	2100	2100	0	0
2125 C.N.F. 3%	2110	2110	0	0
2135 C.N.F. 3%	2120	2120	0	0
2145 C.N.F. 3%	2130	2130	0	0
2155 C.N.F. 3%	2140	2140	0	0
2165 C.N.F. 3%	2150	2150	0	0
2175 C.N.F. 3%	2160	2160	0	0
2185 C.N.F. 3%	2170	2170	0	0
2195 C.N.F. 3%	2180	2180	0	0
2205 C.N.F. 3%	2190	2190	0	0
2215 C.N.F. 3%	2200	2200	0	0
2225 C.N.F. 3%	2210	2210	0	0
2235 C.N.F. 3%	2220	2220	0	0
2245 C.N.F. 3%	2230	2230	0	0
2255 C.N.F. 3%	2240	2240	0	0
2265 C.N.F. 3%	2250	2250	0	0
2275 C.N.F. 3%	2260	2260	0	0
2285 C.N.F. 3%	2270	2270	0	0
2295 C.N.F. 3%	2280	2280	0	0
2305 C.N.F. 3%	2290	2290	0	0
2315 C.N.F. 3%	2300	2300	0	0
2325 C.N.F. 3%	2310	2310	0	0
2335 C.N.F. 3%	2320	2320	0	0
2345 C.N.F. 3%	2330	2330	0	0
2355 C.N.F. 3%	2340	2340	0	0
2365 C.N.F. 3%	2350	2350	0	0
2375 C.N.F. 3%	2360	2360	0	0
2385 C.N.F. 3%	2370	2370	0	0
2395 C.N.F. 3%	2380	2380	0	0
2405 C.N.F. 3%	2390	2390	0	0
2415 C.N.F. 3%	2400	2400	0	0
2425 C.N.F. 3%	2410	2410	0	0
2435 C.N.F. 3%	2420	2420	0	0
2445 C.N.F. 3%	2430	2430	0	0
2455 C.N.F. 3%	2440	2440	0	0
2465 C.N.F. 3%	2450	2450	0	0
2475 C.N.F. 3%	2460	2460	0	0
2485 C.N.F. 3%	2470	2470	0	0
2495 C.N.F. 3%	2480	2480	0	0
2505 C.N.F. 3%	2490	2490	0	0
2515 C.N.F. 3%	2500	2500	0	0
2525 C.N.F. 3%	2510	2510	0	0
2535 C.N.F. 3%	2520	2520	0	0
2545 C.N.F. 3%	2530	2530	0	0
2555 C.N.F. 3%	2540	2540	0	0
2565 C.N.F. 3%	2550	2550	0	0
2575 C.N.F. 3%	2560	2560	0	0
2585 C.N.F. 3%	2570	2570	0	0
2595 C.N.F. 3%	2580	2580	0	0
2605 C.N.F. 3%	2590	2590	0	0
2615 C.N.F. 3%	2600	2600	0	0
2625 C.N.F. 3%	2610	2610	0	0
2635 C.N.F. 3%	2620	2620	0	0
2645 C.N.F. 3%	2630	2630	0	0
2655 C.N.F. 3%	2640	2640	0	0
2665 C.N.F. 3%	2650	2650	0	0
2675 C.N.F. 3%	2660	2660	0	0
2685 C.N.F. 3%	2670	2670	0	0
2695 C.N.F. 3%	2680	2680	0	0
2705 C.N.F. 3%	2690	2690	0	0
2715 C.N.F. 3%	2700	2700	0	0
2725 C.N.F. 3%	2710	2710	0	0
2735 C.N.F. 3%	2720	2720	0	0
2745 C.N.F. 3%	2730	2730	0	0
2755 C.N.F. 3%	2740	2740	0	0
2765 C.N.F. 3%	2750	2750	0	0
2775 C.N.F. 3%	2760	2760	0	0
2785 C.N.F. 3%	2770	2770	0	0
2795 C.N.F. 3%	2780	2780	0	0
2805 C.N.F. 3%	2790	2790	0	0
2815 C.N.F. 3%	2800	2800	0	0
2825 C.N.F. 3%	2810	2810	0	0
2835 C.N.F. 3%	2820	2820	0	0
2845 C.N.F. 3%	2830	2830	0	0
2855 C.N.F. 3%	2840	2840	0	0
2865 C.N.F. 3%	2850	2850	0	0
2875 C.N.F. 3%	2860	2860	0	0
2885 C.N.F. 3%	2870	2870	0	0
2895 C.N.F. 3%	2880	2880	0	0
2905 C.N.F. 3%	2890	2890	0	0
2915 C.N.F. 3%	2900	2900	0	0
2925 C.N.F. 3%	2910	2910	0	0
2935 C.N.F. 3%	2920	2920	0	0
2945 C.N.F. 3%	2930	2930	0	0
2955 C.N.F. 3%	2940	2940	0	0
2965 C.N.F. 3%	2950	2950	0	0
2975 C.N.F. 3%	2960	2960	0	0
2985 C.N.F. 3%	2970	2970	0	0
2995 C.N.F. 3%	2980	2980	0	0
3005 C.N.F. 3%	2990	2990	0	0
3015 C.N.F. 3%	3000	3000	0	0
3025 C.N.F. 3%	3010	3010	0	0
3035 C.N.F. 3%	3020	3020	0	0
3045 C.N.F. 3%	3030	3030	0	0
3055 C.N.F. 3%	3040	3040	0	0
3065 C.N.F. 3%	3050	3050	0	0
3075 C.N.F. 3%	3060	3060	0	0
3085 C.N.F. 3%	3070	3070	0	0
3095 C.N.F. 3%	3080	3080	0	0
3105 C.N.F. 3%	3090	3090	0	0
3115 C.N.F. 3%	3100	3100	0	0
3125 C.N.F. 3%	3110	3110	0	0
3135 C.N.F. 3%	3120	3120	0	0
3145 C.N.F. 3%	3130	3130	0	0
3155 C.N.F. 3%	3140	3140	0	0
3165 C.N.F. 3%	3150	3150	0	0
3175 C.N.F. 3%	3160	3160	0	0
3185 C.N.F. 3%	3170	3170	0	0
3195 C.N.F. 3%	3180	3180	0	0
3205 C.N.F. 3%	3190	3190	0	0
3215 C.N.F. 3%	3200	3200	0	0
3225 C.N.F. 3%	3210	3210	0	0
3235 C.N.F. 3%	3220	3220	0	0
3245 C.N.F. 3%	3230	3230	0	0
3255 C.N.F. 3%	3240	3240	0	0
3265 C.N.F. 3%	3250	3250	0	0
3275 C.N.F. 3%	3260	3260	0	0
3285 C.N.F. 3%	3270	3270	0	0
3295 C.N.F. 3%	3280	3280	0	0
3305 C.N.F. 3%	3290	3290	0	0
3315 C.N.F. 3%	3300	3300	0	0
3325 C.N.F. 3%	3310	3310	0	0
3335 C.N.F. 3%	3320	3320	0	0
3345 C.N.F. 3%	3330	3330	0	0
3355 C.N.F. 3%	3340	3340	0	0
3365 C.N.F. 3%	3350	3350	0	0
3375 C.N.F. 3%	3360	3360	0	0
3385 C.N.F. 3%	3370	3370	0	0
3395 C.N.F. 3%	3380	3380	0	0
3405 C.N.F. 3%	3390	3390	0	0
3415 C.N.F. 3%	3400	3400	0	0
3425 C.N.F. 3%	3410	3410	0	0
3435 C.N.F. 3%	3420	3420	0	0
3445 C.N.F. 3%	3430	3430	0	0
3455 C.N.F. 3%	3440	3440	0	0
3465 C.N.F. 3%	3450	3450	0	0
3475 C.N.F. 3%	3460	3460	0	0
3485 C.N.F. 3%	3470	3470	0	0
3495 C.N.F. 3%	3480	3480	0	0
3505 C.N.F. 3%	3490	3490	0	0
3515 C.N.F. 3%	3500	3500	0	0
3525 C.N.F. 3%	3510	3510	0	0
3535 C.N.F. 3%	3520</			

